

RDN

Pierre Hassner

Préface du Général Benoît Durieux



Revue Défense Nationale

Mensuel - Février 2020





Notre mission : *garantir la vôtre*

La différence *Unéo*

PRIMES-MISSION OPEX – MISSINT – MCD

En cas de rapatriement sanitaire : une protection pour compenser la perte de vos primes⁽¹⁾

Jusqu'à 4 000 € par mois d'allocation forfaitaire garantie

Sans formalité médicale, une adhésion simple et rapide

Uniquement le temps de votre mission

Unéo, MGP et GMF
sont membres d'
UNEOPOLE
la communauté
sécurité défense

Unéo, la mutuelle
des forces armées
TERRE - MER - AIR - GENDARMERIE
DIRECTIONS & SERVICES
Référéncée
Ministère des Armées



Santé
Prévoyance
Prévention
Accompagnement social



La différence Unéo sur groupe-uneo.fr et au 0970 809 000²

Votre force mutuelle

Document publicitaire. (1) Dans les conditions et limites du Règlement mutueliste d'Unéo-Citige applicable à compter du 1^{er} janvier 2021. (2) Du lundi au vendredi, de 8 h à 18 h, appel non surtaxé. Unéo, mutuelle soumise aux dispositions de l'article L.161 du Code de la mutualité, inscrite au répertoire SIRENE sous le numéro 833 380 088 et dont le siège social est situé 48 rue Babès - 92544 Montrouge Cedex. Crédits photos : ©314a-R1 - ©Jeanne Smechal/Marine Nationale/Défense - ©Sandra Chenu - ©Gendarmerie/LFC/J.F.Privot - ©Cynthia Wagner/Armée de l'air - LaSalle - andCo



Éditorial

Réfléchir le monde, comprendre les déséquilibres et décrypter la violence intrinsèque à l'humanité en évitant l'optimisme béat des idéalistes et le cynisme des idéologues, tel fut le parcours intellectuel de Pierre Hassner (1933-2018), dont le chemin de vie, de Bucarest à Paris, contribua largement à sa compréhension des mécanismes des relations internationales et de la géopolitique.

Fidèle contributeur de la *Revue Défense Nationale* depuis 1970, Pierre Hassner a participé à l'élaboration d'une analyse française des conflits internationaux dans le cadre de la guerre froide puis du monde *post-1989*, avec l'émergence d'une mondialisation aujourd'hui « fracturante » et remettant en cause notamment les principes fondamentaux de nos démocraties représentatives. D'où, d'ailleurs, une tonalité teintée de pessimisme dans l'ensemble des textes rassemblés dans ce numéro exceptionnel qui rend hommage à Pierre Hassner.

À l'heure où l'élaboration des politiques étrangères semble se limiter à des *tweets* irréfléchis et à des éléments de langage conçus par des communicants, il est essentiel, voire urgent, de revenir au temps long de l'analyse stratégique, ainsi que le concevait et l'écrivait Pierre Hassner.

D'où la nécessité de cette publication qui s'étale sur près d'un demi-siècle et qui montre au fur et à mesure des pages, et donc du calendrier, combien les passions humaines peuvent diviser, mais aussi rassembler. Avec une constante constamment réaffirmée, le besoin d'Europe, pour consolider une paix au demeurant fragile. Et ce message subliminal reste plus que jamais d'actualité pour que l'Europe prenne conscience qu'elle ne peut se contenter d'un simple *soft power* économique face au retour des empires et des rapports de force. Cette exigence est désormais vitale devant les déséquilibres du monde tant appréhendé par Pierre Hassner en son temps.

Ce n'est donc pas un hasard si La Fabrique Défense qui vient de se dérouler à Paris et en province a eu d'emblée une dimension européenne. En rassemblant plusieurs milliers de jeunes, cet événement a contribué à la prise de conscience de l'importance des enjeux de défense dans cette perspective d'une Europe plus solidaire et moins « autruche » dans un monde en désordre.

En voyant notamment à cette occasion l'essor des études de défense et de relations internationales proposées par le monde académique, les grandes écoles et les *think tanks*, on voit là tout l'apport d'hommes comme Aron dans les années 1960-1970 puis Hassner. Bien que rejetts par une *intelligentsia* aveuglée par son idéologie, ils ont su regarder la réalité du monde avec lucidité.

Jérôme Pellistrandi
Rédacteur en chef

Les guerres et le terrorisme
détruisent
des familles entières. Vos dons les aident à
se reconstruire.

Le Bleuet accompagne
les blessés de guerre
dans leurs projets d'avenir.



*Avec le Bleuet de France,
aidons ceux qui restent*

onac-vg.fr/dons



mémoire et solidarité

Avec le soutien de



Sommaire

FÉVRIER 2020 - N° 827

7 Préface

BENOÎT DURIEUX

10 Avant-propos - « Maître Yoda » : l'apport de Pierre Hassner à l'étude des relations internationales

JEAN-VINCENT HOLEINDRE - JEAN-BAPTISTE JEANGÈNE VILMER

Pierre Hassner

17 L'Europe des années 1970 : stabilité et conflits

RDN N° 289, MAI 1970

Après la décennie 1950 marquée par la guerre froide, les années 1960 constituent une période de transition avec une certaine normalisation des rapports Est-Ouest, marquée par des équilibres locaux s'inscrivant dans la bipolarité du monde. Cependant, les difficultés intérieures propres au bloc soviétique, les évolutions sociétales confrontées à l'idéologie communiste et la question non résolue des nationalismes dans l'Europe de l'Est et du Sud-Est peuvent constituer des sources de pessimisme quant à la paix. D'où la nécessité d'un dialogue intereuropéen plus important dépassant la partition actuelle en deux camps.

29 Force et politique aujourd'hui

RDN N° 306, DÉCEMBRE 1971

Ce qui est aujourd'hui en question dans la thèse de Clausewitz, ce n'est pas la présence de la force ni son importance dans la politique, mais la nature de leur relation. Actuellement paralysée au niveau supérieur, nucléaire, la violence se répand sous diverses formes à l'intérieur des États. La distinction jadis classique de Hobbes entre l'état civil et l'état de nature, caractéristiques respectivement des rapports intra- et interétatiques, s'en trouve singulièrement compliquée. À partir de ces réflexions, voici un essai de prospective concernant les diverses manifestations de la violence et les régions du monde qu'elles peuvent affecter.

42 L'Europe, de la guerre froide à la paix chaude

RDN N° 320, MARS 1973

La multipolarisation ne change pas seulement le nombre des acteurs, mais la nature de leurs relations et cette transformation ne consiste pas seulement à passer du conflit à la coopération. Il s'agit d'une diversification, ainsi que d'une transformation plus profonde et plus complexe qui fait apparaître de nouveaux clivages et de nouvelles solidarités, et dans laquelle l'influence indirecte et réciproque que les évolutions et les révolutions respectives des différentes sociétés exercent les unes sur les autres prend une importance croissante. Cette influence, jadis gelée à l'époque de la guerre froide par le monolithisme des blocs, est désormais libérée par la détente. Quelle Europe naîtra de cette conjoncture complexe : une Europe dominée par la coopération des deux grands ? Une Europe à dominante atlantique ? Une Europe de l'Oural à l'Atlantique ? Ou bien une Europe européenne et équilibrée ? Cette Europe-là ne se fera pas sans une ferme volonté des Européens, ni, hélas, sans frictions.

57 Les contradictions de la détente : faux dilemmes et vrais problèmes

RDN N° 334, JUIN 1974

L'Europe ne veut ni d'une *pax sovietica* ni d'une *pax americana*, pas plus qu'elle n'est disposée à se soumettre à un condominium soviéto-américain. Elle refuse de se laisser enfermer dans les dilemmes dont l'auteur donne maints exemples et dont les deux termes du jargon politique américain traduisent l'alternative : *linkage or decoupling* ? Lier les problèmes ou les dissocier ? Ces faux dilemmes et ces vrais problèmes, elle veut les surmonter par une attitude de coopération qui n'exclut pas la fermeté et qui rejette la transformation des anciens antagonistes en complices et celle des alliés en antagonistes.

71 **Nouvelle phase en Europe : de l'instabilité politique au déséquilibre militaire ?**

RDN N° 350, DÉCEMBRE 1975

La Conférence d'Helsinki n'a-t-elle été que le « sommet » de la détente ? Ne sommes-nous pas maintenant engagés sur une pente menacée par les orages ? L'Europe, surtout dans sa partie méridionale, est en état d'instabilité politique. Le risque existe donc de la voir basculer du côté du communisme, apportant ainsi à l'Union soviétique, dont l'effort militaire ne se relâche pas, un avantage stratégique considérable. Comment les gouvernements occidentaux doivent-ils réagir ? L'auteur répond en mettant en garde contre les erreurs à ne pas commettre dans l'analyse de la situation et dans l'attitude à adopter à l'égard des forces de changement et face à la puissance militaire de l'Est.

82 **L'URSS, l'eurocommunisme et l'Europe occidentale**

RDN N° 362, JANVIER 1977

Les Soviétiques souhaitent-ils la victoire des partis communistes occidentaux ? Sont-ils prêts à exploiter la crise économique qui frappe certaines démocraties européennes ? De telles questions ne comportent sans doute pas de réponse unique et certaine. La vision dialectique et mondiale de la « corrélation des forces » convainc l'URSS que celles-ci jouent à long terme en sa faveur, mais elle ne tient à exploiter les processus révolutionnaires que dans la mesure où elle peut en garder le contrôle et éviter en particulier les chocs en retour sur son « *imperium* » ou sa puissance. L'URSS n'a donc pas fait le choix d'une stratégie définitive et garde toujours « deux fers au feu ». Il importe de le savoir pour une appréciation correcte de la situation en Europe et de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'eurocommunisme.

94 **La déstabilisation de l'Asie et les interactions soviéto-américano-européennes**

RDN N° 393, NOVEMBRE 1979

Cet exposé répond à certaines des principales questions que nous nous posons sur l'Asie : celle des implications des conflits asiatiques dans les rapports soviéto-américains et celle de la marge de liberté de la politique européenne à l'égard de la Chine. En 1979, Moscou disposait d'une force bien supérieure et d'une volonté expansionniste bien plus forte que Pékin. L'Europe, bien que marginalisée en Asie, se devait de suivre avec intérêt les évolutions à venir en s'interrogeant sur le futur de la Chine. Puissance en devenir ?

101 **« Eurocommunisme » et « eurostratégie »**

RDN N° 402, AOÛT-SEPTEMBRE 1980

Les trois principaux partis communistes occidentaux, français, italien, espagnol, se sont en apparence ralliés aux thèses officielles de leurs pays respectifs sur la défense militaire. Si les grandes options ne sont pas mises en question, en est-il de même pour les priorités et les arrière-pensées ? Pour pouvoir aspirer au gouvernement de leur pays, ces partis doivent montrer leur attachement à l'indépendance et à la souveraineté nationale, à l'Occident et à ses alliances. L'absence de neuf partis, dont l'espagnol et l'italien, à la conférence des partis communistes européens sur la paix et le désarmement organisée par le PCF consacre cependant une certaine rupture de l'eurocommunisme. L'Afghanistan a apporté un choc supplémentaire, et chaque parti semble prendre, dans son pays, une position originale, mais on verra probablement d'autres changements.

111 **Conflit des civilisations ou dialectique de la modernité ?**

RDN N° 574, AVRIL 1996

À l'occasion d'un colloque sur « guerres et paix au XXI^e siècle », Pierre Hassner revenait sur la théorie du choc des civilisations présenté par Samuel Huntington. Pour le Français, cette thèse comprenait des ambiguïtés, notamment autour de la place de la religion, alors qu'il lui semble nécessaire de prendre en compte les systèmes économiques et politiques face à la modernisation et à la globalisation (aujourd'hui la mondialisation). Avec la question non résolue du lien entre démocratie et individualisme et entre fondamentalisme et « barbarisation ».

115 Incertitudes stratégiques et ambiguïtés politiques

RDN N° 729, AVRIL 2010

La grammaire stratégique classique n'a plus cours. À sa place, des règles incertaines et des frontières diffuses entre politique et stratégie, et deux champs de confusion ; celui des armes nucléaires et celui de l'intervention militaire qu'explore l'auteur. Désordre et contradictions sont désormais les constantes de la dérégulation stratégique, laissant les sociétés incapables de dialoguer entre elles, alors qu'il y a urgence.

122 Guerre, stratégie, puissance

RDN N° 743, OCTOBRE 2011

L'auteur nous livre une réflexion générale sur les notions de guerre, de stratégie et de puissance, et sur les rapports complexes qu'ils entretiennent au début du XXI^e siècle. À la lumière des engagements récents de la France, il les réinterprète en montrant combien la combinatoire actuelle requiert le sens du bon voisinage, la volonté d'équilibre et de compromis pour préserver ce qu'il ne nomme pas, mais qui est au cœur de l'identité, la liberté de choisir son propre destin.

129 Régulation et stratégie : l'ère de la désorganisation massive ?

RDN N° 758, MARS 2013

C'est de la régulation stratégique qu'il s'agit dans cette réflexion qui examine comment y contribuent la négociation, la dissuasion et l'intimidation. En convoquant théoriciens et analystes, et en examinant le système international dont il pointe les limites, l'auteur montre qu'elle est plus que jamais fragile. La désorganisation du monde ne cesse de grandir avec un brouillage des différents acteurs, chacun se fixant ses propres règles et réfutant celles des autres.

136 Considérations sur l'incertitude

RDN N° 766, JANVIER 2014

L'incertitude stratégique que beaucoup ressentent, résulte de fragiles équilibres antérieurs désormais rompus, de l'apparition de nouveaux acteurs et de nouvelles frictions, mais surtout de la crise générale du politique qui est la marque d'un monde en transition rapide. Cette déstabilisation des anciens équilibres s'accroît d'autant plus que les échelles de temps sont désormais distinctes entre les différents acteurs, les uns voulant l'instantanéité et les autres le temps long.

141 Remarques sur quelques concepts

RDN N° 771, JUIN 2014

Après un rappel historico-politique, l'auteur expose la complexité et la relativité actuelles, plus grandes qu'à d'autres époques, des notions d'équilibre et de supériorité stratégiques. Il montre comment l'ambiguïté ou la précarité des équilibres conditionnent cette supériorité et imposent le recours à une stratégie vraiment totale, embrassant le long terme et s'appuyant sur une vision globale des réalités du monde.

Chronique - Recensions

149 Histoire militaire - Octobre-novembre 1939 : la stratégie navale des Alliés

CLAUDE FRANCO

151 Hélène Bravin, Kamel Almarache : *Libye, des révolutionnaires aux rebelles*

Trent Hone : *Learning War*

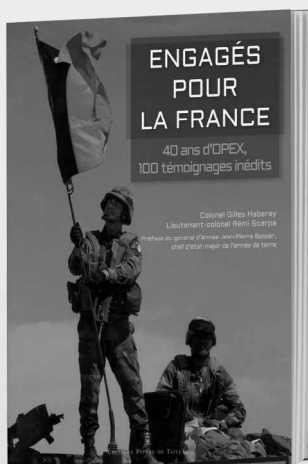
Florian Manet : *Le Crime en bleu*

Brigitte Le Guen (dir.) : *Naissance de la Grèce - De Minos à Solon*



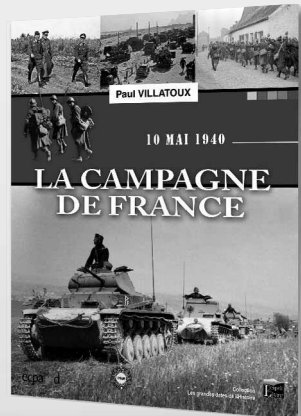
Almanach 1918

Ce livre est une invitation, pour tous les passionnés d'histoire et amoureux de la photographie, à parcourir autrement la dernière année de ce long conflit. Mêlant images prises par les photographes de l'armée, textes d'historiens, dessins humoristiques et extraits du dictionnaire des Poilus, cet ouvrage unique est commenté et mis en forme au XXI^e siècle avec la volonté de rester fidèle à l'esprit de 1918.
224 PAGES – 24 €



Engagés pour la France

S'appuyant sur plus d'une centaine de témoignages et plus de 500 photographies rares ou inédites, *Engagés pour la France* présente comme jamais auparavant les opérations extérieures de l'armée française. C'est aussi un hommage à ces militaires qui risquent leur vie et parfois versent leur sang pour défendre nos valeurs.
352 PAGES – 39,90 €



La campagne de France

Cet ouvrage richement illustré revient de façon précise et chronologique sur les grands événements qui ont scandé ce drame depuis la déclaration de la guerre jusqu'aux premières heures de la collaboration, en passant par l'armistice du 22 juin 1940. Une mise au point indispensable, appuyée par une iconographie variée et souvent inédite.
104 PAGES – 16 €

ecpa > d

AGENCE D'IMAGES
DE LA DÉFENSE

www.ecpad.fr



BON DE COMMANDE

À renvoyer ou à recopier sur papier libre, accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de l'Agent comptable de l'ECPAD).
ECPAD - A/C - 2 à 8, route du Fort - 94200 Ivry-sur-Seine Cedex – Tél. : 01 49 60 59 88 - eboutique@ecpad.fr
Merci d'indiquer vos coordonnées en **MAJUSCULES**.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Tél. _____ E-mail _____

Je souhaite être informé des dernières sorties et des promotions de la boutique ECPAD. Oui Non

Ces données sont collectées par l'ECPAD afin de traiter votre commande. Les informations recueillies ne sont pas communiquées à des tiers. Vous disposez en vertu du droit français et du droit de l'Union européenne d'un droit d'accès, de portabilité, de rectification voir d'effacement des données vous concernant, ainsi qu'un droit de limitation voire d'opposition au recueil des informations.

Désignation de l'article	Prix unitaire TTC	Quantité	Montant TTC
Engagés pour la France	39,90 €		
Almanach 1918	24 €		
La campagne de France	16 €		
Frais d'expédition forfaitaires			5,50 €
Total à payer			

RDN04 • Validité : 2020

Préface

Benoît Durieux

| Officier général.

Lorsque Pierre Hassner nous a quittés, le 29 mai 2018, la multiplication des hommages venus de tous horizons intellectuels a pu témoigner de l'envergure de cet observateur perspicace de la scène internationale, de ce philosophe de la guerre et de la paix, de ce compagnon au long cours de tous ceux qui veulent étudier et comprendre notre monde. Cette salutation unanime a été à la mesure de ce penseur à la longévité exceptionnelle. Né en Roumanie et installé en France en 1948 à l'âge de quinze ans, Pierre Hassner, après ses études à l'École normale supérieure et son agrégation de philosophie, commença à réfléchir sur la scène internationale dès les années 1950 et continua sans interruption jusqu'à ses derniers mois.

C'est tout l'intérêt de la rétrospective qui nous est proposée dans ce volume spécial de la *Revue Défense Nationale*. Alors que les méandres de la guerre froide ne nous sont déjà plus accessibles que par les livres d'une histoire trop récente pour être pleinement apaisée, nous disposons ici, d'abord, des réactions d'un des observateurs les plus lucides et nuancés de cette période, comme si nous étions brutalement replongés dans les années 1970. Et alors que l'analyse du contexte stratégique actuel risque de pâtir du manque de recul propre à l'observateur contemporain, nous avons encore quelques analyses d'un penseur dont nous savons qu'il a pu faire appel à toute une vie de réflexion au contact direct des périodes qu'il a traversées. Mais ces rubriques n'intéressent pas seulement l'historien. Elles dessinent aussi et sans doute surtout une conception de la guerre salutaire pour penser le monde d'aujourd'hui.

Ce qui frappe à la lecture des articles de la guerre froide, tous écrits durant la décennie 1970, c'est précisément que la guerre froide n'y apparaît finalement qu'en filigrane et même comme un événement déjà relégué dans le passé. Dès 1970, l'expression de « guerre froide » est associée aux années cinquante ; le contexte qu'il décrit, sans doute encore marqué par l'affrontement des blocs, frappe le lecteur de 2018 par son actualité. La montée en puissance de l'Asie à travers celle de la Chine, l'émergence de la multipolarité, la fragilité des alliances ou des blocs, la prédominance des crises intérieures sur les guerres interétatiques, tout est déjà là pour décrire les traits fondamentaux du contexte stratégique contemporain. L'évolution « dans le sens de la complexité », le « mélange de bipolarité, de multipolarité et d'anarchie », la « paix chaude » qui décrit les conflits internes multiples et fluctuants, le passage « du danger de la guerre à la réalité du désordre » sont autant d'expressions

qu'il utilise en mars 1973 et qui semblent encore mieux faites pour décrire le monde du *Brexit*, des différents transatlantiques, de la politique russe et des conflits au Levant et au Sahel.

C'est la raison pour laquelle il faut prêter attention aux finesses de ses textes. Il met sa hauteur de vue, son sens de la nuance et son indépendance au service d'une analyse à plusieurs niveaux de la géopolitique. S'il faut lire Pierre Hassner, c'est parce que sa réflexion nous renvoie à une conception de la guerre que nous gagnerions à méditer. Alors que les chaînes d'information en continu imposent l'analyse des crises en temps réel, il souligne que la guerre ne s'inscrit que dans le temps long ; alors que l'ennemi uniformément qualifié de terroriste est réduit à l'état d'obstacle matériel à effacer, il met en valeur la nature dialectique de la guerre ; alors que le problème militaire semble souvent ramené à sa dimension technique, il en souligne la nature politique et sociale. Sans jamais mélanger, en bon disciple de Raymond Aron, la défense et la sécurité, ni les réalités des États et celles des sociétés, il met en exergue les interactions entre les relations internationales et les mouvements de fond qui animent les peuples. Il montre ainsi toute la complexité de cette dialectique de deux ensembles à visée mondiale qu'a été ce que nous appelons aujourd'hui la guerre froide. « Peut-être ce qui, dans la formule de Clausewitz, est mis en question par l'évolution contemporaine, souligne-t-il en 1971, n'est-ce pas la présence de la force, ni son importance pour la politique, mais la nature de la relation entre elles ; peut-être cette relation, loin de disparaître, est-elle devenue à certains égards tellement intime, qu'entre une force essentiellement politisée et une politique essentiellement conflictuelle il n'y a plus de distinction claire ni de hiérarchie immuable. » Ainsi Hassner nous livre-t-il quelque chose de ce qui fait une bonne analyse stratégique, qui intègre les rapports de force et les interactions des sociétés, des États et des partis politiques, et qui met en rapport les lieux de confrontations, les espaces de compétition et les domaines de coopération.

Le monde de la guerre froide et celui d'aujourd'hui sont couramment opposés comme deux antithèses : à l'affrontement de deux blocs uniques a succédé le règne des microconflits ; le trop-plein de politique laisse sa place à la prédominance de la religion et de l'économie ; au modèle de guerre symétrique vient se substituer celui de l'asymétrie et du terrorisme. Pierre Hassner ne se contente pas de relativiser ces oppositions ; il montre à quel point une réflexion de fond sur la guerre froide est utile pour comprendre le monde d'aujourd'hui, comme si, à certains égards, la « ligne claire » des blocs permettait de dégager les outils conceptuels indispensables pour évaluer les comportements d'objets internationaux moins bien définis. Ce volume nous projette ainsi quinze ans plus tard, alors que l'URSS a disparu, que la première guerre du Golfe et la crise de l'ex-Yougoslavie ont marqué les années de l'après-guerre froide et que les États-Unis se sont provisoirement affirmés comme l'unique hyperpuissance. Plus de vingt ans se sont écoulés depuis la rédaction du premier article de cette période et pourtant le lecteur est à nouveau frappé par la modernité du propos. En 1996, *Daech* n'existe pas ; les attentats du

11 septembre n'ont pas encore eu lieu, mais Hassner semble pressentir lorsqu'il souligne « combien ces mouvements de retour à la tradition sont tributaires de la modernité à laquelle ils s'opposent, combien les fondamentalismes et les intégrismes eux-mêmes sont, souvent, des vecteurs de l'occidentalisation qu'ils exècrent, combien les racines redécouvertes sont, souvent, inventées ou reconstruites et les frontières sont imposées d'autant plus brutalement qu'elles sont plus artificielles. » La leçon qu'il en tire, et qui s'inscrit en continuité avec ses réflexions des années de guerre froide semble encore mieux adaptée à notre année 2018 : « Rien ne serait plus important que de restaurer une médiation à la fois démocratique et militaire entre les extrêmes d'une politique qui oublierait le rôle de la force et de l'équilibre, et d'une violence qui ne connaîtrait plus les bornes et les règles assignées par la politique. » À la manière d'un Clausewitz moderne, il nous met en garde à la fois contre ceux qui refusent par principe la violence guerrière, comme ceux qui peuvent être tentés d'y voir à nouveau un moyen prometteur de résolution des problèmes politiques. Aux premiers, il porte un message de lucidité : la guerre n'est pas toujours un choix, mais peut être imposée par l'agresseur à l'agressé ; aux seconds, il rappelle que la guerre doit être canalisée par la politique. Mais à tous, il souligne que la guerre et plus largement le rapport de force stratégique relèvent aussi, et sans doute d'abord, d'une médiation à même de rendre possible la poursuite des relations entre les hommes.

L'analyse des limites brouillées de la guerre en 2011, les variations sur la désorganisation du monde par un retour aux théories de Thomas Schelling – en proposant en 2013 une analyse de *The Strategy of Conflict* qui a marqué la pensée de la guerre froide –, un dialogue simultané avec l'amiral Dufourcq alors rédacteur en chef de la *Revue Défense Nationale*, les réflexions sur l'incertitude en 2014 sont autant de regards partagés avec un lecteur qui en ressort avec le sentiment d'avoir mieux compris le monde qui l'entoure. Lorsque Hassner pointe dans les nouveaux conflits « un élément spectaculaire de dissymétrie [qui] apparaît et se maintient pour l'instant » : « celui de la préférence pour la technique et pour la minimisation du risque, d'un côté, et de l'autre, le fanatisme et la recherche du risque, voire du suicide », il exprime une réalité familière à tous ceux qui ont participé à nos opérations extérieures des dix dernières années. Lorsqu'il indique ensuite que « l'évolution socioculturelle et morale prend ici tout son sens, dont l'importance est aussi incontestable que celle de l'évolution de l'art militaire et de ses instruments », on mesure la rémanence des analyses qu'il pouvait déjà proposer dans les années 1970.

Ce parcours appellera une biographie intellectuelle dont ce numéro de la *Revue Défense Nationale* suffit à établir l'intérêt. Dès à présent, on ne peut qu'être sensible à l'appel qui met un point final au dernier article de cette rétrospective : « Sur le plan de la théorie comme de la pratique, il n'est pas de tâche plus urgente que d'élargir la géopolitique, en y faisant entrer la circulation des idées, des mythes et des passions, et de politiser la géostratégie. » Cet ouvrage représente une première et remarquable contribution à cet objectif salutaire. ♦

« Maître Yoda » : l'apport de Pierre Hassner à l'étude des relations internationales

Jean-Vincent Holeindre - Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Directeur scientifique de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Professeur de science politique à l'Université Panthéon-Assas.

Directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

« J'ai consacré ma vie à l'étude des deux fléaux du totalitarisme et de la guerre, pour essayer de comprendre ce qui les rendait possibles et ce qui permettrait de les surmonter ⁽¹⁾. »

Dans l'hommage qu'il lui rend au moment de sa disparition, Jacques Rupnik, élève et ami de Pierre Hassner, considère ce dernier comme « le plus grand spécialiste des relations internationales de ce pays depuis Raymond Aron » ⁽²⁾. De fait, Hassner est assurément, sur les questions internationales et stratégiques, le penseur le plus marquant de sa génération et le plus écouté au-delà des frontières nationales. Quatre qualités peuvent expliquer l'importance de sa contribution : à la fois accessible et profond, il était aussi libre et inclassable.

Accessible, d'abord. Dévoreur de journaux, Pierre Hassner savait parler de l'actualité, mais en prenant de la hauteur, en se « consacrant avant tout à l'évolution des relations internationales, [car il a] toujours craint de commenter les événements à chaud, en manquant de place pour multiplier les hypothèses et les points d'interrogation ». Ayant « craint tout autant de donner à [s]es conclusions le caractère définitif que semble impliquer la forme achevée du livre » ⁽³⁾, il n'en a écrit aucun seul : ses ouvrages sont des recueils d'articles, des ouvrages collectifs qu'il a dirigés, et un ouvrage coécrit avec Justin Vaïsse. Extrêmement modeste, il considérait qu'il n'avait « pas d'œuvre » ⁽⁴⁾. Il est en réalité l'auteur d'une œuvre dense, constituée d'un très grand nombre d'articles ⁽⁵⁾ s'adressant à tous les lecteurs, des revues scientifiques (comme la *Revue française de science politique*) aux publications plus grand public (comme *Esprit*, *Le Débat*, *Commentaire* ou la *Revue Défense*

⁽¹⁾ Pierre Hassner, préface à Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Ryoa Chung (dir.) : *Éthique des relations internationales* ; PUF, 2013, p. viii.

⁽²⁾ Jacques Rupnik : « Pierre Hassner, l'Européen », *Le Monde*, 28 mai 2018.

⁽³⁾ Pierre Hassner : *La Revanche des passions* ; Fayard, 2015, p. 9.

⁽⁴⁾ La réponse qu'il nous a faite lorsqu'il y a quelques années nous avions le projet de faire un livre sur son œuvre.

⁽⁵⁾ Voir une partie de sa bibliographie (1961-2003) dans Anne-Marie Le Gloannec et Aleksander Smolar (dir.) : *Entre Kant et Kosovo. Études offertes à Pierre Hassner* ; Presses de Sciences Po, 2003, p. 547-560.

Nationale), en passant par l'anglais (*Survival, Ethics and International Affairs, Foreign Policy, International Affairs*), ainsi que des chapitres de livres en plusieurs langues. Cette inclination pour des formats intermédiaires, ni trop longs ni trop courts, publiés dans plusieurs langues, a contribué à diffuser son œuvre et à la rendre accessible au plus grand nombre. Outre ses participations dans les revues savantes, Pierre Hassner tenait à faire partager ses connaissances dans la presse généraliste, considérant que le rôle de l'intellectuel était aussi de s'engager dans l'espace public et de faire preuve de pédagogie au-delà du public des spécialistes.

Tout en s'adressant au plus grand nombre, il ne tombait jamais dans la simplification et faisait, au contraire, toujours preuve de subtilité et de profondeur. Il n'aimait pas les raccourcis faciles, les thèses-chocs qu'il trouvait simplistes comme « la fin de l'histoire » (Fukuyama) ou « le choc des civilisations » (Huntington), ainsi que les concepts politiquement corrects comme « communauté internationale », qui est « trompeur. Il y a des communautés nationales, sub- et transnationales, mais la communauté internationale est un leurre »⁽⁶⁾. De la même manière, il a très vite compris que son objet principal, la guerre, n'était pas un état clair et distinct, mais une réalité diffuse et graduelle : sans pour autant constater « la fin de la guerre »⁽⁷⁾, il observait que la distinction entre la guerre et la paix perdait « une grande partie de [son] sens »⁽⁸⁾, et utilisait volontiers le terme plus large de « violence » (son recueil *La Violence et la paix*, 1995).

Pierre Hassner était aussi un homme et un chercheur libres, en particulier sur le plan des disciplines universitaires. Son œuvre consiste en « des allers et retours entre la philosophie et la politique internationale, en [s]'arrétant fort peu aux sciences sociales »⁽⁹⁾. Agrégé de philosophie, il a dirigé dix thèses de doctorat, toutes en science politique, soutenues entre 1988 et 2006 (dont celle de Bruno Tertrais), alors qu'il n'était pas lui-même docteur. Comme l'explique Jacques Rupnik, « l'originalité de l'apport de Pierre Hassner tient sans doute du bon usage de la philosophie politique dans l'étude des relations internationales »⁽¹⁰⁾. L'un des grands efforts d'Hassner fut ainsi de montrer la pertinence des classiques comme Kant, Rousseau ou Hegel dans l'analyse des événements contemporains. Il s'est également employé à développer une approche normative s'inscrivant dans la tradition de la guerre juste : « Nous ne vivons plus dans le monde moderne de Clausewitz, marqué par la coexistence entre États. Nous sommes revenus aux pré-occupations médiévales de l'autorité légitime, de la juste cause, de la proportionnalité et de la discrimination »⁽¹¹⁾. Enfin, tout un pan de son œuvre contribue à

⁽⁶⁾ Pierre Hassner : « Pour une voie immédiate et collective, et la participation active d'États musulmans », *Le Monde*, 16 mars 2011.

⁽⁷⁾ Frédéric Gros : *États de violence. Essai sur la fin de la guerre* ; Gallimard, 2006.

⁽⁸⁾ Pierre Hassner et Roland Marchal (dir.) : *Guerres et sociétés. État et violence après la guerre froide* ; Karthala, 2003, p. 7.

⁽⁹⁾ Pierre Hassner, préface à Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Ryoa Chung (dir.) : *Éthique des relations internationales, op. cit.*, p. viii.

⁽¹⁰⁾ Jacques Rupnik : « Pierre Hassner, l'Européen », *op. cit.*

⁽¹¹⁾ Pierre Hassner : *La Terreur et l'empire. La violence et la paix*, II ; Paris, Seuil, 2003, p. 136.

l'étude du totalitarisme, dans la lignée des classiques de l'après-Seconde Guerre mondiale (Orwell, Arendt, Brzezinski et Friedrich, Aron).

La liberté d'esprit de Pierre Hassner se manifeste aussi sur le plan théorique : il ne s'intéressait que très peu à la théorie des relations internationales, qu'il trouvait volontiers trop « scolastique ». S'il fallait malgré tout le situer dans les grandes familles théoriques, on le trouverait tout à la fois réaliste, parce que tenant compte toujours des contraintes du politique, faisant preuve de lucidité ; libéral, parce qu'insistant sur l'importance des normes et des droits de l'homme en particulier, qui le poussaient souvent à se faire le porte-voix des oubliés, de ces hommes et femmes ordinaires frappés par les conséquences des conflits ou de la dictature, quitte à défendre des interventions humanitaires (ou, comme il préférait les appeler, « contre l'inhumanité »)⁽¹²⁾ ; et même constructiviste, en s'interrogeant toujours sur « le rôle des idées dans les relations internationales »⁽¹³⁾ et « la géopolitique des passions »⁽¹⁴⁾, en prolongeant Aron : « “Ceux qui croient que les peuples suivront leurs intérêts plutôt que leurs passions n'ont rien compris au XX^e siècle.” Nous ajouterions : ni au XXI^e »⁽¹⁵⁾. » En somme, Hassner relèverait plutôt de ce que l'on appelle l'éclectisme analytique, qui emprunte des outils théoriques ici et là, sans se soucier de leur appartenance à des théories constituées, pour les appliquer à des questions concrètes.

Pour cette raison, il était inclassable, et c'est sans doute ce qui rend son œuvre éclairante dans un monde qui n'a jamais semblé aussi chaotique et déstructuré. Oscillant entre un pessimisme tragique et un optimisme kantien, il n'aimait pas les systèmes et d'une manière générale les certitudes (« Fin des certitudes, choc des identités : un siècle imprévisible », titrait-il en 1999)⁽¹⁶⁾. Au contraire de nombre de ses contemporains qui avaient pour ambition de construire des modèles, il excellait à les déconstruire, non par trop-plein de scepticisme ou de relativisme, mais par honnêteté et rigueur intellectuelles.

Cette approche éclectique explique aussi pourquoi, dans l'un de ses derniers entretiens, il avouait se sentir plus à l'aise, mais aussi plus inquiet, dans le monde chaotique de l'après 11-Septembre plutôt que dans celui de la guerre froide, dont les lignes de partage se dessinaient plus nettement qu'aujourd'hui⁽¹⁷⁾. Plus à l'aise, car le monde actuel « éclaté » ressemble à sa « manière de penser, faite de doutes, de questions, de désordre parfois »⁽¹⁸⁾. Plus inquiet aussi, car il lui semblait

⁽¹²⁾ Pierre Hassner : « Des dilemmes de l'action aux contradictions des institutions : les ambiguïtés de l'ordre », in Gilles Andréani et Pierre Hassner (dir.), *Justifier la guerre ? De l'humanitaire au contre-terrorisme* ; Paris, Presses de Sciences Po, 2005, p. 339.

⁽¹³⁾ Pierre Hassner : « Le rôle des idées dans les relations internationales », *Politique étrangère*, 3-4/2000, p. 687-702.

⁽¹⁴⁾ Pierre Hassner : « La revanche des passions », *Commentaire*, n° 110, été 2005, p. 299.

⁽¹⁵⁾ Pierre Hassner : *La Revanche des passions*, op. cit., p. 14.

⁽¹⁶⁾ Pierre Hassner : « Fin des certitudes, choc des identités : un siècle imprévisible », in Thierry de Montbrial et Pierre Jacquet (dir.), *Ramses 2000. L'entrée dans le XXI^e siècle* ; Dunod, 1999.

⁽¹⁷⁾ « Qui gouverne le monde ? », entretien avec Pierre Hassner, *Sciences Humaines*, n° 266, janvier 2015, p. 2.

⁽¹⁸⁾ *Ibidem*.

plus difficile de négocier avec ces nouveaux acteurs non étatiques et idéologisés tels que *Daech*, là où la discussion entre les États, États-Unis et URSS au premier chef, n'avait jamais cessé durant la guerre froide. Chercheur rigoureux et commentateur engagé de l'actualité européenne et internationale, homme des passages et des traductions, entre Est et Ouest, Europe et États-Unis, « Kant et Kosovo »⁽¹⁹⁾, Pierre Hassner fut l'interprète inclassable d'un monde qui fut bipolaire avant d'être mondialisé, et probablement plus « anarchique ».

Hassner s'accommodait du désordre, celui de son bureau au Centre de recherches internationales (CERI), où s'entassaient pêle-mêle, y compris au sol, ouvrages, articles et notes diverses, et celui du monde : il a d'ailleurs beaucoup écrit sur le désordre mondial⁽²⁰⁾. De la même manière, il ne cachait pas ses doutes lorsqu'il dialoguait avec lui-même, à voix haute, faisant tout à la fois les questions et les réponses. Raymond Aron, qui considérait Hassner comme son élève le plus brillant⁽²¹⁾, avait très vite saisi cette pensée dialectique : il écrivait qu'Hassner « est à son meilleur quand il s'exprime en toute liberté, quand son monologue embrasse, à lui seul, ses arguments et les objections possibles de ses interlocuteurs »⁽²²⁾. Hassner, à son tour, considérait Aron comme « son maître à penser en relations internationales et en hygiène intellectuelle »⁽²³⁾. Ils avaient de nombreux points communs : tous deux normaliens de la rue d'Ulm et agrégés de philosophie, ils sont sortis des sentiers battus de la carrière universitaire et se sont confrontés au commentaire de l'histoire en train de se faire.

Par l'entremise d'Aron, Pierre Hassner avait rencontré Stanley Hoffmann, avec lequel il entretenait une amitié profonde, liée non seulement à une communauté d'objets d'étude, mais aussi et surtout à une communauté de vie et de destin. Les deux amis étaient nés en Europe centrale dans l'entre-deux-guerres et leur famille avait émigré en France. Si Hassner s'y était établi, Hoffmann avait finalement rejoint les États-Unis et l'université Harvard où il a fait toute sa carrière. Sa disparition en 2015 a beaucoup affecté Pierre. Les deux penseurs ont perpétué et renouvelé la perspective aronienne en relations internationales, et là réside également un apport majeur. Hassner savait critiquer Aron, dont il trouvait la pensée parfois trop systématique et stato-centrée, notamment dans *Paix et guerre entre les nations*. Il fut aussi en désaccord avec Aron au moment de Mai 68, prenant au sérieux les mouvements sociaux alors qu'Aron y voyait un danger pour les institutions démocratiques. Mais Pierre Hassner prolonge la pensée d'Aron bien plus qu'il ne s'y oppose, dans un contexte nouveau où « l'hétérogénéité est bien plus grande qu'il y a vingt-cinq ans et touche la nature même des acteurs : leur caractère

⁽¹⁹⁾ Anne-Marie Le Gloanec et Aleksander Smolar (dir.) : *Entre Kant et Kosovo*, op. cit.

⁽²⁰⁾ Voir notamment « Feu (sur) l'ordre international ? », *Esprit*, août/septembre 2014, p. 58-70.

⁽²¹⁾ Raymond Aron : *Mémoires* ; Robert Laffont, 2010, p. 452.

⁽²²⁾ *Ibidem*, p. 453.

⁽²³⁾ Cité par Gaïdz Minassian : « Pierre Hassner, grand spécialiste des relations internationales, est mort », *Le Monde*, 28 mai 2018.

étatique ou non étatique, national, subnational ou transnational (...). Les distinctions classiques entre grandes et petites puissances, entre public et privé, intérieur et extérieur, civil et militaire, ne disparaissent pas, mais sont de plus en plus brouillées »⁽²⁴⁾. Hassner était « très sensible à ce problème de brouillage général et à ce que cela implique »⁽²⁵⁾.

Enfin, si Pierre Hassner a fait des relations internationales son sujet de prédilection, c'est d'abord parce que sa vie en a subi les effets, avec le totalitarisme, la guerre puis l'exil. Son itinéraire, tout entier consacré à l'étude des régimes politiques, des idéologies et des affrontements armés, se confond avec les guerres mondiales du XX^e siècle et les conflits armés du XXI^e siècle dont il fut l'un des témoins et analystes les plus aiguisés. Sa pensée internationale, de ce point de vue, n'était pas seulement spéculative. Elle se voulait au plus proche des événements et des engagements concrets. Ainsi s'était-il engagé, à partir du conflit en ex-Yougoslavie, pour la cause des réfugiés, des populations déplacées, des accidentés de l'histoire, n'ayant sans doute jamais oublié sa propre expérience de l'exil. D'où également sa contribution à la sociologie du totalitarisme, par le bas, par l'étude des formes de résistance et de dissidence comme par la compréhension des modalités de l'oppression.

Dans ses textes, Hassner manifestait une conscience aiguë des contraintes de la décision politique, mais exprimait toujours une humanité profonde, qui ne cédait jamais au cynisme et intégrait toujours dans l'analyse la dimension morale, comme faisant partie intégrante d'une perspective politique plus large. La politique internationale, à ses yeux, ce n'était pas seulement les gouvernements, mais aussi les sociétés. Ce n'était pas seulement la guerre machiavélique, mais aussi la perspective kantienne de la paix. Ce n'était pas seulement la *Realpolitik*, mais aussi les passions, les valeurs, les idées et les normes.

Il n'a jamais cherché à faire carrière, pas davantage à faire école ou à bâtir une œuvre systématique, mais son exemple a suffi. Nous l'appelions parfois affectueusement « maître Yoda ». Comme le personnage de *Star Wars*, il était un modèle de sagesse et d'empathie. Il a formé en suivant ces valeurs plusieurs générations d'étudiants. Pour nous et beaucoup d'autres, il restera pour toujours une inspiration. ♦

⁽²⁴⁾ « Qui gouverne le monde ? », *op. cit.*

⁽²⁵⁾ Pierre Hassner : *La Revanche des passions*, *op. cit.*, p. 343.



■ **Pierre Hassner**

« Réduire l'incertitude, c'est bien souvent d'abord discerner des intérêts communs, éduquer à la confiance mutuelle et refuser ensemble l'inacceptable. »

Amiral Pierre Lacoste

RDN

L'Europe des années 1970 : stabilité et conflits

Pierre HASSNER

L'analyste qui, en cette première moitié de 1970, jette un regard en arrière sur les relations Est-Ouest dans l'Europe des années 1960 pour y chercher les perspectives de son évolution dans la décennie qui vient de s'ouvrir, ne saurait se défendre d'une certaine perplexité.

Il est clair que les années 1960 ont été des années de transition – mais au fait, une transition entre quels éléments ? Entre la guerre froide des années 1950 et une réconciliation Est-Ouest ou une réunification européenne, dont les initiatives françaises auraient été l'amorce et les négociations entamées par l'Allemagne d'une part, les États-Unis de l'autre, avec les pays communistes et en particulier l'URSS, seraient la consécration ? Entre, d'une part, le primat des grandes puissances, symbolisé d'abord au temps de Staline par le caractère rigide et militaire de la confrontation, ensuite sous Khrouchtchev et Kennedy par les grands desseins des deux Grands, et, d'autre part, l'initiative accrue des Nations moyennes ou petites à l'intérieur des alliances menant, demain, à un retrait des *leaders* ou à une « dissolution des blocs » ? Entre une phase où les deux Grands pensaient avant tout à leur confrontation et à leur équilibre et une phase où d'autres préoccupations (prolifération nucléaire, Chine, difficultés intérieures) prendraient le dessus, ou au contraire une phase où les crises intérieures, selon les cas, de leurs alliés et de leurs alliances, ou de leurs satellites et de leurs sphères, les amèneraient à réaffirmer leur présence de manière pacifique ou violente, symétrique ou contrastée, conjointe ou rivale ? La perplexité vient précisément de ce que toutes ces directions possibles répondent à des tendances d'évolution qui se sont effectivement manifestées ces dernières années.

Sans doute la caractéristique majeure du système européen actuel, comme d'ailleurs du système international dans son ensemble, est-elle la coexistence de caractères opposés et, à la limite, contradictoires, selon que l'on considère l'équilibre stratégique, la diplomatie des États et l'évolution des sociétés : bipolarité et polycentrisme, hostilité et coopération, stabilisation et bouleversements semblent tour à tour dominer selon les moments, les niveaux et les points de vue.

La structure de base nous semble toujours, et en un sens, plus que jamais, être constituée par l'équilibre bipolaire des deux alliances conduites par les deux Grands. Au point de vue de la division territoriale, la carte politico-militaire est toujours celle de 1945, celle d'une Europe et d'une Allemagne divisées selon une

ligne résultant en gros de l'avance respective des troupes soviétiques et occidentales à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Non seulement le *statu quo* territorial a résisté aux tentations de modification par la négociation ou par la pression, mais, malgré les efforts de certains Européens de l'Ouest pour s'unir et de certains pour se défendre, l'équilibre militaire en Europe continue à reposer sur la présence américaine, et, malgré les aspirations des Européens de l'Est, l'invasion de la Tchécoslovaquie a montré à ceux qui en doutaient que le sort de cette région continue à être dominé par la présence soviétique. Mais en même temps, les deux tendances fondamentales sur lesquelles s'appuyaient ceux qui prophétisaient la fin de la bipolarité et de la guerre froide – la convergence et le polycentrisme, la tendance des deux Grands à coopérer entre eux et la tendance de leurs alliés à rechercher et à utiliser une liberté d'action accrue – continuent à se faire sentir et à produire de nouveaux liens, de nouveaux conflits et de nouveaux alignements qui ne suppriment pas les anciens même lorsqu'ils se heurtent à eux.

Tant dans les types de conflits qui peuvent surgir en Europe que dans les types de réactions qu'ils peuvent susciter chez les grandes puissances, il apparaît que si la dimension fondamentale reste la dimension Est-Ouest, de nouveaux heurts d'intérêts nationaux et de nouvelles solidarités transcendant les deux alliances ont des chances d'apparaître au niveau même des relations interétatiques. À plus forte raison en va-t-il de même pour les conflits et les réactions provoqués par ce qui nous apparaît comme l'élément le plus fondamental et le plus gros d'avenir de la réalité européenne, à savoir la contradiction entre le système interétatique lui-même, avec sa stabilité ou sa rigidité à peine ébranlée par certaines évolutions diplomatiques, et l'évolution sociale, dont les crises à l'intérieur des régimes de l'Ouest comme de l'Est ont montré le caractère imprévisible et parfois chaotique. À un système qui n'a guère évolué et qui a, jusqu'ici, rempli ses fonctions principales (empêcher la guerre, assurer un certain contrôle des Grands sur le sort de l'Europe, en particulier celui de l'Allemagne), et dont le successeur ne se dessine guère à l'horizon, s'oppose une société européenne ou transnationale, où idées, aspirations et conflits ne se laissent pas enfermer dans le cadre du système (que ce soit celui des régimes politiques ou des alliances) et par là le menacent et provoquent ses réactions ou ses chocs en retour.

À cette analyse sommaire du système européen et de ses tendances contradictoires, on peut, nous semble-t-il, faire correspondre une division des conflits possibles dans les années 1970. Nous pourrions alors distinguer quatre catégories. Les deux premiers types porteraient sur le système lui-même, sous sa forme classique de bipolarité hostile et sous sa forme émergente de bipolarité coopérative ou de *condominium* limité ; le troisième porterait sur les intérêts nationaux (territoire, minorités, souveraineté, etc.) des différents États, surgissant au premier plan grâce aux éléments de polycentrisme ; le quatrième viendrait de l'évolution intérieure des sociétés menant à l'instabilité des régimes politiques ou à leur discordance par rapport à la position géographique ou à l'alignement diplomatico-militaire des pays

respectifs. L'hypothèse que nous souhaiterions présenter tendrait à suggérer que l'ordre dans lequel nous avons énuméré ces conflits correspond à un ordre croissant de probabilité et d'importance, ou du moins (et peut-être surtout) que les conflits de chaque catégorie auront tendance à être causés ou influencés avant tout par ceux des catégories suivantes. En d'autres termes, il faudrait éviter de concentrer nos regards exclusivement sur les grands affrontements Est-Ouest politico-militaires qui ont caractérisé l'époque de la guerre froide, mais il faudrait aussi éviter de les croire effacés ou rendus anachroniques par les nouveaux aspects des relations internationales européennes : en effet ces nouveaux aspects comportent précisément des éléments de conflits (entre les Supergrands et les autres, entre États nationaux, entre forces nouvelles et structures établies à l'intérieur des régimes et des alliances) qui peuvent soit se substituer aux conflits Est-Ouest classiques, soit les relancer.

Certes, ces derniers sont, en eux-mêmes, moins dépassés peut-être qu'on ne le croit. Si l'idée d'une attaque militaire, surtout de grande envergure, d'une alliance contre l'autre est moins à l'ordre du jour que jamais, l'absence (par comparaison avec d'autres régions) de pressions militaires ou de pressions diplomatiques appuyées sur la menace implicite de la force tient à l'existence d'un équilibre local et surtout à ses liens directs avec l'équilibre global par l'engagement physique des deux Grands et par la probabilité d'escalade qui résulterait d'un conflit limité. Chaque fois que, soit cet équilibre soit cet engagement, ont semblé douteux, des actions soviétiques consistant sinon à remettre en cause le *statu quo* du moins à en éprouver la résistance se sont produites : il y a de bonnes raisons de croire que la première crise de Berlin était liée, en partie du moins, à l'idée d'éprouver le degré et la solidité de l'engagement américain dans l'Europe de 1948 ; il y en a d'encore meilleures de penser que la deuxième crise de Berlin tendait en très grande partie à faire enregistrer, sur le plan européen, le déplacement (réel ou prétendu) de l'équilibre des forces symbolisé par le *Sputnik*. Si, dans le même temps, la solidité de l'engagement américain est remise en question après 1971 du fait de retraits importants de troupes et si l'équilibre stratégique global l'est de son côté du fait des progrès de l'URSS tant sur le plan nucléaire que sur le plan classique, l'atmosphère politique de l'Europe, allant de la liberté d'action des États neutres ou occidentaux au sentiment de sécurité de Berlin, peut s'en trouver affectée. Il reviendrait alors aux Européens de consolider ou de rétablir aussi bien l'équilibre que la détente en renforçant à la fois le poids politico-militaire de l'Europe occidentale et son ouverture au dialogue avec l'Est. Mais entre ces deux directions également nécessaires, des conflits évidents peuvent surgir ; surtout, l'une et l'autre peuvent entraîner des complications avec une Union soviétique désireuse de bloquer l'une et d'exploiter l'autre. L'attitude envers l'Allemagne et envers son encadrement dans un dispositif occidental ou co-hégémonique, européen de l'Ouest ou paneuropéen, serait ici sûrement la pierre de touche et peut-être la pierre d'achoppement des relations Est-Ouest.

Mais cela même montre bien l'importance croissante de la dimension que, selon les appréciations, on peut qualifier de « bipolarité coopérative », de « double

hégémonie » ou, au contraire, de sécurité collective ou universaliste. Les nouvelles sources de conflit Est-Ouest peuvent provenir précisément de l'application d'accords de stabilisation universelle reposant sur la coopération des Grands : arrêt des expériences nucléaires, non-prolifération, limitation des armements stratégiques, demain, peut-être, accords sur Berlin, l'Allemagne ou la sécurité européenne, la réduction contrôlée des armements. Si tous ces accords sont destinés à avoir une efficacité, ils impliquent nécessairement des mécanismes de contrôle qui, à leur tour, doivent refléter une certaine structure politique. On peut dès lors imaginer, dans le cas, par exemple, où l'URSS viendrait à accuser l'Allemagne occidentale de ne pas respecter les accords de non-prolifération, soit une tension qui opposerait celle-ci à l'URSS et aux États-Unis, soit des tensions entre ces deux derniers pouvant aller jusqu'à des remises en question de leur contrôle coopératif comme ce fut le cas pour l'administration de l'Allemagne dans les années 1946-1947. Enfin, à l'hypothèse de crises opposant les deux Grands à une tierce puissance ou les deux Grands entre eux à propos de celle-ci, peut s'ajouter celle de crises à prétexte universel, mais restant bilatérales et recouvrant des rivalités d'intérêts nationaux (se situant par exemple, dans le cas cité, sur le plan de l'industrie nucléaire).

En fait, la tendance à l'érosion du système bipolaire a au moins autant de chances de mener au choc des intérêts nationaux et au jeu des inégalités de puissance qu'à un système de sécurité fondé sur l'universalité et la réciprocité. Notre troisième type de conflits semble devoir se profiler avec au moins autant de certitude derrière le second que derrière le premier.

On peut cependant se demander si, même en cas de décomposition des blocs ou de relâchement des alliances, l'avenir est bien à la résurgence de conflits nationaux de type classique. En Europe occidentale, il semble bien qu'un seuil ait été franchi par l'évolution historique et sociale, et que l'idée de deux États se faisant la guerre pour une province ou même utilisant directement ou indirectement la menace de la force militaire à l'occasion d'un conflit diplomatique, appartienne au passé. En Europe de l'Est et du Sud-Est, les nationalismes sans doute plus jeunes et plus vivaces mais, même si elles recouvraient une liberté d'action qu'elles n'ont pas aujourd'hui, la Hongrie et la Bulgarie n'auraient sûrement pas comme premier souci d'attaquer la Roumanie, la Yougoslavie ou la Grèce à propos de la Transylvanie ou de la Macédoine ; depuis 1914 d'ailleurs, ce n'est pas par la guerre des petits, mais par l'arbitrage des Grands ou le résultat des guerres mondiales que ces provinces ont changé de mains. Le seul cas où un danger réel de guerre entre deux pays européens à propos d'un territoire ou d'une minorité ethnique existe est celui de la Grèce et de la Turquie, à propos de Chypre. Mais ne s'agit-il pas là d'un conflit dont les caractéristiques rappellent plus les problèmes du Moyen-Orient que ceux de l'Europe ?

Pour l'instant, en tout cas, quel que soit l'accroissement des libertés d'action nationales par le relâchement des alliances, en particulier de l'alliance occidentale qui, précisément, permet à des oppositions comme celle de la Grèce et de la Turquie de jouer beaucoup plus librement qu'à la grande époque de la guerre froide,

il reste que les conflits bilatéraux présents ou possibles doivent toujours être vus à la lumière de la structure bipolaire et hiérarchique du continent.

Si l'on distingue, alors, entre membres des deux alliances et neutres ou non-alignés, et entre les deux Grands et les autres puissances, on peut considérer que les conflits entre États-membres des deux alliances opposées sont rendus impossibles par le contrôle de leurs *leaders* et de leurs organisations respectives. Si la guerre des deux Allemagne n'a pas eu lieu, contrairement à celle des deux Corée ou des deux Vietnam, c'est en grande partie que chacun des deux États allemands, solidement encadré et contrôlé par son camp respectif, bénéficiait à la fois d'une bien plus grande sécurité et d'une liberté d'action bien plus réduite que deux États comme, par exemple, Israël ou l'Égypte. Les conflits entre un État-membre d'une alliance et un État neutre ou entre deux États petits ou moyens d'une même alliance sont rendus difficiles par les mêmes raisons ; celles-ci restent plus contraignantes à l'Est qu'à l'Ouest précisément parce que l'alliance communiste est plus centralisée et hiérarchique.

En revanche, l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 montre que les conflits entre le *leader* d'un bloc et l'un de ses membres peuvent mener à l'usage de la force ; et l'inquiétude que cette action avait suscitée non seulement en Roumanie, en Albanie et en Yougoslavie, mais même, de façon plus réduite, mais réelle, dans des États neutres non communistes, mais limitrophes du bloc oriental comme la Finlande et l'Autriche, inquiétude qui faisait contraste avec la tranquillité des membres de l'alliance occidentale, montre bien que les conflits entre un *leader* et un non-aligné, bien que plus improbables, ne sont pas à exclure.

Encore, précisément, ne sont-ils guère envisageables que par contamination ou par réaction à la suite de crises intérieures au pays non-aligné lui-même, à la grande puissance qui le menace, au bloc qu'elle dirige. Si la Yougoslavie était menacée, ce serait soit parce qu'un effondrement de son unité intérieure en ferait une source d'instabilité et un objet de convoitise, soit parce qu'elle se trouverait impliquée dans une intervention soviétique, en Roumanie par exemple, qui déborderait les frontières du bloc.

Plus généralement – et c'est ce qui fait la jonction entre nos quatre types de conflits – il nous semble que, pendant toute l'histoire de la guerre froide elle-même, ce qui est apparu comme une menace de l'Est contre l'Ouest et l'est devenu effectivement, a eu le plus souvent son origine dans des difficultés intérieures à l'Union soviétique ou liées à ses rapports avec ses propres alliés.

On a pu voir les origines de la guerre froide elle-même dans l'incapacité du camp soviétique à résoudre le problème de l'unité et de la diversité sans être poussé soit à rechercher des succès à l'extérieur soit à appliquer, à l'intérieur, des remèdes qui ne pouvaient que susciter, au dehors, des inquiétudes et des réactions. Pour les deux crises de Berlin, le rôle des rapports de l'URSS avec ses alliés (conflit avec la Yougoslavie dans un cas, lendemain de la Hongrie, crise de la DDR – République

démocratique allemande – et conflit avec la Chine dans l'autre) semble bien avoir été décisif, de même que, hors d'Europe, pour la guerre de Corée et la crise de Cuba, à propos de laquelle le rôle des dissensions intérieures soviétiques ajoute une dimension que, par exemple, l'ouvrage de Michel Tatu sur *Le pouvoir en URSS* (Grasset, 1967) ne permet plus d'ignorer. À plus forte raison ces considérations devraient-elles être décisives pour la décennie qui s'ouvre.

C'est là la raison essentielle pour laquelle nous ne pouvons pas partager l'optimisme prédominant quant à la sécurité du continent européen. Cet optimisme semble fondé sur une croyance négative (le caractère hautement improbable d'une attaque militaire) et sur une croyance positive, soit à la stabilisation définitive des sphères d'influence, soit à leur dépassement progressif et harmonieux. Si la croyance négative est justifiée, elle ne va pas au fond du problème. Sans doute, d'ailleurs, n'a-t-il jamais été là. Au contraire, les dangers les plus sérieux de conflit pour l'Europe, qui tiennent à la nature de l'autorité à l'intérieur du régime et de l'empire soviétiques, nous semblent plutôt devoir s'aggraver. La crise de l'Europe de l'Est, manifestée par la nécessité d'employer la force pour maintenir l'autorité soviétique, la crise des rapports avec la Chine, la crise de la société soviétique dont témoignent l'âge des dirigeants, les difficultés de l'économie, les ambiguïtés, les contradictions et les faiblesses de la répression en même temps que ses rigueurs, tout cela nous semble bien montrer que l'Empire soviétique est entré dans une phase, qui peut d'ailleurs être fort longue, de crise de légitimité ou de crise de « décolonisation », en quelque sorte. D'autre part, la nature des réactions des groupes dirigeants, rigidité bureaucratique devant les problèmes idéologiques et sociaux, brutalité à l'intérieur du bloc, prudence (et peut-être indécision) à l'extérieur, accompagnée d'un effort militaire considérable, semble bien montrer qu'ils n'ont l'intention ni d'abdiquer leur autorité ni d'en transformer suffisamment le caractère pour l'adapter efficacement aux conditions nouvelles. La perspective de loin la plus probable, donc, nous semble être celle d'une période de conflits entre les forces de l'autorité et celles du changement, conflits dont on ne saurait prévoir ni l'issue ni les conséquences pour les rapports avec l'extérieur, mais dont on peut affirmer qu'ils démentiront toute vision de la situation européenne fondée sur le caractère inévitable du *statu quo* ou celui du progrès.

Si c'est à l'Est que le problème se pose avec le plus d'acuité, c'est parce que c'est là que la contradiction qui oppose la hiérarchie de la puissance et la légitimité idéologique à l'évolution de la société et aux aspirations des populations est la plus radicale. Mais ces dernières années nous ont montré que, pas plus que la stabilité qui semblait reposer à l'Est sur le triomphe de l'idéologie, celle qui semblait fondée à l'Ouest sur le déclin de celle-ci n'était à toute épreuve. Cette nouvelle dialectique de l'instabilité des sociétés industrielles et de la stabilité du système bipolaire européen a pris en 1968 une forme concrète, celle d'un problème dont les années 1970 pourraient nous offrir la réédition : quelle est la réaction prévisible du monde extérieur et, en particulier des deux Grands, si un pays de l'Est veut cesser d'être communiste,

si un pays de l'Ouest veut le devenir, si un pays de l'Est, de l'Ouest ou neutre voit son ordre intérieur ou son unité nationale s'effondrer ? On peut, ainsi, spéculer sur les conséquences internationales d'une Yougoslavie soumise aux pressions centrifuges du problème national après la disparition du Maréchal Tito, d'une Grèce en proie à la violence civile, d'une Italie où s'affronteraient communistes et militaires, d'une Europe orientale où se produiraient d'autres printemps de Prague, où la corde raide hongroise de la réforme intérieure ou la corde raide roumaine de l'indépendance extérieure finiraient par céder, où les réactions soviétiques affecteraient des pays-clés ou frontières, comme l'Allemagne de l'Est ou la Yougoslavie, à propos desquels l'Occident se trouverait nécessairement impliqué de manière plus directe et plus dangereuse que dans le cas de la Tchécoslovaquie.

Les conséquences de ces crises affecteraient-elles plus durablement l'atmosphère de la détente et la réalité de la sécurité, en Europe, que ce ne fut le cas à propos de l'affaire de Prague ? Nul ne peut faire de prophétie, dans un sens ou dans l'autre. L'important est de voir que les tensions sont trop nombreuses et diverses pour que les changements ne soient pas à la fois inévitables et imprévisibles, pour qu'ils ne se produisent pas de manière souvent dissymétrique, spasmodique et désordonnée.

Le Tiers-Monde a toujours connu ces problèmes, liés à l'instabilité intérieure des régimes et au degré variable et indéterminé d'engagement, de contrôle, de rivalité et de coopération des deux Grands. En Europe la stabilité relative était liée à la présence directe de ceux-ci, mais aussi au fait que l'ordre intérieur et l'orientation idéologique des pays européens de l'Ouest ou de l'Est semblaient pouvoir être tenus pour acquis, quelles que fussent les raisons de cette stabilité : satisfaction, endoctrinement, terreur ou simplement passivité des populations. Si cette donnée du *statu quo* est remise en cause sans que l'autre le soit, si, loin que le Tiers-Monde évolue vers le modèle, capitaliste ou soviétique, des sociétés industrielles, ce sont celles-ci qui acquièrent l'instabilité de celui-là, si, par exemple, l'Europe occidentale en vient à se « latino-américaniser », quelles en seront alors les conséquences pour l'autre aspect, celui de la présence des Grands ? Chacun dans sa sphère, l'un et l'autre dans les nouvelles « zones grises » des États neutres, en particulier communistes, seront-ils plus interventionnistes ou moins ? Dans quelle direction leurs propres conflits intérieurs les pousseront-ils ?

Le fait même que ces questions puissent raisonnablement se poser, donne à penser que nous entrons en Europe dans une phase d'instabilité et d'incertitude, où non seulement l'évolution intérieure des différents pays, mais la nature et la structure des deux systèmes et, en particulier, l'attitude des deux Grands, les objectifs de l'un et l'engagement de l'autre, vont se trouver mis en question. Dès lors, le sens même de notions comme celles de sphère d'influence, de communauté, de bloc ou d'alliance va se trouver à redéfinir autant que celui des notions de démocratie ou de communisme. On peut, certes, objecter que ces questions sont artificielles parce qu'à l'Ouest, elles ne se posent pas vraiment et qu'à l'Est, elles ont déjà reçu leur réponse. Même quand, comme en Grèce, l'agitation intérieure a abouti

à un changement de régime, celui-ci n'a pas modifié radicalement les relations du pays ni avec ses voisins ni avec les Grands. Surtout, si l'on prend les deux exemples privilégiés auxquels nous avons fait allusion jusqu'ici, les barricades parisiennes de mai 1968 ont abouti à la victoire de la continuité, au moins institutionnelle et sociale, et la Tchécoslovaquie est plus solidement amarrée à l'Union soviétique qu'avant sa révolution pacifique.

Vis-à-vis des perspectives révolutionnaires en France, il était également frappant de constater, en mai 1968, d'une part, que le monde extérieur tout entier (à l'exception peut-être de la Chine, mais y compris Cuba, et certainement y compris les deux Grands malgré les conflits de l'un avec le général de Gaulle et l'engagement de l'autre en faveur de la révolution communiste mondiale) faisait des vœux pour le maintien du *statu quo*, d'autre part, qu'il n'a pas eu à intervenir, sinon négativement, pour conserver celui-ci.

À Prague, au contraire, l'intervention soviétique a été d'autant plus décisive qu'elle ne s'appuyait sur aucune force réelle à l'intérieur de la Tchécoslovaquie ; mais son caractère préventif et artificiel même montrait que l'URSS n'était disposée à courir aucun risque et à ne tolérer aucune ambiguïté quant à la manière de définir l'appartenance au socialisme ou au Pacte de Varsovie.

Pourtant, même s'ils le voulaient complètement, les deux grands systèmes « auraient de plus en plus de peine », selon l'expression d'André Fontaine, « à se protéger mutuellement de la contagion de leurs idées ». Si les structures établies, nationales et internationales, ont jusqu'ici résisté victorieusement aux forces de bouleversement domestiques et « transnationales », le défi de celles-ci semble plus dangereux à long terme que celui du polycentrisme diplomatique, malgré le bilan plus positif de ce dernier. Les sociétés occidentales semblent révéler assez de santé pour survivre en s'adaptant, l'URSS assez de résolution pour survivre en s'imposant. Un doute subsiste cependant, qui n'est pas sans rappeler les années 1947-1948.

Dans les deux cas, la question des partis communistes français et italien, de leur aspiration et de leur aptitude à atteindre le pouvoir, a été soulevée et en termes étonnamment semblables : comme en (ou à propos de) 1945-1947, on a beaucoup discuté en France pour savoir si le parti communiste voulait ou ne voulait pas profiter des désordres pour s'emparer du pouvoir, s'il considérait que la situation n'était pas révolutionnaire ou que la révolution n'était pas désirable ; comme en 1948, la possibilité que le parti communiste accède au gouvernement par la voie électorale est au moins envisagée en Italie et produit une scission dans le parti socialiste. À nouveau, la possibilité d'une guerre civile en Grèce, qui, également pour la première fois, redonnerait une chance aux communistes, ne peut être entièrement exclue. Pour la première fois, à nouveau, la question de la Yougoslavie, de la mesure dans laquelle elle pouvait être menacée par l'Union soviétique et protégée par les États-Unis a été sérieusement soulevée en 1968. Naturellement, les deux années où la Tchécoslovaquie a « fait la une » des journaux sont 1948 et

1968... Dans les deux cas, si la domination soviétique en Europe de l'Est ne fait pas de doute, le degré d'orthodoxie imposé aux différents pays, l'intensité de la chasse aux sorcières dirigée contre les alliés de l'hérétique ou contre les rebelles potentiels restent soumis au doute. C'est également le cas des grandes questions qu'on peut ainsi formuler : dans quelle mesure la brutalité soviétique en Europe de l'Est est-elle porteuse d'un dynamisme qui fait peser des menaces ultérieures sur les autres voisins de l'URSS et sur l'Europe en général ? Dans quelle mesure et sous quelle forme les États-Unis, une fois prise la décision de se dégager d'un désastreux guépier asiatique, comptent-ils être présents en Europe ?

Certes, en dehors même de facteurs extraeuropéens d'importance capitale comme la situation et le rôle de la Chine, bien des éléments opposent les deux époques. Le plus important concerne le problème le plus central à tous les sens du terme, celui de l'Allemagne. En ce qui concerne celle-ci, la question de l'évolution intérieure des pays européens et celle de l'engagement des deux Grands semblent avoir reçu une réponse. La répétition de la crise de Berlin de 1948 a eu lieu, mais de 1958 à 1962. Les deux Allemagne semblent stabilisées, à la fois dans leurs régimes intérieurs et dans leur orientation extérieure, à travers leurs succès économiques et leurs alliances militaires. Mais, même dans ce cas, on ne peut exclure ni une dialectique des extrêmes en Allemagne occidentale par une radicalisation, à droite, de la *CDU* (Union chrétienne-démocrate) passée à l'opposition, ni une incertitude sur Berlin liée aux désordres étudiants, ni une crise violente en RDA, ni surtout, après le départ de Walter Ulbricht, une sorte de convergence de « nationalismes de gauche » entre deux Allemagne dominées par une génération fatiguée de l'ancien immobilisme et des anciens protecteurs, convergence qui donnerait, pour la première fois, une chance réelle à une confédération des deux Allemagne. Or, cette possibilité pourrait alors, en fonction d'un grand nombre de facteurs, être l'occasion soit de l'intervention soviétique la plus grave que l'on ait connue, soit de la première tentative réelle pour aboutir au résultat manqué en 1945-1947, celui d'un règlement allemand et européen.

Sans aller jusque-là, à partir du moment où, de manière aussi prudente et positive que ce soit, les deux Allemagne commencent à dialoguer et à se transformer réciproquement, la question de leur place dans un dispositif européen et celle de la réaction des deux Grands face à ce dialogue et à ce dispositif se pose. Mais la réponse est d'autant plus difficile que la propre conduite des Superpuissances devient de plus en plus difficile à prédire, précisément parce qu'elle semble déterminée moins par la logique de leur interaction et de leur réaction envers de tiers pays que par celle de leurs conflits et de leurs préoccupations intérieurs. Or le résultat peut fort bien être radicalement différent, dans les deux cas, et poser ainsi de délicats problèmes d'équilibre et de communication.

L'effet le plus général de la nouvelle instabilité intérieure, même lorsqu'elle est le fait d'idéologies mondialistes et de courants transnationaux, est de tendre à replier les sociétés sur elles-mêmes, soit en détournant l'opinion publique des

dépenses et des dangers extérieurs soit en imposant aux gouvernements la tâche prioritaire du maintien de la stabilité tout court à l'intérieur. Le malheur de l'Europe de l'Est est que, pour l'URSS, l'empire occupé par l'Armée rouge fasse partie de cet ordre intérieur. Pour les États-Unis, au contraire, il se pourrait que le rayon de leur action et de leur sentiment de responsabilité se rétrécisse davantage que celui de l'URSS après avoir été plus étendu. Présument de leurs compétences et de leurs forces hier, ils ont accru les maux qu'ils voulaient combattre en prétendant garantir paix, stabilité et démocratie à des régions comme le Vietnam ; le résultat semble en être une crise morale intérieure qui risque de mettre en question leur disponibilité et leur engagement psychologiques dans des régions vitales où leur présence a effectivement été un facteur de stabilité pendant vingt-cinq ans. Si l'Union soviétique est, en Tchécoslovaquie, un incendiaire déguisé en pompier, les États-Unis pourraient bien être un pompier devenu incendiaire soit, comme au Vietnam, en attisant le feu qu'ils voulaient éteindre soit, comme peut-être demain en Europe, en laissant, par négligence, s'allumer et se consumer d'autres incendies pendant qu'ils s'efforcent d'empêcher que « la prochaine fois, le feu » ne consume leurs propres ghettos et leurs propres universités.

Ce n'est là, évidemment, que l'interprétation la plus pessimiste, au point de vue de l'alliance occidentale. Le pire n'étant pas toujours sûr, il est au moins aussi probable que leur pluralisme et leur flexibilité permettront aux organisations de l'Occident, sur le plan international comme sur le plan intérieur, de plier sans rompre et de survivre sans gloire si le monde extérieur consent à leur accorder le répit auquel elles aspirent passionnément. Mais il est non moins probable que le défi du conflit et de la violence ne leur sera pas épargné, précisément parce que la structure fondamentalement différente du bloc et du système soviétiques ne permet guère d'y prévoir un pareil processus d'adaptation à l'insatisfaction querelleuse permanente.

Comme l'Empire de l'Est ne repose que sur la force, alors que les tendances des sociétés divergent, toute aspiration à la diversité dégénère en crise, toute crise en conflit, tout conflit pose une question de vie ou de mort.

À long terme, les États-Unis devraient être en meilleure posture, à la fois parce que, nous semble-t-il, leur crise de légitimité est moins radicale que celle des régimes communistes, et parce que cette même légitimité leur permet de voir avec une certaine philosophie des régions comme l'Europe occidentale se détacher d'eux dans une certaine mesure : légitimité intérieure et autorité extérieure semblent aujourd'hui, vues d'Amérique, être plus en conflit qu'en liaison nécessaire. En URSS, au contraire, le groupe dirigeant aura tendance à réagir avec d'autant plus de violence que, radicalement sur la défensive, il ne peut compter que sur la force et que ce qui lui reste de légitimité est indissolublement lié à son rôle de gardien de l'empire. C'est pourquoi il n'est étonnant qu'il réagisse, comme en Tchécoslovaquie, à des dangers à long terme par des actions à court terme qui, tout en aggravant la crise fondamentale, permettent au moins de reculer l'échéance. Profondément menacé et fondamentalement sur la défensive, il est tactiquement

sur l'offensive, contrairement aux États-Unis auxquels leur dynamisme social fondamental n'interdit ni l'hésitation ni l'inaction sur le plan politico-militaire.

Il se pourrait donc que les difficultés des Nations occidentales, y compris les États-Unis, les poussent à se replier sur elles-mêmes pour s'occuper de leurs problèmes intérieurs respectifs, alors que les difficultés de l'URSS la pousseraient davantage vers des décisions aventureuses ; ou du moins que les sociétés occidentales, occupées à juste titre à se réformer et à répondre à l'insatisfaction permanente de certains des groupes qui les composent, ne consacrent pas l'attention requise à prévoir et éventuellement à limiter les crises provoquées par le caractère plus dramatique que peuvent prendre les difficultés intérieures du monde communiste. Or, si un aspect de notre propos a été de souligner que les crises et les conflits des années qui viennent risquent de naître plutôt à l'intérieur des sociétés que de leurs relations extérieures, l'autre aspect était de montrer que ces conflits sociaux ou ces crises idéologiques étaient en interaction constante avec l'attitude extérieure des États et avec la stabilité de l'ordre international lui-même.

C'est pourquoi la tâche des sociétés occidentales devrait être non point certes de négliger leur double effort intérieur de maintien de l'ordre et d'encouragement aux changements nécessaires, mais de l'appliquer également au domaine international, en facilitant et en canalisant à la fois les évolutions nécessaires qui se heurtent aux structures figées et menacent soit d'être bloquées par celles-ci, soit de les emporter dans la violence et le désordre.

Toujours, cela exigera de maintenir l'équilibre qui seul garantit la sécurité, mais aussi d'encourager l'ouverture à la détente, au dialogue, à la négociation, à l'interpénétration.

À court terme, cela implique dans le cadre, encore inévitable aujourd'hui, de la division bipolaire, de favoriser au maximum tout ce qui peut substituer à la notion de blocs monolithiques fondés sur la contrainte, la notion d'alliances pluralistes fondées sur l'adhésion librement consentie et librement révocable, unissant des États dont les Grands ne prétendent pas dicter la politique intérieure. C'est opposer une conception restreinte, négative, diplomatico-militaire, de la sécurité et de l'influence à une conception maximaliste, idéologico-policière. C'est respecter les régimes et les alliances des autres tout en essayant d'influencer leur comportement dans le sens de la modération : qu'on le veuille ou non, ce qui se passe dans une sphère est influencé par les réactions de l'autre, et le seul moyen pour l'Occident d'isoler la crise de l'Empire soviétique et de se garder contre ses dangers d'extension et d'explosion est précisément dans un dialogue avec l'URSS où il s'efforcera de l'amener, par la négociation, à modérer ses exigences et son comportement.

À long terme, la seule sécurité véritable serait celle d'une Europe qui, à la fois grâce à ses propres efforts et grâce à une évolution des deux Grands, de leurs régimes intérieurs et de leurs rapports réciproques, pourrait avoir une structure

plus conforme que la bipolarité aux aspirations de ses peuples. Mais en attendant c'est l'interpénétration des deux alliances qui seule peut introduire, dans les rapports des grandes puissances avec les non-alignés et même avec les membres de leur propre alliance, les mêmes limites à leur liberté d'action et la même prudence que dans leurs propres rapports réciproques.

Le primat croissant des affaires intérieures rend cette tâche à la fois plus difficile et plus nécessaire. Il doit, en tout cas, nous rappeler que le sens véritable de la sécurité n'est ni exclusivement statique ni exclusivement militaire. La sécurité n'est qu'un moyen en vue de la protection du changement pacifique dans les États ainsi qu'entre eux, contre les irruptions et les destructions de la violence. ♦

Force et politique aujourd'hui

Pierre HASSNER

« **F**aut-il tuer Clausewitz ? » ou encore : « Clausewitz : un mort qui se porte bien ». Tel est le titre de la pièce qu'à certains égards la réflexion stratégique, politique et philosophique sur le rôle de la violence dans les rapports entre États semble jouer, au moins depuis 1918, sinon depuis l'avènement de l'âge industriel. Que la force soit l'instrument de la politique et la guerre la continuation de celle-ci par d'autres moyens, cette idée clausewitzienne a connu, à notre époque, une alternance et une combinaison continuelles de confirmations et de démentis.

Aux utopies du XVIII^e siècle, de la paix par le commerce, succèdent les guerres napoléoniennes, aux utopies du XIX^e siècle, de la paix par la science, par l'industrie ou par la démocratie, succède la guerre de 1914-1918. On semble, dès lors, avec la guerre hyperbolique, la révolution soviétique, la naissance des États totalitaires, entrer dans une ère où Clausewitz se trouve dépassé à la fois par Ludendorff et par Lénine qui, l'un et l'autre, voient dans la politique la continuation de la guerre par d'autres moyens : ni la politique des années trente ni la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale ne semblent les démentir.

Depuis 1945, nouveau renversement : l'optimisme de la paix par l'organisation internationale, caractéristique des après-guerres, celui de la paix par le primat des valeurs pacifiques, de l'intérêt ou de la coopération, se trouvent d'abord mis en cause puis renforcés par le facteur nucléaire – qui apparaît comme porteur d'abord de catastrophe, ensuite d'équilibre. En Europe et entre grandes puissances, la combinaison de la « paix par la terreur » et de la « paix de satisfaction », pour reprendre les termes de Raymond Aron, semblerait éliminer la force de la politique internationale.

Pourtant, les efforts des grandes puissances pour maintenir ou accroître leur potentiel nucléaire montrent bien que celui-ci ne doit pas, à leurs yeux, être dépourvu de signification politique, même si celle-ci, fort heureusement, ne se traduit pas par l'épreuve de vérité classique du conflit armé. En Corée et au Vietnam, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, au Moyen-Orient ou entre l'Inde et le Pakistan, les exemples de guerres impliquant non certes les deux Grands mais soit l'intervention de l'un d'eux soit l'affrontement d'autres pays ne manquent pas. Enfin, et peut-être surtout, une nouvelle réincarnation de Clausewitz apparaît sous

les traits de Mao. Que « le pouvoir sorte du canon d'un fusil », on peut y voir une réaffirmation soit du primat de la politique soit de sa militarisation : sans doute les deux aspects sont-ils présents dans la réalité chinoise et dans celle de la guerre révolutionnaire ou subversive. Celle-ci, dans la révolution chinoise comme dans la décolonisation, se révèle comme un des phénomènes majeurs du XX^e siècle, du moins dans les pays sous-développés.

Mais là encore, les choses seraient trop simples si l'on n'y voyait que la découverte d'un nouvel instrument ou d'une nouvelle méthode au service d'une finalité et d'une volonté politiques et idéologiques immuables.

Plus la guerre révolutionnaire se répand, plus elle semble se diluer et se charger d'ambiguïté dans ses sources, son action et ses conséquences. Longtemps, on a pu y voir essentiellement une forme de stratégie indirecte ou de manœuvre globale de subversion. Aujourd'hui, guerres civiles, coups d'État, conflits ethniques allant de la guérilla au génocide, se multiplient dans le Tiers-Monde, mais ce qui frappe, c'est plutôt leur diversité, ainsi que celle de l'action des puissances extérieures qui parfois les provoquent, parfois les exploitent, mais, tout aussi souvent, contribuent à leur répression ou se maintiennent dans l'hésitation ou l'expectative, même lorsqu'elles se prétendent révolutionnaires. À plus forte raison dans l'Occident développé, où le déclin des institutions et la recrudescence de la violence intérieure semblent marquer une sorte de « tiers-mondisation », il arrive que désordre et conflit soient provoqués par des groupes voués au terrorisme ou à la guérilla urbaine ; il arrive qu'ils soient exploités par des forces organisées, nationales ou internationales, comme les partis communistes ou l'Union soviétique ; mais il reste que, très souvent, ceux qui provoquent les troubles ne sont pas les mêmes que ceux qui les exploitent ou en bénéficient ; le désordre échappe aux uns et surprend les autres. Le décalage entre les calculs politiques et les explosions ou les cheminement de la violence permet de penser que plus celle-ci pénètre à l'intérieur des sociétés, plus elle apparaît comme difficile à prévoir, à manipuler ou à contrôler.

Mais, à un autre point de vue et d'une tout autre manière, n'en va-t-il pas de même pour la force nucléaire ? Peut-être – c'est du moins la thèse de cet article – ce qui dans la formule de Clausewitz est mis en question par l'évolution contemporaine, n'est-ce pas la présence de la force, ni son importance pour la politique, mais la nature de la relation entre elles ; peut-être cette relation, loin de disparaître, est-elle devenue à certains égards tellement intime, qu'entre une force essentiellement politisée et une politique essentiellement conflictuelle il n'y a plus de distinction claire ni de hiérarchie immuable. La relation clausewitzienne serait alors un cas particulier, lié à un certain type de politique, celui qui permet de distinguer nettement la diplomatie entre États de la politique intérieure, et à un certain type de force, celui que nous appellerions aujourd'hui classique ou conventionnel. Aujourd'hui, précisément, d'une part l'interpénétration, dans nos sociétés, des phénomènes externes et internes et la création d'une véritable politique transnationale, d'autre part l'apparition et le rôle croissant, dans l'éventail de la force, des

niveaux nucléaire et révolutionnaire, aboutissent à brouiller les cartes, car elles mettent en question non seulement la formule de Clausewitz, mais toute l'analyse classique du rôle respectif de la force dans les rapports intra- et interétatiques.

Selon l'analyse classique, c'est précisément par rapport à la violence que se définit l'opposition de nature entre rapports intra- et interétatiques. Les premiers sont caractérisés par l'état civil, c'est-à-dire par l'abandon de l'état de nature, où chacun se fait justice soi-même, au profit d'une autorité légitime chargée d'arbitrer les conflits entre citoyens et d'organiser leur sécurité. Les États, au contraire, restent entre eux dans l'état de nature, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas soumis à une autorité supérieure capable de faire respecter ses décisions et qu'ils sont donc en état de guerre virtuelle, de vigilance perpétuelle et d'insécurité. On trouve cette idée exprimée avec une clarté parfaite sur le plan philosophique par Hobbes (définition de l'état de nature comme un état de guerre de tous contre tous), sur le plan sociologique par Max Weber (qui définit l'État moderne par le monopole de la violence légitime) sur le plan de l'analyse contemporaine des relations internationales par Raymond Aron : pour lui ce qui caractérise les relations internationales, c'est précisément le fait que chaque État se réserve le droit de recourir à la force ; d'où la spécificité de la « conduite diplomatico-stratégique » (où l'on retrouve la dualité clausewitzienne) et la définition de la théorie des relations internationales comme théorie de la guerre et de la paix ⁽¹⁾.

C'est cette opposition qui nous semble, aujourd'hui, battue en brèche de la manière la plus paradoxale. Il semble que l'État ait à la fois de plus en plus de mal à faire respecter, à l'intérieur, son monopole de la violence légitime et à exercer, à l'extérieur, sa capacité de recours à la force.

Si c'est celle-ci qui définit la conduite diplomatico-stratégique, ne serait-on pas fondé à dire que, par exemple, entre États développés occidentaux, les relations, qu'il s'agisse de négociations, de pressions, de crises ou de conflits, s'apparentent plutôt à la politique intérieure ? Quelles que soient les tensions, voire les ruptures, peut-on dire qu'elles soient caractérisées par la possibilité ultime du recours à la force, que le cas extrême d'une guerre entre la France et les Pays-Bas ou entre les États-Unis et les pays du Marché commun soit à l'horizon de leurs rapports ?

Dans d'autres cas, comme entre grandes puissances nucléaires, la possibilité de la guerre est bien au centre des relations, mais c'est sous la forme de la nécessité absolue de l'éviter ; l'effort pour organiser ce refus de manière permanente commence à prendre la forme d'une coopération, institutionnalisée par les traités d'arrêts des expériences nucléaires, de non-prolifération ou les négociations *SALT* (*Strategic Arms Limitation Talks*). En tout cas, si le danger de guerre nucléaire existe, on ne peut pas dire que la menace d'y avoir recours fasse partie de l'arsenal de la diplomatie. Inversement, si les relations entre États prennent parfois un caractère de

(1) Cf. son traité : *Paix et guerre entre les Nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962.

« politique intérieure mondiale », les relations à l'intérieur de certains États ont plutôt le caractère attribué classiquement à la politique internationale : plutôt que sur l'autorité d'un pouvoir central, sur celle de la loi, ou sur un sentiment de communauté, la paix y repose sur l'équilibre instable de groupes prêts à recourir à la force. Dans bien des pays sous-développés ou multinationaux, la paix est bien un état de guerre virtuelle soit de tous contre tous, soit de deux communautés polarisées en état de « guerre civile froide », selon l'expression d'André Fontaine. Plus souvent que la guerre froide internationale, celle-ci dégénère en guerre chaude. S'il y a diminution apparente de la violence dans les rapports interétatiques, il y a augmentation apparente de la violence à l'intérieur des États : désordres, guerres civiles, révolutions, guerres subversives. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la grande majorité des conflits violents a eu lieu dans le Tiers-Monde, et à l'intérieur des frontières d'un seul État à la fois ⁽²⁾.

Aujourd'hui, dans les pays développés eux-mêmes, la violence individuelle, sociale et politique, n'est peut-être pas, statistiquement, plus considérable qu'à d'autres époques, mais elle frappe davantage, non seulement parce qu'elle est répercutée, amplifiée et souvent provoquée par les communications de masse, en particulier la télévision, mais surtout parce qu'elle fait, justement, contraste à la fois avec l'espoir d'un progrès dans l'harmonie sociale accompagnant l'abondance et avec la réduction de la crainte et de la réalité des guerres entre États. Si la Belgique ou le Canada connaissent la violence, elle a plus de chances d'opposer Belges ou Canadiens entre eux qu'à d'autres États. Encore peut-on dire que les plus grands pourvoyeurs de violence sont les conflits de minorités ou de nationalités donc, encore, des conflits nationaux ou interétatiques, du moins aux yeux d'une des parties et du moins en puissance. Mais il semble incontestable que les conflits sociaux eux-mêmes, même lorsqu'ils ne vont pas jusqu'à la guérilla urbaine ou jusqu'à la guerre civile, se chargent à nouveau d'une violence au moins potentielle, qu'on avait cru dépassée. À tout le moins, de même que les mécanismes normaux du changement et de la création de nouveaux équilibres sur le plan international (négociation, guerre, annexions territoriales) semblent souvent grippés dans le sens de la paix, de même les mécanismes de l'équilibre et du changement pacifiques à l'intérieur, par les institutions parlementaires ou les procédures syndicales régulières, semblent souvent bloqués en faveur de la violence spontanée, diffuse, anarchique, explosive ou frondeuse de différentes catégories sociales.

Dans les deux cas opposés, l'analyse pourrait retrouver des racines communes. Toujours la force n'est arrêtée, neutralisée ou limitée, que par une force équivalente ou supérieure, à condition que celle-ci sache à la fois se faire accepter (et donc se transformer en droit) et réserver des issues au changement pacifique. Deux structures de puissance sont possibles à cet effet, à l'intérieur comme à l'extérieur :

(2) Selon David WOOD : « Conflict in the Twentieth Century », *Adelphi Papers*, n° 48, juin 1968, sur 84 conflits recensés entre 1939 et 1968, 28 seulement ont pris la forme de guerres entre États. Selon Istvan KENDE : « Twenty-Five Years of local Wars », *Journal of Peace Research*, vol. 8, n° 1, 1971, il s'agit de 15 guerres sur 97, depuis 1945.

l'existence d'une autorité supérieure, exerçant des pouvoirs de sanction et d'arbitrage, ou celle d'un équilibre entre puissances comparables. Le système européen moderne reposait sur l'existence de la première condition à l'intérieur (l'autorité de l'État tempérée par l'équilibre des pouvoirs dans les États constitutionnels) et sur la seconde à l'extérieur : l'équilibre des puissances. La crise actuelle ne viendrait-elle pas de ce que l'autorité des États nationaux, à l'intérieur, les calculs de l'équilibre diplomatique et stratégique, à l'extérieur, se trouvent mis en cause par des conditions nouvelles ?

Autorité et équilibre ne supposent-ils pas le respect de certaines règles fondées sur un mélange de communauté et de compétition (de compétition dans la communauté, à l'intérieur, de compétition entre communautés, à l'extérieur) qui seraient mises en cause par la violence des nouveaux conflits et par l'émergence de nouvelles solidarités ?

D'autre part, les caractères mêmes de la technique moderne ne frappent-ils pas les sociétés nationales d'une double vulnérabilité, nouvelle ou du moins considérablement accrue : vulnérabilité à la destruction totale par l'extérieur, du fait de l'arme nucléaire, et à la désintégration par l'intérieur, du fait de la pénétration des courants transnationaux par l'effet irrésistible des communications modernes et du fait de leur manipulation éventuelle ?

Les deux grands facteurs de l'évolution stratégique et politique, celui des forces matérielles et celui des forces morales, celui de la technique (au sens étroit de la technique militaire et au sens large de la société technologique) et celui de la psychologie sociale (au sens étroit des attitudes idéologiques et au sens large de l'évolution des aspirations des valeurs et des mœurs) sembleraient conspirer à l'effacement ou du moins à la séparation relative de la politique et de la stratégie en faveur de la coexistence d'une paix nucléaire fondée sur une nouvelle stabilité technique et d'une anarchie sociale fondée sur une éternelle instabilité psychologique.

Nous retrouvons ainsi les avatars de Clausewitz et les limites de la conduite diplomatico-stratégique et des équilibres auxquels elle aboutit. Peut-être suppose-t-elle une liberté d'action des États qui, à son tour, requiert une unité du corps politique et une flexibilité ou une maniabilité de l'instrument militaire difficiles à trouver lorsque croît l'importance des niveaux qui obéissent à une structure et à un dynamisme différents : l'équilibre nucléaire, la guérilla ou guerre révolutionnaire, la politique trans-nationale, celle des forces et des courants qui dépassent les frontières soit par leur nature propre, soit par imitation, contagion ou réaction entre phénomènes intérieurs à plusieurs États, ou par réaction politique ou militaire d'un État à l'évolution intérieure d'une autre société.

Comprendre les relations actuelles entre la politique et la force, c'est d'abord distinguer ces différents niveaux et analyser leurs relations et la manière

dont celles-ci s'articulent, pour les différentes régions, et pour leurs rapports avec le système international global.

Le phénomène le plus général, et le plus frappant, est le suivant : alors que les deux niveaux politique et militaire classiques ont entre eux un rapport relativement clair, exprimé par la formule de Clausewitz, il n'en va pas de même pour les autres. Le niveau supérieur de l'équilibre nucléaire a beaucoup de mal à trouver sa traduction politique et a tendance à se figer en un équilibre immobile et autonome. Au contraire, le niveau de la guerre sous-classique et celui de la politique transnationale ont tendance à se confondre en une réalité unique, celle de conflits et de transformations dont la forme et le rythme, tantôt violents, tantôt pacifiques, tantôt lents, tantôt explosifs, par leurs côtés collectifs et non structurés, ne se prêtent guère aux distinctions tranchées, et encore moins aux règles ou aux mécanismes des institutions juridiques, de la diplomatie ou de la stratégie.

Entre la tendance nucléaire au gel ou à l'immobilité, la tendance diplomatico-militaire classique à la flexibilité de l'action modérée par les calculs de la prudence, et la tendance transnationale révolutionnaire aux transformations ponctuées d'explosions, s'instaurent des rapports dont la nature détermine la situation des différentes régions et du système dans son ensemble.

Ainsi, en Europe, où la guerre, classique et de guérilla, reste jusqu'ici peu probable à cause de l'engagement nucléaire direct des grandes puissances et de la nature des sociétés, c'est essentiellement entre les niveaux diplomatique et socio-idéologique que s'engage le dialogue à l'ombre des fusées. Au Moyen-Orient, la diplomatie et surtout la guerre classique ont un rôle beaucoup plus considérable, le niveau nucléaire et les deux niveaux sous-étatiques, un rôle plus réduit. En Afrique, au contraire, c'est essentiellement à l'intérieur des États que se produisent évolutions et révolutions pacifiques ou violentes. En Asie, tous les niveaux se trouvent en action avec, cependant, un rôle du niveau nucléaire moins décisif qu'en Europe.

Dans l'ensemble, il y a eu jusqu'ici une certaine coïncidence approximative entre l'équilibre nucléaire, le monde industriel et la paix. Plus précisément, on peut classer les régions selon leurs rapports avec l'équilibre stratégique global des grandes puissances et les possibilités d'escalade des conflits locaux qui résultent de leur degré d'engagement et de présence. À une extrémité, il y a l'Europe où le lien entre l'équilibre régional et l'équilibre stratégique global, par la présence à la fois des armes nucléaires et des troupes américaines et soviétiques est tel qu'un conflit Est-Ouest ne pouvait éclater parce qu'il aurait entraîné l'escalade et la guerre générale. C'est bien pourquoi, contrairement à celle des deux Vietnam ou des deux Corée, la guerre des deux Allemagne n'a pas eu lieu. L'intervention pour les prévenir eût été certaine, mais le caractère des sociétés et des régimes a de toute façon rendu cette intervention inutile. En revanche, les deux Allemagne – pour garder cet exemple – perdaient en liberté d'action par comparaison à d'autres régions ce

qu'elles gagnaient en sécurité, la présence des deux Grands signifiant à la fois protection et contrôle.

À l'autre extrémité, on trouve les régions comme l'Afrique, où les sociétés sont très instables mais où les grandes puissances ne sont pas directement et physiquement engagées. Les guerres interétatiques y sont rares, car la faiblesse des gouvernements leur interdit les aventures militaires et leur impose une solidarité, passive ou active, contre les tentatives de subversion ou de sécession. Mais à l'intérieur des États, les conflits violents – du coup d'État au génocide – se succèdent et peuvent suivre tout leur cours sanglant sans provoquer d'escalade ou d'intervention massive et sans affecter vraiment l'équilibre des puissances.

Troisièmement, enfin, il y a les régions comme l'Asie ou le Moyen-Orient, qui sont suffisamment importantes pour que les superpuissances y soient engagées, mais où leur présence est suffisamment ambiguë pour que personne, y compris elles-mêmes, ne puisse savoir à l'avance dans quelle mesure elles contrôlent leurs alliés ni jusqu'où elles sont engagées vis-à-vis d'eux et quels risques elles sont prêtes à courir entre elles pour les protéger. Ce sont là, évidemment, les régions les plus dangereuses, car l'instabilité des sociétés et l'existence de disputes territoriales y coïncident avec l'importance stratégique et l'engagement des grandes puissances. Dans les zones où l'une d'elles seulement est présente, ou presque, comme l'Amérique latine ou l'Europe de l'Est, les risques d'escalade, au niveau du conflit mondial, sont moins grands, car chacun des Grands peut se laisser entraîner à y pratiquer des interventions qui ne provoquent pas de réactions automatiques de la part de l'autre, mais comportent néanmoins des risques d'escalade par solidarité idéologique (Cuba) ou contiguïté géographique (Berlin, Allemagne de l'Est, Yougoslavie).

Déjà donc, dans le système à prédominance bipolaire que nous avons connu jusqu'ici, la diversité des régions et l'ambiguïté de bien des situations jouaient contre l'idée que le rôle – contrôlé ou non – de la force, était dépassé. Mais ce système est en train de changer. Sa composante territoriale et politique (un contrôle rigoureux du monde communiste par l'Union soviétique et, vis-à-vis, une domination plus flexible et diffuse du reste du monde par les États-Unis) est mise en cause de différents côtés. Il y a à la fois des modifications d'équilibre entre les Grands, une multiplication des centres de puissance qui leur échappent et une crise intérieure à leurs empires et à leurs propres sociétés.

Dans ce monde en changement, les deux grands facteurs que nous avons indiqués comme mettant en question la relation classique de la diplomatie et de la force, celui de l'équilibre nucléaire et celui de l'évolution sociale et idéologique, jouent de manière encore plus complexe qu'auparavant, et encore plus propre, nous semble-t-il, à justifier notre diagnostic selon lequel le rôle de la force, plutôt que d'être supprimé ou même nécessairement réduit, devient simplement plus indirect, plus diffus, et moins prévisible et calculable.

Le facteur nucléaire a toujours présenté cette double caractéristique de rendre plus difficile la guerre interétatique, mais aussi la solution politique des problèmes. Les zones couvertes par lui ont incontestablement moins été exposées à la guerre, mais leurs problèmes y ont eu moins de chances de progresser. La logique du fait nucléaire est celle du *statu quo* ou de la pétrification. Il gèle les situations acquises, maintient villes, pays ou continents dans une division ou sous une domination qui, sinon, auraient pu faire place à la guerre, mais aussi, peut-être à la libération ou à la réunion. Un jour, les frustrations refoulées par le couvercle nucléaire peuvent déborder, surtout si ce couvercle se soulève légèrement.

Or, précisément, il se peut que la solidité du barrage nucléaire soit en train d'être remise en cause. Elle repose sur l'équilibre (ou sur une supériorité modérée pour le côté qui défend le *statu quo*) au niveau nucléaire lui-même, et surtout sur une continuité ou une imbrication incontestables entre le niveau nucléaire et les autres niveaux auxquels il est censé communiquer quelque chose de sa stabilité. L'équilibre global n'a pas empêché les guerres ailleurs qu'en Europe parce que ce qui se passait ailleurs ne le mettait pas en cause directement et que la présence des troupes et des armes atomiques tactiques n'y introduisait pas une continuité dans l'échelle de l'escalade.

Or, à ces divers points de vue, les changements en cours recèlent autant de dangers sur le plan de la sécurité que de promesses sur celui de la flexibilité. L'équilibre nucléaire entre les deux Grands semble, si les tendances actuelles se prolongent, pouvoir être mis en question par les étonnants progrès soviétiques de ces dernières années. À tout le moins, une parité reconnue et formalisée par les négociations *SALT* enregistre-t-elle une diminution de la protection américaine qui devait une partie de sa crédibilité à la supériorité des États-Unis.

On objectera que les notions de supériorité et de protection ont perdu depuis longtemps tout sens et que l'équilibre est garanti et la protection rendue impossible par l'impossibilité d'une stratégie anti-forces. C'est probablement vrai militairement et à moyen terme. Ce ne l'est probablement pas psychologiquement à court terme et peut-être militairement à long terme.

Il en va des avatars de la course aux armements nucléaires comme des avatars de la compétition indirecte dans le Tiers-Monde. Il serait également faux d'y voir une lutte à mort devant aboutir à la victoire d'un camp et à sa domination sur le monde, ou d'y voir des péripéties sans importance n'affectant pas les rapports de force entre grandes puissances. Ce qui est affecté, dans les deux cas, c'est leur sentiment de confiance ou d'incertitude, leur volonté d'engagement ou de prudence, leur acceptation du risque. Et c'est là que l'autre facteur, celui de la présence sur le terrain, est encore plus important. Si, en même temps que l'équilibre global se déplace à leur détriment, les États-Unis relâchent les liens qui lui rattachent l'équilibre européen, si les retraits de troupes et d'armes atomiques tactiques, si les négociations sur les armes stratégiques et sur la réduction des forces en Europe

aboutissent à « découpler » ou à séparer le théâtre européen de l'équilibre nucléaire des deux Grands, tandis que l'URSS renforce sa puissance militaire et son dynamisme diplomatique, alors l'Europe risque de retrouver les problèmes et les dangers des autres continents.

Les différents États d'Europe occidentale gagneraient en liberté d'action, mais perdraient en sécurité. Ils se trouveraient placés devant les dilemmes de l'indépendance et de la solidarité ou de la protection. L'Allemagne, notamment, verrait s'ouvrir à la fois des perspectives et des dangers ; elle sera, si l'Europe occidentale ne lui fournit pas une sécurité et une solidarité, un équilibre et un encadrement proprement européens, tentée à la fois de se raccrocher aux derniers restes ou aux dernières illusions de la protection américaine, et de chercher des assurances de sécurité ou des promesses d'influence dans une détente inconditionnelle ou une relation privilégiée avec Moscou, à moins de s'orienter vers un effort nucléaire national que ceux-là mêmes, à l'étranger, pour qui les armes nucléaires ne sauraient aujourd'hui avoir de fonction autre que dissuasive et nationale, ne verraient pas sans inquiétude ni mauvaise humeur. L'Europe risque de connaître non seulement l'incertitude des autres continents, mais un sentiment de vulnérabilité et de paralysie par soupçons mutuels qui en ferait, au point de vue de la puissance, une zone plus ou moins neutralisée qui renoncerait à la force mais n'en serait que plus sensible aux pressions, généralement implicites, indirectes ou négatives, de la grande puissance la plus proche ou la plus décidée.

Ailleurs, les incertitudes de l'évolution politique pourraient encourager la prolifération nucléaire dans les deux grandes zones de dangers – l'Asie et le Moyen-Orient. Si le Japon, l'Inde, Israël devenaient puissances nucléaires, qui peut garantir qu'il en résulterait, comme en Europe, un équilibre stable excluant l'usage des armes atomiques et rendant moins probable celui des autres ? Rien, non plus, n'interdit de l'espérer, mais le point essentiel est que le changement du système international devrait, pour le rôle du facteur nucléaire, avoir, selon les régions, des conséquences diverses et pouvant aller dans le sens de l'équilibre, mais aussi dans celui de l'érosion ou de l'explosion.

Les effets du second facteur, celui qu'on peut désigner sous le nom de modernisation sociale, sont encore plus complexes et contradictoires. Prenons-en pour exemple le cas qui est le plus souvent cité pour prouver l'impuissance actuelle de la force, celui des États-Unis au Vietnam. Si les États-Unis n'ont pas réussi, par la force, à atteindre leurs objectifs, c'est à la fois à cause de la résistance du Nord-Vietnam et à cause des réactions de l'opinion intérieure américaine. La première de ces raisons peut s'expliquer, dans le contexte de la décolonisation, par la volonté d'indépendance et l'ardeur au sacrifice d'un peuple sous-développé, ou, dans un contexte idéologique et stratégique, par l'organisation et la discipline d'un État dirigé par un mouvement communiste issu de la guerre révolutionnaire. De même, la deuxième peut s'expliquer par l'effet de la télévision, le primat des valeurs civiles et le déclin de la volonté de puissance dans une société d'abondance ou par

la difficulté, analysée depuis longtemps par Montesquieu et Tocqueville, pour une démocratie libérale de mener une guerre de conquête ou une guerre limitée, voire d'avoir une politique étrangère.

Les observateurs peuvent insister sur l'aspect vietnamien ou sur l'aspect américain, sur l'aspect des étapes du développement économique et social ou sur celui des types d'organisation politique. En tout cas, le simple fait d'opérer ces distinctions permet sans doute à la fois d'introduire plus de précisions et de nuances dans notre jugement sur le rôle de la force et de poser quelques questions qui, aujourd'hui, ne peuvent que rester ouvertes.

Premièrement, ce qui rend aujourd'hui les guerres coloniales plus difficiles, c'est qu'incontestablement il y a une mobilisation sociopolitique accrue chez les pays sous-développés (où une proportion croissante de la population se trouve amenée, d'une manière ou d'une autre, à la politique nationale et mondiale). Inversement, on a souvent parlé de dépolitisation dans les pays développés : à l'Ouest comme à l'Est, d'ailleurs, il semble bien que la part de la vie privée, individuelle, familiale ou professionnelle s'accroisse (comme l'avait déjà noté Benjamin Constant opposant la liberté des modernes à celle des anciens) par rapport à la vie collective, du moins hors des périodes exceptionnelles. Il semble, également, qu'une certaine forme violente de nationalisme soit en hausse dans les pays nouvellement indépendants, et en baisse chez les pays développés, du moins occidentaux. D'où le problème : y aurait-il une plus grande difficulté de la conquête ou de l'occupation militaire en pays sous-développé (comme au Vietnam) et une plus grande facilité en pays développé (comme en Tchécoslovaquie) ? L'opposition de cœur du peuple tchécoslovaque à l'occupation soviétique n'était certainement pas moindre que celle du peuple nord-vietnamien aux États-Unis. S'il n'y a pas eu de résistance militaire comparable, est-ce dû seulement aux conditions de terrain ou aussi au fait qu'un peuple occidental, urbanisé, voire embourgeoisé, ne se bat pas sans chances de victoire – ce qui *a contrario* expliquerait pourquoi les paysans bosniaques ou monténégrins ont une valeur dissuasive supérieure ?

Mais il y a aussi le deuxième aspect, celui des grandes puissances en cause, et c'est alors l'autre facteur, celui du régime politique, qui entre en ligne de compte : une démocratie libérale a du mal à utiliser la force – en violation, du moins apparente, de ses principes et sous les yeux de son opinion publique. L'URSS n'a pas ces problèmes : ni ses électeurs ni ses universités n'ont réagi après l'invasion de Prague comme ceux des États-Unis après l'offensive du Têt ou l'invasion du Cambodge. Dès lors, la conclusion ne s'impose-t-elle pas selon laquelle le rôle de la force est fondamentalement différent selon que les deux adversaires sont une démocratie libérale surdéveloppée face à un peuple sous-développé à régime communiste, ou une puissance communiste, en partie sous-développée, face à un pays européen développé, même communiste, mais à plus forte raison libéral ?

On aurait tort d'en conclure que le primat des valeurs civiles entraîne nécessairement une diminution de la volonté de défense, ou que la tendance chez certains groupes à se donner un horizon fondé sur l'affinité de génération plutôt que sur une communauté politique, entraîne nécessairement un déclin de l'identification nationale ou occidentale. Devant la menace directe de la force ou de l'oppression, bien des expériences passées montrent que les sursauts des démocraties sont plus puissants que la discipline des dictatures. Mais, précisément, le danger est moins celui de l'invasion ou de la menace brutale et directe de la force, que celui de l'érosion – spontanée, encouragée ou importée – en temps de paix du souci de la solidarité dans les sociétés pluralistes, du souci de la défense dans les sociétés pacifiques, du souci d'équilibre extérieur dans les sociétés libérales.

À la crise à laquelle nous assistons partout, entre États et société et, sur le plan international, entre le système relativement stable des États et l'évolution relativement chaotique de la société transnationale, différentes issues sont possibles. L'État ou les États peuvent choisir la répression contre le désordre social, et en tirer des sources d'expansion de leur autorité à l'intérieur ou de leur action à l'extérieur, quitte à risquer un jour de provoquer l'explosion. Ou au contraire il peut y avoir un lent déclin ou une lente absorption de l'autorité par la société. Ce serait l'érosion des systèmes : l'État, par ses institutions, l'alliance, par son dispositif militaire, continuent à exister, mais dans la mesure où ils se cantonnent dans une définition technique et étroite de leur fonction, les préoccupations, les valeurs, l'évolution de la société leur échappent de plus en plus. Les préoccupations de la partie (Nations dans les alliances, groupes et individus dans les Nations) l'emporteraient sur celles du tout, dont seuls quelques spécialistes assureraient le fonctionnement : d'où le risque d'États sans citoyens et sans hommes d'État et de guerres sans guerriers.

Dans un système international bloqué et une société technobureaucratisée, on pourrait concevoir de manière presque permanente une sorte d'anarchie intérieure contenue dans certaines limites par des structures continuant leur vie propre. À la longue, cependant, les dangers de perte de légitimité, d'effondrement ou de réaction violente subsistent. Plus encore, ils peuvent venir de l'extérieur si la contagion des explosions d'un autre sous-système se communique au sous-système en érosion, ou si celui-ci offre des tentations à l'expansion du premier.

Entre sociétés développées et abritées d'une manière ou de l'autre par le parapluie nucléaire, la probabilité est que les notions d'équilibre, de puissance, d'influence ou de conquête prennent un sens nouveau. Le système continue à tenir bon, mais ce qui se passe à l'intérieur devient, d'un sous-système à l'autre, l'objet d'une course inversée à l'érosion, ou à la décadence qui serait l'équivalent moderne de la course à la puissance. Nul ne conquiert personne, nul n'invite personne à sortir de l'alliance opposée ; extérieurement, au point de vue de la division territoriale et du danger d'agression, rien ne se passe. Mais en réalité, tout se passe à l'intérieur, dans la perception que les populations des nations et des alliances ont de leur solidité, de leur unité, de leur dynamisme comparés. Une politique offensive consisterait,

dès lors, non pas à chercher à détruire l'adversaire, ou le système dont il fait partie, mais à s'efforcer de décourager ce qui l'unifie et le renforce, d'encourager chez lui non la révolution, mais un relatif mélange de paralysie et d'anarchie. Ce serait là peut-être, à l'âge nucléaire, le substitut de la conquête ou du renversement des alliances en même temps qu'une assurance prise pour le cas d'un effondrement du système ou de sa transformation radicale.

En tout cas, c'est avant tout sous cette forme indirecte et complexe de la dialectique de l'érosion et de la rétraction, de l'expansion et de l'explosion, que se pose aujourd'hui le problème des rapports entre force et politique.

Dans l'ensemble, les forces qui poussent à l'expression, à l'érosion et à la rétraction semblent plus visibles à l'Ouest, celles qui poussent à la répression et à l'expansion et risquent d'entraîner l'explosion le sont plus à l'Est. Pour l'instant, ce sont l'URSS, et depuis la fin de la révolution culturelle, la Chine, qui bénéficient de la plus grande liberté d'action en matière de politique extérieure, d'intervention militaire et d'aptitude à faire régner l'ordre dans leurs propres États et sphères d'influence. Les signes d'érosion et de rétraction présents à l'Ouest sont plus évidents que les perspectives de surextension ou d'explosion future à l'Est.

Cependant, si l'on fait entrer le Tiers-Monde dans la perspective, on s'aperçoit que les pays communistes occupent, au moins au point de vue de la violence intérieure, une place intermédiaire et instable. Si l'on voulait résumer en une phrase la situation comparée des « trois mondes », on pourrait dire que l'on assiste à des conflits intérieurs d'une grande ampleur et d'une grande violence dans les pays en voie de développement, ainsi qu'à des organisations étatiques et des relations de puissance incertaines et instables. En Occident, on a des conflits intérieurs croissants, mais à intensité relativement modérée, à l'intérieur d'organisations et de relations de puissance relativement flexibles. Dans le monde communiste, la répression est structurelle, mais la violence intérieure ouverte est très rare en raison de la rigidité des organisations et des relations de puissance. La grande question est de savoir si ce monde communiste évoluera (par érosion ou régénération ?) vers un désordre flexible de type occidental, ou s'il explosera en conflits prétoriens, nationaux ou de libération tels que ceux que connaît le Tiers-Monde.

Quant à la violence interétatique, objet initial de notre propos, elle nous paraît précisément devoir être fonction avant tout de ces évolutions intérieures. Ce qui a décliné, c'est la décision délibérée d'emploi direct de la force entre États développés, en particulier dans un environnement nucléaire. Il y a primat du calcul rationnel (économique ou stratégique) qui doit aboutir au refus de l'aventure. Parfois cependant, en situation d'inégalité, ce même calcul peut aboutir à un emploi plus facile de la force interétatique, comme en Tchécoslovaquie. Surtout, outre le maintien voire l'accroissement de la propension à la violence chez les États en voie de modernisation (corrigée, souvent, par leur faiblesse interne), il y a déplacement de la violence interétatique vers des formes plus indirectes.

Si premièrement, au déclin de la guerre, correspond une recrudescence des conflits et de la violence sur le plan intérieur, celle-ci peut rejaillir sur les rapports inter-étatiques par les dangers d'escalade et les occasions d'intervention qu'ils provoquent. Certes, les grandes puissances s'efforcent de ne pas s'y laisser entraîner et vont parfois, comme récemment à Ceylan, jusqu'à constituer une Sainte Alliance universelle pour le maintien du *statu quo*. Mais qui se souvient des troubles de Pologne ou observe la situation de l'Amérique latine sait qu'il y a place pour d'autres Tchécoslovaquie, voire pour d'autres Vietnam, et que parfois les dangers d'instabilité intérieure et d'intervention extérieure touchent, comme en Yougoslavie, au Moyen-Orient, en Inde, des pays qui appartiennent à la zone d'ambiguïté, donc de danger.

Deuxièmement, l'usage indirect de la force militaire en vue de pressions diplomatiques modérées, mais fermes reste possible, comme le montre l'exemple de la situation de bien des petits États, neutres ou alliés, proches d'une grande puissance ou protégés par elle. C'est le danger qui menace l'Europe si elle n'y prend garde.

Enfin et surtout, les effets encore plus indirects, apparentés aux précédents, de l'équilibre stratégique, de l'équilibre des craintes et des espérances, et de l'équilibre des volontés, sont l'élément qui nous paraît le plus difficile à mesurer, voire à identifier, mais qui pourrait être le plus décisif pour l'univers international de demain. Dans cet univers, l'emploi direct et offensif de la force sera presque toujours catastrophique – on peut donc espérer qu'il sera de plus en plus rare. Mais le rôle potentiel, indirect et défensif, de la force comme élément d'équilibre et de stabilité, sinon d'influence diffuse, sera l'envers inévitable et indispensable de ce déclin. Entre États comme à l'intérieur des sociétés, le progrès de la civilisation ne consiste pas à supprimer la force, mais à la domestiquer pour la faire servir à sa propre négation. ♦

L'Europe, de la guerre froide à la paix chaude

Pierre HASSNER

Souvent, au cinquième acte des tragédies ou à l'épilogue des romans policiers, les différents personnages se retrouvent tous ensemble, les fils de l'action qui, jusque-là, semblaient se dérouler séparément, se renouent, la signification ou l'absurdité de l'histoire surgit du rapprochement de ses fragments et de leurs logiques séparées.

Sauf catastrophe nucléaire, il n'y a pas, en histoire, de cinquième acte ou de dénouement et, du moins en Europe, il serait de mauvais goût à l'heure de la détente et de la reconnaissance mutuelle de parler de tragédie, de victimes, de coupables et de policiers. Mais si l'on examine la situation de l'Europe au tournant de l'année, on est frappé de constater combien la fin de 1972 et le début de 1973 semblent être l'une de ces périodes cruciales ou des évolutions et des révolutions qui s'étaient déroulées jusque-là séparément, sur le plan global, national ou bilatéral, se rejoignent brusquement, pour poser des problèmes multilatéraux spécifiquement européens et, en dernière analyse, celui de la nature et du sort de l'Europe elle-même.

La détente et la négociation Est-Ouest se sont déroulées, depuis 1963 et plus encore depuis 1969, sur deux plans parallèles et relativement séparés : d'une part, un plan européen, celui des initiatives françaises puis, et surtout, de l'*Ostpolitik* allemande, des traités de l'Allemagne fédérale avec l'URSS, la Pologne et la RDA (République démocratique d'Allemagne) et de l'accord sur Berlin ; c'était un plan essentiellement politique et, sauf pour la négociation à quatre, essentiellement bilatéral. D'autre part un plan américano-soviétique, celui du Traité de non-prolifération nucléaire et surtout de la négociation sur la limitation des armements stratégiques (*SALT*) ; c'était un plan encore plus bilatéral, mais essentiellement stratégique et global.

Or, l'aboutissement de ces deux détentes les amène à converger, soit pour se compléter, soit pour se heurter, au sujet de l'Europe. Premièrement la détente, l'entente et la coopération ou, si l'on préfère, la normalisation entre États de l'Ouest et de l'Est en Europe, se trouve multilatérisée et « européanisée » à Helsinki dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), ou de sa préparation.

D'autre part, les négociations *SALT*, dont la rencontre à Moscou en mai 1972, la déclaration sur les principes qui l'a accompagnée et les accords économiques qui l'ont suivie ont montré la grande signification politique, doivent, dans leur deuxième phase, porter beaucoup plus directement sur des problèmes affectant la sécurité de l'Europe comme celui des armes stationnées en Europe et pouvant atteindre l'Union soviétique (*Forward Based Systems*).

Troisièmement, la négociation sur la réduction des forces, qui semble aujourd'hui pratiquement certaine, se situe au confluent des précédentes. Si elle est la seule à poser directement le problème de l'équilibre militaire en Europe, il est certain que celui-ci, ou en tout cas le problème de la sécurité de l'Europe au sens large, celui des rapports entre détente et défense, se trouve posé en même temps dans les trois négociations.

Il se pourrait d'ailleurs que l'importance pratique de chacune de ces trois négociations pour la sécurité de l'Europe soit inversement proportionnelle à la place qu'y tiendront les Européens ; la CSCE comportant un rôle actif pour les différents États, mais peu de signification directe au point de vue de la sécurité, les *MBFR* (*Mutual and Balanced Force Reductions*) ayant, par essence, un rôle plus directement militaire, mais, par-là même, étant plus directement dominés par les deux grands, enfin les *SALT II* constituant le forum où ceux-ci prendraient entre eux les décisions essentielles, au moins du point de vue nucléaire, que les deux autres négociations refléteraient plus qu'elles ne les influenceraient.

À leur tour, l'ensemble de ces trois négociations et, plus généralement, la situation de l'Europe dans les rapports Est-Ouest peuvent de moins en moins être séparés de l'évolution des rapports à l'intérieur de l'Occident entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis. À l'intérieur de ces derniers eux-mêmes, des dimensions qui avaient toujours été liées, mais de manière relativement implicite, indirecte, et discrète se rejoignent aujourd'hui de manière explicite et peut-être explosive : il s'agit avant tout de la dimension militaire et de la dimension économique – et du degré auquel elles reçoivent l'impulsion de la dimension politique, ou au contraire déterminent celle-ci.

Il a toujours existé, entre ces dimensions, une certaine contradiction, mais qui, longtemps, a été assez réduite pour pouvoir être résolue sous forme de compensation tacite – les États-Unis acceptant d'encourager un rival économique possible au nom d'intérêts politiques communs, l'Allemagne acceptant de payer une sorte de tribut économique par souci de sécurité. Tant que le Marché commun n'était pas assez puissant pour porter sérieusement atteinte aux intérêts économiques des États-Unis, tant d'autre part que la sécurité de l'Europe, par rapport à l'adversaire commun, était essentielle à la sécurité des États-Unis, les conflits de politique ou de stratégie ne mettaient en cause ni la stabilité des liens économiques ni celle des liens militaires. Aujourd'hui, la seconde n'est pas mise en cause du côté des Européens, bien au contraire : la présence des troupes américaines est réclamée par

les Européens de l'Ouest avec plus de force et d'unanimité qu'elle ne l'a jamais été. En revanche, si une défense européenne autonome et unie est, pour l'instant, un rêve, le Marché commun est, lui, une réalité suffisamment vigoureuse pour inquiéter des États-Unis devenus plus enclins à une défense rigide de leurs intérêts immédiats ; d'autre part, la codification de leur parité avec l'URSS par les *SALT* les amène à distinguer leur propre sécurité de celle de l'Europe, en diminuant leur crainte d'une agression soviétique et en augmentant leur répugnance à l'escalade nucléaire si néanmoins la guerre avait lieu. D'où la double tentation de faire passer les intérêts communs des superpuissances nucléaires avant ceux de l'alliance ou, sinon, de faire payer le maintien de celle-ci sous sa forme présente, celle de l'engagement physique avec les garanties et les risques qu'il implique, par des concessions économiques.

Tandis qu'en 1971 on avait l'impression qu'entre la face politico-militaire de l'administration Nixon, représentée par Henry Kissinger, qui défendait victorieusement le *statu quo* contre les pressions sénatoriales en faveur du retrait, et la face économique, représentée par John Connally, qui, par son agressivité, mettait en danger les conditions politiques de l'alliance militaire, il n'y avait guère de communication, aujourd'hui la nouvelle administration Nixon annonce un grand effort pour lier l'aspect économique, l'aspect militaire et l'aspect politique des rapports entre Occidentaux dans une négociation globale. Mais on peut craindre que ce grand dessein ne consiste avant tout à demander aux Européens, non seulement d'apporter une plus grande contribution financière au maintien des troupes américaines en Europe, mais de faire, pour s'assurer de ce maintien, des concessions fondamentales aux États-Unis, au point de vue de la politique monétaire et commerciale de la Communauté économique européenne (CEE).

D'où une nouvelle rencontre, celle de l'évolution de l'Union européenne et celle de ses rapports avec l'extérieur, en particulier avec les États-Unis et l'URSS. Là aussi le problème de l'indépendance de l'Europe, de ses alliances et de son rôle mondial avait toujours été implicitement présent dans les débats portant sur sa structure et sur ses dimensions. Peut-être même avait-il constitué l'obstacle principal à leur progrès. Mais aujourd'hui que l'élargissement est chose faite, le problème de la vocation de l'Europe se trouve posé sous la forme de la priorité à donner à l'indépendance extérieure ou aux réformes intérieures, celui de sa structure se trouve posé sous la forme du degré d'unité, de coopération ou de maintien des souverainetés nationales nécessaires à cette indépendance vis-à-vis du monde extérieur et à la solution des problèmes économiques et sociaux.

Les formes et les degrés de l'unité européenne deviennent sinon objets de négociation avec le monde extérieur, du moins à la fois éléments et enjeux des rapports avec lui. L'URSS accepte la réalité économique du Marché commun, mais s'efforce d'éviter la formation d'une union politique et, plus encore, celle d'une union militaire. Les États-Unis ne voient pas, pour l'instant, d'objections à l'union politique, mais en opposent de plus en plus à l'union économique et se maintiennent

dans l'ambiguïté, la contradiction ou l'expectative envers l'éventualité de l'union militaire. Parmi les « Neuf », personne ne songe à partir en guerre ni contre la détente ni contre le dollar, chacun reconnaît la nécessité, fondée sur l'existence d'intérêts communs, de s'entendre avec l'Est en matière de sécurité et avec l'Ouest en matière monétaire. Inversement, personne ne songe à renoncer à l'entreprise européenne au premier froncement de sourcils de Moscou ou de Washington. Mais entre ceux qui privilégient l'entente avec l'un des grands ou avec les deux, et ceux qui mettent l'accent sur la nécessité de constituer une force qui puisse mener un dialogue équilibré avec l'un et avec l'autre, entre ceux qui craignent d'abord les abandons de souveraineté et ceux qui craignent d'abord l'augmentation des budgets militaires et ainsi de suite, les différences de priorités abondent. Or, c'est dans une large mesure du degré de priorité accordée à la recherche d'une position commune entre Européens de l'Ouest, et de l'orientation de cette position, que dépendront le poids et le rôle de l'Europe dans ses négociations avec les États-Unis et l'URSS, et son aptitude à influencer les négociations des deux Grands entre eux.

Enfin, cette position commune ne dépend-elle pas elle-même, dans une grande mesure, de l'évolution intérieure des différents pays ? Années de négociation, 1972 et 1973 sont aussi, en Occident, des années d'élections. Or si, sauf en Allemagne fédérale, celles-ci ne portent pas avant tout sur la politique extérieure, elles n'en ont pas moins, précisément parce qu'une phase de transition du système international coïncide avec une phase, peut-être encore plus profonde et durable, d'incertitude idéologique et sociale, une portée internationale nouvelle. Pendant la guerre froide, les contraintes extérieures et le consensus intérieur limitaient la portée des changements électoraux. Aujourd'hui, alors même qu'une certaine convergence pragmatique se manifeste sur le plan de la construction européenne, des évolutions intérieures divergentes ou, simplement, des instabilités parallèles peuvent la mettre en question, ou du moins en limiter la portée de manière décisive.

Comment se fait-il que ces quatre domaines, les relations Est-Ouest en Europe, les relations de l'Europe occidentale et des États-Unis, celles des États européens entre eux, et celles de leurs évolutions intérieures et de leurs politiques extérieures respectives, en soient venus ainsi à la fois à se différencier et à s'influencer réciproquement ? C'est que leur évolution correspond à un changement plus large et plus profond du système international, qu'on désigne en général sous le nom – d'ailleurs partiellement trompeur – de « fin de la guerre froide ».

Sous la guerre froide, les différents aspects en question étaient soit confondus soit structurés par une relation relativement simple et logique, à cause du caractère décisif de l'un d'entre eux : le « grand schisme », ou la bipolarité hostile entre les deux Grands, les deux idéologies, les deux alliances, les deux Europe, entraînant une certaine unité à l'intérieur de chacun des deux termes en présence. Depuis, l'évolution, à tous les niveaux, s'est produite dans le sens de la complexité. On pourrait la désigner ainsi :

- De la prédominance de la bipolarité (avec une certaine supériorité nucléaire des États-Unis compensée par la supériorité classique de l'URSS) à un mélange de bipolarité (avec une certaine tendance à la supériorité soviétique), de multipolarité (à trois ou à cinq) et d'anarchie.
- De l'hostilité entre les deux camps, accompagnée d'unité à l'intérieur, à un mélange de coopération entre les camps et de querelles à l'intérieur de ces derniers.
- De la guerre froide, c'est-à-dire du primat d'un conflit externe figé, à la « paix chaude », c'est-à-dire au primat des conflits internes multiples et fluctuants.
- Du danger de la guerre à la réalité du désordre.

Le système de la bipolarité hostile pouvait être modifié par un changement d'équilibre, de rapports de force ou de dynamisme, à l'intérieur de la relation bipolaire, signifiant la victoire relative de l'un des deux camps. Il pouvait l'être plus fondamentalement, dans deux directions, correspondant aux deux grandes conceptions de la détente et de l'ordre international. La première est celle d'un changement dans le caractère de la relation : de l'hostilité à l'interdépendance, à la convergence ou à la coopération. C'est la conception des deux « K », l'idée de la guerre froide surmontée par le rapprochement des deux mondes sous la direction de leurs superpuissances respectives. La deuxième concerne le nombre des acteurs : de la bipolarité à la multipolarité ; plus profondément, c'est la conception « gaulliste », d'« un autre ordre, un autre équilibre », fondé sur l'indépendance des États plutôt que sur l'interdépendance des sociétés, sur la diversité des intérêts nationaux plutôt que sur l'accord des blocs. Enfin, la combinaison des deux changements pouvait mener à de nouveaux clivages bipolaires autres que la division Est-Ouest – par exemple l'opposition entre grands et petits ou moyens, ou entre développés et sous-développés.

Aujourd'hui, toutes ces tendances se manifestent à la fois. Le monde est toujours bipolaire au niveau stratégique et cette opposition continue à avoir un sens politique et social. Mais elle est en mouvement. La puissance relative des États-Unis diminue, celle de l'URSS augmente, non certes en termes de dynamisme économique et idéologique, mais en termes de poids militaire et d'influence diplomatique. Certes, la diplomatie active de l'administration Nixon a enregistré de brillants succès tactiques, mais ils couvrent, fondamentalement, une retraite stratégique. Au contraire, la politique de l'URSS, bien qu'elle subisse parfois – comme au Moyen-Orient – des revers tactiques, et qu'elle soit au service d'une société profondément hostile au changement, est fondamentalement sur l'offensive. Les crises respectives des deux sociétés poussent le régime américain à se replier (politiquement, mais non économiquement) vers les problèmes intérieurs, le régime soviétique à rechercher des solutions extérieures.

Plus importante encore que ces tendances respectives au dégageant et à l'engagement est l'évolution de la relation bipolaire elle-même. Toujours faite à la fois de conflit, de compétition, et de coopération, elle a connu un déplacement décisif du premier de ces termes vers le troisième, consacré par le sommet de Moscou en mai 1972. Encore plus que la consécration de la parité nucléaire et l'institutionnalisation du dialogue stratégique concrétisée par la création d'une commission bilatérale permanente, le fait que le sommet ait eu lieu au moment du bombardement d'Hanoi et du minage d'Hai Phong, et la déclaration de principes portant sur l'attitude à adopter envers le reste du monde – pas d'escalade, pas d'avantages unilatéraux – montre un certain primat des relations bilatérales. D'autre part, l'ampleur des accords économiques américano-soviétiques laisse présager à la fois une contrepartie politique et une certaine irréversibilité.

Cette transformation de la relation bipolaire est en relation avec l'autre grande tendance, celle de la multipolarisation. Celle-ci prend trois formes, selon les niveaux et les types de puissance.

Premièrement, au niveau des grandes puissances, la relation est devenue triangulaire par l'entrée de la Chine dans le jeu diplomatico-stratégique. Le troisième acteur est nettement inférieur aux deux autres, mais il ne peut pas ne pas entrer de plus en plus dans leurs calculs ni influencer à la fois leurs relations entre eux et avec leurs alliés asiatiques et même européens. Les États-Unis sont, pour l'instant, dans de meilleurs rapports avec chacune des deux grandes puissances communistes qu'elles ne le sont entre elles, mais cela pose un problème pour leurs rapports avec le Japon. Le conflit sino-soviétique et les possibilités d'entente entre la Chine et les autres puissances amènent l'URSS à la fois à chercher à consolider sa propre sphère contre toute influence extérieure, en particulier chinoise, à étendre sa propre influence partout où c'est possible, mais plus particulièrement autour de la Chine, pour encercler celle-ci, enfin à conclure autant que possible des accords contractuels avec tous les États susceptibles de se mettre d'accord avec la Chine et de contribuer à mettre l'URSS elle-même en position d'encercler objectif.

Deuxièmement, on (en particulier le président Nixon) a parlé d'un nouvel équilibre à cinq plutôt qu'à trois, le Japon et l'Europe occidentale étant destinés à parachever la transformation de la bipolarité en un nouveau concert multipolaire des grandes puissances. Mais d'une part le Japon et, à plus forte raison, l'Europe occidentale, sont-ils déjà ou sont-ils destinés à devenir des grands comme les autres ? D'autre part, quelle est la réalité et quel serait le fonctionnement de ce nouvel équilibre ou de ce nouveau concert ? Dans quelle mesure les rapports entre ses membres correspondraient-ils aux alignements flexibles, voire interchangeables, du modèle classique de l'équilibre des puissances ? Dans quelle mesure, vis-à-vis de l'extérieur, viseraient-ils, et parviendraient-ils, à contrôler les conflits des petits États et des grands courants transnationaux – économiques, sociaux, idéologiques – pour faire régner sur la planète un ordre conservateur, comme avait tenté de le faire, au XIX^e siècle, le concert européen ?

Telles sont les questions qui ont mobilisé les commentateurs, avides de scruter à la fois les arrière-pensées du gouvernement américain et les tendances du système international. D'abord on a fait remarquer que le Japon et l'Europe occidentale (voire l'Allemagne, si elle était réunifiée, ou même la République fédérale, si l'Europe ne s'unit pas) étaient tout au plus dans la position ambiguë de semi-grands, de grandes puissances potentielles. Le Japon est une grande puissance économique et deviendra bientôt, sans doute, une grande puissance diplomatique, mais la question de son avenir militaire reste posée. Le Marché commun est une grande puissance commerciale, mais n'est que potentiellement une grande puissance industrielle, monétaire, politique ou militaire. Ensuite, ne font-ils pas partie, l'un et l'autre, du système économique, idéologique et militaire dirigé par les États-Unis ? Ceux-ci mettent-ils désormais leurs relations avec leurs alliés sur le même plan, celui d'alignements flexibles et interchangeables, que leurs relations avec leurs adversaires ?

Un critique renommé, Zbigniew Brzezinski, a proposé de parler, plutôt que d'un équilibre à cinq, de deux triangles : le triangle stratégique États-Unis–URSS–Chine, défini de manière classique par la possibilité de la guerre, et le triangle économique États-Unis–Japon–Europe occidentale, celui des puissances capitalistes de la coopération desquelles dépend le fonctionnement du monde développé et de son système économique. À quoi des voix proches de l'administration Nixon répondent que, précisément, les États-Unis ont atteint une sorte de stabilisation diplomatico-stratégique avec leurs adversaires et que, désormais, leurs problèmes les plus pressants vont être d'ordre économique. Dès lors, s'il est vrai que le Japon et l'Europe occidentale ont, avec les États-Unis, à la fois une similitude de régime et des liens économiques très supérieurs à ceux des puissances communistes, cette similitude et ces liens créent autant de risques de conflits que de besoins de coopération. L'interdépendance oblige les États à tenir compte les uns des autres, mais, en rendant les sociétés mutuellement vulnérables à leurs évolutions intérieures respectives, elle peut accroître l'instabilité de chacun et l'imprévisibilité de leurs rapports au lieu de les diminuer.

Cette discussion met bien en lumière le troisième aspect de la multipolarisation. Celle-ci ne change pas seulement le nombre des acteurs, mais la nature de leurs relations ; et cette transformation ne consiste pas seulement à passer du conflit à la coopération. Si tel est bien, dans une large mesure, la direction du changement des relations entre blocs, à l'intérieur de ceux-ci, ou des alliances, ou d'ailleurs des pays, on passe plutôt d'une certaine unité volontaire ou imposée à une certaine compétition querelleuse. À l'intérieur de celle-ci, il y a place pour de nouveaux alignements bipolaires – des superpuissances contre les autres, ou des grandes contre les petites et moyennes puissances, ou des développés contre les sous-développés. Mais d'autre part, s'il y a place pour les calculs et les pressions de la diplomatie classique – qu'à des moments et des degrés différents la France et les États-Unis semblent appliquer, par exemple, aux négociations monétaires ou

commerciales – le phénomène le plus important est essentiellement d'ordre psychologique et social ; par là même, il dépasse et dérègle les mécanismes classiques de la stratégie, de la diplomatie et de l'économie.

Il s'agit d'une diversification et d'une transformation bien plus profonde et bien plus complexe que le passage de deux puissances à trois ou à cinq, puisqu'il s'agit des conditions mêmes d'exercice de la puissance, et cela aussi bien entre les plus grands et les plus petits, ou, à l'intérieur des uns et des autres, entre les différents États et leurs sociétés respectives. Qu'il s'agisse de l'inflation ou de la contestation et de leur contagion d'une société à l'autre, ce qui est en question c'est l'apparition de nouveaux clivages et de nouvelles solidarités, c'est, surtout, l'importance croissante de l'influence indirecte, réciproque, mais inégale, que les évolutions et les révolutions respectives des différentes sociétés exercent les unes sur les autres.

Cette influence, tenue dans une certaine mesure en échec à l'époque de la guerre froide par l'isolement et l'hostilité réciproque d'un bloc à l'autre ou par la solidarité devant le bloc opposé, est désormais libérée par la détente, et multipliée par l'interdépendance économique et les contacts humains. En même temps, elle est cependant limitée et canalisée par les structures et les institutions existantes ou en voie de création. On peut penser que c'est cette interpénétration entre des sous-systèmes en voie d'intégration ouverte et contradictoire, aux limites mouvantes entre le bilatéral, le régional et l'universel, qui caractérisera avant tout les relations intereuropéennes. La dynamique des évolutions intérieures et celle de l'influence indirecte réciproque entre ces évolutions les empêcheront d'être marquées purement et simplement par le *statu quo*, mais la persistance des organisations limitera l'ampleur de ces évolutions à la fois en leur assurant un cadre stable et en entrant en contradiction avec elles. Une sorte de « paix chaude » remplacera sans doute de plus en plus la guerre froide ; par rapport à celle-ci, elle aura le même caractère que la guerre froide elle-même par rapport à la guerre : elle s'éloignera encore d'une étape par rapport à l'usage de la force et à l'agression contre le système opposé. Mais les menaces à la solidité des systèmes eux-mêmes n'en seront pas nécessairement diminuées.

Dans cette nouvelle phase caractérisée par l'ambiguïté et la contradiction, l'isolement peut être rompu, mais en faveur d'une pénétration asymétrique ou déséquilibrée plutôt que de la réconciliation. Il peut y avoir toujours assez de fermentation pour empêcher la stabilité par le gel, assez de rigidité pour empêcher la stabilité par l'adaptation, assez de communication et de convergence pour empêcher la stabilité par l'isolement, assez de séparation et de divergence pour empêcher la stabilité par l'intégration. La caractéristique essentielle de la « paix chaude » n'est ni la force ni la coopération, mais la constante influence réciproque des sociétés à l'intérieur d'une compétition dont les buts seront de moins en moins tangibles, dont les moyens seront de moins en moins directs, dont les conséquences seront de moins en moins calculables, précisément parce qu'ils concerneront des activités

plutôt que des stratégies et parce que ces activités seront importantes autant par leurs effets sur ce que les sociétés seront que sur ce qu'elles feront.

C'est ainsi, sans doute, qu'il faut à la fois comprendre et généraliser la remarque de M. Maurice Schumann, selon laquelle c'est en l'an 2000 que l'on saura qui est le vainqueur de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Ce qui caractérise toutes les négociations à l'âge de la « paix chaude », c'est l'importance qu'y prend la dimension du temps, et par conséquent la part de l'incertitude et du pari : rarement la diplomatie (comme d'ailleurs l'emploi de la force) n'a autant reposé sur des paris implicites quant à leurs effets sur des processus à long terme, processus historiques, politiques et économiques certes, mais d'abord psychologiques et sociaux, dont nul ne peut savoir jusqu'à quel point troupes et traités peuvent les manipuler, les renverser, les influencer, les contrôler ou les limiter.

À long terme, qui peut se flatter de savoir si la Conférence sur la sécurité et la coopération favorisera l'unité des blocs ou leur relâchement ? Si les négociations sur la réduction des forces stabiliseront l'équilibre psychologique et militaire en Europe ou accentueront le déséquilibre ? Si la convergence des attitudes américaine et soviétique envers la construction de l'Union européenne paralysera celle-ci, ou lui permettra de se poser en s'opposant ? À d'autres époques, force et diplomatie permettaient des conquêtes ou des renversements d'alliances. Pendant la guerre froide, de telles modifications du *statu quo* étaient impossibles, mais la situation était gelée par la confrontation, les blocs soudés par la menace, réelle ou supposée, de l'adversaire, le *statu quo* consolidé par le fait de ne pas être reconnu. Le double paradoxe de l'ère de la négociation est que, d'une part, toute cette activité spectaculaire consiste essentiellement à reconnaître le *statu quo*, mais que, d'autre part, cette reconnaissance du *statu quo* peut mettre en mouvement des forces psychologiques et sociales qui le minent de manière plus efficace, encore que plus imprévisible que toutes les entreprises diplomatiques et militaires.

La guerre froide était caractérisée par le triomphe de la défensive sous le couvert de l'offensive verbale. La « paix chaude » ne rompt pas nécessairement l'équilibre entre alliances et entre sociétés, mais elle tend à les rendre beaucoup plus vulnérables les unes aux autres. À partir du moment où l'existence et la légitimité des structures sont confirmées, la véritable compétition, intentionnelle ou involontaire, commence : elle porte sur leur contenu, sur leur degré comparé de dynamisme ou d'unité.

À l'intérieur d'un même cadre institutionnel, il y a place, entre les deux Allemagne, les deux Europe, les deux sociétés, ou, entre partenaires et alliés à l'intérieur du même système, pour des variations considérables dans l'équilibre des volontés, celui des espérances, celui des influences. Les considérations de puissance gardent leur importance, mais à l'intérieur de ce processus complexe où, de plus en plus, l'URSS est supérieure sur le plan militaire, les pays occidentaux sur le plan

économique et technique, mais où peut-être l'élément le plus décisif est celui de la crise, à la fois sociale et spirituelle, des sociétés modernes.

Dès lors, la même détente ou « paix chaude » peut encourager les succès extérieurs de l'URSS et aggraver ses difficultés intérieures en précipitant le cycle libéralisation—explosion—répression. À l'Ouest, elle peut aider les économies en réduisant les dépenses militaires, mais contribuer à la désagrégation idéologique et à une démission extérieure allant du pacifisme moraliste à la dépendance résignée ou inavouée : l'Europe se verrait condamnée à adopter l'interprétation la plus rassurante de la politique soviétique précisément parce qu'elle ne serait pas rassurée.

À l'âge de la « paix chaude », le processus ambigu de la « finlandisation » avec sa double signification possible de perte, pour l'Europe occidentale, en liberté d'action, et de gain, pour l'Europe orientale, en autonomie interne, prend la place des mirages de la conquête. La vieille question de Lénine – *Ko ktovo ?* – signifie aujourd'hui : Qui finlandisera l'autre ? La détente aurait-elle pour effet de rendre plus difficile une Europe occidentale cohérente et capable d'action politique en la noyant dans un ensemble paneuropéen dominé par l'URSS, ou de transformer l'empire de celle-ci en sphère d'influence classique, limitée à la diplomatie et à la sécurité ? Opérera-t-elle une lente érosion des barrières idéologiques ou de brusques explosions aux conséquences imprévisibles ? L'inquiétude des dirigeants soviétiques devant les émeutes de Gdansk en décembre 1970, leur attitude restrictive à propos du thème de la circulation des hommes et des idées montrent combien, sur ce plan, ils se sentent sur la défensive. Ils s'efforcent de recueillir les bénéfices économiques et techniques de la détente en évitant la contagion intellectuelle et sociale par le maintien de l'hostilité idéologique et d'un certain isolement physique ⁽¹⁾. Mais, inversement, leur perspective sur l'évolution comparée est optimiste, parce qu'ils s'attendent à l'aggravation des conflits sociaux et culturels à l'intérieur des pays occidentaux, en particulier de l'Allemagne, et des conflits politiques et économiques à l'intérieur du monde capitaliste, en particulier entre les États-Unis et l'Europe occidentale, aboutissant à un retrait partiel des premiers, accompagné de tensions et frictions entre Occidentaux.

Cette prévision est-elle justifiée ? Une fois de plus, les jeux ne sont pas faits. Il n'y a pas de doute sur l'existence, dans les rapports des États-Unis avec l'Europe occidentale, de deux tendances contradictoires, à l'engagement économique et au déengagement militaire. Mais ce paradoxe peut se résoudre soit par équilibre statique,

(1) Pour juger de la profondeur de cette attitude, on pourra se reporter à ses précédents dans l'histoire de la Russie : « La consolidation du pouvoir autocratique et du contrôle centralisé sous Yvan III et Yvan IV, de même que, plus tard, sous Staline, impliqua un processus presque schizophrénique d'extension des emprunts technologiques à l'Occident et de renforcement simultané de l'isolement idéologique par rapport à lui (y compris la persécution des juifs « cosmopolites » et le repeuplement des provinces baltes orientées vers l'ouest). Les tourments du « temps des troubles » qui suivit cette période ancienne d'expansion produisirent une crise pour une Moscou puissante mais primitive et psychologiquement incapable d'accepter la logique d'une modernisation à l'occidentale, telle qu'elle était impliquée dans les programmes d'éducation et de réforme de Boris Godounov, du Faux Dimitri et de Vasilii Chouisky (BILLINGTON James, « The Intellectuals » in KASSOFF Allen (dir.), *Prospects for Soviet Society*, Londres, Pall Mall Press, 1968, p. 449-472).

chacun des deux aspects imposant des limites à l'autre, soit par remplacement progressif, la relation privilégiée États-Unis–Europe se maintenant, mais sur des bases de plus en plus économiques et de moins en moins militaires, les investissements remplaçant les soldats comme témoignage d'engagement, soit enfin par escalade, l'interdépendance économique étant créatrice de conflits, et ceux-ci rejaillissant sur les relations militaires qui seront utilisées comme moyen de pression ou subiront le contrecoup du dépit menant au dégageant.

De quel côté la balance penchera-t-elle ? Dans le cas des États-Unis comme dans celui de l'Europe occidentale, cela dépendra de leurs lignes politiques respectives et de leurs négociations, mais, tout autant, de leurs évolutions intérieures.

Les États-Unis se trouvent placés, sur le plan diplomatique et stratégique, devant un choix fondamental entre les deux faces de leur politique : celle de la doctrine Nixon et celle de l'accord de Moscou. La logique de la doctrine Nixon, comme celle des idées professées par Henry Kissinger, consiste à encourager la multipolarisation, et donc la régionalisation des équilibres continentaux. Elle doit donc les mener à aider le Japon et l'Europe occidentale à devenir des puissances politiques et militaires indépendantes, encore qu'alliées aux États-Unis. Ceux-ci devraient donc continuer leur soutien à l'unification politique de l'Europe et l'étendre à son unification et à son indépendance militaires, en acceptant certains inconvénients à court terme de son unification économique. Concrètement, il s'agirait d'abandonner le dogme de la non-prolifération au profit des forces nucléaires de leurs alliés et d'une négociation pour une européanisation progressive de l'alliance atlantique.

Au contraire, la logique de l'accord américano-soviétique de Moscou consiste à donner la priorité au dialogue des deux super-grands et à tout faire pour conserver la bipolarité là où elle existe encore. Cela consiste, dans l'esprit du Traité de non-prolifération et de celui sur l'arrêt des expériences nucléaires, à considérer que les États-Unis et l'URSS sont les garants et les gardiens de la sécurité mondiale et que celle-ci est d'autant plus mise en danger que l'on s'écarte davantage du duo-pôle nucléaire. Vis-à-vis du Japon et de l'Europe, la conséquence est de leur refuser, autant que faire se peut, les conditions militaires de l'indépendance. Mais alors cela implique soit que les États-Unis continuent à être en première ligne en Europe et en Asie, soit que, plus que sur un équilibre, la sécurité de ces régions soit fondée sur leur surveillance par l'entente des deux grands.

Dans la mesure où un certain retrait américain, justifié par la doctrine Nixon, serait combiné avec l'entente bipolaire et avec l'accroissement de la puissance soviétique, l'Europe se trouverait en quelque sorte entre deux chaises : incapable d'assurer sa propre sécurité, elle ne bénéficierait que d'une sécurité réduite par rapport aux États-Unis, l'idée d'une guerre nucléaire américaine pour la défense de l'Europe perdant de plus en plus de sa crédibilité.

Ces considérations stratégiques ne doivent pas faire oublier que la doctrine Nixon elle-même est, consciemment, un compromis, tant sur le plan du contenu que sur celui du style entre l'ancien rôle global de Washington, son ancienne vision du système international, et les nouvelles tendances de la société américaine, sur le plan économique (défense des intérêts immédiats tendant au protectionnisme), politique (désengagement), psychologique (hostilité aux problèmes de défense, primat des problèmes intérieurs). Sous la deuxième administration Nixon, la politique de la « diplomatie flexible » et d'une défense active des intérêts américains dans un monde pluripolaire sera maintenue avec, peut-être, une plus grande attention à l'Europe après la fin, acquise, de la guerre du Vietnam. Mais cette politique pourrait ne représenter qu'une phase de transition qui aura gagné plusieurs années en préparant et retardant à la fois une réorientation plus fondamentale. Sauf assassinat, celle-ci pourrait intervenir après les élections de 1976. Une administration Teddy Kennedy et une administration Connally ou Agnew auraient des attitudes fondamentalement différentes, notamment vis-à-vis du rôle de la puissance militaire et de la place des États-Unis dans le monde, ou de problèmes comme celui de la non-prolifération. Mais dans les deux cas, l'attention portée à l'Europe et la sensibilité à ses problèmes seraient sans doute réduites par rapport aux administrations précédentes. Une autre opposition, qui ne recoupe pas exactement celle des deux partis politiques, est celle des forces économiques internationalistes et expansionnistes, comme les sociétés multinationales, et celle des forces protectionnistes comme les syndicats et une grande partie de l'industrie et de l'agriculture.

Dans une assez large mesure, l'attitude des États-Unis envers le monde extérieur sera de plus en plus un sous-produit de l'équilibre des forces résultant de leur évolution intérieure.

Quant à l'Europe occidentale, ce qui est en question dans les dix prochaines années, ce n'est pas seulement un inévitable et profond changement dans ses relations avec l'Europe de l'Est et surtout avec les États-Unis, c'est son existence même en tant qu'unité capable d'action autonome. D'ici à dix ans, ou bien l'Europe occidentale aura une capacité d'action commerciale, monétaire, politique et, dans une certaine mesure, de défense, propre – ou bien le degré d'intégration déjà atteint (dans des domaines comme la politique agricole, par exemple) cédera devant les divergences d'intérêts de ses membres, ou sera noyé dans une interdépendance généralisée, ou les deux.

La France – traditionnellement le pays d'Europe occidentale le plus sceptique devant la supranationalité – a fait de la construction européenne l'objet privilégié de son ambition nationale et de l'union économique et monétaire l'objet prochain et le *test* de cette construction. Or, quelle que soit la démarche par laquelle on commence, il est certain qu'il ne peut y avoir de politique ou de zone monétaire commune en l'absence d'une banque centrale et d'une politique économique – à la fois fiscale, de développement régional, etc. – communes ou du moins d'une

coordination très étroite de celles des États, allant jusqu'à une harmonisation des conjonctures intérieures.

C'est assez dire combien la tâche est difficile. Mais qu'il s'agisse des investissements américains ou de la défense dans la perspective d'un dégagement américain, la conclusion est la même : dans les dix ans, l'Europe occidentale ne sera sûrement pas un cinquième grand à la mesure des trois, ni même, probablement, des quatre premiers ; si elle progresse sur le chemin de l'unité, elle sera probablement encore dans une phase de transition, pleine de problèmes, de heurts et de crises ; mais si elle ne progresse pas suffisamment pour pouvoir adopter, envers l'extérieur, une politique commune dans quelques domaines-clés, ce qui existe se sera désagrégé et ses pays seront dans l'orbite économique des États-Unis, ou l'orbite militaire de l'URSS, ou dans les deux.

Plus systématiquement, on peut distinguer quatre grandes directions qui, toutes les quatre, s'appuieraient sur des tendances effectivement à l'œuvre.

1) Une Europe dominée par la coopération des deux grands, que dessinent non seulement le dialogue stratégique, mais aussi certaines tendances commerciales, industrielles et monétaires, où un grand marché américano-soviétique, fondé sur une certaine complémentarité d'intérêts, semble parfois s'esquisser.

2) Une Europe à dominante atlantique, que dessine le dynamisme des sociétés multinationales, à prépondérance américaine. Si la pénétration économique américaine se confirme tout en se déplaçant éventuellement vers l'est, non pas tellement au point de vue du commerce que de la coproduction (l'Europe de l'Est offrant, comme le Tiers-Monde, l'avantage de salaires moins élevés, mais de plus celui de la sécurité, les investisseurs ne courant ni le risque de grèves et autres activités syndicales comme en Europe occidentale ni celui de nationalisations comme dans le Tiers-Monde), si le dollar reste au centre du système monétaire, si l'unité économique européenne cède devant les conflits intérieurs et devant le vent du large, si, en même temps, l'URSS et l'Europe de l'Est traversent une période de crise ou de difficultés économiques ou simplement d'immobilisme et de paralysie, certains aspects de cette Europe pourraient se réaliser.

3) Une Europe de l'Oural à l'Atlantique. Si, comme dans le modèle précédent, le Marché commun ne débouche pas sur une véritable politique commune, mais si cet échec se fait dans un contexte de conflit économique avec les États-Unis et de dégagement militaire partiel de ceux-ci, ainsi que de récriminations entre Européens de l'Ouest ; si, d'autre part, l'URSS est à la fois dans une période de renforcement militaire et d'activité diplomatique, si les institutions paneuropéennes sont dominées par elle, à la tête d'une communauté socialiste unie, devant les autres paneuropéens dispersés et les États-Unis et le Canada « marginalisés » par la nature des discussions et des projets et surtout par leur propre dégagement ou

désintérêt, cette Europe sera dominée psychologiquement et diplomatiquement par l'URSS, même si elle l'est économiquement par le Marché commun.

4) Une Europe européenne ou équilibrée. Si les pays européens de l'Ouest, de l'Est, neutres et non-alignés accroissent proportionnellement leurs liens entre eux, sans pour autant rompre ou entrer en conflit avec les superpuissances, si l'Europe de l'Ouest, sans devenir aussi puissante économiquement que les États-Unis ou militairement que l'URSS, réussit à devenir un facteur d'équilibre par rapport aux uns et à l'autre, si les pays d'Europe de l'Est réussissent à exprimer des points de vue à la fois indépendants et solidaires à l'intérieur des organisations subrégionales et paneuropéennes, si les États-Unis et l'URSS comprennent que dans leur propre intérêt comme dans celui du continent, il est préférable d'exercer une influence politique, modérée et défensive sur l'ensemble du continent avec des liens subrégionaux plus intenses, mais respectueux des mêmes limites que les autres, plutôt qu'une domination économique, militaire, idéologique ou policière exclusive et directe, alors la réponse au fameux dilemme de l'équilibre européen – l'Europe de l'Ouest sans les États-Unis est trop faible devant l'Europe de l'Est avec l'URSS, mais trop forte devant l'Europe de l'Est sans l'URSS – serait fournie par la coexistence pacifique de degrés divers de présence coopérative et ouverte des différentes puissances et des différentes organisations.

Pourtant, des États-Unis et de l'URSS à la plupart des pays sous-développés, de tous côtés (sauf toutefois à Pékin), on semble craindre que le Marché commun et l'Union européenne n'aboutissent à créer un bloc fermé, voire une nouvelle superpuissance, doublement agressive ou dominatrice, économiquement et militairement.

En fait, on combat un épouvantail que les États du Marché commun n'ont ni le désir ni les moyens de réaliser. Par rapport à l'extérieur, tous savent qu'ils n'ont intérêt ni à la crise du dollar, ni à celle du commerce international, ni au retour à la guerre froide : pour le meilleur et pour le pire, l'Europe occidentale est embarquée dans l'ensemble de relations que constituent le système économique mondial à base capitaliste et le système politique européen à base de détente et de coopération ; elle ne saurait résister, ni économiquement ni politiquement, à la dynamique de l'ouverture, surtout si elle est pratiquée par les autres. Et cela d'autant plus qu'intérieurement, les priorités domestiques, les crises sociales et l'absence d'unité étatique lui interdisent absolument soit d'être une superpuissance nucléaire, soit de pratiquer une politique militaire classique, terrestre ou navale d'intervention armée ou de diplomatie de la canonnière. Mais seule l'Union européenne a des chances d'éviter un danger bien plus plausible : celui d'une Europe morcelée, dont les États se replieraient sur leurs crises intérieures respectives, c'est-à-dire sur la confrontation monotone et stérile d'autoritaires sans autorité, de révolutionnaires sans révolution et de réformateurs sans réformes. À l'extérieur, ces mêmes États seraient entraînés séparément par le souci de sauvegarder leur sécurité ou

leurs liens commerciaux, les uns dans l'orbite ou la dépendance politique de l'URSS, les autres dans celle, économique, des États-Unis.

Comme une Europe unie serait seule à pouvoir prétendre à une indépendance réelle, elle serait seule à pouvoir vraiment rechercher un modèle original d'organisation et de finalité politiques. Par rapport à l'extérieur, elle chercherait avant tout à sauvegarder sa propre liberté d'expérimentation sociale et à contribuer à l'assurer pour les autres. Ses priorités seraient nécessairement « civiles » et sociales. Sur le plan politico-militaire, elle serait essentiellement défensive, visant avant tout à avoir suffisamment de poids pour pouvoir, à l'intérieur de l'Alliance atlantique comme du nouveau système paneuropéen, ne pas subir la loi du plus fort ; selon la formule employée pour la Confédération germanique au XIX^e siècle, elle devrait être suffisamment forte pour préserver son indépendance, mais serait insuffisamment unie pour pouvoir jamais mener une politique offensive. Sur le plan politico-économique, elle ne pourrait certes aspirer à se tailler un nouvel empire ou une domination structurelle en Europe de l'Est, ni même dans les pays méditerranéens : les influences soviétique, américaine, ou soviéto-américaine, selon les cas, en garantiraient l'impossibilité. L'époque est peu propice aux chasses gardées, et là où elles pourraient subsister ce n'est certes pas l'Europe occidentale qui pourrait en interdire l'accès. Au contraire, sur le plan régional, son rôle, sollicité par les pays intéressés eux-mêmes, pourrait justement être de favoriser leur indépendance en leur évitant une dépendance unilatérale et en leur facilitant la principale forme d'indépendance économique à l'âge de l'interpénétration, à savoir la diversification et l'équilibre des interdépendances.

Mais pour apporter ainsi sa contribution, aussi ouverte et pacifique que possible, à l'interdépendance générale, encore faut-il que l'Europe existe. C'est bien pourquoi, sur les scènes d'Helsinki, de Vienne, de Bruxelles ou d'ailleurs, les fils, qui se renouent, des différentes négociations et des différentes évolutions, dessinent une unique question, celle de la scène d'Elseneur : « Être ou ne pas être. » ♦

Les contradictions de la détente : faux dilemmes et vrais problèmes

Pierre HASSNER

Séparer ou lier ? Telle est la question. Dans la phase actuelle des relations internationales, à l'intérieur des alliances et entre elles, entre l'Est et l'Ouest, entre le Nord et le Sud, entre États et entre sociétés, un double phénomène contradictoire semble se produire. D'une part il y a différenciation des domaines, des points de vue, des dimensions ou des niveaux de la réalité, qui étaient jusque-là confondus, du moins en apparence. D'autre part il y a mise en relation de ces mêmes aspects indistincts ou isolés, et mise en évidence de leur influence réciproque. D'une part il y a entente entre adversaires et conflits entre alliés, ou coopération économique et course aux armements, ou coexistence pacifique et lutte idéologique, ou détente à l'extérieur et durcissement à l'intérieur, etc. D'autre part, l'évolution intérieure des alliances et des Nations influence plus qu'auparavant leurs rapports extérieurs, et réciproquement ; il en va de même pour l'influence indirecte et réciproque des rapports entre sociétés et des rapports entre États. Précisément parce que le monde international ne peut plus être vu sous l'aspect de deux blocs parfaitement solidaires à l'intérieur et opposés entre eux, précisément parce que la multiplicité des relations contradictoires selon les domaines et selon les acteurs devient à la fois plus évidente et plus importante, les relations entre ces différentes dimensions désormais émancipées apparaissent de manière à la fois plus nette, plus complexe, et plus problématique.

Dès lors, au-delà de l'ambiguïté générale, la question se pose de savoir si, pour comprendre et pour agir, l'on doit faire appel à une stratégie globalisante, qui lierait les dimensions contradictoires en les compensant et en faisant les éléments d'un marché implicite ou explicite où les intérêts communs sur certains plans permettraient de résoudre les conflits qui se présentent sur d'autres (c'est ce que les Américains appellent le *linkage*) ou, au contraire, séparer les problèmes au maximum, pour éviter que les terrains d'entente ne soient empoisonnés par les pommes de discorde (ce que les Américains appellent le *decoupling*).

Le grand dilemme des États-Unis

Ces termes et ce problème sont apparus pour la première fois avec netteté à propos des négociations *SALT* : l'équilibre nucléaire et les discussions tendant à sa stabilisation pouvaient-ils être séparés de l'ensemble des relations soviéto-américaines,

ou bien les causes de la course aux armements étant politiques et économiques autant que stratégiques, le dialogue visant à la limiter et à éviter la guerre nucléaire devait-il inclure l'ensemble des conflits qui opposaient les deux Grands ?

L'ajournement d'un an de l'ouverture des négociations *SALT*, causé par l'intervention de Prague (retard peut-être impossible à rattraper sur le plan du développement technique) semble plaider pour l'impossibilité du *decoupling*. L'accord conclu au moment du bombardement d'Hanoi et du blocus d'Hai Phong semble, au contraire, une démonstration éclatante de sa possibilité ; tellement éclatante qu'on peut se demander s'il ne s'agit pas, en fait, d'un véritable renversement, les relations stratégiques et les relations politiques étant plus que jamais liées, mais celles-ci étant transformées par l'accord réalisé à propos de celles-là. L'Accord de juin 1973 semblerait militer pour cette hypothèse, la guerre du Moyen-Orient semble en montrer au moins les limites et du même coup celles de la détente elle-même.

Sous une autre forme, le problème du *linkage* ou de la globalisation se pose dans les rapports des États-Unis et de leurs alliés – entre la sécurité assurée par les troupes américaines et la solidarité politique et les concessions économiques exigées en retour. Longtemps, la règle tacite de l'Alliance atlantique a été de ne pas opérer de *linkage* explicite, de ne pas mêler les problèmes et les négociations ; mais elle reposait sur la conscience implicite d'une compatibilité de fait, pour l'essentiel, entre les différentes dimensions, qui permettait de tolérer les divergences plus superficielles. Aujourd'hui cet accord tacite, que la plupart des États européens voudraient maintenir, se trouve rompu d'une part par la France, revendiquant la séparation complète des différentes dimensions, d'autre part par les États-Unis, exigeant de les lier de manière explicite, directe et détaillée.

Peut-être, cependant, le problème ne se pose-t-il de la manière la plus profonde et la plus difficile ni au niveau des négociations stratégiques ni dans les relations entre alliés. Les premières, quelles que soient leurs conditions et leurs conséquences politiques, ont leur logique propre, solidement fondée sur l'intérêt commun à empêcher la guerre nucléaire. En Occident, par-delà les oppositions et les inégalités, il existe néanmoins des liens également solides au niveau des types de régimes et de sociétés. C'est précisément lorsqu'est mise en cause cette dernière dimension, celle des différences, voire des oppositions idéologiques, sociales et humaines entre régimes amenés à entrer en contact sur le plan stratégique, économique et politique, qu'il devient difficile d'éviter les faux problèmes sans se dissimuler les vrais dilemmes. Or, c'est précisément le cas dans la phase actuelle des rapports Est-Ouest.

Aux États-Unis, la coopération avec l'Union soviétique, consacrée solennellement au sommet sur des bases à la fois stratégiques et économiques, se heurte à la réalité des deux sociétés : l'une où le Congrès et l'opinion publique font de plus en plus sentir leur puissance et où la minorité juive joue un rôle important, l'autre

où, contre une répression constamment accrue depuis la chute de Khrouchtchev s'élèvent, avec de plus en plus d'écho à l'étranger, quelques voix de plus en plus énergiques, et où la minorité juive est persécutée. D'où, aux États-Unis, un étrange alignement où un résident républicain et de grandes entreprises allant de Pepsi Cola à la Chase Manhattan Bank plaident, directement ou par idéologues interposés, pour les effets pacifiques et libéralisateurs de la coopération économique avec l'URSS, tandis qu'à l'opposé se manifeste une coalition d'antisoviétiques inconditionnels, pour qui tout ce qui profite à l'adversaire est mauvais en soi, et d'intellectuels et hommes politiques de gauche qui, partisans jusqu'ici de la détente, se tournent contre elle si elle doit signifier la consolidation réciproque de régimes conservateurs ou autoritaires sous l'égide des sociétés multinationales.

Ainsi, deux arguments également puissants se relaient. D'une part, pourquoi financer le développement industriel de l'Union soviétique si cela doit lui permettre de mieux dégager des ressources pour financer son énorme effort militaire ? Pourquoi lui permettre d'importer pour des milliards de dollars de navires de pêche et de commerce pendant que ses chantiers maritimes construisent la plus forte flotte sous-marine du monde ? D'autre part, si au contraire l'on parie sur la détente, comme le font la plupart des politiciens démocrates et des intellectuels de gauche, c'est pour souhaiter que les sociétés et les individus en profitent, qu'elle constitue un progrès vers un monde plus ouvert et un dialogue plus authentique où les barrières que l'on entend supprimer ou atténuer pour le commerce et la technique le soient aussi, dans une certaine mesure au moins, pour les hommes et les idées. D'où la tentative de lier l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée ou de crédits à long terme à des mesures levant ou atténuant les obstacles à l'émigration, en particulier celle des Juifs soviétiques.

En sens inverse, les gouvernants américains répondent eux aussi par des arguments à la fois négatifs et positifs. D'une part, disent-ils, les relations économiques ne peuvent servir d'instrument à la politique parce que les milieux d'affaires occidentaux qui voudraient les pratiquer ne peuvent être contrôlés et manipulés à volonté par les gouvernements et que, de toute manière, cela ne serait pas souhaitable parce qu'elles doivent obéir à leur logique propre, celle de l'avantage mutuel. D'autre part, ils introduisent à leur tour des arguments politiques. Le développement des relations économiques avec l'URSS serait indispensable à celui de la détente, elle-même indispensable à la réalisation du but premier de toute politique étrangère – la prévention de la guerre nucléaire. Si l'on ne peut se donner pour but de modifier le régime intérieur des pays étrangers, des liens économiques structurels, comme ceux que créeraient les grands projets communs, contribueraient à encourager l'émergence dans les sociétés communistes de groupes ayant intérêt à rendre irréversible une certaine ouverture à l'extérieur, ce qui affecterait le comportement de leur gouvernement.

Les arguments négatifs ont certainement une valeur, mais les limites de celle-ci sont encore plus certaines. Les politiques de blocus sont impraticables ;

de nombreuses sociétés capitalistes, en particulier aux États-Unis et en Allemagne, sont fort légitimement séduites par les profits ou la main-d'œuvre disciplinée et à bon marché qu'elles pensent trouver à l'Est, et répugnent, non moins légitimement, à se voir imposer des restrictions politiques. Mais la politique n'en intervient pas moins, de manière inévitable et décisive, dans tout ce qui dépasse les transactions purement commerciales, c'est-à-dire dans ce qui fait l'avenir des relations économiques Est-Ouest. Les crédits à long terme consentis aux pays communistes ou aux exportations qui leur sont destinées sont de nature politique, puisque leurs taux d'intérêt sont inférieurs d'au moins 3 ou 4 % à ceux du marché ; les grands investissements à long terme, comme la mise en valeur de la Sibérie et de ses ressources énergétiques, entraînent des dépenses et des risques qui ne sont concevables que s'ils sont encouragés et garantis par le gouvernement. Dans les deux cas, il s'agit d'un nouveau Plan Marshall ou d'une aide économique, dont seules des raisons politiques – qui ne sont pas évidentes *a priori* – peuvent justifier qu'il s'applique à l'URSS plutôt qu'au Tiers-Monde ou qu'à l'exploitation des ressources du continent américain lui-même.

Les deux solutions simples et opposées consistant l'une à refuser toutes relations économiques avec l'URSS au nom de la politique, l'autre à refuser toute influence de la politique au nom de l'autonomie des intérêts économiques sont donc toutes les deux en dehors de la réalité. Le véritable problème est celui des objectifs et des moyens de l'influence inévitable, mais inévitablement partielle, des considérations politiques sur les relations économiques, et celui des effets, inévitablement incertains, de ces relations sur les comportements et les régimes politiques des pays respectifs. Le véritable débat, dès lors, est entre deux vues de cette influence et de ces effets. L'une met l'accent sur un acte de foi ou, du moins, un pari politique à long terme : toute pression immédiate serait dangereuse, mais, en dernière analyse, le commerce et la coopération économique doivent favoriser la détente, la paix, l'ouverture des frontières et la libéralisation. L'autre se méfie de notions vagues, comme celle de « climat », et du marché de dupes que risquent de constituer des avantages immédiats accordés à un régime répressif, fermé et au moins partiellement hostile, au nom de son évolution future ; elle ne croit qu'au marchandage coup par coup, les avantages économiques étant surtout du côté de l'Est et devant être achetés par des concessions politiques.

Ce débat, qui fait rage aux États-Unis, a déclenché un débat parallèle entre dissidents soviétiques qui influence, en retour, l'opinion américaine. Contrairement à ce qui a été dit, les uns et les autres sont en faveur de la détente ; mais Sakharov et Soljenitsyne avertissent des dangers d'une détente qui ne servirait qu'à consolider une élite dirigeante répressive dans son refus des réformes intérieures, dans son goût du secret et dans une politique étrangère ambitieuse, et encouragent le Congrès américain à demander, en contrepartie des avantages économiques, une plus grande ouverture ; Medvedev, d'accord pour demander à l'Occident une vigilance active, au service des droits de l'homme, met en garde contre les dangers

d'*ultimatums* qui pourraient, en URSS même, encourager les forces les plus staliennes et nuire à la lente évolution des élites dirigeantes.

On retrouve un débat du même ordre dans le seul pays d'Europe occidentale pour lequel le problème des rapports bilatéraux avec les pays de l'Est se pose de manière à la fois centrale et pressante, à la fois sur les plans politique, économique et humain, à la fois par ses aspirations et par ce qu'elle peut offrir : l'Allemagne fédérale. En un sens, les traités conclus avec ses voisins orientaux ont bien consisté à échanger des concessions actuelles et irréversibles contre les espoirs incertains d'une évolution lointaine. Mais certains avantages immédiats ont été obtenus sur le plan humain (amnistie, augmentation du nombre de visites et de familles réunies) en échange de la reconnaissance juridique et politique de la RDA. De même, les négociations avec la Pologne ont souvent pris l'allure d'un marchandage entre le montant des réparations payées par la RFA et le nombre des Allemands autorisés par la Pologne à émigrer. Mais le gros morceau continue à être celui des rapports économiques avec l'URSS que le gouvernement allemand encourage encore en espérant, par là même, encourager une influence soviétique sur la RDA dans le sens de la souplesse et de l'ouverture. Des deux côtés, cependant, il est clair que les espoirs immédiats sont limités : l'industrie allemande est peu enthousiaste pour se lancer, en URSS, dans des investissements hasardeux, les responsables économiques du gouvernement allemand sont peu enthousiastes pour financer des crédits à l'exportation qui ne correspondent pas aux besoins de leur industrie, les dirigeants soviétiques et est-allemands sont peu désireux de faire sur le plan politique et humain des concessions qui, à leurs yeux, mettraient en danger la stabilité des régimes communistes. Des deux côtés, les espoirs immédiats sont déçus et chacun, tout en s'efforçant de négocier au coup par coup, met l'essentiel de ses espoirs dans l'influence indirecte du processus à long terme.

La France et la CSCE

Dans le cas de la France, on retrouve des problèmes analogues dans un cadre différent. Précisément parce que beaucoup moins d'intérêts bilatéraux directs (territoriaux ou même économiques) sont en cause, c'est peut-être la politique française qui permet de poser le plus clairement le problème de la détente en Europe et de ses ambiguïtés.

Sur le plan le plus général, l'un des principes de base de la diplomatie française sous la V^e République consiste dans le primat des intérêts nationaux dans les relations avec tous les régimes, par rapport aux préférences idéologiques, sentimentales et morales. Cela s'applique au Chili (à propos duquel, lors des négociations sur le renouvellement du crédit, la France et les États-Unis se sont opposés à la suggestion hollandaise de lier les concessions financières à des conditions politiques touchant à la libéralisation du régime) et cela s'applique à l'URSS. D'autre part, tout en restant très prudente sur le plan de l'équilibre militaire (d'où l'hostilité aux

négociations sur la réduction des armements), la France s'était fait le champion de la détente, de l'entente et de la coopération en Europe. Depuis que les événements de Tchécoslovaquie avaient rappelé que la présence soviétique en Europe de l'Est privait de perspectives actuelles l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, la France, après une froideur initiale à l'égard des propositions de conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, en était devenue un soutien actif. Au cours des pourparlers occidentaux sur la réponse à donner aux propositions soviétiques, elle avait favorisé une approche positive et pragmatique, préférant, par exemple, parler d'échanges culturels plutôt que, comme le suggéraient les États-Unis et la Hollande, de « libre circulation des hommes et des idées ».

Voilà pourquoi le discours de M. Jobert à Helsinki, à la réunion de la Conférence le 4 juillet 1973, a fait sensation. Le ministre français des Affaires étrangères appelait à « se garder de faire lever trop tôt trop d'espoirs ». Il « appelait à ne jamais consentir au désarmement moral qui conduit à la servitude ». Surtout il définissait la sécurité comme « la liberté de penser, d'agir, de se déterminer sans pressions ni menaces ». Et il ajoutait : « Or, il y a aussi l'apparence de la sécurité et chacun en verra peut-être les dangers... ». À ces dangers, M. Jobert opposait un chemin, celui de la liberté : « Tout notre effort, dans la préparation de la Conférence, en dehors de propositions de méthode qui n'étaient pas négligeables, a été d'ouvrir ce chemin à tous. Car nous croyons que la paix passe par l'échange – celui des idées, des marchandises – par la libre circulation des individus, par leur libre détermination. Là est l'espoir que nous plaçons dans cette conférence. Il faut qu'au-delà des résolutions qu'elle arrêtera, elle ne tire, dans l'esprit du public, quelque valeur que du seul respect qu'elle aura et qu'auront les nations qui s'engagent ici, de cette idée de liberté pour les individus comme pour les nations ».

Diversité et réciprocité

D'où vient ce lien extrêmement ferme établi entre sécurité et liberté ? C'est que, précisément dans la mesure où elle est soucieuse de détente, la France porte une grande attention au caractère de celle-ci. Précisément dans la mesure où elle est soucieuse de paix, où elle veut surmonter la guerre froide en Europe, elle entend que celle-ci ne soit remplacée ni par une *pax sovietica*, ni par une *pax americana*, ni par une paix soviéto-américaine, celle d'un *condominium* qui garantirait le *statu quo* en Europe en faisant de celle-ci une zone spéciale à la fois protégée et surveillée par les deux « Grands ». Le seul moyen de s'y opposer, c'est, dans le cadre de la détente, de l'entente et de la coopération, d'œuvrer, autant que faire se peut, pour une conception de ces dernières qui ne soit pas imposée exclusivement par des considérations de puissance, mais qui porte la marque propre de l'esprit européen, celle du dialogue. Or, qui dit dialogue dit acceptation à la fois de la diversité et de la réciprocité. Entre ces deux notions s'instaure une relation dialectique qui nous fait retrouver tous les problèmes du *linkage* magnifiés dès lors qu'il s'agit

d'organiser non pas la prévention de la guerre nucléaire, mais la cohabitation des peuples d'un même continent.

D'une part cette cohabitation implique l'acceptation du *statu quo*, donc non seulement des frontières, mais des alliances et des régimes respectifs ; d'autre part, surtout si elle doit se muer en coopération active, elle doit accepter certaines règles de réciprocité. Or celles-ci restent vides de sens si elles n'impliquent pas un certain équilibre entre partenaires et une certaine ouverture mutuelle : entre un État capable d'assurer sa propre sécurité et un partenaire qui doit s'en remettre à la bienveillance du premier, entre un régime (ou une alliance) fermé, à l'intérieur, à toute influence et à toute diversité culturelle et idéologique, mais intensifiant sa propagande à l'extérieur, et un régime (ou une alliance) ouvert à l'intérieur, à toutes les influences, mais craignant d'agir pour répandre ses idées de peur de retomber dans la guerre froide, il n'y a pas de véritable réciprocité. Celle-ci implique la reconnaissance mutuelle, mais aussi un degré d'ouverture qui entrouvre la porte, non pas à la convergence, mais à un certain degré d'interpénétration allant de la compréhension à la transformation mutuelle dans le respect simultané de l'identité respective et de la communication. Les Soviétiques ont raison de prôner simultanément la coexistence pacifique et la lutte idéologique ; mais du point de vue de l'Europe occidentale, celles-ci ne peuvent être entièrement séparées ni selon les domaines (coexistence stratégique, coopération économique, lutte idéologique et culturelle) ni selon les régions (la coexistence imposant le maintien du monopole absolu de l'autorité soviétique à l'Est, la lutte idéologique impliquant la contestation des régimes établis à l'Ouest). La réciprocité et la coopération exigent d'infléchir les régies et de la coexistence pacifique et de la lutte idéologique dans le sens d'une compétition amicale et modérée reposant sur une acceptation de la diversité (évidemment relative) et sur le refus du manichéisme à la fois dans les alliances entre les États qui les composent et à l'intérieur de ceux-ci.

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) a été jusqu'ici le lieu où, dans un langage souvent abstrait et formaliste, à propos de mandats et d'ordres du jour plus que de questions concrètes, ces problèmes de base touchant à la nature même de la détente ont directement fait l'objet de négociations. Les Soviétiques s'intéressaient avant tout à la sécurité, entendue comme la reconnaissance du *statu quo* territorial et politique, ainsi qu'à la coopération économique et technique, entendue comme un encouragement à la levée des barrières douanières et à l'entreprise de travaux communs, paneuropéens, le tout devant être coiffé par un organe permanent où on pourrait voir l'esquisse d'un système encadrant ou noyant la Communauté économique européenne (CEE).

Coopération et contacts humains

La position des neuf pays du Marché commun, soutenue le plus souvent par les neutres et beaucoup plus mollement par les États-Unis, a été de lier à la

reconnaissance des frontières celle de la possibilité du changement pacifique, à la reconnaissance du principe de la souveraineté étatique celle des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et surtout, au progrès des échanges économiques celui des échanges sur le plan de la culture, de l'éducation, de l'information et des contacts humains. Comme la réunion même de la Conférence donnait satisfaction aux Soviétiques sur le plan de la reconnaissance du *statu quo*, les cartes des Occidentaux tenaient surtout à la possibilité de faire dépendre le succès de la Conférence comme événement spectaculaire (le degré de rapidité et de solennité de sa conclusion) et les suites institutionnelles à lui donner, de progrès même limités, dans les domaines où ils étaient demandeurs, en particulier dans ce que le jargon de la Conférence appelle « la troisième corbeille » – celle de la « coopération dans les domaines humanitaires et autres ». Les recommandations finales des consultations préparatoires d'Helsinki distinguent quatre chapitres, dont l'ordre même a fait l'objet de longs débats : « 1) Contacts entre les personnes ; 2) Information ; 3) Coopération et échanges dans le domaine de la culture ; 4) Coopération et échanges dans le domaine de l'éducation ».

Toute l'histoire de cette « troisième corbeille » est une illustration du problème du lieu et de la séparation entre dimensions et domaines. À l'origine, les propositions soviétiques ne prévoyaient que deux domaines, celui de la sécurité et celui de la coopération, les échanges dans le domaine de l'éducation et de la culture étant confondus avec l'économie et la technique. L'insistance occidentale les a fait admettre comme sujet spécifique. Puis, même problème à l'intérieur de ce sujet lui-même, l'URSS refusant tout d'abord de donner une place à part aux problèmes de l'information et des contacts humains, pour les confondre avec la coopération interétatique – en matière de culture et d'éducation. Mais inversement, si les Occidentaux ont obtenu, avec succès, qu'ils soient traités en eux-mêmes, ils ont également insisté pour lier les progrès dans les autres domaines (principes, économie, organe permanent) à des progrès, même modestes, dans les domaines dont ils venaient de faire reconnaître le caractère spécifique.

Sur tous ces points concernant l'ordre du jour, les Occidentaux ont, dans une assez large mesure, obtenu gain de cause. C'est là que réside l'importance de la Conférence : pour la première fois, contrairement à ses intentions initiales, l'URSS a dû reconnaître que les problèmes liés aux rapports entre individus et sociétés étaient un objet légitime de discussion internationale et, en particulier, européenne.

Mais, d'une part, au niveau même des principes et des mandats, l'URSS n'a pas cédé dans son refus de toute recommandation contraignante et dans son insistance à rappeler le primat du contrôle étatique. D'autre part, les espoirs qu'avaient fait naître les formulations de compromis adoptées, lors des pourparlers préliminaires, au moment de la rédaction des mandats n'ont guère été confirmés lorsqu'à Genève la Conférence elle-même s'est efforcée de discuter des mesures pratiques. Seules, jusqu'à présent, deux ou trois suggestions (comme la création d'une revue

européenne distribuée dans tous les pays et l'organisation de débats télévisés pan-européens périodiques) ont été adoptées, en principe, sous réserve d'un contrôle très étroit par les États.

Entre-temps, l'affaire Soljenitsyne a, d'une part, rendu encore plus difficile aux États d'Europe occidentale de se désintéresser du problème mais a, d'autre part, renforcé les Soviétiques dans leur campagne de vigilance. Le double thème « pas de place pour la diffusion de l'anticulture » (*Pravda*, 5 janvier 1973) et « la liberté de l'artiste créateur se mesure à sa conformité à la ligne du Parti » (*Pravda*, 2 avril 1974) est repris avec de plus en plus d'énergie.

Le problème de la coopération culturelle, définie au sens large ou au sens étroit, a ainsi toutes les chances de n'être ni résolu ni oublié. Il est, pour la phase actuelle de la détente européenne comme pour les priorités politiques des différents États, le meilleur des indicateurs ou des révélateurs.

Les paradoxes de la détente

C'est que le caractère essentiel de la phase actuelle est de reposer sur un paradoxe : l'acceptation de la division – territoriale et idéologique – de l'Europe, mais la nécessité simultanée (pour ceux-là mêmes qui réclament cette division) de la communication, des échanges, de la coopération sur les plans économique et technique. Contrairement aux espoirs de la phase 1963-1968, la détente actuelle repose non seulement sur l'acceptation de l'équilibre militaire, mais sur celle des organisations et des régimes existants ce qui, pour l'Europe de l'Est, revient à une acceptation tacite du principe : « *Cujus regio ejus religio* ». C'est cette acceptation que l'URSS veut rendre explicite, en acceptant par ailleurs, elle-même, certaines réalités occidentales.

Mais d'un autre côté, si la confirmation du *statu quo* se fait dans la détente plutôt que dans la guerre froide, si l'URSS choisit de se passer du ciment que constituait, pour son bloc, l'hostilité à l'Allemagne et aux États-Unis, c'est en très grande partie parce qu'elle a besoin, pour son développement et celui de sa sphère, de la coopération économique et technique de l'Occident. D'où, à la relation figée du passé, la substitution d'une dialectique. L'ouverture économique et technique peut entraîner une tendance à l'ouverture culturelle, idéologique et politique. Mais inversement, précisément pour résister à cette tendance, les États qui se sentent vulnérables renforcent préventivement leur contrôle sur ces points sensibles et décisifs.

L'acceptation du *statu quo* libère des forces de changement – économiques, sociales, culturelles, psychologiques – qui peuvent les mettre en question plus profondément que les pressions militaires ou les combinaisons diplomatiques : la force ou la diplomatie servent alors à contenir ou à canaliser ces changements. Personne

ne sait qui y parviendra et dans quelle mesure. Sous la guerre froide, les sociétés de l'Est et de l'Ouest étaient relativement protégées par leur hostilité. La détente les rend plus vulnérables à leur influence réciproque. L'interdépendance et la communication peuvent, comme tout ce qui est vivant, avoir un caractère déstabilisateur. Elles entraînent des risques d'érosion (surtout à l'Ouest) et d'explosion (surtout à l'Est). D'où la question de savoir si tous n'ont pas intérêt à une certaine régulation des échanges sur tous les plans. Mais quelle est la part, à cet égard, de convergence ou de divergence des intérêts ? Dans quelle mesure la première est-elle suffisamment avancée pour rendre possible et souhaitable une régulation multilatérale et institutionnalisée, qui pourrait être assurée par un organisme permanent issu de la CSCE ?

Les réponses à ces questions ne sont pas claires, car elles sont commandées à la fois par l'imprévisibilité du résultat global des chocs entre tendances contradictoires et par les contradictions qui existent, face à ce problème, entre les objectifs des mêmes États.

Sur le plan général, il y a contradiction entre la nature du système international, en particulier en Europe, et celle de la société moderne. Le premier est fondé sur une double délimitation territoriale, celle des blocs idéologico-militaires (renforcée par l'équilibre nucléaire) et celle des États souverains. La seconde est caractérisée par les tendances de la technique moderne à la diffusion, par la tendance des économies à l'interdépendance (comme le montre l'impossibilité même pour les grands empires de rester autarciques : les États-Unis ont besoin du monde extérieur pour l'énergie, l'URSS semble en avoir un besoin pressant pour l'agriculture, la technique, les capitaux), par celle des communications de masse à l'interpénétration universelle, mais inégale (d'où, par exemple, le problème de la transmission des programmes télévisés par satellites), enfin et peut-être surtout, par l'aspiration des populations, en dépit de la différence des régimes et des niveaux de développement, à participer à la société d'abondance et à ses modèles culturels.

Stratégies possibles

Qu'est-ce que ces contradictions structurelles et les développements des derniers mois nous enseignent quant aux réponses, probables ou souhaitables, des différents interlocuteurs au problème général, tel qu'il est posé, à la fois dans les débats nationaux et sur le plan européen ?

Du côté soviétique, trois stratégies sont possibles, dans l'abstrait :

1) L'autarcie. Elle reste l'idéal traditionnel et désiré, mais est rendue impossible par les besoins économiques et techniques. La politique de Brejnev depuis le printemps 1969 et, plus encore, depuis le 24^e Congrès du PCUS, montre clairement qu'il a choisi de faire appel à l'extérieur, en particulier aux États-Unis,

à l'Allemagne et au Japon, pour surmonter la crise économique actuelle de l'URSS et assurer son développement futur.

2) La séparation entre la coopération économique et technique et l'isolement idéologique, social et culturel. Là aussi il s'agit d'un vieil idéal à la fois communiste et russe. Mais les dirigeants soviétiques savent bien que même en cas de succès la séparation ne peut être réalisée complètement. Peut-être même ont-ils une conscience exagérée des dangers de « retombées idéologiques » des contacts économiques et techniques. C'est pourquoi leur politique est complétée par une troisième stratégie, qui est :

3) La contre-offensive

Celle-ci prend trois formes.

Premièrement, le renforcement de la « lutte idéologique » et de la répression à l'intérieur, particulièrement en URSS où la persécution des intellectuels contestataires et des écrivains indépendants est de plus en plus efficace et spectaculaire.

Deuxièmement, il s'agit d'attaquer l'Occident sur son propre terrain, en retournant ses arguments et en lui adressant des revendications analogues aux siennes. Les pays communistes font remarquer, à juste titre, que les difficultés de *visa* que leurs ressortissants rencontrent pour l'accès aux pays occidentaux sont souvent supérieures à celles des ressortissants de ces derniers à l'entrée des pays de l'Est. D'autres arguments plus spécieux prétendent établir que c'est l'Occident qui s'oppose à la communication culturelle par le fait que le nombre de traductions du hongrois et du bulgare, en français ou en anglais, est inférieur à celui des traductions de ces derniers en hongrois ou bulgare, ou qu'ils importent plus d'heures de télévision d'Occident qu'ils n'en exportent.

La troisième forme de contre-offensive, celle qui peut concerner le plus directement la CSCE, consiste en manœuvre pour, sous couleur de détente et de concessions, étendre à l'extérieur le champ d'application de leur censure : l'adhésion à la Convention des droits d'auteur permet d'étouffer le *Samizdat*, un accord sur la radio pourrait permettre d'étouffer ou de gêner *Radio Free Europe* et *Radio Liberty* plutôt que de faire cesser leur brouillage. C'est ce qui pose, du côté occidental, le problème de savoir si l'institutionnalisation multilatérale de la surveillance des contacts n'aboutirait pas à les restreindre plutôt qu'à les développer.

Tout dépend, évidemment, de la question de savoir si les pays occidentaux ont, de leur côté, une politique en la matière. Là aussi, trois stratégies sont concevables.

La première, la plus naturelle, celle que recommandent des commentateurs aussi qualifiés que Michel Tatu et Peter Wiles, et que le Congrès américain a appliquée avec succès pour la taxe sur l'émigration des juifs soviétiques, est celle

du marchandage, entre les domaines où les Soviétiques sont demandeurs et ceux qui correspondent aux principes ou aux objectifs de l'Occident : il s'agirait d'échanger la reconnaissance du *statu quo* contre la tolérance du changement pacifique, la reconnaissance des frontières contre l'assouplissement de leur fermeture, l'économie contre la culture, la circulation des biens contre la circulation des hommes, l'exportation des ordinateurs contre l'exportation des journaux.

Pour de multiples raisons, une telle stratégie est très difficile à réaliser de manière globale, directe, et sur une longue période. Premièrement, il est très difficile d'établir des équivalences et des balances entre des domaines aussi hétérogènes. Deuxièmement, s'il est vrai que les Soviétiques recherchent avant tout la coopération économique et technique, et les Occidentaux la libéralisation culturelle et idéologique, le degré d'intensité des deux intérêts est très différent. Les Soviétiques ont des besoins urgents sur le plan économique, mais ils ont des contraintes idéologiques et politiques, tenant à la stabilité de leurs régimes, non moins impérieuses. Les Occidentaux souhaiteraient obtenir plus de mouvement des hommes et des idées, mais ils n'en ont pas un besoin indispensable : leur intérêt pour le sort des populations de l'Europe de l'Est est réel, mais non prioritaire. D'un autre côté, leur intérêt pour la coopération économique avec les pays de l'Est est moindre que celui de ces derniers, mais n'est pas inexistant. Au contraire, de nombreux milieux économiques ont un intérêt inconditionnel pour les relations avec l'Est et n'admettent guère que leurs transactions soient soumises à des considérations autres que la rentabilité. Or, les gouvernements des pays capitalistes ne peuvent contrôler leurs industriels et leurs banquiers au gré de leur politique. Les débats américain et allemand nous ont montré que, dans la mesure où ce que l'URSS, aujourd'hui, semble demander, ce sont de véritables plans d'industrialisation à long terme, avec des investissements énormes, des crédits à très longs termes et des profits très incertains, cela implique un rôle accru des États occidentaux par rapport à leurs entreprises, et de la politique par rapport au commerce.

Dans la mesure où le marchandage sur les thèmes de la libre circulation apparaît comme non négociable, deux autres attitudes se présentent. Elles se situent à l'opposé l'une de l'autre.

On peut substituer au marchandage l'utilisation polémique et tactique des mêmes thèmes : c'est probablement la véritable idée du sénateur Jackson. On affirme les principes de liberté et de circulation sous une forme intransigeante, sans se faire d'illusions sur les chances d'efficacité de cette affirmation. Plus encore, on met sur le tapis les questions les plus gênantes pour les Soviétiques, soit pour empêcher la Conférence (ce qui fut longtemps le cas), soit pour la faire échouer, soit pour l'influencer en dissuadant les Soviétiques d'ouvrir des discussions ou d'émettre des revendications gênantes pour l'Occident. Légitime à titre de tactique diplomatique, cette attitude risque, si elle est poussée trop loin, de compromettre les quelques concessions pratiques que l'on pourrait obtenir et d'aboutir, ensuite, à céder sans contrepartie.

La troisième attitude consiste, au contraire, à abandonner toute pression, voire toute revendication que les Soviétiques pourraient considérer comme provocatrice, et à tout miser sur un acte de foi dans le processus historique. On fera, alors, effort pour rassurer les Soviétiques, voire pour les aider à stabiliser leur empire, dans l'espoir qu'une fois rassurés ils l'assoupliront. La logique de cette attitude conduit à des concessions sans contrepartie à court terme, sur le plan diplomatique et idéologique, dans l'espoir que les contacts économiques et technologiques, par eux-mêmes, auront à long terme des retombées favorables sur le plan humain et politique. C'est, dans une large mesure, le pari que fait Willy Brandt. Le résultat en est hasardeux, l'URSS faisant visiblement le pari contraire. À court terme du moins, c'est le pari de l'URSS qui est le plus réaliste : comme l'a fait remarquer Sakharov, le processus entraîne plus de répression et de rigidité à l'intérieur de l'empire soviétique. L'Occident risque de ne jamais être assez rassurant pour donner aux dirigeants soviétiques confiance dans leurs populations, mais de l'être trop en les assurant de l'impunité de la répression.

Et pourtant, que proposer d'autre qui soit réaliste ? Il est indispensable de combiner les trois approches, mais il faut bien avouer que, pour l'essentiel, on ne peut guère mettre ses espoirs que dans le processus à long terme. À deux conditions cependant, qui paraissent essentielles. Premièrement, il faut faire ce qu'on peut pour orienter le processus au bénéfice des pays d'Europe de l'Est et pas seulement de l'URSS, des populations et pas seulement des États ; il faut donc s'opposer à la double tentative de centralisation impériale et étatique des échanges tant économiques que culturels, dont la coopération paneuropéenne risque d'être l'objet. Deuxièmement, il s'agit de protéger le processus contre les chocs en retour, la suspicion et la répression. Il ne s'agit pas de bâtir des ponts (ceux-ci doivent être aussi apolitiques que possible), mais des paratonnerres ou des parapluies. D'où l'importance d'un code de bonne conduite, d'un dialogue sur les limites tolérables et désirables de l'interpénétration, pour éviter que ce qui, aujourd'hui, est encouragé sous le nom de coopération soit, demain, dénoncé sous celui de subversion.

Sans émettre d'exigences inacceptables ni espérer de marchandage global, il ne faut pas non plus céder à la timidité de certains partisans du processus. D'une part, il ne faut pas craindre d'affirmer ses principes comme l'Est affirme les siens, sans jamais d'ailleurs rien demander que l'on ne soit prêt à accorder soi-même. Il y a beaucoup à faire, du côté occidental, dans la direction de cette logique de la réciprocité et de l'interpénétration.

D'autre part, et surtout, il ne faut pas sous-estimer les possibilités de marchandage partiel sur des points et à des moments précis.

Après tout, les exemples que nous avons cités (allant des résultats obtenus par des hommes politiques suspects de saboter la détente, comme le sénateur Jackson, à ceux d'hommes comme Willy Brandt qui ont misé leur avenir politique sur elle) montrent qu'à condition de ne pas aller trop loin, on peut sauver des vies

humaines, obtenir des amnisties et des passeports (y a-t-il quelqu'un, en Occident, pour oser regretter ces quelques succès et rejeter les remerciements des individus qui déclarent devoir leur survie à l'opinion occidentale ?). Surtout, ils montrent la voie d'une phase des relations internationales où les États ne devront certes pas se donner pour but de changer les régimes de leurs partenaires, mais où ils ne pourront pas non plus ignorer la solidarité des différents groupes – qu'ils soient professionnels, ethniques, ou spirituels – par-delà les frontières, et où même les individus isolés auront quelque espoir d'un recours. Les États autoritaires, de gauche ou de droite, devront s'en accommoder si, au-delà de la coexistence pacifique que nul n'est en droit de leur refuser, ils prétendent aboutir à des liens plus confiants et plus irréversibles.

L'URSS peut, sans courir de danger pour sa sécurité, en adopter progressivement une vision plus souple et plus ouverte. Si elle considère qu'elle ne peut pas se le permettre, ni le commerce, ni la coopération contre la guerre nucléaire ne sont remises en cause, mais, réciproquement, des avantages économiques spéciaux de nature politique n'ont aucune raison d'être accordés sans concessions politiques à un pays dont la situation au point de vue de l'or, à celui des sources d'énergie, ou à celui des dépenses militaires est bien plus avantageuse que celle de ses voisins européens ; après tout, le gouvernement soviétique et les industriels allemands viennent de s'entendre pour construire l'usine géante de Kurtsk sans crédits gouvernementaux.

Au-delà des résultats immédiats, économiques ou politiques, ce qui est en cause c'est la nature des relations entre les deux Europes. Précisément à l'heure où les deux Grands semblent s'accorder pour un *statu quo* bipolaire inspiré par la *Realpolitik*, précisément à l'heure où l'Europe occidentale se trouve en situation inférieure au point de vue de la puissance matérielle, voire de la sécurité militaire, il lui appartient de faire la preuve que le choix de la détente n'est pas fondé sur cette infériorité, que le spectre de la « finlandisation » repose sur un malentendu. Si nous sommes entrés dans une ère de paix où la menace, même implicite, de la force est dépassée, quel meilleur moyen de le prouver, pour tous les Européens, qu'en refusant de baisser la voix dans la défense, pour eux et pour les autres, des droits du dialogue ? ♦

Nouvelle phase en Europe : de l'instabilité politique au déséquilibre militaire ?

Pierre HASSNER

Les rapports Est-Ouest, en Europe, sont-ils en train de passer de l'ère de la détente à celle du soupçon ? À voir les nuages et les points d'interrogation qui s'amoncellent, on est fondé à se le demander. Certes, comme nous avons essayé de le signaler au cours de ces six dernières années en présentant aux lecteurs de cette revue quelques bilans périodiques de la détente, celle-ci a toujours comporté, par définition, des contradictions essentielles ; le passage de la guerre froide à la paix chaude favorise la stabilité par la reconnaissance du *statu quo*, mais libère par là même des forces de changement porteuses de conflits divers et imprévisibles ⁽¹⁾.

Aujourd'hui, les contradictions se font jour avec une vigueur accrue. L'analyse doit-elle mettre l'accent sur la détente ou sur les conflits, sur la stabilité ou sur le changement, sur la réconciliation des alliances et des nations ou sur les déplacements d'équilibre entre elles ? Une version officielle et rassurante, propagée surtout par les gouvernements, en particulier ceux de l'Est, met l'accent avant tout sur la Conférence d'Helsinki. Celle-ci représenterait non seulement la consécration du *statu quo*, mais la fin de la guerre froide ; désormais, il s'agirait de rendre la détente politique irréversible par la coopération économique et la détente militaire. D'autres versions de cet optimisme mettraient l'accent sur le rôle des « Neuf » de l'Europe occidentale à cette conférence, ou sur celui des petits États par rapport à celui des superpuissances, ou sur le fait que le thème de la circulation des hommes et des idées ait pu acquérir droit de cité dans une négociation internationale. Au-delà de cette négociation, l'évolution politique d'un certain nombre de pays, en particulier ceux de l'Europe méridionale, montrerait que la détente permet aux peuples de se débarrasser plus facilement des régimes tyranniques. S'y opposer reviendrait à mettre en cause à la fois la détente, le principe de non-intervention dans les affaires intérieures, et une évolution historique inévitable et salutaire.

Pour une interprétation opposée, le conflit l'emporte sur la réconciliation et, à l'intérieur de ce conflit, l'Est est en train de marquer des points considérables

(1) Cf. nos articles dans la *Revue Défense Nationale* : « L'Europe des années soixante-dix : stabilité et conflits », mai 1970 ; « L'Europe de la guerre froide à la paix chaude », mars 1973 ; « Les contradictions de la détente - Faux dilemmes et vrais problèmes », juin 1974.

Nouvelle phase en Europe :
de l'instabilité politique au déséquilibre militaire ?

sur l'Ouest. Le Sommet d'Helsinki a constitué au pire une capitulation de l'Occident et, au mieux, une cérémonie symbolique. L'URSS le démontre par son refus d'appliquer les clauses de la « Troisième corbeille ». Plus encore, elle manifeste et conseille aux partis communistes occidentaux une agressivité nouvelle face à l'Occident en crise, et particulièrement face aux partis socialistes. Elle poursuit un effort militaire, notamment naval, considérable qui ne peut s'expliquer que par des intentions offensives, et, de fait, le flanc sud de l'Otan est en décomposition. Plutôt que de détente, il faudrait s'occuper de s'opposer aux progrès de la puissance militaire soviétique et à ceux du communisme, surtout en Europe méridionale, les uns et les autres étant indissolublement liés.

On l'aura deviné : aucune des deux versions ne nous paraît pleinement satisfaisante. Nous aurions pour notre part tendance à donner plutôt raison à l'interprétation pessimiste quant à la description de la situation, mais à nuancer très fortement notre approbation quant à l'analyse des causes et surtout quant à celle des remèdes. En bref, il nous semble qu'en Europe la tendance est effectivement défavorable à l'Occident tant sur le plan de l'équilibre militaire que sur celui de la crise économique, sociale et politique, que ces deux domaines peuvent, bien évidemment, s'influencer réciproquement (en particulier les transformations politiques de certains pays peuvent offrir des avantages militaires importants à l'URSS), mais qu'à ne pas les distinguer dans l'analyse, et surtout dans l'action, on risque d'aboutir à des erreurs catastrophiques, en attribuant tous les maux de l'Occident à l'Union soviétique, en rejetant dans ses bras toutes les forces de changement qui se manifestent à l'Ouest ou en lui permettant de réprimer plus facilement encore celles qui bouillonnent souterrainement à l'Est.

Sur le plan militaire, nous n'avons ni la compétence ni la place nécessaire pour décrire une évolution dont l'ampleur et la signification font l'objet de discussions entre spécialistes. Mais sa direction ne semble pas niable. Tandis qu'un pays de l'Otan après l'autre réduit la durée du service militaire et le montant de son budget de défense, rien de tel ne se produit pour le Pacte de Varsovie dont les crédits militaires augmentent, au contraire, régulièrement en valeur réelle ; la modernisation entreprise depuis cinq ou six ans pour les forces du Pacte de Varsovie sur le front central aboutit, selon le Professeur J. Erickson, à une augmentation de 30 % pour les chars, 50 % pour l'artillerie et 25 % pour l'aviation tactique, sans compter l'introduction croissante d'armes nucléaires tactiques ; surtout, les progrès spectaculaires de la Marine soviétique font de l'URSS une puissance navale globale. Les spécialistes – tant la célèbre publication britannique *Jane's* que son homologue français *Les Flottes de combat* – soulignent cet effort et s'interrogent sur ses fins ; l'utilisation politique des manœuvres, au large des côtes norvégiennes par exemple, peut fournir un élément de réponse ⁽²⁾. D'une manière générale, au centre et au

(2) Sur ces problèmes, voir en particulier le séminaire international sur « Le rôle futur de la puissance militaire soviétique dans le contexte politique Est-Ouest », *Stiftung für Wissenschaft und Politik*, Eggenberg, Allemagne fédérale, 1^{er} et 2 mai 1975.

Nouvelle phase en Europe :
de l'instabilité politique au déséquilibre militaire ?

nord du continent, le danger est celui de l'intimidation ou de la « finlandisation », par l'effet indirect d'une présence massive et d'une supériorité militaire – effet qui, d'ailleurs, se fait sans doute moins sentir par lui-même ou par une exploitation soviétique active que par suite d'une diminution dans la volonté de défense des pays occidentaux concernés ou dans leur confiance en l'engagement américain.

Cela met en cause l'autre facteur central, qui nous semble prédominant au sud du continent. Il s'agit là moins de la supériorité de l'URSS sur le plan militaire que de l'infériorité occidentale sur celui de la stabilité politique. Il est frappant, à ce point de vue, de comparer la situation actuelle avec celle d'il y a dix ans – entre la crise des fusées et l'invasion de Prague. À l'époque déjà, certes, l'Occident avait des problèmes et l'Union soviétique maintenait sa domination en Europe de l'Est. Mais les sociétés occidentales vivaient sous le signe d'une croissance économique et d'une stabilité politique qui ne semblaient pas mises en question, les interrogations ne portant guère que sur le degré d'indépendance des politiques étrangères. À l'Est, les dirigeants soviétiques étaient sur la défensive devant les tendances à la réforme économique, à la libéralisation politique ou à la désatellisation diplomatique. La détente, inaugurée par la politique gaulliste suivie par « l'engagement pacifique » américain et l'*Ostpolitik* allemande, allait d'ouest en est. Les questions qu'on se posait portaient sur l'avenir des pays de l'Est, sur la possibilité pour l'URSS et ses organisations de tolérer les évolutions qui s'y produisaient, sur la possibilité pour l'Occident de les encourager. Aujourd'hui, mis à part les troubles provoqués à l'Est comme à l'Ouest par la crise économique, on ne se pose guère de questions sur l'évolution de l'Europe de l'Est sauf, précisément, sur celle des pays communistes indépendants de l'URSS – Roumanie, Albanie et surtout Yougoslavie. Mais on s'interroge sur l'avenir d'un certain nombre de pays d'Europe de l'Ouest, sur la possibilité pour l'Alliance atlantique et la Communauté européenne de tolérer les évolutions qui s'y produisent et de s'y adapter en évitant à la fois la paralysie et la désintégration, sur le désir et les moyens qu'aurait l'URSS d'encourager ces évolutions, de les contrôler ou de les exploiter.

La liste des exemples est familière à tous : conflit gréco-turc et crise des rapports entre chacune des deux parties et les États-Unis ; révolution au Portugal ; points d'interrogation sur l'après-franquisme comme demain peut-être sur l'après-titisme ; participation probable des communistes au pouvoir en Italie et possible, un jour, en France ; crise économique et problèmes insolubles comme celui de l'Ulster affectant l'évolution politique et la capacité d'action extérieure d'un pays comme la Grande-Bretagne. Le résultat a des conséquences directes, réelles ou potentielles, pour la sécurité de la Méditerranée et de l'Europe en général, tant par rapport à l'Union soviétique que par rapport aux producteurs de pétrole : une incertitude qui va des Açores, importantes pour le ravitaillement militaire d'Israël et surtout pour la lutte anti-sous-marine, à la Turquie, essentielle, entre autres, pour la surveillance de l'URSS, en passant par les bases de sous-marins, les points d'appui des flottes de l'Otan et le risque de voir les Soviétiques en acquérir à leur

Nouvelle phase en Europe :
de l'instabilité politique au déséquilibre militaire ?

tour dans l'Adriatique ou la Méditerranée. Voilà une perspective qui a de quoi inquiéter les gouvernements occidentaux.

Mais que peut signifier cette évolution pour l'URSS et qu'implique-t-elle pour la détente ? Même lorsqu'ils concèdent aux pessimistes leur description de la situation, les optimistes, en Occident, maintiennent (ou du moins maintenaient encore récemment) que l'URSS est la première à s'en affliger ou du moins à s'en inquiéter : attachée avant tout au *statu quo*, à la détente, et à la coopération économique avec l'Occident, elle n'aurait aucun intérêt à l'effondrement de celui-ci, ni même à des succès communistes en Occident qui risqueraient de provoquer des réactions de droite, de faire renaître la guerre froide, ou d'encourager le polycentrisme au sein du mouvement communiste international. C'est pourquoi elle prêcherait la prudence aux partis communistes et marquerait sa préférence aux gouvernements conservateurs, pourvu qu'ils soient favorables à la détente.

Pour l'école renaissante des pessimistes, la détente elle-même doit être vue comme un élément d'une stratégie soviétique d'affaiblissement de l'Occident qui commence à porter ses fruits. Ils voient la main soviétique guidant les communistes italiens comme les communistes portugais, le cartel des producteurs de pétrole comme les terroristes palestiniens. Récemment, l'argument du : *is fecit cui prodest* s'est vu renforcer d'une part par le durcissement verbal des Soviétiques, leurs applaudissements devant le « glissement du continent vers la gauche » et ses nouvelles perspectives révolutionnaires, les attaques auxquelles ils se livrent ou qu'ils inspirent contre les socialistes occidentaux, d'autre part par des révélations sur leur soutien aux terroristes palestiniens ou occidentaux (rôle dans l'affaire Carlos soutien financier à la bande Baader-Meinhof et à l'IRA) sur leur rôle au Portugal, voire sur l'existence d'un plan à long terme qui aurait été conçu vers 1966 et devrait porter ses fruits à la fin des années soixante-dix ⁽³⁾.

Là encore, les deux écoles, et surtout la deuxième, semblent sous-estimer ce qui nous paraît le caractère fondamental des rapports Est-Ouest, surtout en Europe, en période de « paix chaude ». Ce caractère, c'est le primat des changements intérieurs aux alliances et aux pays, surtout en Occident. L'équilibre des deux alliances et des deux systèmes est moins modifié par l'action militaire, subversive ou diplomatique, de l'un envers l'autre que par la manière dont chacun est affecté par ses propres divisions, ses propres crises, ou par les défis communs auxquels chacun réagit de manière différente, conforme à la nature profondément dissymétrique des deux types de sociétés. Ce qui a donné à l'Occident ses meilleures chances d'influencer l'Union soviétique, ce sont d'une part son conflit avec la Chine et d'autre part ses difficultés économiques, particulièrement dans les domaines agricole et technologique. Ni l'un ni les autres n'ont résulté d'une politique délibérée de l'Occident.

(3) Cf. La série d'articles publiés en août 1975 dans le *Times* de Londres par Lord Chalfont, ancien correspondant militaire de ce journal, puis ancien ministre du Désarmement, sur la base d'interviews avec l'ancien chef d'état-major de l'Armée tchécoslovaque, le général Sejna.

Nouvelle phase en Europe :
de l'instabilité politique au déséquilibre militaire ?

De même, ce n'est pas l'URSS qui a causé le conflit gréco-turc (encore que la détente, en diminuant le souci de sécurité des deux pays par rapport à leurs voisins communistes, ait éliminé l'un des obstacles qui s'y opposaient), ni le relâchement des liens de la Grèce et de la Turquie avec les États-Unis (largement dû aux États-Unis eux-mêmes par le soutien de leur gouvernement à la junte grecque et par l'attitude de leur Congrès envers la Turquie) ni, encore moins, les échecs de la démocratie chrétienne en Italie ou la chute du régime Caetano au Portugal : quelques années plus tôt, le parti communiste portugais tournait en dérision l'idée d'un *putsch* militaire. Plus généralement, s'il est vrai que l'idée de la crise générale du capitalisme n'a jamais disparu de l'arsenal idéologique soviétique, il n'en reste pas moins que la politique de M. Brejnev et les projections de ses experts reposaient sur l'hypothèse d'un Occident prospère bien qu'affaibli par ses divisions politiques et la contestation sociale et culturelle, et que les formes brutales de la crise économique – par exemple celle de l'énergie – semblent les avoir pris par surprise autant que les Occidentaux.

Cela n'implique ni qu'ils ne se réjouissent pas de l'évolution des événements ni que celle-ci ne les amène pas à des choix difficiles et à des déplacements d'accent. C'est l'alternative entre l'acceptation du *statu quo* et de la détente et la recherche de la victoire dans la lutte contre l'Occident qui correspond mal à la vision soviétique. Celle-ci s'inspire plutôt de ce que Nikita Khrouchtchev avait appelé l'idée d'un « *statu quo* dynamique », c'est-à-dire d'un lent déplacement de la « corrélation des forces » en faveur du camp socialiste dont les conquêtes seraient irréversibles, mais qui, en exploitant à la fois la détente, en particulier la coopération technologique avec l'Occident, les divisions politiques de celui-ci, son ébranlement par des forces sociales montantes, à l'intérieur des sociétés capitalistes et du Tiers-Monde, et la perte de sa supériorité militaire, pourraient s'assurer sur lui un avantage politique croissant sans pour autant envisager ni même souhaiter vraiment son effondrement ou sa conquête dans un avenir prévisible. Une telle vision implique, à tout moment, la coexistence de la coopération et de la lutte, du changement et du *statu quo*, l'accent pouvant être déplacé légèrement vers l'un ou vers l'autre selon les phases et selon les cas, un principe cardinal étant celui de garder toujours deux fers au feu.

Tant que ce déplacement du rapport des forces se produit de manière lente, pacifique et contrôlée, les Soviétiques n'ont pas de mal à gagner sur les deux tableaux en pratiquant une politique qui peut sembler contradictoire à l'observateur extérieur. Mais cela n'est possible que lorsque le processus est lui-même ambigu. Dans les situations extrêmes, si d'une part les États occidentaux posent des conditions fermes, voire draconiennes, exigeant des concessions réelles pouvant mettre en cause l'autorité des dirigeants soviétiques, ou si, d'autre part, la désintégration de l'Occident se précipite et crée des situations où la révolution ou, du moins, un glissement très net à gauche avec participation des communistes au pouvoir dans des pays occidentaux deviennent des possibilités immédiates, les Soviétiques sont

forcés, contre leur préférence intime, de sortir de l'ambiguïté pour faire face à des choix. Au cours des deux dernières années, en particulier de la dernière, les deux situations opposées semblent presque s'être produites en même temps. D'une part la détente et surtout l'aide économique et technique se font, du côté occidental, un peu moins inconditionnelles, comme en témoignent l'amendement Jackson liant émigration et commerce, et l'importance attachée par les Occidentaux à la « Troisième corbeille » d'Helsinki. D'autre part et surtout, les évolutions et révolutions que nous avons évoquées ouvrent à Moscou des perspectives riches à la fois de promesses et de risques.

Devant cette situation, il semble bien que les dirigeants soviétiques soient entrés dans une phase d'hésitation et de débats (liés, par ailleurs, à toutes sortes de facteurs comme la maladie, selon certains, de M. Brejnev et à la lutte pour sa succession, les rapports avec la Chine et les tentatives de réunir une conférence mondiale des partis communistes, le problème du Moyen-Orient, etc.). Leur première réaction semble bien avoir été la prudence, inspirée par le risque que la crise ne provoque, comme dans les années trente, une réaction fasciste et, au minimum, ne favorise, aux États-Unis et en Allemagne, des hommes politiques qu'ils considèrent comme leur bête noire, tels MM. Jackson et Strauss. Avec le temps, avec l'impuissance de l'Occident à maîtriser la crise économique, la faiblesse de ses réactions à la crise de l'énergie et à la multiplication de ses mutations politiques intérieures, il semble bien qu'une attitude plus dure ou plus militante ait tendance à prendre le dessus. Encore n'est-il pas facile d'en interpréter le sens et n'est-il pas certain que, malgré les apparences semblables, celui-ci ne soit pas radicalement différent selon les cas.

Ainsi, au Portugal, contrairement à l'attente de la plupart des observateurs, l'URSS semble bien avoir appuyé sans réserve la stratégie antidémocratique de M. Cunhal et s'être empressée (tout en conseillant au Portugal de ne pas quitter l'Oran) d'exploiter sa position géostratégique en tentant d'y établir une présence pour sa flotte. En revanche, il semble également certain qu'elle soit hostile à la stratégie du PC italien de compromis historique avec la démocratie chrétienne. Pour la France, il est moins facile de savoir si sa méfiance envers l'union de la gauche se maintient sous M. Giscard d'Estaing comme jadis sous le général de Gaulle et M. Pompidou et, semble-t-il, pendant la campagne présidentielle, ni si les attaques communistes contre le parti socialiste s'expliqueraient en partie par cette volonté soviétique de ne pas précipiter les événements et de ne pas voir les communistes occidentaux participer à la gestion de la crise capitaliste.

D'une manière plus générale, le paradoxe de la situation est que les gains les plus nets de l'Union soviétique et les chances les plus sérieuses des partis communistes d'arriver au pouvoir en Europe occidentale sont liés aux périodes où ils rassurent les hésitants par la détente, l'union et le compromis. Le durcissement révolutionnaire, et l'affirmation du primat du PC comme seul représentant du prolétariat, peuvent donc signifier soit une tactique aventuriste visant à un pouvoir exclusif,

Nouvelle phase en Europe :
de l'instabilité politique au déséquilibre militaire ?

soit une attitude de repli ou de défensive masquée par l'offensive verbale. Probablement, dans la plupart des cas, ne s'agit-il ni de l'une ni de l'autre, mais plutôt d'une combinaison des deux, la seconde ayant le pas à court terme, mais la première étant utilisée non seulement comme alibi, mais aussi comme arme de dissuasion immédiate, envers les gouvernements occidentaux comme envers les partis socialistes, et comme perspective lointaine envers les militants de l'intérieur et de l'extérieur. Il ne s'agit de renoncer ni à la détente avec les gouvernements ni à l'union avec les socialistes, mais il s'agit de lui imposer des conditions plus dures en montrant qu'on n'est pas pressé, qu'on peut aussi bien favoriser ses adversaires contre ses alliés que leur créer des ennuis tout seul, que sa bienveillance envers les uns ou les autres peut être mise en cause s'ils ne renoncent à telle fréquentation (atlantique ou social-démocrate) ou à telle initiative (comme celle qui consiste à faire porter le dialogue sur la compétition idéologique ou sur les contacts entre sociétés et entre individus). Cette tactique de l'isolement psychologique et de l'intimidation sans rupture doit servir à l'URSS comme aux PC à rester maîtres de la détente ou de l'union, dans des conditions qu'ils jugent favorables, au lieu de se laisser entraîner par elles. Naturellement, cela n'exclut pas d'abaisser ses exigences et de baisser le ton lorsque des crises imprévues (mauvaise récolte de blé ou mauvaise tournure des événements au Portugal) affectent à leur tour, mais dans un sens défavorable, le rapport des forces.

Mais de toute façon, l'attitude de l'URSS varie d'un pays à l'autre : dans le cas d'un pays comme le Portugal, suffisamment marginal pour que sa transformation en Cuba européen puisse être tolérée par l'Occident, mais suffisamment intéressant cependant au point de vue stratégique pour que le jeu en vaille la peine, le parti communiste est inconditionnellement fidèle et ne suscite aucune inquiétude à Moscou, tandis que dans un pays comme l'Italie, qui est suffisamment important pour susciter des réactions dangereuses, le parti communiste manifeste non seulement des signes inquiétants de social-démocratisation et d'indépendance, mais encore l'ambition d'inspirer une version occidentale et pluraliste du communisme européen, directement opposée au modèle soviétique. Si la tactique du PC portugais et son soutien par l'URSS avaient pu diminuer les chances du PC italien, on ne jure pas que l'Union soviétique n'en eût été presque aussi satisfaite que M. Kissinger.

Les gouvernements occidentaux n'ont pas, certes, à calquer leurs analyses ni leurs politiques sur celles de l'URSS, mais ils trouveraient avantage à s'en inspirer pour prendre en considération ces deux points – la nature de la crise et la diversité des situations – et dépasser une réaction dominée uniquement par les considérations stratégiques. Bien au contraire, c'est dans la mesure où il est par nature plus apte que le système soviétique – fondé en dernière analyse sur la force militaire et le monolithisme idéologique – à accepter la diversité et le changement que l'Occident a une chance d'empêcher l'URSS d'exploiter à son avantage une réalité européenne inévitablement ambiguë et mouvante.

Nouvelle phase en Europe :
de l'instabilité politique au déséquilibre militaire ?

L'aspect central de la situation en Europe méridionale, c'est que s'y manifeste avec plus d'acuité qu'ailleurs une crise de légitimité qui, à des titres divers, atteint aussi bien l'Est que l'Ouest.

Sur le plan national comme sur le plan international, il y a tension entre la persistance de structures anciennes et la poussée de forces économiques, sociales, culturelles, psychologiques et finalement politiques qu'elles contiennent ou compriment, canalisent ou étouffent, ou qui les débordent, les rongent ou les font éclater. Dans le sud du continent, cette tension est particulièrement spectaculaire et explosive, d'une part parce que les structures d'autorité y sont plus fragiles (par le caractère archaïque ou personnel des régimes, comme en Espagne, ou en raison du manque de renouvellement des élites politiques, comme en Italie), d'autre part parce que les tensions sociales sont accrues du fait qu'il s'agit de sociétés et d'économies aux prises avec les problèmes de la transition entre l'agriculture et l'industrie, entre les modèles traditionnels et ceux d'une société moderne elle-même en crise. Si la structure stratégique et, dans une large mesure, diplomatique et idéologique du continent reste dominée par le rapport Est-Ouest, les tensions économiques et sociales, en Europe de l'Ouest et surtout du Sud, sont dominées par les dimensions Europe-États-Unis et Nord-Sud, qui passent entre pays et à l'intérieur de chacun d'eux.

Dans une certaine mesure, cela a toujours été le cas ; mais pendant une vingtaine d'années, l'opposition Est-Ouest a repoussé toutes les autres au second plan. La coïncidence entre la situation géographique d'un pays, son alignement diplomatique et militaire et son régime économique et social, sinon politique, était tenue pour acquise. Le coup de tonnerre de 1968 a montré à la fois que la révolution était concevable en Europe occidentale et que l'attraction de celle-ci et sa propre évolution interne pouvaient faire échapper un pays d'Europe de l'Est au modèle soviétique. Depuis, l'URSS a réussi remarquablement à stabiliser son camp, mais en faisant violence aux tendances spontanées des nations et des sociétés qui le composent. À l'Ouest, au contraire, ces tendances ont pu davantage se donner libre cours, encouragées par la détente qui diminue les soucis de sécurité militaire par rapport à l'Est, et dédouane, voire légitimise, les partis communistes, et par la crise qui multiplie les tensions économiques et ternit le modèle de la démocratie occidentale. Il est clair en tout cas que c'est de là que vient le danger plus que de l'action soviétique elle-même.

Visiblement, le souci de sécurité de la Grèce et de la Turquie se définit par rapport à leur menace réciproque et à la puissance américaine plutôt qu'à celle de l'Union soviétique.

Au Portugal, en Espagne, en Italie, le risque est avant tout celui de la guerre civile ou de la révolution, de la prise du pouvoir par une minorité ou de l'anarchie, mais le rôle militaire éventuel de l'Union soviétique n'occupe dans ces crises – sauf en Yougoslavie – qu'un rôle indirect de subordonné.

Nouvelle phase en Europe :
de l'instabilité politique au déséquilibre militaire ?

Chacun de ces pays a une structure et une dynamique propre, où l'Armée, le parti communiste, le nationalisme sont différents par leur rôle et parfois dans leur nature. Aucun ne peut se soustraire à l'interdépendance économique ou stratégique qui le lie à l'Europe, ou à la contagion psychologique ou idéologique de ses voisins. Mais chacun vit sa crise d'identité propre, qui entraîne un retour à des sources nationales ou régionales, parfois mythiques, qu'elles soient balkaniques, islamiques, méditerranéennes ou tiers-mondistes.

Aujourd'hui l'Europe méridionale rappelle effectivement davantage un Tiers-Monde déchiré par des forces sociales et divergentes qu'elle ne répond à l'image d'une Europe occidentale unie dans son refus du communisme et sa crainte de l'Union soviétique.

Dès lors, le problème de l'endiguement de celle-ci et de ses ambitions expansionnistes se pose lui aussi, de manière différente. Dès le début des années cinquante, des auteurs comme Raymond Aron en France ou Hans Morgenthau aux États-Unis avaient indiqué que la situation était, à cet égard, profondément différente en Europe et en Asie. En Europe, il s'agissait avant tout de faire équilibre à la puissance de l'Armée rouge en donnant confiance à des populations qui, à l'ouest du rideau de fer (comme d'ailleurs à l'est), étaient favorables à l'Occident ; en Asie le problème était moins militaire et plus politique, la présence directe de l'URSS et de la Chine étant moindre, et le problème communiste étant inextricablement lié à celui du nationalisme et du développement. Cette opposition a toujours été moins vraie pour l'Europe méridionale que pour l'Europe centrale et nordique. Il est clair qu'à ce point de vue l'Europe connaît aujourd'hui la situation jadis propre au Tiers-Monde.

En même temps, c'est bien en Europe que se situe ce nouveau Tiers-Monde. D'où la nécessité pour toute politique occidentale de tenir compte, à son propos, d'une double contradiction. D'une part, comme dans le Tiers-Monde, il y a, en Europe méditerranéenne dans la phase actuelle, primat de la politique intérieure par rapport à la menace militaire soviétique et diversité des situations nationales entraînant des degrés divers de neutralisme ou de non-alignement. Mais, d'autre part, il y a une présence géostratégique massive de l'Union soviétique et, face à elle, il y a une Alliance atlantique qui remplit une fonction stabilisatrice indispensable, tant au point de vue de l'équilibre militaire qu'à celui de l'encadrement politique. Comment concilier la dimension politique et la dimension militaire, l'exigence de stabilité et l'exigence de changement, l'acceptation de la diversité et le maintien de l'unité ?

À notre avis, il n'y a pas d'autre voie que celle de la diversification contrôlée, à la fois selon les interlocuteurs auxquels les politiques et les institutions occidentales doivent faire face, ou selon les auteurs de ces politiques et selon ces institutions elles-mêmes.

Nouvelle phase en Europe :
de l'instabilité politique au déséquilibre militaire ?

Au premier point de vue, il y a deux attitudes qui reviennent à nier le problème en ne faisant pas de distinction entre l'attitude adoptée à l'égard de l'Union soviétique et à l'égard des diverses forces communistes, révolutionnaires ou simplement de gauche, des différents pays. La première, celle de la guerre froide classique, consiste à être également hostile à l'une et aux autres, en considérant qu'il s'agit d'une réalité et d'un danger uniques. La seconde, celle de la détente inconditionnelle, consiste à être également conciliant envers l'URSS et les mouvements de gauche des différents pays, en considérant qu'avec la guerre froide l'opposition idéologique Est-Ouest et le danger de la puissance militaire soviétique sont également dépassés.

Deux autres attitudes, au contraire, s'efforcent d'opérer une distinction fondamentale entre les deux réalités auxquelles elles font face. L'attitude des États-Unis, en particulier celle de M. Kissinger, consiste à être conciliant avec l'URSS, en célébrant l'ère de la négociation, de la détente et de la paix, et intransigeant envers toute forme d'évolution intérieure vers la gauche, dans les pays occidentaux, qui comporterait un risque de participation communiste. La logique de cette attitude, inspirée de la *Realpolitik*, consiste à accepter le communisme où il est fort et à le combattre où il est faible, en s'inspirant du principe *cujus regio ejus religio*, c'est-à-dire en proposant à l'URSS une division en sphères d'influence où chacun resterait maître de la sienne. L'idée ne manque pas d'un certain réalisme, mais il reste qu'il est paradoxal de considérer que l'URSS est une puissance comme les autres avec laquelle on peut exercer un *condominium* partiel tandis que le parti communiste italien serait une incarnation du mal avec laquelle il faudrait éviter tout contact. Outre l'objection morale (qu'André Amalrik exprimait en écrivant : « Les États-Unis soutiennent le communisme là où il est impopulaire et le combattent là où il est populaire »), cette politique est en dernière analyse irréalisable parce qu'elle repose sur des illusions à la fois quant au caractère conservateur de l'URSS et quant à la capacité pour les États-Unis de s'opposer par leur *veto* à l'évolution de pays aux situations incontrôlables ou révolutionnaires.

Il semblerait plus raisonnable d'adopter l'attitude inverse, c'est-à-dire d'être plus vigilant quant à la puissance militaire soviétique et plus tolérant devant des évolutions nationales que l'on ne saurait empêcher, qui naissent de situations que l'on ne saurait manipuler et qui aboutissent à des résultats que l'URSS elle-même ne saurait contrôler. Les leçons des échecs occidentaux dans le Tiers-Monde face à des situations complexes où ni les réalités sociales ni les rivalités régionales ne se laissent réduire à l'opposition Est-Ouest qu'au prix de constructions artificielles ou tyranniques devraient être retenues, à moins de se résigner à ce que l'Alliance atlantique devienne soit aussi oppressive que le Pacte de Varsovie, soit aussi artificielle que l'ex-Otase ou le *CENTO*.

Et pourtant l'opposition Est-Ouest existe, les risques de voir l'URSS exploiter sur le plan stratégique la tolérance de l'Occident pour les évolutions et les révolutions intérieures (aussi bien d'ailleurs que son intolérance qui risque précisément de

Nouvelle phase en Europe :
de l'instabilité politique au déséquilibre militaire ?

les jeter dans les bras de Moscou) ne sont que trop réels, la nécessité de l'Alliance atlantique comme cadre multilatéral matérialisant l'équilibre Est-Ouest et la garantie américaine n'en est que plus évidente. Il n'y a pas de bonne solution à ce dilemme, mais la moins mauvaise voie ne saurait résider que dans la diversification de l'alliance, à la fois selon les tâches et selon les régions. Les États-Unis devraient se concentrer sur la dissuasion d'une intervention ou d'une avance soviétique. Ils devraient indiquer à l'URSS, le plus fermement possible, que la détente, avec les avantages qu'elle en attend, dépend du maintien de ce *statu quo* au point de vue de l'équilibre militaire en Europe auquel elle se déclare si attachée dans les négociations de Vienne. Ils devraient renoncer à énoncer des *oukazes* et des *vetos*, en particulier à l'égard de pays où leurs initiatives ne peuvent que susciter des réactions hostiles. Au contraire, la Communauté européenne, ses gouvernements, en particulier celui de la France, et ses forces politiques peuvent, sans se substituer à la dialectique des forces en présence à l'intérieur de la région et de ses différents pays, jouer un rôle utile de médiation (pour le conflit gréco-turc en particulier), de solidarité (comme au Portugal) ou d'encouragement à l'aménagement des évolutions inéluctables (comme en Italie). La France, par la distinction de l'Alliance et de l'Organisation atlantiques, et par l'idée de politique méditerranéenne, a donné un exemple et tracé une voie qui semble pouvoir faire école en indiquant la possibilité d'une alliance où le degré de participation varierait selon les situations politiques et géographiques des pays et à l'intérieur de laquelle des sous-ensembles régionaux pourraient acquérir davantage d'indépendance.

Si l'évolution des pays d'Europe méridionale doit ne mettre en question ni la volonté de leurs populations, ni la détente, ni l'équilibre Est-Ouest, l'existence d'un cadre extérieur souple, qui se rattache aux démocraties occidentales, sans s'identifier à une intégration atlantique rigide et à une présence américaine envahissante, ne pourrait qu'y contribuer dans l'intérêt de tous.

En tout cas, l'avenir de la détente comme celui de la compétition Est-Ouest dépend de la manière dont les différentes organisations et les différentes alliances sauront s'adapter au double défi de la diversité et du changement. Il est à souhaiter qu'à cet égard l'évolution de l'Europe conduise à une plus grande ouverture du monde soviétique plutôt qu'à une plus grande rigidité de l'Occident. ♦

L'URSS, l'eurocommunisme et l'Europe occidentale

Pierre HASSNER

En 1975, tous les commentateurs s'efforçaient de dresser le bilan de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe : victoire soviétique, en raison de la tenue même de la réunion, qui consacrait le *statu quo* en Europe ? Ou victoire à la Pyrrhus, en raison de la manière dont s'était déroulée sa préparation et en raison des thèmes concernant la liberté de circulation des hommes et des idées que l'URSS avait dû accepter de discuter ? Plus généralement, on s'interrogeait sur l'avenir de la politique soviétique envers l'Ouest et sur celui de la détente. Celle-ci était-elle l'instrument d'une stratégie offensive, ou le signe d'une acceptation sincère de la coopération fondée sur le *statu quo*, ou encore assistait-on à un tournant en faveur d'une politique plus dure et plus centrée sur la modification de l'équilibre militaire ⁽¹⁾ ?

1976 – année d'attente, d'élections et d'incertitude – n'a guère apporté de réponses à ces questions. Mais elle en a soulevé d'autres remarquablement parallèles. Cette fois, c'est sur le bilan de la conférence de Berlin des partis communistes d'Europe que l'on s'interroge. Une fois de plus, les uns voient une victoire soviétique dans le fait que la conférence se soit tenue avec la participation des partis occidentaux et surtout, pour la première fois depuis vingt ans, celle des Yougoslaves, et qu'elle ait abouti à un document qui apporte son soutien aux grandes lignes de la politique étrangère de l'URSS ; les autres soulignent le prix que celle-ci a dû payer en acceptant dans les faits (par la procédure de la préparation et du déroulement de la conférence) et dans les termes du document de reconnaître la diversité, l'égalité et l'autonomie des partis communistes. Plus généralement, devant le phénomène dit, assez improprement, de l'eurocommunisme, c'est-à-dire devant l'affirmation par un certain nombre de partis communistes occidentaux (ainsi que par le PC japonais) que leurs conceptions respectives du socialisme seraient différentes du modèle soviétique, notamment au point de vue de la démocratie, certains commentateurs voient avant tout une ruse, acceptée par l'URSS, pour permettre à ces partis d'accéder au pouvoir, d'autres croient que le mouvement communiste international se trouve à la veille d'une nouvelle excommunication ou d'une nouvelle rupture, d'autres enfin considèrent que l'URSS accepte réellement

(1) Cf. notre article : « Phase nouvelle en Europe : de l'instabilité politique au déséquilibre militaire ? », *Défense Nationale*, décembre 1975.

de bonne grâce un changement de nature dans ses rapports avec les partis communistes qui lui permettrait d'échapper au dilemme de la reconquête ou de la scission.

Une fois de plus, nous penchons pour la prudence, en considérant que l'ambiguïté est réelle, qu'elle se trouve à la fois dans la situation objective et dans les intentions des dirigeants soviétiques, que ceux-ci ont tout intérêt, pour l'instant, à reculer l'heure du choix et à garder deux fers au feu, et que la question brutale : « souhaitent-ils, oui ou non, la participation des partis communistes aux gouvernements d'Europe occidentale ? » ne comporte de réponse ni unique ni certaine. Dans les rapports de Moscou avec les partis communistes comme avec les gouvernements en place, comme dans son alternance ou son mélange de subversion et de séduction à l'égard de la Yougoslavie titiste, il s'agit sans doute davantage de prises de gages ou de paris sur une évolution imprévisible que de stratégies méthodiques et délibérées.

Peut-être est-ce, justement, la notion même de stratégie qu'il faudrait mettre en cause, tout au moins pour ce qui concerne les rapports de l'URSS avec une région où elle n'a guère les moyens d'intervenir directement.

À toujours se demander si elle a une stratégie offensive ou défensive, si elle est favorable au *statu quo* ou à la révolution, si elle favorise les gouvernements occidentaux en place ou l'arrivée au pouvoir de la gauche, on risque de négliger à la fois le caractère spécifique de la période actuelle, du moins en Europe, et celui de la politique soviétique.

La période est caractérisée par ce que nous avons appelé l'âge de la paix chaude, par opposition à la guerre froide, c'est-à-dire par l'acceptation du *statu quo* et par l'incertitude quant à la question de savoir si cette acceptation aboutit à le consolider ou à le saper. La détente produite par l'acceptation comporte certainement une chance, ou un risque, de libérer des forces de changement : légitimation des partis communistes à l'Ouest, pénétration des influences occidentales ou encouragement de l'esprit critique à l'Est. Le jeu Est-Ouest, dès lors, se transforme en une compétition pour le contrôle et la manipulation de ces forces, chacun s'efforçant de les exploiter à son propre avantage sans détruire les éléments du *statu quo* qui leur servent de soubassement commun. Tant qu'elle y réussit, l'URSS peut, grâce à la fois aux contraintes du *statu quo* et à son caractère évolutif (ce que Khrouchtchev appelait le « *statu quo* dynamique », où il incluait le processus historique de la décolonisation et des progrès du socialisme), éviter de choisir entre des objectifs et des stratégies qui à la limite seraient incompatibles.

Ces contraintes et ce caractère évolutif sont encore accrus par les traits propres de l'Union soviétique. Ses deux caractéristiques essentielles – ses dimensions géopolitiques, en particulier par comparaison avec celles de ses voisins européens, et ses origines révolutionnaires, la condamnent à un rapport dynamique avec son environnement. Elle est une menace pour ses voisins par le seul effet de

sa masse. Elle se sent encerclée par eux par le fait même du caractère unique de son régime. À supposer même que son objectif premier soit le développement économique, la nature de son régime l'amène à concevoir ce développement sous les traits d'une combinaison de compétition avec l'Occident (« rattraper les États-Unis ») et de coopération avec lui (« emprunter argent ou techniques aux capitalistes pour mieux leur faire concurrence ») et aussi, précisément pour cette raison, d'isolement hostile à son égard pour éviter la contagion idéologique et maintenir autant d'autarcie que possible.

Ce type de développement, mettant l'accent sur l'indépendance et la puissance, a nécessairement des conséquences de politique étrangère, en particulier pour les nations d'Europe occidentale qui ont fait le choix opposé, celui du pluralisme, de la prospérité et de la perméabilité. Leur incapacité, subjective ou objective, à constituer une puissance de dimensions ou de cohésion comparables, met l'URSS, quelles que soient ses intentions, en situation de « finlandisateur objectif ».

Réciproquement, l'attraction que les pays d'Europe occidentale (à travers des phénomènes aussi divers que le Marché commun et l'eurocommunisme) peuvent exercer sur l'Europe de l'Est, combinée aux traits sociaux et nationaux propres de celle-ci, est considérée par l'URSS comme dangereuse pour sa sécurité qu'elle identifie, naturellement, à celle de son empire. Le désir d'autarcie idéologique est certainement renforcé par la crainte des résultats de la nécessité d'abandonner, en grande partie, l'autarcie économique. L'école optimiste, parmi les soviétologues, a probablement raison de souligner que les nombreuses déclarations appelant à l'intensification de la lutte idéologique ou à la vigilance contre l'impérialisme, citées par les pessimistes, sont probablement avant tout à usage interne et destinées à protéger la domination communiste à l'Est plutôt qu'à l'étendre à l'Ouest à l'aide de quelque grand plan de subversion. Mais ils avaient tort de ne pas voir, à l'époque de l'euphorie, que ce besoin d'hostilité défensive entraînait une fragilité permanente pour cette même détente que l'URSS s'efforçait, pour des raisons économiques et diplomatiques, de rendre irréversible. De plus, le fait même d'accepter les risques de la détente, dans des conditions d'infériorité économique et de vulnérabilité idéologique, entraîne un besoin constant de compenser ces faiblesses en démontrant une supériorité en puissance (essentiellement militaire et policière), en stabilité et en unité. Le souci défensif d'améliorer ou au moins de maintenir le *statu quo* à l'Est (donc de combattre les tendances centrifuges comme l'attraction de l'Ouest) entraîne le souci offensif de contrôler le *statu quo* à l'Ouest, ou du moins de combattre les tendances qui pourraient accroître son attraction et son influence à l'Est.

Qu'il s'agisse, donc, de la politique soviétique envers les hérétiques communistes invités au retour, envers les communistes occidentaux, envers le Marché commun et l'Otan, ou encore envers la sécurité européenne et la détente, d'une part considérations intérieures et extérieures à l'empire sont indissolublement liées, d'autre part il s'agit de réagir aux événements et aux évolutions en les favorisant ou en les contrecarrant plutôt que de les créer. L'URSS semble consciente des limites

de son influence dans les régions qu'elle ne contrôle pas directement, en particulier dans celles qui sont couvertes par les organisations occidentales. Mais en même temps, sa vision du monde international n'est pas une vision statique. Elle consiste plutôt en un lent déplacement de la « corrélation des forces » en sa faveur.

Il importe, certes, de ne confondre ni les professions de foi marxistes concernant le sens de l'histoire avec les principes qui inspirent la politique de la superpuissance soviétique, ni les professions de foi triomphalistes, de rigueur dans les congrès et les discours officiels, avec l'évaluation réelle, par les dirigeants du Kremlin, du rapport des forces en Europe ou dans le monde. Cependant, sur le triple plan des conceptions structurelles, de la conjoncture mondiale et de la conjoncture européenne, il semble bien que l'analyse soviétique considère réellement que l'évolution, bien que complexe et contradictoire, joue dans l'ensemble dans un sens favorable.

Sur le premier plan, la notion soviétique de « corrélation des forces » est, explicitement, plus conflictuelle et plus dynamique que la notion occidentale classique d'équilibre. La critique que les Soviétiques font des conceptions kisingiennes en la matière s'accorde parfaitement avec la notion khrouchtchévienne de « *statu quo* dynamique » : elle consiste d'une part à mettre l'accent sur le rôle des forces sociales et de leurs contradictions, d'autre part à souligner que la situation de conflit permanent qui en résulte ne saurait être stabilisée de manière durable, qu'événements et évolutions doivent favoriser un côté ou l'autre et, à la longue, être défavorables au camp impérialiste ⁽²⁾.

Or, justement, sur le deuxième plan, la conjoncture vue par les dirigeants soviétiques va dans le sens de ce pronostic optimiste à long terme. Les textes officiels parlent d'une « restructuration » ou d'un changement décisif des relations internationales qui aurait consisté en un « déplacement des forces en faveur du socialisme ». C'est ce changement de la corrélation des forces qui aurait rendu possible la détente en obligeant les dirigeants capitalistes à accepter le *statu quo* à l'Est et la coopération avec lui, et en permettant au Kremlin de lancer le programme de paix du 24^e Congrès. Cinq ans après, à l'occasion du 25^e Congrès, l'accent est mis davantage encore sur le déplacement du rapport des forces : « La prépondérance sensiblement accrue des forces de paix et de progrès leur permet de déterminer l'axe principal de la politique internationale. Et c'est essentiellement le long de cet axe que s'effectue actuellement le développement des événements dans le monde, dont le trait dominant est le processus toujours plus large et plus profond de détente et d'assainissement général du climat international... De nos jours, le socialisme est la force la plus dynamique dans l'arène mondiale » écrit Gromyko dans un article de la revue théorique *Kommunist*. Et Leonid Brejnev, dans son rapport au 25^e Congrès, reprend cette expression d'« axe principal » pour « le développement des pays du

(2) SANAKOEV C. : « Équilibre des puissances et corrélation des forces », *La Vie Internationale*, Moscou, novembre 1974.

socialisme, l'accroissement de leurs puissances, le renforcement de l'influence bénéfique exercée par leur politique internationale ».

Tant sur le plan de l'analyse que sur celui des priorités politiques, l'exposé de Gromyko et celui de Brejnev observent le même ordre : premièrement, le renforcement du camp socialiste sur le plan militaire : « Dans l'ensemble, l'activité de l'organisation du Traité de Varsovie exerce une influence positive non seulement en Europe, mais aussi au-delà de ses frontières », et surtout sur celui de son unité : « Le resserrement de l'unité et de la cohésion des États de la communauté socialiste a été et demeure l'orientation principale de l'activité du PCUS et de l'État soviétique en politique extérieure »⁽³⁾.

En deuxième lieu, on invoque les victoires des forces de libération nationale, leurs conflits avec l'Occident impérialiste, le soutien décisif que leur apporte le camp socialiste dans ces conflits, et sa coopération avec les pays en voie de développement. Le développement des rapports avec les pays capitalistes sous le signe de la coexistence pacifique n'intervient qu'en troisième lieu, et l'Europe occidentale apparaît à propos de la détente (précédant les États-Unis dans l'exposé de Brejnev alors qu'elle les suivait dans celui de Gromyko). Finalement, c'est à propos de la détente, et en même temps du rapport des forces avec le camp socialiste, que sont mentionnés brièvement les changements intérieurs survenus en Europe. L'idée générale est celle du contraste entre l'Est uni et dynamique et l'Ouest divisé et en crise.

C'est à propos de ce rapport des forces qui se modifie, en Europe aussi, en faveur du socialisme, et à propos de ses effets sur la détente et sur les rapports entre l'Europe et les États-Unis, que sont mentionnées d'une part la crise économique et d'autre part la chute des régimes fascistes, les succès des partis communistes, la tendance, selon l'expression d'un auteur soviétique, du continent « à glisser vers la gauche »⁽⁴⁾. Mais l'une ou l'autre semblent nettement subordonnées aux phénomènes politiques globaux et surtout, interprétées dans leur perspective.

Il est vrai que dans le rapport de Brejnev, ils réapparaissent à un autre titre, à propos du mouvement communiste international et du « processus révolutionnaire mondial », terme fréquent dans les textes des spécialistes soviétiques de l'idéologie comme Souslov, Ponomarev et Zarodov, mais qui n'apparaît pas normalement dans les discours de Brejnev. Le problème, dès lors, à propos de l'Europe comme dans une perspective globale, est celui du rapport affirmé comme non contradictoire entre la perspective de la détente et celle du processus révolutionnaire. Conceptuellement ou dialectiquement, les deux sont comprises dans les notions de coexistence pacifique (entendue comme poursuite de la lutte des classes par tous les moyens autres que la force militaire) et de *statu quo* dynamique. Concrètement

(3) GROMYKO A. : « La politique de paix en action », *La Vie Internationale*, décembre 1975, p. 5 et 6.

(4) HENRY E. : *Literaturnaya Gazeta*, 6 novembre 1974.

ou politiquement, la question est de savoir si chacune des deux perspectives conduit à un choix stratégique ou à une priorité différents.

La réponse de cette étude est : sans doute, mais pas encore. Pour l'instant, la pratique de l'URSS est en accord avec sa théorie pour combiner prudence et dynamisme en évitant les choix radicaux et en gardant deux fers au feu.

Les différents éléments de cette évolution se trouvent, aux yeux des Soviétiques, dans une relation dialectique. En principe, ils doivent se renforcer mutuellement : ainsi, le renforcement du camp socialiste oblige le camp capitaliste à accepter la détente, celle-ci renforce les divisions au sein de ce dernier et contribue par là à son affaiblissement et ainsi de suite... Mais des progrès trop brutaux de l'un des éléments peuvent être nuisibles aux autres, voire à la stabilité de l'empire soviétique lui-même, qui reste la priorité des priorités. Il s'agit donc d'encourager les courants favorables et de décourager les courants défavorables, ou les contre-coups dangereux des premiers, en évitant par exemple que la détente ou la coopération économique ne mènent à un relâchement du contrôle centralisé à l'intérieur du camp soviétique, ou que le renforcement de l'URSS et les divisions atlantiques ne mettent en cause la détente ou ne conduisent à une défense autonome de l'Europe occidentale. Encouragement et découragement ne peuvent guère se faire que sous la forme de l'influence indirecte plutôt que sous celle de l'intervention directe.

Cela vaut encore plus lorsqu'il s'agit d'« exploiter » ou non « la crise » et de favoriser ou non l'évolution intérieure des pays d'Europe occidentale ou les progrès du « processus révolutionnaire ». Plutôt que le dilemme « offensive-défensive », la question concrète qui se pose à l'URSS est plutôt celle des rapports entre processus et contrôle. L'URSS souhaite une désintégration contrôlée de l'Occident, mais elle sait qu'elle ne peut contrôler ce processus comme elle contrôle son propre empire. Tant qu'il se déroule de manière lente et progressive, elle n'a pas à se poser de choix décisifs, elle peut profiter simultanément d'avantages théoriquement incompatibles. Une accélération du processus, le surgissement de situations révolutionnaires ou de vides stratégiques peuvent la forcer à ce qui lui répugne profondément : choisir entre des stratégies de prudence ou d'aventure, entre le primat du contrôle et la dynamique du processus, entre des avantages locaux ou à court terme et le danger de compromettre une perspective globale ou à long terme.

Chez Khrouchtchev, on sentait une confiance dans les processus dynamiques qui l'exposait à pêcher par aventurisme à l'extérieur et par relâchement à l'intérieur de l'empire. Brejnev souhaite comme lui accroître la puissance soviétique à l'extérieur et, plus encore, la viabilité des régimes communistes à l'intérieur, mais en mettant beaucoup plus l'accent sur le contrôle et la cohésion. La question est de savoir si des forces qu'il ne peut contrôler – tenant à la fois aux tentations offertes par l'environnement, aux nouveaux instruments dont l'URSS dispose à l'extérieur pour projeter sa puissance et à ses faiblesses persistantes à l'intérieur – ne lui posent pas à nouveau des dilemmes khrouchtchéviens.

Là encore, il faut distinguer entre le domaine diplomatico-militaire, où l'URSS a des possibilités d'action directe, même s'il s'agit surtout de réactions à des circonstances inattendues, et le domaine socio-idéologique, où il s'agit plus d'attitudes et de déclarations que d'actions, même si ces attitudes et ces déclarations engagent encore plus profondément la manière dont le Kremlin conçoit la situation mondiale et son propre pouvoir.

Au premier point de vue, on peut considérer qu'il y a deux hypothèses qui peuvent amener Moscou à sortir de son ambivalence pour procéder à des révisions déchirantes : ce sont celle d'un Occident qui, au lieu de s'affaiblir et de se diviser lentement, retrouverait suffisamment de force et de détermination pour priver l'URSS des bénéfices d'une détente ou d'une coopération inconditionnelle, et celle, à l'inverse, d'un Occident qui se désagrègerait de manière suffisamment rapide et radicale pour offrir à l'URSS de véritables occasions de pénétration ou de conquête. En un sens, depuis 1973, on a constaté certains éléments des deux situations : un certain durcissement occidental (sur les négociations militaires et surtout sur les conditions de la coopération économique) et en même temps une certaine paralysie américaine et européenne. D'où une certaine tentation pour Moscou de courir de plus grands risques au point de vue d'une détente qui se révélerait moins payante que prévu, pour marquer des points eux aussi plus accessibles que l'URSS n'aurait pu l'espérer. Son attitude dans les affaires liées du Portugal et de l'Angola peut être interprétée de cette manière, ainsi que son relatif durcissement verbal – sans que l'on observe de changement fondamental.

Au deuxième point de vue, plus général, il est probable que l'Europe et le monde occidental ou capitaliste dans son ensemble qui, au début de la politique de détente, étaient considérés comme suffisamment stables à moyen terme pour être le support d'un règlement diplomatique et d'une coopération technologique durables, sont perçus désormais comme étant en mouvement, par une série d'évolutions dont la rencontre peut donner des résultats difficilement calculables. La crise de la détente et la crise économique viennent modifier ou renforcer, selon les cas, des changements politiques en cours : succession aux dictatures méditerranéennes, montée de la gauche en France et en Italie, possibilité de gouvernements avec participation des partis communistes et évolution concomitante, tactique ou doctrinale, de ces mêmes partis vers des positions plus autonomes et, en même temps, convergentes entre elles, tendant à créer une nouvelle réalité politique, celle de l'« eurocommunisme ».

Que ce soit pour l'arbitrage entre les considérations diplomatico-stratégiques et les considérations idéologiques ou à l'intérieur de chacun des deux domaines, entre le primat du dynamisme, ou de la recherche d'une influence aussi étendue que possible, et celui de la prudence, ou de la recherche d'un contrôle aussi strict que possible de ce que l'on a déjà, l'URSS ne semble pas disposer, en Europe, d'une perspective stratégique d'ensemble. Il semble à la fois que le Kremlin soit à la recherche d'une telle ligne, mais qu'elle doive selon toute probabilité rester

elle-même une ligne de compromis. Pour l'instant, il ne se voit pas encore dans l'obligation de renoncer à son attitude favorite consistant à reculer les choix en essayant de « *have its cake and eat it too* » (garder son gâteau tout en le mangeant).

Les signaux qui en émanent sont contradictoires. Il semble que les divergences soient dans une certaine mesure à mettre au compte de différences d'opinion et d'hésitations au plus haut niveau : il est difficile d'expliquer autrement la valse-hésitation qui a présidé à la préparation de la conférence de Berlin ou les différences de langage entre M. Souslov et M. Brejnev et le fait que les passages les plus durs du premier aient été censurés dans la *Pravda*, etc. ⁽⁵⁾.

Deuxièmement, on observe dans l'ensemble une certaine évolution vers une confirmation de la détente, mais sous une forme de plus en plus musclée, envers l'Occident, et de la tolérance, mais sous une forme de plus en plus sourcilleuse et méfiante, envers les PC occidentaux, les deux accompagnées d'un durcissement préventif en Europe de l'Est. Mais surtout, il semble bien qu'il s'agisse d'une différenciation des rôles et des attitudes répondant avant tout au souci de garder deux fers au feu et de s'adapter au résultat difficilement prévisible et contrôlable des évolutions et des révolutions à l'intérieur des différents pays. Pour prendre deux exemples, plus on fait de concessions tactiques, plus il importe de maintenir, à un autre niveau, la pureté de la doctrine. Inversement, au Portugal, il semble que l'URSS, après avoir commencé par adopter une perspective prudente, ait soutenu la politique aventuriste d'accélération de la révolution par en haut pendant l'été 1975 et se soit opposée avec force à sa critique par le PC italien ⁽⁶⁾, mais cela ne l'empêche pas si, par des voies qu'elle n'approuve pas, celui-ci approche du pouvoir, de s'efforcer de garder une certaine influence sur lui et à travers lui plutôt que de le rejeter dans les ténèbres de l'excommunication idéologique et de l'alliance occidentale.

Ainsi l'évolution des rapports entre le parti communiste italien et l'URSS semble obéir à la fois à une logique de la séparation et de la conciliation : à mesure qu'il s'approche du pouvoir, le PCI manifeste de plus en plus les différences profondes qui le séparent du communisme soviétique et son enracinement dans la réalité italienne, européenne et occidentale ; en même temps, précisément parce qu'il s'agit de rapports de puissance à puissance, Berlinguer et Brejnev s'efforcent de se ménager réciproquement, de ne pas se priver du soutien éventuel qu'ils pourraient s'apporter, de limiter les retombées de leurs divergences inévitables, de compenser celles-ci qui, du plan de l'idéologie, débordent sur celui de la politique concrète quand il s'agit de l'Italie et de ses rapports avec la construction européenne et les

(5) Cf. *Pravda*, 19 mars 1976.

(6) Voir à ce sujet les articles de ZARODOV : « Les États-Unis d'Europe ou le socialisme dans un seul pays ? », *Nouvelle Revue Internationale*, mai 1975, et « La stratégie et la tactique léninienne de la lutte révolutionnaire », *Pravda*, 6 août 1975.

États-Unis, par une solidarité dans la vision mondiale de la détente et de l'opposition entre les forces de la paix et celles de l'impérialisme.

Plus généralement, on peut dire que la dualité classique des politiques soviétiques – d'État à État et de parti à parti – non seulement continue dans ses rapports avec les pays d'Europe occidentale (notamment, dans son jeu triangulaire avec le PCF et le gouvernement français qui l'amène à être aimable pour le PC lors de la visite du Président de la République, et pour celui-ci lors du Congrès du PCUS boycotté par – ou interdit à – M. Marchais), mais se retrouve dans les rapports avec les PC eux-mêmes. Ceux-ci apparaissent d'une part comme de bons ou mauvais élèves, des disciples ou des hérétiques en puissance, qu'il faut rappeler à l'orthodoxie ou dont il faut éviter la contagion, d'autre part comme des forces politiques dont la participation au pouvoir doit, pour la première fois, être envisagée sérieusement, et qu'il s'agit d'exploiter ou du moins de ne pas s'aliéner. C'est, semble-t-il, l'explication première de la curieuse combinaison d'attaques théoriques et de déférence politique dont font l'objet les communistes italiens ⁽⁷⁾.

Si le PCF a, dans le passé, fait figure de fils aîné de l'Église marxiste et si, plus récemment, le conflit a semblé plus aigu avec lui qu'avec le PCI, il semble qu'actuellement ce soit ce dernier qui soit pris le plus au sérieux, à la fois au point de vue idéologique et au point de vue politique. Idéologiquement, c'est lui qui présente la menace la plus constante et la plus sérieuse (de même que celle de la Tchécoslovaquie était plus grave que celle de la Roumanie) dans la mesure où il risque davantage de trahir le léninisme. D'autre part, le PCI et le PCE encouragent l'idée de l'eurocommunisme, d'un modèle ou d'un pôle du socialisme pluraliste adapté aux sociétés plus civilisées (comme le dit aimablement Carillo) de l'Occident européen. Or c'est cette idée qui, allant au-delà de la pluralité des voies nationales, est la plus dangereuse pour ses répercussions en Europe de l'Est et par la menace implicite de ramener le siège de l'Église là où les pères fondateurs l'attendaient : dans les sociétés occidentales. Le PCF, au contraire, est d'accord avec l'URSS pour déclarer son hostilité à toute version régionale du socialisme. Tout en se rapprochant du PC italien, il se distingue de lui non seulement par le nationalisme qui a permis à Annie Kriegel de parler à son propos de déviation roumaine plutôt qu'italienne, mais aussi par l'accent sur la lutte anti-impérialiste. Il rappelle ainsi, entre Moscou et la minorité de partis eurocommunistes qui s'opposent à lui et se rallient à l'intégration européenne et au primat de la détente, l'attitude des pays de la « troisième position » (Cuba, Corée, Vietnam du Nord) aux débuts du conflit sino-soviétique.

(7) Quelquefois, d'ailleurs, on assiste à une synthèse des deux. Ainsi, après la Conférence de Berlin, les Soviétiques reprennent l'offensive en attaquant, sans les nommer, les partisans du pluralisme, des voies nationales et de l'abandon de la dictature ou de l'internationalisme prolétarien. Mais en même temps, dans d'autres textes, ils nient l'existence de divergences réelles et présentent les différences prétendument idéologiques comme l'expression purement tactique de langages différents destinés à faciliter les alliances nécessaires en Occident. Cf. par exemple WOSLENSKIJ M. : « Eurokommunismus : Realität oder Illusion ? », *Die Zeit*, 12 novembre 1976.

De même, sur l'autre plan, celui de la *Realpolitik*, on peut plaider que la différence entre la déviation roumaine et la déviation française consiste en ce que, si le nationalisme à l'intérieur de son propre bloc dessert l'Union soviétique, le nationalisme à l'extérieur, et surtout en Europe occidentale, sert ses intérêts. La campagne antiallemande du PCF, ses avertissements contre le retour à l'Otan, son hostilité à l'intégration européenne et à l'évolution de la doctrine française en matière de défense ne peuvent que ravir l'Union soviétique. Au contraire, la campagne du PCI pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, pour le renforcement des institutions européennes, notamment du Parlement européen, etc. ne peut que lui déplaire. Cela vaut encore plus pour les positions du PCE.

Sans aller jusqu'à imaginer une conspiration selon laquelle l'URSS et le PCF seraient d'accord pour que celui-ci feigne l'indépendance afin de mieux combattre l'intégration à l'Ouest et de mieux attirer les gaullistes pour faire contrepoids aux socialistes, on ne peut s'empêcher de constater qu'il n'y a aucun point de politique extérieure autre que la chaleur – toute relative, mais encore excessive aux yeux du PCF – des rapports franco-soviétiques sur lequel l'URSS et lui soient en désaccord. On peut en dire presque autant du PCI et du PCE pour tout ce qui ne touche pas au continent européen : il est remarquable que l'URSS, les PC d'Europe occidentale, et d'ailleurs la Yougoslavie, se retrouvent à propos d'affaires comme l'Angola, le Liban ou le raid d'Entebbe, du même côté, celui des « forces de la paix » en lutte contre « l'impérialisme ». Mais pour tout ce qui touche l'Europe de l'Est et, plus encore, l'Europe de l'Ouest, il semble que la position des PC italien et espagnol, dans la mesure où sa logique est celle de la constitution d'une Europe unie, forte et indépendante, soit fondamentalement contraire aux desseins du Kremlin.

Il est vrai que l'on peut être sceptique sur les chances de réalisation de cette aspiration ; mais les Soviétiques, comme les Chinois, semblent avoir tendance à la prendre plus au sérieux que les Européens eux-mêmes. Surtout, elle a un sens symbolique auquel, comme l'indique l'article de Zarodov de mai 1975 (voir note 6), ils ne peuvent pas ne pas être sensibles.

Cependant, à cette même frontière symbolique de la politique de puissance et de l'idéologie, il y a une autre dimension qui devrait les incliner à considérer favorablement la politique du PCI plutôt que celle du PCF. Les Soviétiques souhaitent certainement accroître leur influence en Europe occidentale sans, d'une part, mettre en danger la détente et leur dialogue bipolaire avec Washington, ni, d'autre part, présenter un modèle concurrent de socialisme à l'Europe orientale. Dans cette double perspective, à la fois la situation de l'Italie et la stratégie du PCI devraient leur paraître plus rassurantes qu'une victoire de la gauche en France : un gouvernement d'union nationale, qu'il soit baptisé « compromis historique » ou « coalition de salut public », devrait leur poser moins de problèmes parce qu'il donnerait moins d'inquiétudes aux États-Unis et moins d'espoirs aux Européens de

l'Est qu'une victoire de la gauche, au nom du socialisme, dans un pays stratégiquement et symboliquement plus central comme la France.

Mais c'est là qu'intervient l'autre considération, celle des innombrables articles et déclarations des Ponomarev et des Souslov qui poussent à une stratégie dure, ou révolutionnaire, aux antipodes de celle du PCI, et qui s'attaquent directement au compromis historique comme abandon de la mission d'avant-garde du parti de la classe ouvrière.

Là encore, il est difficile de pousser l'interprétation conspirative jusqu'à suggérer, comme le font les communistes espagnols, que l'URSS prêche aux partis occidentaux une stratégie intransigeante précisément pour les empêcher d'arriver au pouvoir. Mais il est légitime de se demander si elle préfère les voir exercer une influence favorable dans l'opposition, sans ternir leur pureté idéologique, ou une influence encore plus favorable, à certains égards, au gouvernement, mais au prix de risques graves sur le plan idéologique.

Une fois de plus, la réponse ne peut guère être qu'à la fois hypothétique et balancée. Probablement, l'URSS souhaite avant tout un affaiblissement et une politique extérieure conciliante de l'Europe occidentale. Qu'il s'agisse des *MBFR* (réduction mutuelle et équilibrée des forces), de la politique de défense, de l'attitude envers d'autres problèmes comme le dialogue Nord-Sud ou le Moyen-Orient, la force des communistes et leur influence sur le gouvernement lui paraissent un élément favorable : « Partout où les communistes et leurs alliés gagnent une grande part des voix aux élections, allant parfois jusqu'à la moitié, les cercles dirigeants de la bourgeoisie sont obligés de poursuivre une politique étrangère qui satisfasse les exigences de l'opposition démocratique pour rester au pouvoir »⁽⁸⁾.

Cette situation à l'italienne représente-t-elle l'idéal, ou la participation des communistes au gouvernement lui paraîtrait-elle encore plus favorable ?

Sans doute, à long terme, la réponse de l'URSS est-elle en faveur de cette participation, mais, une fois de plus, pas dans n'importe quelles circonstances, et pas à n'importe quel prix. Si elle provoque suffisamment de crises en Occident pour affaiblir celui-ci sans détruire la détente, si, de son côté, l'URSS elle-même peut en contrôler les effets en Europe de l'Est, le bilan devrait être favorable. Sur ce dernier point, le danger est réel, comme le montrent en particulier les réactions des dissidents est-allemands Havemann et Biermann qui se réclament de l'eurocommunisme ; mais en dernière analyse, Moscou devrait avoir une certaine confiance dans ses capacités de prévention, de dissuasion et surtout, éventuellement, de sanction. Si, au contraire, l'aboutissement est un plus grand dynamisme des sociétés occidentales et de la construction européenne, et une plus grande intégration des PC dans celles-ci, ce qui risque fort d'être le cas en Italie dans l'hypothèse

(8) SILIN E. : « L'alignement des forces dans les pays capitalistes », *La Vie Internationale*, mars 1975.

du gouvernement de salut public, le bilan est négatif⁽⁹⁾. L'URSS doit souhaiter que les partis communistes réussissent, mais pas trop, qu'ils se transforment assez pour participer au pouvoir, mais pas assez pour ne plus avoir besoin de son soutien ou pour donner le mauvais exemple. Il est probable que dans chaque cas sa préférence n'est pas définitive et qu'elle dépendra de son évaluation du contexte et des réactions occidentales.

Un Occident divisé et craintif peut donner à l'URSS une chance de « récupérer » les partis eurocommunistes en leur montrant qu'ils ont intérêt à se trouver du côté du plus fort. Un Occident hostile et intolérant les rejeterait, de même, du côté de Moscou, faute de solution de rechange. Un Occident à la fois ferme et accueillant, sachant maintenir l'équilibre aux différents niveaux ; nationaux dans les différents pays, européen et mondial, mais sachant aussi user des ressources de séduction, d'appriovissement et de renouvellement de la société pluraliste, pourrait encourager une évolution qui signifierait pour l'URSS un échec historique comparable à long terme au schisme chinois. Comme il arrive souvent, c'est nous, Européens de l'Ouest, qui, dans une large mesure, détenons la réponse aux questions que nous nous posons. ♦

(9) Dans le numéro de septembre 1976 de la *Nouvelle Revue Internationale*, organe des partis communistes publié à Prague. M.T. Sinisalo, *leader* de la fraction prosoviétique du Parti communiste finlandais, dénonce « la nouvelle stratégie de la bourgeoisie », consistant à faire participer les partis communistes au pouvoir en leur faisant endosser les mesures impopulaires suscitées par la crise économique. On ne saurait dénoncer plus nettement les dangers de la stratégie du PC italien. Cependant, dans le numéro suivant de la même revue, la parole est donnée à R. Mechini, dirigeant du PCI, pour défendre la politique d'alliances de celui-ci, en même temps qu'à D. Nemes, dirigeant du PC hongrois, qui attaque l'abandon de la dictature du prolétariat suscitant une riposte vigoureuse de J. Kanapa dans *France Nouvelle*. Enfin, dans le numéro de décembre de la revue de Prague, T. Jivkov, le numéro un bulgare, assimile l'eurocommunisme à l'antisoviétisme, jugement contre lequel le PCI proteste et que le numéro un hongrois, J. Radar, déclare ne pas partager. Hésitation, renonciation à une ligne unique et obligatoire, ou division du travail, l'URSS par sa discrétion réservant les chances du compromis, mais chargeant ses alliés les plus fidèles d'attaquer les hérétiques : plus que jamais, il est difficile de trancher.

La déstabilisation de l'Asie et les interactions soviéto-américano-européennes

Pierre HASSNER

Cette brève intervention portera sur les rapports qui tendent à s'établir entre les deux « triangles » auxquels nous sommes habitués : États-Unis–URSS–Chine d'un côté, et États-Unis–URSS–Europe de l'autre. L'Europe a-t-elle un jeu qui lui soit propre entre l'URSS et la Chine ou bien est-elle simplement tributaire de ce qui se passe dans le triangle États-Unis–URSS–Chine ou encore dans sa propre région, prise comme elle l'est entre les deux Grands ?

Je voudrais préfacier ces remarques par un souvenir : en 1961, époque où je collaborais à l'Institut français d'études stratégiques dirigé par le général Beaufre, celui-ci me dit un jour : « Le général Marshall a deux titres à la reconnaissance des Européens ; l'un est d'avoir fait appliquer son plan pour venir en aide à l'Europe, l'autre d'avoir perdu la Chine. Car si la Chine était restée dans le domaine occidental, on aurait eu des problèmes épouvantables pour la nourrir, pour assurer sa stabilité, tandis qu'aujourd'hui c'est à l'Union soviétique qu'elle crée des problèmes, ce qui en fait un facteur d'équilibre dont l'Europe, confrontée à la puissance soviétique, ne peut que se féliciter ». Alors je lui rappelai la parole du général de Gaulle qui estimait : « Sans doute la Russie soviétique, bien qu'ayant aidé le communisme à s'installer en Chine, constate-t-elle que rien ne peut faire qu'elle ne soit la Russie, Nation blanche de l'Europe, conquérante d'une partie de l'Asie et, en somme, fort bien dotée en terres, mines, usines et richesses, en face de la multitude jaune qu'est la Chine, innombrable et misérable, indestructible et ambitieuse, bâtissant à force d'épreuves une puissance qu'on ne peut mesurer et regardant autour d'elle les étendues sur lesquelles il lui faudra se répandre un jour »⁽¹⁾. Le général Beaufre rétorqua : « Ça, c'est pour plus tard ; dans une première phase, la Chine sert l'Occident contre la Russie ; mais le jour viendra où il faudra peut-être s'allier à la Russie contre la Chine ».

Aujourd'hui, il me semble que les données du problème n'ont pas tellement changé : il y a le fait qu'aujourd'hui la Chine est plus faible devant l'Union soviétique qu'il s'agit d'équilibrer, mais aussi le fait que dès aujourd'hui l'Occident peut avoir des intérêts communs avec l'Union soviétique plus qu'avec la Chine, et

(1) Conférence de presse du 10 novembre 1959.

surtout que, si un jour celle-ci gagne son pari, elle risque d'être encore plus dangereuse que l'URSS. Alors, comment équilibrer dans le temps ces deux considérations ? Il me semble que c'est le problème auquel se heurtent et les Européens de l'Ouest et les Américains à différents points de vue.

Ce problème, je voudrais l'aborder sous deux angles successifs.

Tout d'abord, je voudrais, sans remonter très loin dans le passé, analyser ce qui s'est passé cet hiver et que j'appellerai une sorte de mini-crise entre l'Europe et les États-Unis à propos des rapports avec la Chine et l'URSS. Mais cette mini-crise a permis d'avoir des aperçus sur des problèmes plus structurels et à plus long terme, des problèmes qui se reposeront certainement un jour et sur lesquels je voudrais revenir dans la deuxième partie de cet exposé.

La mini-crise euroaméricaine

Il me semble que ce qui s'est passé entre l'automne dernier et le mois de mars de cette année a mis en évidence un certain nombre d'évolutions assez rapides. L'administration Carter avait plutôt négligé la Chine, de même d'ailleurs que jadis M. Henry Kissinger, dans une certaine mesure, à la fin de son mandat, et les Chinois se tournaient surtout vers l'Europe occidentale : il y a eu en avril 1978 l'accord commercial avec la CEE qui, pour l'Europe, n'avait qu'une portée économique assez modeste, mais auquel la Chine a accordé une grande importance à cause de sa portée politique. Peu après et sans qu'il y ait un lien entre les deux, il y a eu le voyage de Brzezinski à Pékin, relançant la politique chinoise des États-Unis et qui est à l'origine des développements de la fin de l'année. Pourquoi cette relance a-t-elle eu lieu à ce moment précis ? D'abord parce que, dans l'esprit des États-Unis, la Chine était mûre par suite de son évolution intérieure, mais aussi parce que les États-Unis se trouvaient sur la défensive devant l'Union soviétique, notamment en Afrique, de sorte que la carte chinoise apparaissait comme une riposte opportune à l'intention de Moscou. Il y a donc eu ce voyage entrepris et mené par M. Brzezinski de manière assez spectaculaire, puis, surtout, le Traité sino-japonais et le voyage de Hua Kuo Feng en Europe de l'Est (Yougoslavie et Roumanie). Tous ces événements ont provoqué des protestations soviétiques très vigoureuses.

Dans le courant de l'année s'est également posé le problème des ventes d'armes à la Chine. Pékin se portant acquéreur, dès le printemps 1978, de matériel militaire en Europe occidentale ⁽²⁾. L'attitude des États-Unis n'était pas très claire, il y avait débat sur le point de savoir s'il fallait aider la Chine au point de vue militaire, le point de vue américain officiel faisant observer que ce sujet était couvert par l'embargo stratégique tandis que certains responsables politiques haut placés

(2) Cf. *Le Monde*, 5 mai 1978 : « Pékin cherche à obtenir du matériel militaire en France et en Grande-Bretagne ».

encourageaient discrètement l'Europe à donner, au moins partiellement, satisfaction aux demandes de Pékin.

De ce fait, il y avait déjà eu avant les grands événements de l'hiver des notes assez comminatoires de Léonid Brejnev aux différents gouvernements européens, les mettant en garde contre l'idée de vente d'armes à la Chine. Dans leur réponse aux ouvertures des premiers, aux encouragements des seconds et aux avertissements des troisièmes, les gouvernements européens ont esquissé ce qui devait se préciser ensuite, à savoir des réactions assez différentes les unes des autres : les Anglais semblaient bien disposés à vendre l'avion à décollage vertical, les Allemands semblaient au contraire soucieux avant tout de ne pas mécontenter l'Union soviétique, et la France adoptait une position plus ambiguë ou du moins plus attentiste.

Mais en décembre et janvier, les événements se précipitent avec la reconnaissance de la Chine par les États-Unis et le voyage de Deng Xiaoping en Amérique du Nord. C'est là que se manifestent assez explicitement les premières réserves européennes sur la manière dont les États-Unis jouent la carte chinoise. Ces réserves se sont exprimées au Sommet de la Guadeloupe où les Européens, particulièrement le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt, semblent avoir exprimé leurs inquiétudes pour les risques que cette politique faisait courir à la détente, et James Callaghan semble s'être trouvé isolé sur la question des ventes d'armes.

Enfin, il y a eu les deux invasions dans la péninsule indochinoise et principalement celle du Vietnam par la Chine, et l'on a vu alors la France et l'Allemagne condamner beaucoup plus vite et beaucoup plus nettement cette intervention chinoise tout en se félicitant de la modération soviétique.

Ainsi est apparue cette différence d'attitude entre les États-Unis qui ont paru davantage disposés à jouer la carte chinoise et l'Europe soucieuse de ne pas inquiéter les Soviétiques. Ce qui est un peu l'inverse de la théorie chinoise des trois mondes, de l'alliance du deuxième monde constitué par les puissances capitalistes moyennes et du troisième monde conduit par la Chine, contre les deux superpuissances. Inverse aussi de l'idée qui avait eu son heure en Europe et notamment à Paris : la France avec son armement nucléaire, la Chine avec sa bombe, apparaissant comme les deux contestataires du duopole Moscou-Washington.

Cependant, la division entre Américains, plus proches des Chinois, et Européens, plus proches des Soviétiques, qui s'est manifestée pendant la crise n'a jamais été totale ni sans nuances. D'une part, il y avait aux États-Unis mêmes deux écoles (en gros celle de M. Vance et, surtout, de son conseiller aux affaires soviétiques M. Shulman d'une part, celle de M. Brzezinski de l'autre) sur la politique à adopter envers la Chine à un moment où l'on négociait les accords *SALT*. Le retard de ces accords, du fait de la réaction soviétique, et l'action de la Chine contre le Vietnam ont pu donner des armes aux partisans de la priorité de la détente avec

l'URSS par rapport à la carte chinoise. Mais, inversement, Brzezinski peut triompher et dire : « Voyez ! Cela a peut-être retardé la signature de l'accord, mais les Soviétiques y sont venus et, de plus, c'est maintenant qu'ils font des concessions sur le problème des Juifs désirant quitter l'URSS, c'est maintenant qu'ils acceptent de relancer les *MBFR* (*Mutual and Balanced Force Reductions*) et, quant à l'invasion du Vietnam, ce qui s'est passé correspond exactement à ce que nous avaient dit les Chinois : à savoir que ce ne serait qu'une opération très limitée, très contrôlée, et que les Russes n'interviendraient pas, et c'est effectivement ce qui s'est passé ».

En revanche, en Europe, où la Grande-Bretagne avait pris une attitude assez différente de celle de ses partenaires, on va alors assister à une accentuation de cette tendance avec M^{me} Thatcher qui, comme tous les *leaders* de droite, est une favorite des Chinois et s'est d'ailleurs très énergiquement prononcée en ce sens. On ne peut pas dire qu'on ait une Europe occidentale très unie sur ce point.

D'autre part, aux yeux des Américains eux-mêmes, la Chine a plutôt moins bonne presse qu'avant, à la fois à cause de son attaque contre le Vietnam, car on a eu le sentiment à Washington que les dirigeants de Pékin s'étaient servis de la visite de Deng Xiaoping pour compromettre les Américains, et parce que les perspectives commerciales s'annoncent moins brillantes qu'avant ; bref, l'enthousiasme pour la Chine a déjà diminué, un peu comme au Japon. Enfin, il semble qu'actuellement avec la dialectique normale de tout débat américain, on s'achemine vers une phase de détente, pour faire ratifier par le Congrès l'accord *SALT* sur lequel Carter ne peut que s'engager à fond, ce qu'il ne peut faire qu'en donnant le pas à la détente et à l'entente avec l'URSS sur l'anticommunisme et le retour à la guerre froide *. Puis, l'esquisse de dialogue sino-soviétique fait que les oppositions tranchées s'atténuent et que l'obligation du choix entre Pékin et Moscou est moins nette. Pour les États-Unis comme pour l'Europe, il s'agit de ménager les susceptibilités des uns comme des autres. En ce sens, la tempête s'est apaisée, mais elle peut revenir et elle jette tout de même une lueur sur les perceptions et les attitudes des acteurs en présence.

Hier et demain : perspectives de rechange

Comme je l'ai déjà indiqué, il y a eu la théorie chinoise des trois mondes, qui impliquait une alliance avec l'Europe et il y a eu la théorie, souvent évoquée en France, des *challengers* – la France et la Chine – contre les deux grandes puissances, contre les deux hégémonies : c'était la vision qui prévalait vers 1963-1964, au moment de la reconnaissance de la Chine par le général de Gaulle et de la bombe chinoise.

* *Nota* : Notons cependant que l'affaire de la brigade soviétique à Cuba a mis partiellement en cause cette atmosphère de détente et a aussitôt conduit les États-Unis à faire un nouveau pas en direction de la Chine, avec la visite du vice-président Mondale à Pékin. NDLR : On notera sur ce point, la divergence avec le point de vue précédemment exposé dans l'article de M. Toinet.

Il y a eu pendant la guerre du Vietnam une autre perspective : les États-Unis et la Chine confrontés l'un à l'autre en Asie par Vietnam interposé, l'Europe et l'Union soviétique assistant alors en spectateurs avec leurs sympathies propres pour l'un ou l'autre côté. Ensuite il y a eu l'ouverture de Kissinger avec le voyage de Pékin en 1971, qui a réussi à maintenir l'équilibre tout au moins dans la première phase parce que, me semble-t-il, à la fin il apparaissait de plus en plus freiné au point de ne pouvoir profiter de son acquis et même au point de perdre peu à peu cet acquis chinois. Pendant cette période de déclin du *flirt* sino-américain, on assiste à un certain activisme des Chinois en Europe soutenant un peu partout l'idée de l'unité et de la défense européennes et se tournant vers les partis ou les hommes politiques les plus anticommunistes, pourvu qu'ils s'opposent à l'URSS. Par contre, entre la Chine et les partis de gauche en Europe se produisait une évolution assez curieuse que je ne peux pas reprendre dans le détail ici ⁽³⁾. Pendant très longtemps, la Chine a été extrêmement méfiante ; or, l'été dernier, des contacts ont commencé à avoir lieu : c'est ainsi que les communistes italiens ont applaudi au voyage de Hua Kuo Feng en Europe de l'Est, ce qui m'a beaucoup étonné ; après quoi il y a eu un certain voyage de M. Berlinguer à Moscou puis lors de l'invasion du Cambodge par le Vietnam, une condamnation très nette par le Parti communiste espagnol (PCE), un soutien à cent pour cent des Russes et des Vietnamiens par les communistes français et une attitude italienne fluctuante, déplorant d'abord l'invasion tout en étant quand même du côté du Vietnam puis condamnant les Chinois, avant d'en venir au dernier congrès du Parti communiste italien (PCI), où une correction très nette s'est opérée puisque Berlinguer dit un peu la même chose que les Yougoslaves, condamnant les deux invasions.

Depuis, les contacts entre la Chine et le PCI se sont développés ; une délégation de journalistes appartenant à ce dernier a été invitée officiellement à Pékin. Il y a donc un certain parallélisme entre les rapports des Chinois avec les partis eurocommunistes et avec les États d'Europe occidentale. En effet, devant les conflits asiatiques de janvier et février, les gouvernements d'Europe occidentale oscillent dans leurs réactions et, dans l'ensemble, ont pour premier souci de sauvegarder la détente, et cela au point que l'organe du PCI, *L'UNITA*, au moment où ont été diffusées les réactions de Paris et Bonn félicitant l'URSS pour sa retenue lors du conflit sino-vietnamien, a titré triomphalement : « Naissance d'un nouveau pôle ». L'idée était qu'enfin l'Europe occidentale s'émancipait des Américains et se faisait le champion de la détente.

C'est justement cela qui dépasse l'affaire sino-soviétique ou sino-américaine car c'est un problème plus général : celui de l'attitude devant la détente. À voir les réactions des Européens, nous pouvons, selon nos propres jugements de valeur, soit applaudir au nom de l'idée, chère au chancelier Schmidt, qu'il faut « découpler » ou « déconnecter » la détente intereuropéenne des vicissitudes des rapports

(3) Voir à ce sujet Pierre HASSNER : « Réduire ou élargir l'eurocommunisme », *Faire*, juin 1979.

américano-soviétiques (menacés un jour par le thème des droits de l'homme, un jour par la « carte chinoise », un jour tout simplement par l'imprévisibilité du président Carter), soit parler comme l'a fait Brzezinski d'« autofinlandisation de l'Allemagne », et dire que les Européens se sentent à ce point dominés par l'Union soviétique que, quoi qu'il arrive, ils ne peuvent plus se permettre de prendre position dans un sens opposé au Kremlin.

Il convient donc de distinguer ce qui vient des situations et ce qui découle de problèmes communs à l'Europe et aux États-Unis. Il est en tout cas certain que des différences sont inévitables par suite des situations géographiques et des rapports de force politiques et stratégiques. Après tout, sans être d'accord avec Henry Kissinger qui avait dit à un moment donné que l'Europe n'avait qu'une puissance régionale alors que les États-Unis étaient une puissance planétaire, il est vrai que les pays européens n'ont plus de présence directe, de responsabilité directe en Asie, tandis qu'ils ont cet énorme voisin soviétique. Pour eux, la Chine reste quand même avant tout un facteur indirect dont on peut penser qu'il servira éventuellement à gêner ou à influencer les Russes. La Chine elle-même nous intéresse pour des motifs commerciaux, mais politiquement elle est importante d'abord dans la mesure où elle affecte nos relations avec l'Union soviétique. Au contraire, les États-Unis sont une puissance asiatique autant qu'une puissance européenne, et il se peut que la zone du Pacifique devienne de plus en plus importante pour eux. Or, autant il est vrai que les États-Unis ne sont plus directement présents en Asie du Sud-Est, autant on ne peut nier qu'ils ont encore un rôle très direct au Japon, en Corée, même en Thaïlande, etc. Ils doivent donc avoir une politique asiatique, non seulement par rapport aux faits et gestes de l'Union soviétique, mais en soi et par rapport à la Chine. De même, l'Union soviétique, aux yeux par exemple des Coréens et des Japonais, n'est pas seulement une puissance globale, mais aussi une puissance asiatique ayant des bases dans la province maritime et au Vietnam. Devant cela on peut concevoir un équilibre purement asiatique où la Chine aurait un grand rôle, ou bien on peut concevoir une influence américaine indirecte maintenant un jeu ouvert entre les deux grandes puissances communistes ou n'accordant son soutien qu'à ceux qui se manifestent comme ses alliés directs (Japon, pays de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique, *ASEAN*).

Si ces différences de perception dues à des différences de situation sont incontestables et peut-être décisives, il n'en demeure pas moins qu'il y a un problème universel qui demeure posé depuis l'origine : il existe abstraitement deux puissances communistes A et B, l'une plus forte que l'autre, et vous pouvez, au nom de l'anticommunisme ou de la guerre froide, vous opposer aux deux, comme il vous est loisible d'avoir une détente et une bienveillance universelle et donc d'être conciliant avec les deux, ou encore de faire un raisonnement de *realpolitik* classique qui vous conduit à vous appuyer sur le plus faible pour faire équilibre au plus fort, à moins qu'en définitive vous ne préféreriez vous entendre avec le plus fort parce qu'il est précisément le plus fort, donc le plus menaçant, ou, au contraire, le

plus responsable en raison même de sa force (en particulier nucléaire). Il me semble que dans des proportions différentes, chaque État combine plus ou moins ces quatre attitudes. Il y a donc des variables selon que l'on donne plus d'importance aux facteurs idéologiques ou que l'on s'en remet au calcul des forces de la diplomatie classique ; mais la véritable question reste tout de même de savoir comment on voit l'URSS, l'évolution de sa politique aujourd'hui, et aussi comment l'on voit l'évolution de la Chine.

Pour l'URSS, je crois qu'il y a vraiment, en Occident, deux visions, de sorte que moins que jamais il n'y a de *consensus* sur la manière d'interpréter la politique soviétique. Vous avez, à l'intérieur des différents pays, à l'intérieur des forces politiques, à l'intérieur même des gouvernements, ces deux manières de voir : l'URSS en tant que puissance expansionniste qui ne réussit que dans la course à la supériorité militaire et qui exploite ses avantages comparatifs de l'Afghanistan à l'Éthiopie, du Vietnam et du Laos au Yémen, qui a des programmes militaires inquiétants et face à laquelle il faut rétablir l'équilibre, éventuellement, comme disent les Chinois, par un « front uni international ». Et à l'inverse, vous avez l'idée de l'Union soviétique inquiète ⁽⁴⁾, sur la défensive et qu'il s'agit avant tout de rassurer. On peut du reste très bien combiner les deux et c'est ce qu'a fait Kissinger dans une interview à *l'Economist* ⁽⁵⁾ en disant : c'est justement cela la situation la plus dangereuse, celle où un pays se voit stratégiquement en position de faiblesse, mais à court terme tactiquement, en situation de force. Or, cela correspond assez bien à la situation actuelle, car le fameux encerclement est hypothétique, il repose sur le fait que la Chine devienne une puissance, qu'elle s'entende avec le Japon de manière durable (et cela ne semble déjà plus tellement être le cas), que l'Europe de son côté atteigne au rang de grande puissance, que les États-Unis ne retournent pas à l'isolationnisme, et tout cela avec, en plus, l'hypothèse d'une coalition stable entre tous ces acteurs. Certes, tout cela serait très dangereux pour l'URSS, mais entre temps, sur le terrain, aujourd'hui, celle-ci enregistre des succès beaucoup plus tangibles soit par son action directe, soit en tirant bénéfice d'entreprises de tiers. Alors la question primordiale concerne premièrement la Chine : gagnera-t-elle son pari, a-t-elle les moyens de le faire, deviendra-t-elle une vraie puissance et, dans cette éventualité, révélera-t-elle des ambitions dangereuses ?

Entre ces incertitudes, il me semble que la voie moyenne est qu'il convient d'aider la Chine de manière limitée et appropriée, mais pas de manière à l'encourager à être offensive. C'est une question de nuances. Il reste que ce qui déterminera l'avenir de ces interactions, ce sera avant tout un deuxième facteur, à savoir la succession de Brejnev, ce qui en découlera comme modifications éventuelles dans l'orientation de l'URSS et dans la manière dont celle-ci obtiendra succès ou échecs sur le plan mondial. ♦

(4) Cf. mon article : « Qui encercle qui ? » ; *Faire*, numéro spécial sur l'URSS, juillet-août 1979.

(5) 3 et 10 février 1979.

« Eurocommunisme » et « eurostratégie »

Les partis communistes occidentaux et la défense de l'Europe

Pierre HASSNER

En septembre 1977, la défense de l'Europe a été le dernier thème d'affrontement entre les communistes français et leurs partenaires socialistes et radicaux de gauche le jour de la rupture de l'Union. En avril 1980, c'est encore à propos des questions de sécurité en Europe que la conférence des partis communistes européens sur la paix et le désarmement, organisée par le PCF avec le parti polonais, consacre – par l'absence de neuf partis dont l'italien et l'espagnol – une certaine rupture de l'eurocommunisme. N'y aurait-il pas là plus qu'un hasard ?

Au minimum, on se heurte à un paradoxe intéressant. Dans les deux cas, l'opposition, si opposition il y a, porte plus sur les procédures, les symboles et les arrière-pensées que sur des décisions concrètes. Si la définition minima (la seule qui garde un semblant de réalité) de l'eurocommunisme est celle d'une adaptation des partis communistes occidentaux aux conditions spécifiques de leurs pays respectifs, il n'y a pas de domaine où elle s'applique davantage et où elle soulève moins de problèmes (entre ces partis, et entre eux et leurs alliés ou ex-alliés socialistes) que la politique de défense de ces pays. Chacun des trois partis communistes dont nous nous occupons ici (le français, l'italien et l'espagnol) s'est adapté à son consensus national respectif et est devenu, pour l'essentiel, un défenseur jaloux du *statu quo*, en se contentant d'en donner une interprétation restrictive et vigilante quant aux déviations éventuelles.

Le PCF, depuis le Programme commun, ne demande plus la sortie de la France de l'Alliance atlantique : il s'est fait, depuis 1977, l'avocat de la force de dissuasion et se veut le gardien intransigeant de la fidélité gaulliste. Le PCI s'est intégré au consensus atlantique et européen de son pays ; depuis 1975 il accepte l'Otan, y compris la standardisation des armements ; mais il en combat l'extension politique et géographique. Le PCE est hostile à l'entrée de l'Espagne à l'Otan, mais il accepte les bases américaines, comme facteur d'équilibre. Il aspire à la fois à une Espagne non alignée et à une défense européenne autonome, conception que l'on retrouve chez ses rivaux du Parti socialiste (PSOE).

Encore l'Espagne est-elle le seul des trois pays qui connaisse un véritable débat sur l'orientation de la politique de sécurité. Pour la France et l'Italie, depuis le ralliement de la gauche, les grandes options ne sont pas mises en question. Il n'en va évidemment pas de même pour les priorités et les arrière-pensées.

Or c'est bien de celles-ci qu'il s'agit. Si, surtout pour des partis d'opposition, et surtout pendant la période de détente de ces dernières années, la défense appelle moins de décisions immédiates et concrètes que d'autres sujets, elle est, surtout pour des partis de gauche et plus spécialement pour des partis communistes, le test ultime (avec, sans doute, rattachement aux libertés) selon lequel la légitimité de leur aspiration à participer au gouvernement sera jugée. Plus ces aspirations se précisent ou semblent acquérir une chance d'être satisfaites, plus ces partis doivent montrer patte blanche sur le plan de leur attachement à l'indépendance et à la souveraineté nationale d'une part, de leur attachement à l'Occident et à ses alliances militaires de l'autre. Ces deux attitudes sont évidemment à mettre en balance avec deux traditions, l'une, caractéristique de l'ensemble de la gauche, consistant à mettre l'accent sur le désarmement plus que sur l'armement, sur les priorités intérieures et sociales plutôt qu'extérieures et militaires et pouvant, à la limite, aboutir à une sorte de neutralité désarmée, l'autre, spécifique aux partis communistes, étant l'attachement à l'Union soviétique.

C'est sur l'importance et la priorité respectives de ces quatre attitudes (auxquelles on peut en ajouter une cinquième, la vision européenne, présente, en matière de défense, chez les communistes espagnols, timidement envisagée et laissée de côté pour l'instant chez les Italiens, violemment rejetée par les Français) que se différencient et parfois s'opposent les trois partis communistes. Leur caractéristique commune est que, plus encore que pour d'autres partis, c'est en fonction de ces attitudes politiques plutôt que de données stratégiques et techniques que leur position en matière de défense, dans ses constantes comme dans ses variations, a tendu à se définir. C'est pourquoi il n'est paradoxal qu'en apparence que ce soit à propos de deux problèmes qui ne concernent la France qu'indirectement (la décision par l'Otan d'implanter en Europe des fusées à moyenne portée capables d'atteindre l'Union soviétique d'une part, l'invasion de l'Afghanistan par cette dernière de l'autre), que le PCF s'oppose le plus nettement aux deux autres partis, encore que les uns et les autres soient unanimes à condamner la décision de l'Otan et les sanctions envers l'URSS.

Depuis le coup d'éclat de mai 1977 (où, en l'espace de quelques semaines, le PCF est passé d'une critique des socialistes, parce qu'ils ne combattaient pas assez la force de dissuasion, à l'accusation exactement opposée, de tiédeur à son égard), la position du PCF a consisté à concilier des éléments traditionnels d'hostilité aux organisations et aux actions militaires occidentales, voire françaises, et de fidélité à l'Union soviétique, avec les éléments nouveaux d'acceptation de l'Alliance atlantique et, surtout, de la force de dissuasion comme expression et instrument de l'indépendance nationale. Dès cette époque, cependant, la crédibilité

de ces derniers éléments était mise en question par les survivances ou les résurgences des premiers. L'acceptation de l'Alliance atlantique était vidée de son contenu par une vision qui condamnait tout engagement envers les alliés occidentaux, même s'ils étaient prévus par le Pacte de Bruxelles et l'UEO, et niait la possibilité de toute menace provenant des pays socialistes, pacifiques par définition, tout danger de guerre ne pouvant venir que des États-Unis et de l'Allemagne fédérale. Dans le rapport Kanapa ⁽¹⁾, l'acceptation de la force de dissuasion était accompagnée de conditions (décision collective, refus de la stratégie anti-cités, refus de l'usage en premier de l'arme nucléaire) qui niaient la doctrine stratégique sur laquelle elle était fondée et privaient la dissuasion française de toute crédibilité. L'opposition à toute mesure concrète de modernisation (comme celle des têtes des fusées du plateau d'Albion) autre que le maintien des sous-marins – malgré la notion de « maintien en l'état » – la position favorable au traité de non-prolifération nucléaire, à l'accord soviéto-américain de 1973 contre la guerre nucléaire et surtout à une participation française aux négociations *SALT* et *MBFR*, allaient à rencontre de la logique gaulliste dont le PCF se voulait l'héritier.

Certes, en 1977, des nuances et des assouplissements étaient apportés aux conditions concernant la décision et la doctrine d'emploi. Dès cette époque, cependant, le maintien des positions concernant l'usage en premier des armes nucléaires ou la participation aux différentes négociations semblait indiquer, à court terme, un effort pour concilier l'inconciliable (la crédibilité de la force française et l'acceptation des propositions du Pacte de Varsovie) et, à long terme, un effort pour préparer les voies d'une France neutraliste ou neutralisée.

Le nouveau rapprochement avec l'URSS, esquissé en 1977, confirmé en 1978-1979, spectaculairement intensifié en 1979-1980, n'a pas effacé toutes ces nuances, mais il les a fait passer au second plan, au profit d'un primat sans réserve de l'alignement le plus précis sur les intérêts les plus spécifiques de l'Union soviétique (comme dans le cas des fusées de l'Otan), sur les aspects les moins défendables de sa politique (comme l'invasion de l'Afghanistan) et sur ses variations les plus infimes (comme pour la différence de réactions envers l'entrevue Mitterrand-Berlinguer et l'entrevue Mitterrand-Carrillo, la seule différence entre les deux étant que la première était antérieure à l'ouverture de l'offensive soviétique de paix du printemps). Certes, les autres thèmes restent présents : c'est au nom de la dissuasion que le PCF critique aujourd'hui l'éventualité d'une bombe à neutrons française, autant qu'au nom de la lutte contre la course aux armements – et pour la négociation et le désarmement. Mais l'évolution importante consiste dans l'identification de plus en plus voyante à un camp, celui du « socialisme réel », et l'insistance sur le changement du rapport des forces en faveur de ce camp, changement proclamé avec insistance lors de la visite de Georges Marchais à Moscou en janvier 1980 et illustré par l'intervention soviétique en Afghanistan.

(1) Cf. *L'Humanité*, 12 mai 1977. Voir aussi l'interview de J. Kanapa dans *L'Humanité* du 16 mai 1977 et les déclarations de Georges Marchais du 11 août 1977.

Les conséquences de cette évolution sur le plan militaire proprement dit sont tirées par la réunion du comité central du 27 juin 1980 qui s'oppose à la construction d'un nouveau sous-marin lance-engins et s'écarte, en fait, de la notion de maintien en l'état. Chez les Italiens et les Espagnols, l'évolution est exactement inverse, même si de nouvelles convergences peuvent se produire sur le plan pratique (notamment dans l'opposition à la politique américaine et à l'alignement de l'Europe occidentale sur cette dernière) comme aux beaux temps de l'eurocommunisme, en 1975-1977 où le PCF semblait commencer à « s'italianiser », et comme en 1978-1979, où le PCI et le PCE semblaient, eux aussi, amorcer un rapprochement avec Moscou. Le point essentiel, pour le PCI, est sa participation à un consensus italien qui constitue une sorte de synthèse entre atlantisme et neutralisme et qu'on pourrait appeler l'atlantisme pacifiste ou le pacifisme atlantiste. Il consiste à accepter l'Alliance atlantique pour raisons politiques, mais à la concevoir essentiellement comme un marché (protection américaine contre bases italiennes) qui permet à l'Italie une attitude essentiellement passive, de consommatrice plutôt que de productrice de sécurité. Cette conception se reflète aussi bien dans le dispositif militaire des troupes italiennes que dans le budget de la défense. Les communistes se sont ralliés à ce consensus exactement pour les mêmes raisons que l'avaient fait les socialistes au début des années soixante (pour acquérir un droit d'entrée au gouvernement) et aux mêmes conditions (accentuer encore l'aspect purement défensif et limité, territorialement et politiquement, de l'Alliance). Cependant, en vertu à la fois de la méfiance persistante, notamment chez les Américains – suscitée par leur passé et par leurs restes de liens avec l'URSS – et des exigences de leur base, les communistes italiens pouvaient moins se permettre que les socialistes de s'en tenir à ce consensus passif. D'un côté, ils devaient donner davantage de gages de sérieux militaire et atlantique ; de l'autre, ils devaient en donner davantage d'attachement, sinon à l'Union soviétique, du moins à la détente avec elle, à la solidarité avec les forces anti-impérialistes et à l'indépendance par rapport aux États-Unis. Ils se sont efforcés, non sans hésitation, mais avec persévérance, de combiner ces deux exigences, contradictoires à la limite.

D'une part, ils ont multiplié les déclarations sur le prix positif qu'ils attachaient à l'Otan comme facteur d'équilibre en Europe, voire comme cadre plus favorable à l'eurocommunisme que le Pacte de Varsovie ⁽²⁾ ; d'autre part, pour toutes les décisions concrètes, ils ont accordé leur appui aux campagnes de l'URSS (ainsi, en août 1977, ils ont, de même que les Espagnols, signé un appel contre la bombe à neutrons, inspiré par les Soviétiques, auquel pourtant les Yougoslaves et les Roumains avaient refusé de s'associer) ; et, en dehors d'Europe, la vision de l'univers international qu'ils offraient à leurs militants continuait à opposer l'impérialisme américain au mouvement de libération des peuples, assisté par l'Union soviétique.

(2) Cf. l'interview de Berlinguer au *Corriere della Sera*, 15 juin 1976, plus ou moins rétractée dans une conférence de presse à Berlin-Est le 30 juin 1976, mais confirmée dans un nouvel entretien avec le *Corriere della Sera* le 6 mai 1979.

Dans les deux directions cependant, le PCI a entrepris un effort de sérieux et de crédibilité technique dans un domaine nouveau pour lui. Alors qu'en 1976-1977 encore un de ses porte-parole, Sergio Segre, s'excusait de ne pas avoir de position sur une question comme celle des armes atomiques tactiques par le fait que son parti avait été toujours tenu à l'écart de ce genre de question, les communistes italiens ont multiplié les contacts avec les experts et les instituts occidentaux, à la fois pour donner de la valeur à leurs garanties (concernant par exemple les bases nucléaires américaines) et pour, en tâtonnant (de l'idée d'une défense tous azimuts, lancée par le sénateur Pecchioli, leur porte-parole de défense, en 1975 ⁽³⁾, à celle de la coopération européenne en matière d'armements approuvée par eux à l'Assemblée européenne en juin 1978) ⁽⁴⁾, essayer de donner de la substance à l'idée d'une politique italienne de défense plus autonome et plus strictement défensive à l'intérieur même de l'Otan.

Dans les deux directions, leur effort principal a été, à l'inverse de celui du PCF, de se chercher des interlocuteurs ou des répondants européens autres que l'Union soviétique, particulièrement parmi les autres forces de gauche de l'Europe occidentale. Dès le débat sur la bombe à neutrons, *L'Unità* avait ouvert ses colonnes, quitte à leur répondre, à des spécialistes défendant un point de vue opposé au sien. Dans le débat sur les « euromissiles », le PCI a constamment cherché à trouver un terrain d'entente avec les gouvernements européens, en particulier avec le chancelier Schmidt, et à utiliser l'occasion pour informer ses militants des véritables données du débat. Si la position à laquelle il a abouti – demandant un moratoire et une négociation à la fois sur la poursuite de l'installation des SS-20 et sur l'application des décisions de l'Otan pour permettre un examen de l'équilibre ou du déséquilibre en Europe – l'isole par rapport aux autres forces politiques italiennes, elle le rapproche de la gauche non communiste occidentale. Surtout, la manière dont elle a été élaborée à travers de nombreuses discussions publiques et discrètes, allant du dialogue dans la presse à des tentatives auprès de Moscou à propos du SS-20, l'inscrit dans le même univers diplomatico-stratégique occidental que ceux mêmes dont il se différencie.

Quant aux rapports avec l'URSS, l'invasion de l'Afghanistan leur a fait subir un choc peut-être décisif. Si, jusque-là, le PCI critiquait le modèle soviétique et la situation en Europe de l'Est, s'il s'écartait de Moscou dans sa politique envers la construction européenne, l'URSS ne lui en apparaissait pas moins comme une force de paix. Désormais, il déclare ouvertement ce qu'il suggérait à propos de la politique soviétique en Éthiopie : qu'elle poursuit une logique de grande puissance. Dès lors, à l'opposé de la vision à la fois manichéenne et optimiste du PCF – pour qui tous les maux viennent de l'impérialisme américain, mais « le monde bouge

(3) *Corriere della Sera*, 25 novembre 1975.

(4) *Agence Europe*, 19 juin 1978, n° 2468.

vite et dans le bon sens »⁽⁵⁾, celui de la victoire de l'URSS et du camp socialiste – pour le PCI l'heure est grave, la détente est en péril et la guerre menace, à cause du comportement des grandes puissances (mises sur le même plan) qui n'ont plus de langage commun et obéissent à une logique de rapports de force⁽⁶⁾.

Dès lors, les communistes italiens retrouvent un langage commun avec la gauche européenne et, au-delà, avec tous ceux, du président Giscard d'Estaing à M^{me} Indira Gandhi, qui s'inquiètent de la rupture du dialogue, se réfèrent au précédent de 1914, et constituent le parti de la négociation. Mais ils se distinguent de certains d'entre eux (du moins des gouvernements d'Europe occidentale) dans la mesure où, tout en condamnant les actions soviétiques, ils accordent beaucoup plus de place et d'indignation aux réactions américaines et ne conçoivent pas d'autre moyen de rétablir un équilibre (dont ils reconnaissent, sous forme interrogative, qu'il est peut-être rompu) que la négociation sans préalable⁽⁷⁾.

Quant aux communistes espagnols, ce sont eux dont l'attitude envers les deux grands, en particulier l'Union soviétique, a le moins varié ces dernières années. Avant même les événements récents, ils ont misé sur la multipolarité et le non-alignement au niveau européen, en considérant que l'eurocommunisme ou, tout simplement, le socialisme n'avaient de chances en Europe occidentale que contre le gré des deux superpuissances, et que seule une Europe possédant une défense autonome pouvait leur offrir l'espace de liberté nécessaire. Quant aux conditions pratiques de cette autonomie militaire, ils sont évidemment beaucoup plus discrets. Leurs idées, comme celle du PSOE, sembleraient s'orienter vers une coopération souple entre États dont les uns seraient membres de l'Otan et d'autres, comme l'Espagne, resteraient en dehors, ce qui reproduirait dans le sud de l'Europe un dégradé analogue à celui de l'équilibre nordique. Leur réflexion est plus concrète sur le plan national où leur souci, comme d'ailleurs celui des Français et des Italiens (mais avec une urgence moins aiguë) est d'éviter une coupure entre l'armée et la nation profitant à la droite et les conduit vers un système de mobilisation populaire.

Cependant, entre les perspectives lointaines d'une défense européenne indépendante et les perspectives immédiates de la réforme de l'armée espagnole, leurs prises de position en matière de sécurité internationale et européenne sont

(5) Déclaration du Bureau politique, *L'Humanité*, 24 avril 1980. Cf. aussi l'article de G. Plissonnier, *L'Humanité*, 16 avril 1980, qui réinterprète toute l'histoire des rapports internationaux depuis 1945 dans une perspective strictement conforme aux positions soviétiques.

(6) Cf. le communiqué de la direction du PCI, *L'Unità*, 6 janvier 1980 et l'*interview* de Giancarlo Pajetta, *L'Unità*, 20 janvier 1980.

(7) Cependant, dans une déclaration récente, le dirigeant communiste italien Giorgio Napolitano indiquait qu'en cas de refus par l'Union soviétique d'une négociation aboutissant à réduire les SS-20, l'implantation des missiles de l'Otan pourrait être justifiée. Cf. B. Spinelli, « Novita nella posizione dei comunisti sui missili », *La Repubblica*, 1^{er}-2 juin 1980. Symétriquement Georges Marchais accentue son soutien aux positions soviétiques avant même que celles-ci ne soient déclarées : l'installation de nouveaux missiles nucléaires américains en Europe « modifiera le rapport des forces en faveur de l'Otan et au détriment des pays socialistes, ce qui va amener (ceux-ci) à prendre des mesures pour rééquilibrer ». « Je les comprends, a-t-il dit, et je les approuve », *Le Monde*, 13 juin 1980.

pratiquement identiques à celles du PCI : condamnation de l'installation des « euromissiles » de l'Otan sans nier *a priori* le problème des SS-20, mais en demandant que, si déséquilibre il y a, l'équilibre soit rétabli (à travers une négociation) par le bas, c'est-à-dire par la réduction en défaveur de celui qui a l'avantage ; condamnation de l'invasion soviétique en Afghanistan ; refus de participer à la conférence des PC d'Europe les 28-29 avril à Paris ⁽⁸⁾.

Il est temps de revenir à cette conférence par laquelle nous avons commencé. Nous sommes peut-être mieux à même maintenant de comprendre les attitudes des trois partis communistes à son propos et leur signification pour l'avenir.

On peut considérer cette conférence d'après son thème : la campagne contre les fusées de l'Otan et la préparation aux propositions éventuelles du Pacte de Varsovie ; d'après son contexte – les relations des PC européens avec l'Union soviétique après l'Afghanistan ; et d'après sa méthode de préparation et de travail.

En somme, les PC italien et espagnol (comme d'ailleurs les Yougoslaves, les Roumains et quatre autres partis) ont refusé de participer à la conférence parce qu'ils la considéraient comme triplement unilatérale : au point de vue des missiles, en ne parlant que de ceux de l'Ouest et non de l'Est ; au point de vue de la tension internationale, en ne parlant pas de l'intervention soviétique en Afghanistan ; et au point de vue de la participation, en n'invitant que les partis communistes et, de plus, en les mettant devant le fait accompli.

Sur ces trois points, une récapitulation et une comparaison entre les trois partis ouvrent des perspectives intéressantes.

À propos des euromissiles, la discordance enregistrée en particulier entre le PCF et le PCI est l'aboutissement d'un double décalage, dans le temps et dans le contenu. Seule des trois pays, l'Italie est directement concernée par la décision. Aussi la discussion y a-t-elle eu lieu essentiellement en même temps que les délibérations de l'Otan et du gouvernement italien, c'est-à-dire de septembre à décembre. En particulier, les mois d'octobre et de novembre ont vu le PCI donner dans sa presse une place sans précédent aux données techniques (en publiant par exemple des tableaux comparatifs de l'équilibre des forces en Europe empruntés aux différentes sources existantes) et s'engager dans une discussion, culminant dans la résolution de la direction le 18 octobre et dans le vote négatif au Parlement en novembre, mais au cours de laquelle sa position a évolué sous l'influence d'interlocuteurs comme Eugenio Scalfari, directeur du journal de centre gauche *La Repubblica*, qui a amené les porte-parole communistes à mettre de plus en plus nettement en parallèle les SS-20 de l'Est et les *Pershing* et les missiles de croisière de l'Ouest, pour aboutir au slogan : « Ne pas installer les SS-20, ne pas construire

(8) Cf. l'exposé de Santiago Carrillo, et la résolution du comité central du PCE, *Mundo Obrero*, 10-17 février 1980, ainsi que l'article de M. Azcarate sur la conférence de Paris, *El País*, 13-14 avril 1980.

les *Pershing* » et à une position qui, dans les faits, aboutissait à surseoir de six mois aux seconds, mais en vue d'une négociation dont la logique menait à la réduction unilatérale des premiers ⁽⁹⁾.

Rien n'est plus différent, dans la forme et le contenu, que la campagne du PCF. Au cours de l'automne, si le silence sur les fusées soviétiques et l'hostilité aux fusées américaines était de rigueur, le PCF n'était guère mobilisé sur ce problème et *L'Humanité* lui accordait infiniment moins de place que *L'Unità*, ce qui n'a rien d'étonnant étant donné que, si les fusées soviétiques ont des implications pour la France comme pour l'Italie, la première n'est concernée par les fusées américaines ni comme membre de l'Otan ni comme pays d'accueil. Mais brusquement, tout change. Une semaine avant que la décision de l'Otan, pratiquement acquise, ne soit officielle, les grandes orgues d'une campagne dans le plus pur style de « Ridgway-la-Peste », beaucoup plus intense et stridente que celle du PCI, se déclenchent : journée d'action avec mise en demeure aux socialistes sous forme d'ultimatum, grand meeting public, plusieurs discours de Georges Marchais, pages de *L'Humanité* contre les « missiles de la mort » (américains bien entendu), avec d'immenses photos d'horreur de bébés atomisés ⁽¹⁰⁾ font pendant aux discussions techniques et nuancées de *L'Unità*. Tout cet effort de la mi-décembre ne contient pas un exposé sérieux des données du problème, Georges Marchais et la presse communiste se contentant d'en nier l'existence à l'aide d'affirmations péremptoires erronées et contradictoires empruntées à la propagande soviétique ⁽¹¹⁾, leur seul apport spécifique étant un accent plus particulièrement anti-allemand. L'argument de la réduction du temps d'alerte – lancé un peu plus tard par les Soviétiques, sera repris fidèlement, malgré son caractère paradoxal vu d'Europe occidentale (qui ne dispose pas, que l'on sache, par rapport à l'URSS, d'un temps d'alerte supérieur à celui dont l'URSS dispose vis-à-vis d'elle).

On a l'impression que, si la campagne de l'Union soviétique contre les fusées de l'Otan a été relativement moins vigoureuse qu'on pouvait s'y attendre, une nouvelle campagne se prépare, depuis la décision du 12 décembre, mais dans des conditions nouvelles, celles du contexte créé par l'invasion de l'Afghanistan. C'est pour cette nouvelle campagne, dans ce nouveau contexte, que la conférence des 28 et 29 avril sert de coup d'envoi, et c'est pour elle que le PCF, en vertu de sa nouvelle relation avec l'URSS, consacrée par le communiqué Brejnev-Marchais de Moscou du 11 janvier, se trouve aux premières loges.

(9) Cf. E. Scalfari, « Quei missili SS 20 che turbano la pace », *La Repubblica*, 6 novembre 1979, et A. Rubbi : « Anche gli SS 20? Certo che sì », *L'Unità*, 7 novembre 1979.

(10) Cf. le numéro de *L'Humanité* du 17 décembre 1979. Comparer, en particulier, la page spéciale : « Plus jamais ça ! » avec celle de *L'Unità* du 9 octobre 1979 : « Quanto e di chi le armi in Europa ».

(11) Georges Marchais : « Les fusées existent depuis 1975. Flics sont prises en compte dans le traité *SALT 2*, qui est fondé sur l'existence d'un équilibre global des forces en Europe. Cet équilibre – reconnu encore récemment par l'Institut d'études stratégiques de Londres – c'est la décision germano-américaine et elle seule, qui le rompt délibérément », *Le Monde*, 20 décembre 1979.

S'il est vraiment possible de parler d'une phase « française » de la campagne, c'est parce que ce communiqué représente, en un sens, autant un ralliement de Brejnev à Marchais que de celui-ci à celui-là. Dans la phase précédente, il y avait un contraste entre la violence de la campagne anti-socialiste, anti-européenne et anti-allemande du PCF et les ouvertures que faisait l'URSS à l'internationale socialiste, à l'aile gauche de la social-démocratie, voire à Helmut Schmidt lui-même, précisément sur le plan du désarmement et des négociations Est-Ouest, ouverture qui correspondait plutôt à la tactique du PCI ⁽¹²⁾. Dans les mois qui ont suivi l'invasion de l'Afghanistan, la préoccupation de l'URSS semblait, au contraire, être beaucoup plus d'intimider que de séduire, de compter ses fidèles que de convaincre les hésitants, de manier le bâton que la carotte. Or c'est cet état d'esprit que reflètent à la fois le communiqué de Moscou (qui contient des formulations, chères à Marchais, sur la social-démocratie, instrument de l'impérialisme) et l'organisation de la conférence. Et c'est cette vision d'un affrontement bipolaire où chacun doit choisir son camp qui est la principale pierre d'achoppement entre ex-partenaires eurocommunistes depuis l'invasion de l'Afghanistan.

Ce qu'il faut voir à propos de cette dernière, c'est qu'il ne s'agit pas simplement, dans le cas du PCF, d'une défense inconditionnelle de l'URSS et, dans le cas du PCI et du PCE, d'une désapprobation. Ce qui est frappant, c'est que ce soit dans les phases où l'URSS pratique le plus la détente que le PCF soit en froid avec elle, et dans les phases où elle apparaît la plus menaçante qu'il s'y rallie, l'inverse étant évidemment vrai pour les deux autres partis. Pendant les années de la crise des relations entre le PCF et le PCUS (notamment de 1974 à 1977) qui viennent d'être remarquablement analysées par Claude Harmel ⁽¹³⁾, ce que le PCUS reprochait au PCF c'est de vouloir accéder au pouvoir tout de suite et par la voie parlementaire, alors que ce que le PCF reprochait à l'Union soviétique, c'était de ne pas aider suffisamment les communistes arrivés au pouvoir en dehors de sa sphère (par exemple au Portugal) à s'y maintenir. Il la soupçonnait au nom d'une détente qui l'entraînerait à accepter le *statu quo*. Le fait que l'URSS reprenne un visage conquérant, celui d'une révolution bottée, plus bottée que révolutionnaire, le fait qu'elle utilise sa force, en conjonction avec les « révolutionnaires » locaux, pour étendre le camp du socialisme, rassure les dirigeants du PCF d'autant plus que cela leur maintient une perspective d'accès au pouvoir, par l'intermédiaire du « déplacement du rapport des forces à l'échelle mondiale », alors même que, sur le plan français et européen, ils acceptent, à la satisfaction du PCUS, une longue période d'opposition dans un climat de guerre froide ⁽¹⁴⁾. L'extension dynamique de la doctrine Brejnev – symbolisée par les actions vietnamiennes au Cambodge et soviétiques en

(12) Cf. encore à la veille de l'invasion de l'Afghanistan, la réunion des délégués de vingt-huit partis communistes du 11 au 13 décembre 1979 à Tchany (Hongrie) sur les possibilités de collaboration avec les sociaux-démocrates en faveur de la détente, *Le Monde*, 19 décembre 1979.

(13) Est-Ouest, 1^{er}-31 mars et 1^{er}-30 avril 1980.

(14) Cf. A. Duhamel, « La stratégie de l'isolement », *Le Monde*, 27-28 janvier 1980.

Afghanistan et théorisée par les déclarations récentes des dirigeants tant soviétiques que français sur le devoir de solidarité armée aux révolutionnaires en difficulté, où qu'ils soient, qui inquiète directement Yougoslaves et Roumains et indirectement Italiens et Espagnols – est précisément ce qui satisfait en profondeur le PCF. Mais les conséquences qu'on peut en tirer sur sa conception de la sécurité en Europe sont moins satisfaisantes pour les autres, y compris les autres partis communistes occidentaux.

Pour ces derniers, l'Afghanistan est l'occasion de réaffirmer, avec plus de solennité qu'auparavant, d'une part que rien ne saurait justifier une invasion militaire, d'autre part que la pierre de touche du « nouvel internationalisme », tel que le définissent les Italiens et les Espagnols (notamment les premiers lors de leur congrès d'avril 1979), est non la solidarité avec l'URSS ou avec un camp quel qu'il soit, mais un jugement indépendant sur le comportement des autres partis et des autres États, jugement qui, disent-ils, peut les rapprocher davantage de tel parti non communiste que de tel parti communiste, de tel État non socialiste que de tel État socialiste ⁽¹⁵⁾.

Et c'est là le point le plus immédiat sur lequel la conférence a achoppé : l'attitude envers les forces non communistes. Que ce soit à propos de l'attitude envers l'Afghanistan ou envers la conférence, les commentateurs autorisés soviétiques ont répété, à l'intention des partis réticents, qu'il fallait choisir entre le camp de la révolution et celui de la contre-révolution dans le premier cas, entre celui de la paix ou de la détente et celui de la guerre dans le deuxième ⁽¹⁶⁾. Et c'est bien pourquoi ils ont organisé, avec le PCF, une conférence réservée à ceux qui acceptaient d'avance de se ranger dans un camp.

Il est probable qu'à mesure que la campagne contre les fusées de l'Otan se développe, l'ouverture envers le « parti de la négociation » et, en particulier envers l'internationale socialiste, sans parler des communistes italiens ou espagnols, se développera à son tour. Certains accents au cours de la conférence elle-même, les contacts avec le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt, pourraient le faire penser, et un certain changement de ton du PCF vis-à-vis des initiatives internationales des uns et des autres semblerait le confirmer. Si l'URSS joue la carte d'une négociation – ou pseudo-négociation – avec l'Europe de l'Ouest, pour exploiter les divisions de celle-ci avec les États-Unis, il se peut que ce soit au tour du PCF d'infléchir son attitude dans un sens plus « italien ». Il reste, quels que soient les ajustements de part et d'autre, qu'une certaine idée de la politique soviétique et une certaine idée de l'indépendance et de la sécurité de l'Europe ont été révélées cet hiver, chez les uns et chez les autres, et que le souvenir ne s'en effacera pas de sitôt. ♦

(15) Cf. le discours de clôture de Berlinguer au 25^e congrès du PCI, *L'Unità*, 4 avril 1979.

(16) Cf. entre autres, « Temps Nouveaux », 23 avril 1980.

Conflit des civilisations ou dialectique de la modernité ?

Pierre HASSNER

L'écho retentissant recueilli par les thèses de Samuel Huntington sur le conflit des civilisations comporte un double danger : celui d'occulter d'une part la complexité du problème soulevé, d'autre part la richesse de l'œuvre d'un des auteurs américains les plus féconds et les plus imaginatifs. Qui, par exemple, parmi les nouveaux disciples ou détracteurs de Huntington, connaît son grand livre *Political Order in Changing Societies*, où il analyse magistralement les dilemmes de la mobilisation et de l'institutionnalisation, du changement social et de la légitimité politique, dans les pays en transition ? C'est pourquoi nous avons choisi, pour montrer les limites et les dangers du thème qui a fait sa gloire mondiale, d'avoir recours à d'autres qu'il a illustrés non moins brillamment.

On pourrait dire que Samuel Huntington a lancé dans le ciel de la discussion historique et prophétique trois fusées, que nous appellerons *Sam I*, *Sam II* et *Sam III*.

La première, *Sam I*, qui nous paraît répondre à son inspiration la plus permanente, concerne les dangers que l'évolution des sociétés – du Tiers-Monde à la société *post*-industrielle – comporte pour la démocratie, et la nécessité d'une certaine restauration de l'autorité menacée par les excès de la mobilité et de l'anarchie.

La deuxième, ou *Sam II*, fait contraste avec la première, par son message plus optimiste. Il s'agit de ce que Huntington appelle la troisième vague, ou des progrès de la démocratisation à la fin du XX^e siècle. La première vague irait de 1828 à 1926, la deuxième, plus courte, de 1928 à 1975. La troisième, commencée dans les années 1970, avec la chute d'un certain nombre de dictatures de droite ou militaires en Europe méridionale, en Amérique latine et en Asie, prend une énergie et une ampleur nouvelles avec l'effondrement des régimes communistes. Huntington ne néglige certes pas les périodes de régression et les difficultés que rencontre l'enracinement de la démocratie victorieuse ; mais ses conclusions n'en sont pas moins résolument universalistes et militantes en faveur de la démocratie.

C'est ce qui rend d'autant plus explosive la troisième fusée, celle qui a atteint le plus spectaculairement sa cible, mais dont les retombées risquent d'être les moins contrôlables : il s'agit de la thèse selon laquelle, si le XIX^e siècle a été celui du conflit des nations et le XX^e celui du conflit des idéologies, le XXI^e sera celui du

conflit des civilisations, et selon laquelle ce sont « la foi et la famille, le sang et les croyances » pour lesquels les hommes acceptent de mourir.

Notre thèse est qu'il risque de se produire entre ces trois fusées ce que les spécialistes appellent « un effet fratricide », c'est-à-dire une destruction réciproque en plein vol. De plus, il nous semble que si, au contraire, elles sont hiérarchisées entre elles, elles peuvent se compléter utilement et contribuer à éclairer en profondeur les perspectives de notre époque.

Prise isolément, la thèse du conflit des civilisations souffre d'une double ambiguïté. Celle-ci porte d'abord sur l'existence et la nature de ces mystérieuses entités. Sont-elles harmonieuses et fermées, au sens de Spengler ? L'élément central en est-il la religion ? Ont-elles une existence permanente et immuable, ou se transforment-elles en s'influençant réciproquement ? D'où l'autre aspect de l'ambiguïté : entre elles, y a-t-il guerre structurelle et inexpiable, ou mélange d'isolement et de contacts, tantôt d'interpénétration pacifique, tantôt de conquête et de conflits ? Ceux-ci sont-ils forcément plus fréquents et plus violents que les conflits entre États, entre Nations, entre ethnies, d'une part, et, d'autre part, entre religions, entre sectes, ou entre versions d'une même religion à l'intérieur d'une même civilisation ? Le conflit le plus central n'aurait-il pas lieu entre une civilisation universelle, rationnelle et technique, et les cultures particulières ?

C'est là, justement, que le recours aux deux thèmes « huntingtoniens » précédents pourrait nous sortir de l'impasse. Il réintroduirait deux dynamiques, celle de l'évolution technique, économique et sociale, et celle de l'institutionnalisation politique et juridique, donc celle de la modernisation et celle de la démocratie, qui, centrales dans l'œuvre de Huntington, semblent étrangement absentes de son plus célèbre article.

Le phénomène le plus universel, celui qui sert de déclencheur ou de révélateur aux autres, nous semble résider dans la dialectique de la globalisation et de la fragmentation, liée à la modernisation. Que l'on décrive celle-ci dans les termes de Marx célébrant, dans *Le Manifeste du Parti communiste*, la manière dont le capitalisme avait changé le monde en faisant sauter toutes les barrières des communautés et des hiérarchies traditionnelles, ou dans ceux de Max Weber, analysant la rationalisation, la bureaucratisation et le « désenchantement du monde », ou que l'on s'attache à son accélération récente par les progrès vertigineux des communications, le résultat est le même : sous l'effet avant tout du progrès technique, l'individu se trouve arraché à ses points de repère familiaux, nationaux, culturels ou religieux, et livré sans protection aux rigueurs de la compétition dans un monde trop complexe et changeant pour répondre à ses besoins de stabilité ou de sens.

L'essentiel est de voir que ce mouvement produit inexorablement des réactions violentes en sens contraire : plus le monde tend à s'homogénéiser, plus les différences menacées tendent à se durcir ou à se révolter, ce que Freud appelait « le

narcissisme des petites différences ». Plus le monde est complexe, plus il engendre la nostalgie de la simplicité, plus il s'unifie plus il recrée des frontières, plus l'évolution s'accélère plus elle produit la recherche des racines ; d'où l'importance croissante de la dimension identitaire, religieuse ou culturelle, et la tendance à faire ressusciter les traditions, qui peuvent aboutir soit aux guerres ethniques, soit, de manière plus grandiose ou plus globale, au conflit des cultures. Cependant, ce que Huntington ne souligne pas assez, c'est combien ces mouvements de retour à la tradition sont tributaires de la modernité à laquelle ils s'opposent, combien les fondamentalismes et les intégrismes eux-mêmes sont, souvent, des vecteurs de l'occidentalisation qu'ils exècrent, combien les racines redécouvertes sont, souvent, inventées ou reconstruites et les frontières sont imposées d'autant plus brutalement qu'elles sont plus artificielles. C'est bien ce qui produit presque inévitablement un grand déficit de légitimité et de stabilité politiques.

C'est là, en effet, le deuxième paradoxe lié à la modernisation : la combinaison du triomphe de la démocratie et de sa crise. D'une part, les légitimités traditionnelles et les légitimités idéologiques ou révolutionnaires sont sapées les unes et les autres par la rationalisation et la globalisation. Désormais, comme l'indique Huntington dans « la troisième vague », la démocratie n'a plus d'adversaire idéologique sauf, peut-être justement, le fondamentalisme religieux, surtout islamique. D'autre part, ses institutions sont de moins en moins aptes à satisfaire à la fois les demandes populaires et les contraintes internationales, en particulier économiques et techniques. Les institutions représentatives et les classes politiques sont, partout, sur la défensive, rongées par la corruption et l'inefficacité, exposées aux attaques des pouvoirs de substitution, celui des juges et celui des médias, et aux tentations contrastées de la technocratie et du populisme, du mondialisme et du nationalisme ; d'où, une fois de plus, la nostalgie de formes communautaires plus unanimistes, fondées sur un dogme ou un sauveur, qui risquent d'éliminer, avec l'anarchie et la division, la démocratie et la politique elles-mêmes.

Enfin, la crise de la politique et de l'État ne peut pas ne pas mettre en cause la nature de la guerre, si l'on accepte, avec Clausewitz, la définition trinitaire de celle-ci, à partir du rapport entre le gouvernement, le peuple et l'armée. Notre troisième paradoxe consiste en ce que la guerre est en déclin, mais que la violence, elle-même, est en augmentation, sinon quantitativement, du moins par la variété et le caractère incontrôlable de ses formes, du génocide au terrorisme, de la violence suicidaire des toxicomanes à celle des sectes, ou à la réapparition de phénomènes pré-modernes comme la piraterie ou le brigandage.

Au point de vue de l'évolution des sociétés, on assiste à une opposition spectaculaire entre deux types de régions. D'une part, dans l'Occident développé, il s'agit de sociétés essentiellement individualistes et économiques, où l'État et le territoire tendent à être dépassés par l'interdépendance et où la guerre pour une province, par exemple entre la France et l'Allemagne, ou entre la Suède et la Norvège, devient radicalement impensable. D'autre part, à l'Est et au Sud, on

assiste souvent non pas au dépassement de l'État, mais à son effondrement, les guerres, plus fréquentes, sont moins nationales et territoriales que civiles et ethniques. Très souvent, il s'agit de rivalités violentes entre bandes ou milices qui, d'ailleurs, s'en prennent moins les unes aux autres qu'aux populations civiles.

Ce double phénomène, le primat des guerres civiles (la grande majorité des conflits actuels) sur les guerres interétatiques, et des victimes civiles (plus de 80 %) sur les victimes militaires, a des causes à la fois économiques (le commerce des armes et la réduction de leur prix), techniques, sociales et politiques. Il a des conséquences capitales pour la stratégie. À un bout, les réflexions américaines sur la « révolution des affaires militaires » fondée sur l'information tendent à l'idée d'une guerre aseptisée où il suffirait d'aveugler et de paralyser l'adversaire sans faire de morts et surtout sans en subir. À l'autre bout, la guerre moderne est remplacée par le massacre des populations ou par la violence comme mode de vie. À la guerre uniquement technique des sociétés bourgeoises semble s'opposer le retour à la barbarie, engendré par la décomposition à la fois des cadres traditionnels et des tentatives d'instaurer l'État moderne dans des portions croissantes de la périphérie.

Naturellement, cette opposition des deux mondes ne saurait être permanente. Le commerce des armes, la prolifération nucléaire et balistique, les réfugiés et les interventions rendent inévitable l'interpénétration, avec les risques et les chances de « barbarisation des bourgeois et d'embourgeoisement des barbares » qu'elle implique. Rien ne serait plus important que de restaurer une médiation à la fois démocratique et militaire entre les extrêmes d'une politique qui oublierait le rôle de la force et de l'équilibre et d'une violence qui ne connaîtrait plus les bornes et les règles assignées par la politique. Nul ne serait plus qualifié que Samuel Huntington pour entreprendre une réflexion dans cette direction. Après tout, l'un de ses premiers livres était intitulé : *Le Soldat et l'État*. Aussi, nous inspirant d'un carrefour des civilisations comme l'était le Casablanca de la Seconde Guerre mondiale, évoqué par le film du même nom, sommes-nous tentés de conclure avec Humphrey Bogart : « *Play it again, Sam!* ». ♦

Incertitudes stratégiques et ambiguïtés politiques

Pierre HASSNER

Rarement l'ordre international aura-t-il été placé, autant qu'à notre époque, sous le signe de l'incertitude. De plus en plus, les stratégies des acteurs semblent contradictoires, et leurs objectifs ambigus. Parfois, on a l'impression que la stratégie et la politique s'effacent l'une et l'autre au profit de deux dynamiques qui s'affrontent : celle de la technique et celle des passions.

La révolution des moyens de destruction a mis en cause la hiérarchie verticale de la puissance. La révolution des communications a mis en cause la structuration horizontale des territoires et des unités politiques. La révolution des mentalités, combinée avec les deux premières, a mis brutalement en contact des conceptions opposées de la vie et de la mort. La multiplication et l'hétérogénéité des acteurs et des réseaux a mis en cause la distinction rigide de l'ami et de l'ennemi, au profit de relations complexes et ambivalentes.

La distinction de la guerre et de la paix, celle du militaire et du civil, celle de l'intérieur et de l'extérieur, celle du public et du privé, se trouvent à leur tour mises en cause.

Par rapport à la politique et à la guerre classiques, on assiste à toutes sortes de paradoxes comme la recherche de la guerre sans morts et la réalité de morts sans guerre, ou si l'on préfère, l'importance croissante de guerres non militaires et de militaires non guerriers. À moins d'adopter la conceptualisation du livre qui a le mieux tenté de cerner la complexité de la situation, pour démontrer précisément qu'on ne pouvait pas la cerner : *La Guerre sans limites* des stratèges chinois Quiao Liang et Wang Xiangsui.

Ce qui est certain, c'est la déstructuration générale, qui est la caractéristique de notre époque. Elle produit de nouveaux clivages et de nouvelles tentatives, toujours provisoires, fragiles et parfois contradictoires, de restructuration, qui modifient profondément les règles et les limites de la politique et de la stratégie.

Le phénomène central est l'interférence entre des dynamiques qui ont chacune leur logique, mais dont la rencontre produit des résultats inédits ou imprévus.

Essayons de donner un contenu concret à ces considérations générales en examinant deux problèmes centraux, celui des armes nucléaires, en pensant particulièrement à l'Iran, et celui de l'intervention militaire, qu'il s'agisse de la projection

de puissance ou de l'imposition et du maintien de la paix (en pensant particulièrement à l'Afghanistan).

Dès leur apparition, les conséquences des armes nucléaires ont fait l'objet d'interprétations contrastées. Pour certains, elles constituaient un danger mortel, qu'il s'agissait d'éliminer. Pour le principal théoricien de l'école réaliste, Hans Morgenthau, elles rendaient les États nationaux invivables et imposaient l'avènement d'un gouvernement mondial. Pour les gouvernants des deux superpuissances, elles constituaient l'instrument décisif de la domination mondiale. Pour d'autres, enfin, particulièrement en France, elles avaient un pouvoir égalisateur qui assurait l'indépendance de leurs possesseurs, quelle que fût leur dimension ; elles mettaient en question les alliances et assuraient la survie de l'État national et la paix.

Sur le plan stratégique proprement dit, pendant des années, en Occident, se sont affrontées la doctrine de la dissuasion limitée, anti-cités, et celle de la dissuasion anti-forces, permettant une première frappe et, éventuellement, la possibilité de limiter les dégâts, voire de sortir victorieux d'une guerre nucléaire. Tout le monde reconnaissait les dangers de suicide mutuel résultant de l'emploi de l'arme nucléaire, mais on espérait que l'irrationalité de cet emploi éventuel pourrait être maîtrisée par la rationalité de la dissuasion et de la maîtrise des armements nucléaires, facteurs de stabilité.

Aujourd'hui, l'image a presque complètement changé. En Occident, les armes nucléaires évoquent moins la dissuasion que la prolifération, moins la stabilité que l'imprévisibilité en cas de possession par des États faibles ou instables, conquérants ou fanatiques, et surtout par des groupes ou des individus prêts au meurtre de masse ou, surtout, au suicide, sapant ainsi les bases mêmes de la dissuasion. D'où, d'une part, la conversion inattendue de l'*establishment* américain, avec peu d'exceptions à l'abolition des armes nucléaires, d'autre part la tendance de nombreuses personnalités influentes françaises à donner une priorité absolue à l'effort pour empêcher un pays comme l'Iran de les acquérir.

Les craintes des uns et des autres ne sont certes pas infondées. Il ne s'agit nullement de leur répondre par l'ancienne foi selon laquelle les possesseurs de l'arme atomique deviennent automatiquement rationnels. Mais il s'agit de faire remarquer aux abolitionnistes que les nouveaux dangers n'abolissent justement pas la fonction sécurisante de la dissuasion qui a contribué de manière décisive à éviter non seulement la troisième guerre mondiale, mais aussi, sans doute, de nouvelles guerres entre l'Inde et le Pakistan. Le renoncement des Occidentaux, en particulier des États-Unis, aux armements nucléaires ou, au moins, à la dissuasion élargie, donc à la protection nucléaire de leurs alliés, encouragerait ceux-ci à devenir nucléaires eux-mêmes. Un monde sans armes nucléaires serait, comme Thomas Schelling l'a montré dans les années 1960 et l'a rappelé récemment, un monde

hautement instable où chacun soupçonnerait son voisin d'avoir dissimulé une bombe et serait tenté de prendre les devants.

En attendant, les États nucléaires non occidentaux, qui appelaient à « banir la bombe » tant qu'ils ne l'avaient pas, n'éprouvent nullement la tentation de renoncer aux armes nucléaires. Certains, comme la Russie et la Chine, renforcent même le rôle de celles-ci dans leur doctrine et leurs manœuvres. Quant aux pays du Sud, désireux de les acquérir, ils ne peuvent pas ne pas accueillir avec ironie et soupçon les sermons antinucléaires des Américains et de leurs alliés. Ils ne peuvent pas ne pas répondre, implicitement ou explicitement : « Vous trouviez les armes nucléaires très bien quand vous étiez seuls à les avoir, vous découvrez leur danger mortel maintenant que nous en approchons et que vous êtes beaucoup plus forts sur le plan des armes classiques. Commencez donc par abandonner vos armes nucléaires ou attendez que nous vous rattrapions pour y renoncer ensemble. »

La même réaction, sauf pour les gouvernements voisins et rivaux directs de l'aspirant nucléaire, accueille, dans les pays du Sud, les condamnations, les menaces et les sanctions dirigées par les pays nucléaires contre ceux qui, ouvertement ou non, voudraient le devenir, en particulier l'Iran. Certes, un pays qui déclare souhaiter qu'un autre soit rayé de la carte et dont les dirigeants considèrent les attentats-suicides comme des accès au paradis présente des dangers tout particuliers. Mais la plupart des pays du monde y sont moins sensibles qu'à ce qu'ils considèrent comme l'arrogance et l'hypocrisie des puissances nucléaires qui s'arrogent le droit de choisir ceux qu'elles accueillent dans leur club (comme l'Inde), mais d'exclure les autres et de les punir s'ils ne se soumettent pas. La principale réponse des « *have-not* » aux interdits lancés par les « *haves* » s'apparente au : « C'est à vous d'en sortir, vous qui parlez en maître ! » de Molière. C'est le rappel que nous ne sommes plus dans un monde dont l'Occident était le centre et pouvait à la fois dire la loi et la faire exécuter par la contrainte. L'attitude d'un pays comme le Brésil, pourtant considéré comme un modèle de non-extrémisme, est éloquent à cet égard. Les dirigeants iraniens eux-mêmes n'accepteront jamais de perdre la face. Au contraire, ils voient probablement dans l'éventualité d'une attaque contre eux leur seule chance de se rallier leur population en réveillant son nationalisme.

Quant à la Russie et à la Chine, qui ont intérêt, comme l'Occident, à éviter la prolifération nucléaire, elles ont tout autant intérêt, économiquement et politiquement, à se distinguer de lui et à se poser en arbitre.

Il est fort à parier que l'Iran aura accès à l'arme nucléaire, que le seul moyen de l'en empêcher pour quelque temps serait une attaque préventive aux conséquences potentiellement catastrophiques, et que le seul moyen d'en limiter les conséquences serait une protection accrue pour ses voisins, à commencer par Israël et les pays du Golfe, ce qui impliquerait sans doute l'installation de systèmes anti-missiles locaux et non seulement une garantie nucléaire, mais une présence physique pour la matérialiser. Mais celle-ci risquerait d'être contre-productive, si on se

souvent combien la présence américaine en Arabie saoudite semble avoir contribué à la naissance d'*Al-Qaïda*.

Le monde a moins changé que ne le pensent ceux qui croient que l'on peut se permettre de dévaluer ou de délégitimer la dissuasion, mais il a plus changé que ne le pensent ceux qui croient que le pouvoir de contrainte ou de contrôle des grandes puissances, en particulier occidentales, et leur légitimité aux yeux du monde, sont toujours ce qu'ils étaient.

Des problèmes du même ordre apparaissent de manière encore plus évidente dans le cas des interventions militaires des grandes puissances, surtout démocratiques. Là encore, si répandre la démocratie par la force relève d'une illusion dangereuse, il est parfaitement légitime et nécessaire de combattre le terrorisme globalisé et les pirates, de se soucier des États faillis et des guerres civiles, d'intervenir pour arrêter un génocide ou pour parer à une attaque imminente contre des intérêts vitaux. Mais, ce qui est en cause, ce sont les difficultés nouvelles auxquelles se heurtent ces actions, et surtout les contradictions graves qui tendent à apparaître entre leurs objectifs politiques et leurs stratégies, et tout autant à l'intérieur de leurs stratégies et de leurs objectifs eux-mêmes.

Prenons le cas le plus actuel, celui de l'Afghanistan, à la lumière des précédents irakien, voire vietnamien. Les États-Unis ont commencé par s'inspirer de la « révolution des affaires militaires » en faisant confiance à la technique, en particulier celle de l'arme aérienne et des missiles, avec le complément des forces spéciales, et en réduisant au minimum le rôle de l'Armée de terre et le nombre des troupes, le slogan étant : « Libérer et quitter ». Cela leur a valu des victoires rapides et spectaculaires, qui ont bientôt fait apparaître la nécessité de contrôler le terrain et d'entreprendre une œuvre de pacification de longue haleine. D'où la redécouverte du rôle central des populations, et, par là, de l'expérience des colonels français de la guerre d'Algérie et des œuvres récentes aux perspectives plus amples des généraux Desportes et Smith. Dans la pratique, cela amène, comme l'explique l'amiral Mullen, chef de l'état-major américain, à donner une telle priorité à éviter les victimes civiles que, à Marja par exemple, la préparation de l'assaut par des bombardements, voire l'appui aérien, ont été considérablement réduits, car, dit l'amiral Mullen, « franchement le champ de bataille n'est plus nécessairement un champ. Il est dans l'esprit des populations ». L'action politique économique sur le terrain devient aussi importante que l'action militaire.

En même temps, les progrès de la technique pour la précision à distance donnent un rôle de plus en plus important aux drones, permettant de cibler et de tuer un nombre important de dirigeants d'*Al-Qaïda* et des *taliban*, notamment au Pakistan où les troupes de l'Otan ne peuvent intervenir au sol. Ces tirs provoquent fréquemment des victimes civiles qui compromettent les relations avec la population. On retrouve l'opposition datant de la guerre du Vietnam entre « rechercher et détruire » et « gagner les cœurs et les esprits » et la difficulté de les combiner. Mais

l'hésitation stratégique renvoie à la question de la priorité politique entre la lutte antiterroriste et la contre-insurrection, ainsi qu'entre la reconquête par rapport aux *taliban* et la négociation avec eux, aboutissant à leur participation au pouvoir. Ajoutons que les plans du général McCrystal se réfèrent explicitement au « *nation-building* », c'est-à-dire à une transformation radicale de l'armée, de la police, de l'administration et des mœurs politiques de l'Afghanistan, mais que la politique impose en nombre de troupes une limite peu favorable à cette tâche pour un pays de cette taille. Le président Obama y a ajouté une limitation dans le temps, le départ des troupes américaines devant commencer dans un an. Sur le terrain, les inconvénients de cette limitation aussitôt nuancée l'emportent sur les avantages. Mais elle répond évidemment à des impératifs de politique intérieure, destinés à éviter que l'opinion américaine ne se tourne contre la guerre d'Afghanistan comme contre celle d'Irak.

La contradiction est encore plus flagrante dans le cas des gouvernements européens. Devant les propositions du général McCrystal, pendant les trois mois d'hésitation et de consultations du président Obama, ils avaient le choix entre trois positions :

- 1) soit déclarer que cette guerre leur semblait ingagnable et que l'Otan ne devait pas se transformer en corps expéditionnaire, et tout en souhaitant bonne chance aux États-Unis, se dissocier de cette entreprise comme le général de Gaulle l'avait fait pour le Vietnam, avec le discours de Phnom Penh ;
- 2) soit se mettre d'accord entre Européens pour soutenir la stratégie minimale, limitée aux frappes antiterroristes, comme en Somalie ou au Yémen, ou pour esquisser et suggérer un projet alternatif ;
- 3) soit, enfin, considérer, comme l'Otan l'avait fait dès le début, que la guerre d'Afghanistan, contrairement à celle de l'Irak, était juste et nécessaire, y compris dans sa version contre-insurrectionnelle, et en ce cas s'y engager pleinement, comme la Grande-Bretagne.

Au lieu de quoi, sauf erreur, ils ont approuvé dans les instances de l'Otan les objectifs et la stratégie proposés par les États-Unis et ne semblent pas s'être concertés pour élaborer des contre-propositions et faire d'un dialogue à leur sujet la condition de leur engagement. Mais ils n'ont répondu aux appels pressants des États-Unis et du Secrétaire général de l'Otan que par des augmentations essentiellement symboliques, par le maintien de leurs « *caveats* », voire par des annonces de retrait. Ils affaiblissent ainsi leurs critiques justifiées de l'unilatéralisme américain et leurs prétentions également justifiées en principe à jouer un rôle mondial. Chacun campe sur des positions qui sont déterminées par sa situation politique et économique intérieure, par ce qu'il pense que sa population peut accepter. Du coup, la question de l'aptitude de l'Otan à se projeter mondialement et à organiser des corps expéditionnaires est, elle aussi, mise en question.

Tout cela fait désordre. Mais ce désordre est fondé sur celui de la réalité internationale elle-même. D'une manière générale, les objectifs politiques affichés

par les États sont souvent en porte-à-faux, à la fois par rapport à l'évolution des sociétés et par rapport aux stratégies militaires adoptées. Les États sont toujours les acteurs centraux des relations internationales, mais à mesure que l'interdépendance et l'interpénétration s'accroissent, notamment par la globalisation, ils ont de moins en moins la maîtrise des évolutions et des événements. L'émergence au premier plan des problèmes de la planète et de ceux des individus et, entre les deux, de groupes et d'acteurs sub ou transnationaux, ethniques ou religieux, criminels ou financiers et de phénomènes sociaux comme les inégalités démographiques ou les migrations, rend leurs objectifs plus ambivalents et leurs stratégies plus complexes et plus aléatoires.

Au-delà du changement des rapports de puissance entre États (notamment au profit des pays émergents, en particulier de la Chine, par rapport à l'Europe et même aux États-Unis), c'est la puissance des grands par rapport aux petits et celle des États par rapport à des groupes comme les terroristes, les pirates, ou les mouvements armés qui ont diminué à la suite des trois révolutions que nous avons mentionnées en commençant. La diffusion des techniques de destruction et la profusion de l'argent illicite en circulation permettent à des individus et des groupes de tenir en échec des États, de les harceler par des formes nouvelles d'attaque comme la « guerre cybernétique », voire d'accéder, un jour, à des armes de destruction massive qui semblaient leur être inaccessibles.

La révolution des communications transforme le rôle de l'espace et du temps et produit de nouvelles continuités et de nouvelles discontinuités. Le peuple qu'il s'agit d'influencer, pour l'amiral Mullen, et au milieu duquel se déroulent les combats, selon le général Smith, n'est pas seulement celui du théâtre d'opérations : il est aussi bien, grâce aux communications en temps réel, celui du monde entier, y compris celui de la puissance qui intervient. Mais si ce peuple global a accès à tout, ses réactions sont divisées et souvent contradictoires comme lui-même. Les révélations inévitables de bavures dues à l'occupant entraînent le découragement ou la division de son opinion publique et la soif de vengeance, à l'autre bout du monde, des peuples qui s'identifient à l'occupé. C'est ainsi que, dans le cas des démocraties libérales et des pays qu'elles s'efforcent de réformer et de stabiliser par l'intervention militaire, il y a conflit de temporalités : pour pacifier durablement un immense pays décentralisé comme l'Afghanistan, pour éradiquer la culture de la drogue et la corruption et prévenir le retour de l'insurrection, il faudrait dix ans selon le général Petraeus, cinq ans au moins selon le lieutenant-colonel John Nagl. Mais, dans une démocratie, l'opinion publique se lasse bien plus tôt devant le coût humain et économique de la guerre, devant ce qu'elle perçoit comme un enlèvement, ou devant l'apparition d'autres crises, ou d'autres priorités.

Du point de vue de ceux mêmes qu'elle entend sauver ou protéger, la puissance intervenante risque de partir trop tôt, quand tout est à recommencer, ou trop tard, quand aux yeux de la population les libérateurs finissent par être perçus comme occupants. Peut-être la révolution la plus importante est-elle celle des mentalités, des

attitudes et des passions. L'effet de la modernisation et de la mondialisation, combiné avec l'expérience des guerres mondiales et coloniales, a créé chez les pays développés, en particulier en Europe, une culture individualiste et pacifique, cultivant la recherche du bien-être et la compassion plutôt que l'héroïsme et le sacrifice. Il a créé chez ceux dont la culture traditionnelle a été brutalement ébranlée ou minée par la modernisation, d'une part un sentiment de désarroi et une soif de revanche, d'autre part, chez une minorité, une fuite dans un fanatisme alliant la haine à l'acceptation, voire à la recherche d'un suicide.

Cette opposition n'est pas fixe, mais dialectique. Les sociétés développées peuvent réagir en se redressant ou en se brutalisant, les sociétés en transition s'embourgeoiser et isoler les fanatiques suicidaires. Mais pour l'instant, le contraste est fort entre des sociétés repliées sur elles-mêmes, dont les passions survivantes ou renaissantes sont surtout économiques et sociales, et qui tendent, dans le cas des États-Unis, à s'en remettre, quand elles font la guerre, à la technique ou aux mercenaires, et des sociétés où la révolte extrême des uns suscite, au moins pour un temps, une certaine solidarité chez les autres. Le danger est de laisser face à face le robot, commandé à distance, et la bombe humaine.

C'est ici que l'« étrange trinité » clausewitzienne prend toute sa valeur, sous des formes nouvelles. L'amiral Mullen déclare que « la politique et la stratégie doivent se disputer constamment ». Il en va de même pour la politique nationale ou européenne, étrangère ou de sécurité, et la politique intérieure. La fonction du politique est d'être le médiateur ou l'arbitre entre les exigences de la sécurité ou de la défense, et celles de la communauté ou de la société dont il est responsable, de hiérarchiser les priorités, les solidarités et les possibilités.

Jamais cette tâche ne fut aussi difficile.

Jamais elle ne fut aussi nécessaire.

Éléments de bibliographie

- DESPORTES Vincent : *La Guerre probable*, Paris, Économica, 2008.
DUFOURCQ Jean : *Penser la guerre au XXI^e siècle : des combats sans guerre ?* (Économica, à paraître)
HASSNER Pierre : « Guerre sans morts ou morts sans guerre ? », *Critique Internationale*, n° 4, été 1999.
« From recent wars, U.S. military readjusts its principles », *International Herald Tribune*, 4 mars 2010.
LIANG Quiao et XIANGSUI Wang : *La Guerre hors limites* (tr. fr.), Payot et Rivages, 2003.
LINDSAY James M. et TAKEYH Ray : « After Iran gets the bomb », *Foreign Affairs*, mars-avril 2010.
MORGENTHAU Hans : « The Four Paradoxes of Nuclear Strategy », *American Political Science Review*, mars 1964.
SCHELLING Thomas : « A world without nuclear weapons? », *Daedalus*, automne 2009.
SMITH Rupert : *L'Utilité de la force* (tr. fr.), Paris, Économica, 2007.
NAGL John et PILLAR Paul : « Is Afghanistan the right war? », *The National Interest*, 106, mars-avril 2010, p. 33-42.

Guerre, stratégie, puissance

Pierre HASSNER

Guerre

La guerre est-elle morte ou en voie de résurrection ? Absente ou présente ? On ne peut que répondre à chacune de ces questions : « Les deux, mon capitaine ! ». Jamais la formule de Clausewitz, « La guerre est un caméléon qui change de nature à chaque engagement », n'a été aussi vraie.

Il y a une guerre qui est certainement morte, c'est celle qui commence par une déclaration de guerre d'un État contre l'autre et finit par un traité de paix. Une autre est difficilement pensable, bien que l'affirmer écartée pour toujours contribuerait à la rendre moins complètement improbable, c'est la Troisième Guerre mondiale, dont la crainte a dominé la guerre froide et, encore plus, une guerre entre États occidentaux. On n'imagine ni l'une ni l'autre déclenchée de sang-froid par un « Pearl Harbor » atomique.

Mais, la Chine et les États-Unis sont engagés dans une compétition militaire déclarée, à tous les niveaux. Tout porte à espérer qu'elle ne dégénérera pas en guerre ouverte, à propos de Taiwan ou d'un autre enjeu, et que la dissuasion et les intérêts économiques joueront leur rôle pacificateur, mais nul ne peut le garantir.

Entre d'autres puissances, la Chine encore, l'Inde, le Pakistan ou les deux Corée, voire le Japon, la guerre possible commande les dispositifs stratégiques. Là encore, il y a fort à parier que, si hostilité il y a, elles se borneront à des attaques plus ou moins indirectes et non revendiquées (comme les attentats de Bombay) ou à des épisodes limités comme la guerre du Kargyll. Mais nul ne peut garantir l'absence de représailles et d'escalade, surtout, par exemple, en cas (parfaitement envisageable) de troubles mettant en cause l'unité du Pakistan et son armement nucléaire. Il va sans dire également que les conflits centrés sur Israël et sur l'Iran ont plus de chances de prendre la forme d'attentats et de sabotages que de guerre proprement dite, mais, une fois de plus, nul ne peut le garantir. Dans tous ces conflits, la France et l'Europe ne sont pas aux premières loges, même si elles sont impliquées par leurs alliances ou par leur souci de la sécurité internationale.

Personne ne menace directement la France de lui faire la guerre. En revanche, qu'on les appelle « guerres » ou pas, toute sorte de conflits violents ou porteurs de violence à terme qui brouillent les distinctions entre guerre et paix, entre le public et le privé, entre l'économique et le politique, peuvent franchir les frontières ou engager l'action de ses forces militaires.

Ils vont du terrorisme, de la piraterie maritime et des mafias transnationales en passant par les révolutions et les guerres civiles qui la sollicitent, en mettant en cause ses ressortissants ou ses intérêts ou tout simplement ses valeurs et ses solidarités, et en entraînant ses propres actions en réponse : intervention humanitaire, action de stabilisation, maintien ou imposition de la paix, « responsabilité de protéger », etc. Il faut y ajouter le dernier né, la guerre cybernétique où, comme tous les États, elle se trouve aux prises à la fois avec des États, des groupes, des individus dont la caractéristique est d'être non déclarés et difficilement identifiables.

Dans tous les cas, il peut paraître également légitime d'employer le mot « guerre » ou d'insister sur les éléments qui les distinguent de la guerre déclarée entre États. Mais l'important est de reconnaître qu'aucune classification ne rendra compte de leur nature, qui est précisément de dépasser les bornes, de se glisser dans les interstices, de présenter un visage contradictoire (guerres sans morts, morts sans guerre, voire guerres sans guerriers, comme dans le cas des drones, et guerriers sans guerre qui ne font pas partie d'une force organisée et étatique).

Il est facile d'opposer la guerre dans les règles et la pure anarchie, mais il nous faut, ne serait-ce que pour la logique même de la prévention, du combat et de la dissuasion, trouver des codes, des règles, des éléments de réciprocité et de prévisibilité dans ce qui est par nature mouvant et asymétrique. Essentielle au point de vue juridique, la distinction du civil et du militaire est battue en brèche par le terrorisme et la notion d'« ennemi combattant » utilisée par l'Administration Bush n'est pas d'un grand secours. Inversement, adopter à l'égard des États déclarés « voyous » la pratique de l'attaque préventive ou de la « défense anticipée », normale pour les opérations antiterroristes, n'est pas satisfaisant non plus. La guerre étant bannie, sauf en légitime défense, et en attendant une décision du Conseil de sécurité, elle se réfugie dans ce que le jargon américain appelait : « Les opérations autres que la guerre ». Non seulement la stratégie et la tactique y sont différentes, mais les justifications par les résolutions de l'ONU, si on les considère comme seules légitimes, entraînent des problèmes d'efficacité (à cause de la restriction des moyens) et de crédibilité. La guerre, aujourd'hui, pour les démocraties, s'avance nécessairement masquée même lorsqu'elle s'oppose à un adversaire qui, au contraire, l'affiche et s'en glorifie.

Cela vaut à plus forte raison pour la guerre cybernétique qui, par essence, ne s'avoue pas lorsqu'elle agit d'État à État et qui se distingue mal de la lutte permanente entre « *hackers* », qui agissent pour le plaisir, dissidents, saboteurs, censeurs et espions.

La question à laquelle les stratèges doivent donner une réponse toujours provisoire est évidemment d'abord de ne pas opposer à un type de guerre une réponse appropriée à un autre type. Mais, sur le long terme, la question se pose de choisir quelle priorité accorder aux menaces, menace suprême, mais extrêmement improbable ou menaces quotidiennes diffuses et ambiguës. Elle est aussi de trouver

un juste équilibre entre l'adaptation à l'adversaire, le souci de rester soi-même et de ne pas finir par lui ressembler. Sur tous ces problèmes, la stratégie de guerre n'est pas séparable de la stratégie de paix et les stratégies militaire, économique et politique ne peuvent être pensées qu'ensemble.

Stratégie

Plus qu'à d'autres époques, la stratégie de la France, comme celle de ses alliés, doit faire face à des dilemmes dont la solution ne peut être que partiellement satisfaisante. La diversification des menaces et la multiplication des engagements souscrits contrastent avec l'impératif des économies en temps de crise. La coordination, la coopération, l'intégration sont souhaitables à des degrés divers selon les domaines, mais il arrive que leurs effets soient paralysants ou accroissent les coûts au lieu de les diminuer, surtout lorsque l'engagement des partenaires est trop inégal. La légitimité et l'efficacité convergent à long terme, mais peuvent s'opposer violemment à court terme.

Ne possédant de compétence spécialisée ni dans le domaine militaire ni dans celui de l'économie, je me bornerai à tirer quelques leçons personnelles de cas où le politique et le stratégique se rencontrent, celui de l'intervention et celui des organisations multilatérales dont la France est un membre actif, l'ONU, l'Otan et l'Union européenne.

Pour les deux interventions où la France est engagée actuellement, j'aurais tendance à répondre : Afghanistan « non, mais » et Libye : « oui, mais »...

En Afghanistan, où ce sont les États-Unis qui déterminent la stratégie d'ensemble, leur expérience, après dix ans, n'est pas encourageante. Ils oscillent depuis le Vietnam entre *Chercher et détruire*, et *Gagner les esprits et les cœurs*. Leur stratégie préférée était, sous Donald Rumsfeld, une attaque foudroyante à base de supériorité technologique fondée sur l'arme aérienne et appuyée au sol par une présence légère qui devait leur permettre un retrait rapide. Elle s'est transformée en occupation prolongée, visant à changer l'orientation politique et les mœurs du pays occupé, voire à bâtir un État et une nation. Le général Petraeus a obtenu des succès provisoires par l'augmentation des troupes et par des conceptions empruntées aux théories de la guerre anti-insurrectionnelle française en Algérie (sans toutefois disposer du même nombre proportionnel d'hommes et de la même familiarité avec le terrain). Le président Obama cherche à se dégager, mais augmente considérablement les assassinats de *leaders* terroristes à l'aide de drones et de forces spéciales, y compris sur le territoire du Pakistan. Mais au sein de ce pays allié, l'anti-américanisme et l'islamisme fondamentaliste montent vertigineusement et sont nourris par ces attaques et leurs « dégâts collatéraux ». Et en dépit des communiqués officiels, la corruption et l'inefficacité des autorités ne donnent pas de véritables signes de diminution en Afghanistan même. Les soldats français meurent en essayant de protéger

et d'éduquer des populations que la France, comme ses alliés, semble condamnée à abandonner un jour assez prochain. Mais naturellement, il faut préparer la sortie de cette aventure malheureuse et surtout ne pas perdre de vue que le vrai problème stratégique est celui du Pakistan, détenteur de l'arme atomique et ennemi potentiel de l'Inde. La France et l'Europe doivent peser de tout leur poids, notamment politique et économique, pour une solution régionale comprenant l'Afghanistan et le Pakistan, mais aussi l'Inde et l'Iran.

L'expérience libyenne est à bien des égards plus prometteuse. Elle a témoigné d'un esprit d'initiative européen, et avant tout français, et d'une modestie réaliste américaine qu'on ne peut que saluer. Européens et Américains ont unanimement renoncé à la présence (en tout cas officielle) de troupes au sol et à une occupation permettant de prendre en main l'administration du pays. Ils ont peut-être jeté les bases dans l'urgence, et chacun pour ses propres raisons, de ce rééquilibrage de l'Alliance atlantique si souhaitable et si peu réalisé jusqu'ici.

En même temps, les « mais » ne manquaient pas. Il semble bien que, comme pour le Kosovo, ce qui devait durer quelques jours ait duré quelques mois et n'ait été obtenu – fort heureusement – qu'en ne se tenant pas à la lettre de la résolution onusienne, mais en aidant activement les rebelles par les fournitures d'armes, l'entraînement et la coordination stratégiques et par les bombardements visant clairement le renversement de Kadhafi. La légitimation ambiguë par l'ONU a été obtenue grâce à l'abstention de la Chine et de la Russie qui ont critiqué tout ce qui allait au-delà de la zone de non-survol et dont des officiels déclarent qu'il s'agit d'une tentative impérialiste de reprise en main de l'Afrique et d'extension de l'Otan vers le sud.

Naturellement aussi, le problème classique du « lendemain » se posera en cas de guerre civile prolongée, de persécution (déjà engagée) d'immigrés d'Afrique noire accusés d'être des mercenaires de Kadhafi et méritant autant d'être protégés que les vainqueurs, hier persécutés. De surcroît, une présence politique et économique franco-britannique triomphale dans la Libye de demain, sans parler d'une force de stabilisation otanienne ou même onusienne peuvent être souhaitables, mais risquent d'endurcir tous les pays émergents dans leur méfiance actuelle.

Autant il est certain que l'impossibilité d'intervenir partout et de protéger tous les opprimés ne dispense ou n'interdit pas de le faire là où on le peut, autant la justification juridique et universaliste au nom d'une communauté internationale mythique est tout de même gênante quand des cas au moins aussi criants – comme la Syrie – sont bloqués par le *veto* des uns et la fatigue ou les intérêts des autres.

À tout le moins, faut-il en tirer la leçon que l'ONU ne résout pas tout et que, d'autre part, une véritable communauté internationale reste à construire patiemment dans un monde où l'Occident ne peut plus prétendre à la représenter à lui seul et où ses nouveaux partenaires-concurrents n'ont pas la même conception de l'ordre international.

Enfin, et peut-être surtout, les leçons à tirer pour la stratégie française et européenne concernent l'Otan et l'UE.

L'Otan a finalement fonctionné en Libye comme organisation technique. Mais comme les « *caveat* » de la plupart des Européens (en dehors de la France et du Royaume-Uni) en Afghanistan, l'inégalité de participation (une minorité de membres de l'Otan et de l'Union européenne), l'abstention de l'Allemagne et de la Pologne parmi les membres de cette dernière, et de la Turquie parmi ceux de la première, et surtout l'action contradictoire et velléitaire de certains ont exaspéré plusieurs responsables qui l'ont exprimé publiquement. Le soutien américain, indispensable au début et apparemment à la fin, a fait défaut de manière inattendue à certains moments importants de l'opération et cela a révélé les difficultés techniques rencontrées par les seules puissances européennes actives militairement à assurer l'ensemble des tâches devant un adversaire malgré tout relativement modeste.

Ce qui est sûr, c'est que la réflexion du « nouveau concept » de l'Otan n'a pas atteint ses objectifs et qu'au contraire sa direction – celle de la mondialisation – n'est ni souhaitable ni réaliste. Le principe est excellent selon lequel l'Alliance doit manifester sa solidarité au moins symbolique partout où l'un de ses membres est concerné ; mais aussi que ce sont ceux dont les intérêts et la proximité géographique, historique et culturelle sont les plus forts par rapport au conflit en question qui aient l'initiative de la stratégie à adopter et que les États-Unis ne soient pas forcément aux commandes partout. Mais pour l'appliquer, il faut toute une éducation et des efforts techniques, diplomatiques et financiers qui restent à faire pour transformer l'essai.

Quant à l'Europe, l'effort commun, intellectuel et pratique, en matière de défense, est encore plus difficile à organiser. L'affaire libyenne montre combien on est loin du compte, mais confirme l'espoir que suscite l'accord franco-britannique. À la France qui se trouve dans une position centrale par ses deux dialogues – sur le plan stratégique avec le Royaume-Uni et sur le plan économique avec l'Allemagne – d'orienter autant que possible ce double dialogue dans un sens qui soit bénéfique à l'organisation de l'Europe tout entière. Sinon l'Union européenne et l'Otan deviendront l'une et l'autre, faute de solidarité, des boîtes à outils à peine utilisables.

La puissance

Je suis entièrement d'accord avec la manière dont l'amiral Dufourcq, rédacteur en chef de la *Revue Défense Nationale*, a posé la question de la puissance dans la dernière phrase de sa lettre de juin 2011. Il s'agit bien pour la France de « trouver un équilibre qui combine la défense de ses intérêts, la réduction de ses vulnérabilités, l'exercice de ses responsabilités et la promotion de ses valeurs ». Mais, très exceptionnellement, je le suis beaucoup moins avec ses prémisses. Je ne crois pas du tout à ses trois modèles. Je ne sais qui exerce aujourd'hui la puissance financière, mais je ne crois pas que ce soit la Grande-Bretagne. Je pense que la puissance

de la France, comme celle des autres pays européens, a forcément une dimension globale à l'ère de la globalisation, mais je ne crois pas qu'elle puisse incarner plus que d'autres une définition ou une vocation de puissance globale. Elle a certes une vocation universelle qui lui vient des idées de la Révolution, mais militairement ni elle ni l'Europe ne sont des puissances globales au sens où le sont aujourd'hui encore les États-Unis et où, sans doute, la Chine aspire à le devenir. Économiquement, c'est l'Allemagne qui a une portée globale, qu'elle risque d'ailleurs, à tort, de privilégier par rapport à sa vocation européenne. La Grande-Bretagne a constitutivement une dimension globale par sa langue, sa tradition de priorité au « grand large », ses liens avec les pays lointains du *Commonwealth*. La récente défection allemande lors de la guerre de la Libye ne saurait constituer un modèle : son évolution au cours des dernières décennies allait lentement dans le sens opposé et on peut penser qu'elle trouvera un équilibre entre ses deux traditions contradictoires, militariste et pacifiste.

Au niveau des nations, et encore plus à celui de l'Europe, la puissance est nécessairement multidimensionnelle. Tout le problème dans chaque cas est celui des rapports entre ses différentes dimensions : s'additionnent-elles ? Ont-elles un effet multiplicateur ? Ou, au contraire, peuvent-elles se nuire entre elles, voire entrer en contradiction ? Si on les combine, quel est leur taux d'échange ou, pour prendre une autre métaphore, quelle est la déperdition d'énergie quand on passe d'une forme de puissance à une autre ? Machiavel pensait qu'il valait mieux avoir de bons soldats que de grandes richesses et encore qu'il valait mieux être craint qu'aimé. Est-ce toujours aussi vrai, à l'âge des révolutions techniques de la destruction et de la communication ? Il est certain, en tout cas, « qu'on peut tout faire avec des baïonnettes sauf s'asseoir dessus », mais qu'inversement, si le pouvoir de détruire n'est pas celui de construire et celui de contraindre n'est pas celui de persuader, la conception de la France ou de l'Europe comme puissance purement normative ne comptant que sur le pouvoir d'attraction de ses valeurs et de conviction de ses analyses aurait peu de chances de faire prévaloir ses points de vue. L'expérience du Sommet de Copenhague sur l'environnement est éloquente à cet égard.

La France à l'intérieur de l'Europe et l'Europe à l'intérieur du monde d'aujourd'hui me paraissent avoir une vocation qui s'exprime avant tout par le terme d'équilibre : celle de contribuer à l'équilibre à la fois régional et global en ne se laissant rien imposer et en ne prétendant rien imposer aux autres, mais en jouant un rôle actif de médiation et d'arbitrage. Elles me paraissent être, ou devoir être, immunisées contre l'*hubris* de la domination mondiale et aussi bien contre la tentation de certains petits États à se reconnaître d'autres choix – et encore ! – que celui de leur maître ou de leur protecteur. Montesquieu et Rousseau distinguaient la force offensive et la force défensive des États et se prononçaient pour des confédérations ou fédérations d'États de taille moyenne dont chacun conserverait son identité, mais dont la pluralité et la solidarité les rendraient capables de se défendre ensemble contre tout adversaire sans être tentés d'envahir ou de dominer.

Sur le plan militaire, dans la phase historique actuelle, je pense qu'effectivement notre stratégie ne saurait être que défensive à condition d'inclure dans cette défense la sécurité de sa périphérie et de ne pas exclure des initiatives offensives sur le plan de la tactique. En dernière analyse, la survie et l'identité de la France dépendent avant tout d'elle-même, mais sa puissance et son influence ne peuvent se passer de l'union ou du moins de la coopération organisée avec ceux dont elle partage le plus largement les intérêts et les valeurs.

Classiquement, on distingue la puissance comme relation bilatérale et comme influence sur un système et sur ses règles du jeu. Qu'il s'agisse des négociations sur les armements, notamment nucléaires, de l'orientation des organisations multilatérales comme l'ONU et l'Otan, de la lutte contre les dangers transnationaux ou de la régulation du commerce mondial, la France et ses partenaires de l'Union européenne auront d'autant plus de chances de faire entendre leurs voix respectives que celles-ci se seront au préalable accordées sur une position commune. Une revalorisation de la Commission dont c'était la vocation que de proposer aux États membres des formules tenant compte de l'intérêt de tous, serait plus qu'utile. Qu'il s'agisse de l'énergie ou de la crise financière, les États européens seront en position d'autant plus forte devant leurs interlocuteurs et partenaires extérieurs qu'ils se seront au préalable assurés de ne pas être manipulés grâce à leurs divisions.

Une autre définition de la puissance, qui rejoint la précédente, s'inspire des exigences de tout organisme vivant. Pour progresser, celui-ci doit à la fois gérer ses rapports avec son propre passé et son propre avenir et ses rapports avec son environnement. Il doit être fidèle à son passé, mais sans en être prisonnier, ouvert sur l'avenir, mais en conservant sa cohérence et son identité. De même, il doit s'ouvrir à son environnement pour s'en nourrir, mais ne pas se confondre avec lui et, au contraire, s'efforcer de le transformer tout en s'y adaptant. Qu'il s'agisse de la circulation des personnes, des biens ou de l'argent, ni le repli et la fermeture ni l'ouverture totale et inconditionnelle ne permettent de vivre et de progresser. Mais pour obtenir cet équilibre, il faut pouvoir peser sur les règles adoptées et pour cela « faire le poids ». Aucun pays ne peut, dans la plupart des cas, y arriver tout seul. Mais la France en Europe comme l'Europe dans le monde est suffisamment importante dans des domaines divers pour pouvoir concilier ses intérêts propres et un rôle privilégié d'avocat de l'intérêt commun.

La condition de la puissance, c'est à la fois de savoir écouter pour être entendu, de négocier des compromis, mais aussi de savoir et pouvoir s'opposer aux pressions, en résistant frontalement ou en manœuvrant. C'est d'avancer, malgré les tempêtes actuelles, dans la recherche d'un système fondé sur l'équilibre et la réciprocité. ♦

Régulation et stratégie : l'ère de la désorganisation massive ?

Pierre HASSNER

Le XXI^e siècle semble s'annoncer comme celui de la déstructuration permanente ponctuée par des restructurations partielles et provisoires. Les excès du capitalisme dérégulé et mondialisé, ceux de l'exploitation de l'environnement et, surtout, les progrès de la cybernétique et la variété de ses utilisations amènent dans la plupart des domaines des tentatives de retour à la régulation ou à la réglementation, ainsi que la recherche de codes communs entre cultures aux traditions différentes et aux évolutions interdépendantes, mais parfois opposées.

Qu'en est-il, à cet égard, de la stratégie ? *A priori*, elle ne peut se passer de points de repères et d'un minimum de codes communs sans lesquels ni dissuasion, ni menaces, ni sanctions n'auraient de sens, mais elle s'accommode mal de la régulation ou de la réglementation. Après tout, son premier principe est la recherche de la liberté d'action ; le secret, la surprise, la dissimulation, la ruse sont parmi ses armes principales. Et cependant, l'intérêt commun entre adversaires à éviter une guerre nucléaire ou la ruine par la course aux armements a inspiré un développement notable de la négociation permanente, du dialogue, voire de la coopération tacite ou explicite, entre adversaires. Nous voudrions revenir en arrière de près d'un demi-siècle pour réexaminer la naissance de la « maîtrise des armements » (*Arms Control*), l'influence, à cet égard, de la réflexion d'un des théoriciens les plus importants, le prix Nobel Thomas Schelling dans les deux livres *The Strategy of Conflict* (1963) et *Arms and Influence* (1966), ses succès et ses limites, puis nous demander ce que la situation actuelle offre de nouveau, à la lumière d'un article novateur de l'amiral Dufourcq, « Les signaux de la dissuasion stratégique » et à celle des transformations récentes, culturelles et techniques, de la guerre.

Entre dissuasion coopérative et marchandage coercitif

L'une des idées centrales de Schelling dans *The Strategy of Conflict* est celle des jeux à somme non nulle, c'est-à-dire du mélange d'intérêts communs et divergents, voire de coopération et de conflit, entre adversaires nucléaires aussi bien qu'entre alliés. Il propose une « théorie du partenariat imparfait et de l'antagonisme incomplet ». D'où la nécessité, contre-intuitive, de maintenir une communication constante avec l'adversaire éventuel pour éviter la guerre par accident ou par malentendu (d'où le « téléphone rouge » entre la Maison-Blanche et le Kremlin qui est une idée de Schelling), mais, plus encore, d'une négociation permanente pour limiter, stabiliser ou, si possible, ralentir la course aux armements, et en tout cas la contrôler

ou la maîtriser. D'où les différentes formes d'*Arms Control* et en particulier les négociations de la limitation (*SALT*), puis la réduction (*START*) des armes nucléaires entre les deux Grands. Ces négociations sans précédent, comme l'a remarqué Henry Kissinger, entre deux adversaires potentiels sur la manière de s'assurer qu'ils peuvent se détruire mutuellement sont incontestablement une contribution à la paix, même si elles n'ont, ni comme objectif ni comme résultat, le désarmement intégral.

Aujourd'hui, cependant, on peut introduire des questions et des nuances. Les liens bilatéraux tissés pendant la guerre froide se sont distendus. Par exemple, l'Administration de George W. Bush a abandonné le traité *ABM*, la Russie refuse de continuer le programme de réduction des menaces, institué à la suite de l'initiative des sénateurs Nunn et Lugar. Surtout, dans un monde plus hétérogène et multipolaire, la question se pose de savoir si un dialogue du type des *SALT* est possible avec tous les adversaires, si tous se reconnaissent réciproquement un intérêt à la survie commune, s'il n'y a pas à nouveau des ennemis absolus, si l'idée que la possession des armes nucléaires impose une certaine rationalité et une certaine modération ne vaut que pour certains et pas pour les autres. Mais il y avait plusieurs autres idées dans *The Strategy of Conflict*. Toutes se rattachent à la question de la crédibilité d'une menace que, si la dissuasion échoue, celui qui l'avait émise risque de ne plus avoir intérêt à mettre à exécution.

Une voie est celle de « la menace qui laisse quelque chose au hasard » : elle consiste à se lier les mains, à brûler ses vaisseaux, à renoncer donc à sa liberté d'action en donnant des gages ou des otages qui rendent la réaction plus probable, même si on ne la souhaite plus. C'était, plus que leur apport opérationnel, le rôle de la présence de troupes, d'armes atomiques tactiques ou de fusées à moyenne portée américaines sur le sol européen. Dans la même direction, la manière de rendre crédible un engagement pour un enjeu marginal, c'est aussi de s'engager publiquement en le transformant en test de crédibilité ou de courage et donc en enjeu majeur. Enfin, la troisième est la « rationalité de l'irrationalité » : il est rationnel de paraître irrationnel pour indiquer qu'on irait jusqu'à sacrifier son intérêt, voire sa vie, pour exécuter sa menace.

Ces thèmes ont été critiqués dès l'époque par des auteurs plus pacifistes comme Karl Deutsch, qui indiquaient que les recettes « schellingiennes » pouvaient fonctionner à court terme, non à la longue. Sur la sacralisation des enjeux marginaux par un engagement solennel, ils faisaient remarquer qu'on se privait ainsi de distinguer entre intérêts mineurs et majeurs, qu'il valait mieux définir ses engagements en fonction de ses intérêts que ses intérêts en fonction de ses engagements.

Schelling pouvait répondre que le véritable intérêt du défenseur ou du protecteur est que la dissuasion n'échoue pas et qu'un certain flou ou une certaine exagération dans la définition ou l'importance de l'enjeu contribue à cet objectif. Mais l'expérience des dernières décennies, du Vietnam à l'Afghanistan, montre que les engagements les plus solennels et les théories des dominos les plus répétées

n'empêchent pas nécessairement, au moment décisif, un abandon qui, à ce moment-là, ajoute la honte des serments non tenus à l'échec local. Il n'y a pas de formule magique pour le rapport entre engagement et intérêts. Il reste que l'incertitude est une dimension inévitable, et parfois salutaire, de la dissuasion.

La thèse la plus contestable de Schelling est plutôt celle développée dans *Arms and Influence*, moins connu en France. L'auteur y introduit le terme de « *compellence* » (qu'on pourrait traduire par « contrainte » ou « coercition ») pour indiquer que la force ne sert pas seulement à détruire ou à occuper, mais aussi à influencer. C'est évidemment le cas pour la force négative ou virtuelle, dont la menace dissuasive est censée empêcher l'agresseur éventuel de se livrer à une attaque. Dans le cas de la « *compellence* », il s'agirait d'un emploi effectif de la force, destiné non à prévenir une attaque éventuelle, mais à faire cesser une activité, elle aussi effective, en la punissant donc en manipulant le plaisir et la douleur de l'adversaire par des sanctions négatives ou positives. Karl Deutsch, encore lui, et l'économiste Kenneth Boulding, ont fait remarquer qu'il s'agissait d'une psychologie assez simpliste, analogue à celle du chien de Pavlov, négligeant les passions telles que l'honneur, l'indignation, le désir de vengeance qui peuvent inspirer la réaction de celui qu'on veut influencer. Boulding remarque que l'application d'un raisonnement économique à des problèmes non économiques néglige les dimensions créatrices ou préservatrices de l'identité personnelle ou collective.

Cette objection semble confirmée par le résultat des bombardements américains au Vietnam (dont l'analyse de Schelling se voulait la justification) et par des expériences plus récentes, donnant plus de poids aux difficultés économiques et démographiques chez les uns, aux facteurs culturels et religieux (primat du sacrifice et du sentiment de supériorité morale – ou virile – chez les autres). Schelling lui-même, à la dixième conférence de l'Institut international d'études stratégiques de Londres, tenue peu après l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, fit sensation en déclarant : « J'ai déchiré le papier que j'avais préparé. Je disais : j'annonce une très heureuse nouvelle ; j'avais tort dans *Arms and Influence*. La guerre du Vietnam a fait encore plus de mal à mon pays qu'à son adversaire. J'avais tort de croire qu'on pouvait appliquer à des peuples la même pression qu'à des individus. Un grand État ne peut pas faire plier un petit par la force. Et maintenant voilà que les Russes tombent dans le même piège que nous par cet acte irrationnel qu'est l'invasion de la Tchécoslovaquie ! » Il avait sans doute raison dans son autocritique et dans son jugement à long terme, mais, à nouveau, il tombait dans le même défaut que dans son livre, celui de faire abstraction à la fois des conditions géographiques et des attitudes culturelles des Vietnamiens et des Tchèques ainsi que de la différence entre les régimes américain et soviétique.

Pour répondre à la question classique : « Qui dissuade qui de quoi et comment ? », il faut non seulement un calcul rationnel utilitariste, mais aussi une prise en compte des facteurs psychologiques et culturels qui différencient les réactions collectives entre elles et par rapport aux réactions individuelles. Et cela, comme

Schelling le reconnaissait en 1968, vaut encore plus pour la « *compellence* » que pour la dissuasion qui, dans certains cas, peut être impersonnelle ou « existentielle » sans que l'on ne puisse jamais savoir avec certitude si c'est elle qui a empêché l'agresseur d'attaquer ou s'il n'en a jamais eu l'intention.

Non-prolifération, dissuasion, intimidation

Je pense que certaines de ces considérations à partir de l'œuvre de Schelling peuvent s'appliquer à l'article courageux et original de l'amiral Dufourcq. L'idée qu'au Moyen-Orient le culte de la non-prolifération a empêché l'établissement d'un équilibre stratégique stable me paraît à la fois courageuse, non conformiste et vraie. Mais peut-être faudrait-il se demander si c'est bien cette préférence abstraite et générale qui est en jeu, en général, et dans ce cas précis. Après tout, la dissuasion nucléaire a pu être contournée, mais n'a jamais jusqu'ici été mise en échec directement. En revanche, les grandes puissances, à commencer par les États-Unis (sans parler de la Russie et de la Chine), ont péché contre la religion de la non-prolifération, en renonçant très vite à sanctionner l'Inde et le Pakistan et en leur accordant pratiquement les mêmes privilèges qu'aux signataires du TNP, en ne menaçant pas la Corée du Nord d'une attaque, et en ne la soumettant pas à des sanctions croissantes et cruelles pour sa population, comme c'est le cas pour l'Iran.

Ce sont justement les caractéristiques originales d'Israël et de l'Iran qui sont la justification, fondée ou non, de la tolérance à l'égard d'Israël, État non-membre du TNP et qui ne déclare ni ne laisse contrôler ses armes nucléaires, et de l'intransigeance envers l'Iran, entouré d'ennemis nucléaires, dont l'accès à la capacité nucléaire militaire est considéré comme intolérable. L'un est un petit État qui, sans les armes nucléaires, se sentirait exposé à un environnement massivement hostile, petit État jouissant de la sympathie et de la solidarité du monde occidental, en particulier des États-Unis (à la fois par parenté et par désir, conscient ou inconscient, de racheter les abandons et les persécutions du passé). L'autre est un État dont les dirigeants déclarent qu'Israël ne devrait pas exister et prédisent sa fin prochaine et, par ailleurs, qui relève d'une religion qui sanctifie le martyr et le suicide. Quelles que soient les motivations des uns et des autres, l'amiral Dufourcq a certainement raison de considérer que le Moyen-Orient ne peut être stabilisé que dans l'équilibre, que ce soit, comme il semble le suggérer, un équilibre nucléaire dans le cadre duquel la coexistence pourrait être consolidée par des mesures de confiance ou de maîtrise des armements comme celles suggérées par Schelling et pratiquées par les deux Grands durant la deuxième partie de la guerre froide, soit à l'inverse, par une renonciation israélienne à la possession de l'arme nucléaire et une renonciation iranienne à sa recherche. Cette dénucléarisation peut évidemment avoir des effets déstabilisants, voire belligènes ; inversement, un équilibre nucléaire bilatéral israélo-iranien risquerait de ne pas rester tel, mais de déclencher une course aux armements nucléaires, les autres puissances de la région, notamment l'Arabie saoudite et l'Égypte, ne laissant pas l'hégémonie régionale aux deux puissances non arabes et, en particulier non sunnites.

Il reste que rien n'est plus déstabilisant et plus dangereux que le déséquilibre actuel, qui pousse Israël à l'arrogance, à l'intransigeance et à l'imprudence, et ses voisins à la rage, à la haine et au désir de vengeance. Cet effet serait encore multiplié en cas d'attaques israélienne et américaine contre l'Iran. Chacun s'accorde à penser qu'elles ne supprimeraient pas pour toujours la capacité iranienne de se donner l'arme nucléaire (à moins de missions massives et répétées conduisant à une guerre totale), mais seulement la retarderaient de quelques années. Il est fort à parier qu'elles augmenteraient le désir chez les Iraniens et chez d'autres pays du Sud d'acquérir la puissance nucléaire et la relative sanctuarisation qu'elle offre, voire qu'elles donneraient un semblant de vraisemblance à l'hypothèse extrême qui fonde la politique israélienne, celle d'une attaque nucléaire iranienne ou arabe acceptant le risque, voire la probabilité, d'une destruction comparable pour l'agresseur lui-même.

À un niveau plus général que celui d'Israël et de ses voisins, ce qui est en danger ce n'est pas la dissuasion en tant que telle, mais la dissuasion élargie, aujourd'hui de moins en moins crédible, à moins d'une présence au sol matérialisant l'engagement et faisant jouer aux forces conventionnelles un rôle d'otage à la Schelling autant qu'opérationnel. Dans la plupart des cas, des forces conventionnelles rapidement utilisables, même dans le cadre d'une renonciation à la transformation des pays enjeux ou adversaires par l'occupation, sont beaucoup plus crédibles que la menace des armes nucléaires et beaucoup plus efficaces que leur simple possession. Mais, dans la plupart des cas, elles n'augmentent pas la crédibilité du recours au nucléaire. Les Russes et les Américains ont combattu au Vietnam ou en Afghanistan, leurs tentatives d'intimidation ont échoué et ils ont accepté la défaite plutôt que d'employer l'arme nucléaire. Le président Johnson, en particulier, a mené une escalade progressive de l'intimidation, espérant donner un coup d'arrêt qui n'est pas venu, à l'avance du Vietcong, processus qui a plus affecté le moral de la société américaine que celui de ses adversaires, mais qui n'a jamais atteint la dimension nucléaire ni diminué la crédibilité de celle-ci pour le cas extrême d'une attaque contre le territoire américain.

Et le 11 septembre ? L'amiral Dufourcq a peut-être raison de soutenir que « les systèmes et États auxquels la respiration stratégique, autonome, économique, culturelle, régionale ou locale est déniée se sont tournés vers le terrorisme pour alerter, contraindre, punir, contrer en frappant les points faibles des sociétés développées », mais le moins qu'on puisse dire est que les origines étatiques de l'hyperterrorisme, en particulier d'*Al-Qaïda*, n'ont jamais pu être prouvées, malgré les efforts du gouvernement de George W. Bush pour prouver ses liaisons avec l'Irak et l'unité de « la guerre contre la terreur ». Réciproquement, l'intimidation peut être efficace et dissuasive contre des États tentés d'aider ou d'exploiter le terrorisme : les États, même dits « voyous » sont sensibles, dans des mesures variables, à l'intimidation comme à la dissuasion, mais c'est bien ce qui les distingue des mouvements terroristes comme *Al-Qaïda*.

Les hyperterroristes fanatiques ou apocalyptiques échappent beaucoup plus à la dissuasion, à l'intimidation, à la menace de représailles d'une part par leur

mobilité et leur quasi non territorialité qui offre peu de prises, par exemple, à la dissuasion anti-cités, et d'autre part par leur rapport à la mort, leur tradition de l'attentat-suicide qui sape une des bases centrales de la dissuasion, l'intérêt commun des adversaires à éviter un suicide. Réciproquement, les États menacés tentent beaucoup moins de les dissuader ou de les intimider que de les empêcher de nuire en les emprisonnant, en les tuant ou du moins en déjouant leurs plans et en les désorganisant. Quand on apprend que des terroristes préparent un attentat, on ne les menace pas de représailles en deuxième frappe, on essaie de prendre les devants en les empêchant d'agir. L'attaque préventive pratiquée par les Israéliens et théorisée par George W. Bush pose de graves problèmes pour les rapports entre États ; elle n'en pose guère pour les rapports avec les groupes criminels. Il est clair, par exemple, que Barack Obama, en se détournant de la stratégie anti-insurrectionnelle fondée sur la protection et la conversion des populations au profit de la stratégie antiterroriste, se rapproche d'une guerre préventive permanente, faite d'attaques de drones ciblées sur des dirigeants terroristes, mais aussi sur des suspects par leur âge et par leur genre (*signature strikes*) ou en menant, en compagnie d'Israël, une guerre des virus contre l'Iran, ses centrifugeuses et peut-être une guerre tout court par les assassinats de savants nucléaires.

Armes de désorganisation massive

Nous en arrivons ainsi à la triple raison de la dérégulation stratégique croissante. Il y a l'impossibilité d'un code commun avec tous les adversaires potentiels par suite de la différence culturelle, religieuse ou morale : « Nous avons des milliers de jeunes qui aiment la mort autant que les jeunes Américains aiment la vie », disait Ben Laden, reprenant ainsi, sans le savoir peut-être, les propos adressés aux Anglais du « *Mollah* fou de Somaliland » et le « *Viva la Muerte !* » des fascistes. Il y a le brouillage des domaines entre le public et le privé, l'officiel et le clandestin, l'hétérogénéité des acteurs, en dehors et à l'intérieur des États, la multiplication des mercenaires, des terroristes, des pirates, des gangs et des mafias, ce qu'on a appelé « la désétatisation de la violence » ou « de la guerre », et, à l'intérieur même de l'État, le brouillage entre les missions des différents organes (comme, aux États-Unis, pour les drones, entre la CIA et les armées). Il y a en troisième lieu, favorisant et multipliant les précédents facteurs, l'évolution de la technique, avec une puissance de nuisance spectaculairement croissante pour des individus ou des groupes : notamment les drones et – demain – les robots létaux et la guerre cybernétique. Ce qui les caractérise, c'est la continuité entre l'individuel et le collectif, le civil et le militaire, la précision des attaques, mais, en même temps, la difficulté à identifier leur origine et à contrôler les dommages collatéraux qui, comme dans le cas du virus *Stuxnet* atteignant l'Iran, ont également affecté nombre d'ordinateurs occidentaux. Surtout entre le *hacker* individuel qui pollue ou infecte nos ordinateurs pour s'amuser, pour nous escroquer ou pour tout autre motif personnel, le groupe organisé et l'État qui se dissimule derrière l'un ou l'autre, comment faire la distinction ?

Régulation et stratégie :
l'ère de la désorganisation massive ?

Il en ira de même lorsque les drones létaux ne seront plus le monopole de quelques États, mais se généraliseront, peut-être jusqu'à permettre à des individus d'en atteindre d'autres, à des milliers de kilomètres, sans se dévoiler. D'où un monde du soupçon généralisé, de guerre de tous contre tous et de la discorde non seulement chez l'ennemi, mais à l'intérieur des unités politiques, un monde de « désorganisation mutuelle assurée ».

En dehors des cas de figure classiques, l'humanité peut se trouver confrontée d'une part à la destruction massive et suicidaire si un groupe analogue à la secte *Aoum* qui voulait répandre du gaz sarin dans le métro de Tokyo pour la venue de la fin du monde, accédait, ce qui n'est pas impossible à long terme, à une capacité de destruction nucléaire, chimique ou biologique, soit plus vraisemblablement et plus immédiatement, à une désorganisation massive et réciproque entre États, entre ceux-ci et des groupes terroristes et entre ces derniers (c'est ainsi que les États-Unis semblent avoir réussi, pour l'instant, à démanteler l'organisation centrale d'*Al-Qaïda*, mais au prix d'un accroissement de ses sympathisants ou des nouvelles organisations qui s'en réclament).

Peut-on envisager un renouveau de la régulation et de la structuration ? Sans doute, pour l'hétérogénéité culturelle et morale, le progrès pourrait-il venir de l'évolution des sociétés, encouragée par celle des politiques gouvernementales, étrangères plutôt que comme un effet direct de l'action militaire de celles-ci. Pour l'hétérogénéité et, éventuellement, le manque de cohérence et de coordination des différents acteurs, directs ou indirects, à l'intérieur des États et des sociétés, un grand effort de reprise en main, de clarification des responsabilités institutionnelles au niveau des nations, voire d'ensembles plus larges comme l'Europe, est indispensable. Quant aux formes de conflictualité liées aux nouveaux armements, les résultats ne peuvent être que partiels et complexes : accords entre certains États, progrès dans l'identification de l'origine des attaques, règles de protection et de représailles qui, de toute façon, ne seront pas suivies par tous.

Pour reprendre une formule que nous avons déjà employée, jamais la régulation n'a été aussi indispensable, jamais, à vues humaines actuelles, elle n'a été aussi difficile et, sur le plan général, aussi peu probable. ♦

Éléments de bibliographie

- DESPORTES Vincent : « Sanctuariser la dissuasion, c'est la condamner », *Libération*, 7 janvier 2013.
- DUFOURCQ Jean : « Les signaux de la dissuasion stratégique », *Les Champ de Mars* n° 25 (« La dissuasion »), revue de l'Irsem, La Documentation française, mars 2013.
- HASSNER Pierre : « Violences, conflits, guerres : déclin ou mutation ? », in HASSNER Pierre (dir.), *Les Relations internationales*, La Documentation française, 2013.
- HASSNER Pierre : « On ne badine pas avec la force », *Revue française de science politique*, 1971, repris dans *La Terreur et l'empire : la violence et la paix* ; Seuil, 2003.
- MONGIN Dominique : « La cyberattaque, arme de guerre en temps de paix », *Esprit*, janvier 2013.
- SCHELLING Thomas C. : *The Strategy of Conflict* ; Oxford University Press, 1963.
- SCHELLING Thomas C. : *Arms and Influence* ; Yale University Press, 1966.

Considérations sur l'incertitude

Pierre HASSNER

Les équilibres rompus

La situation actuelle est caractérisée par une multiplication des dimensions géostratégiques, des acteurs et de leurs relations. Cela aboutit à deux résultats opposés, mais également fâcheux. D'une part, il y a un brouillage généralisé entre l'intérieur et l'extérieur des sociétés et, à l'intérieur de chacune d'elles, les frontières entre le privé et le public, entre le civil et le militaire, etc. sont de plus en plus floues. D'autre part, la tendance est à la séparation entre des instances dont le dialogue est la base du lien social : État et citoyen, élites technocratiques ou internationalisées invoquant la contrainte des marchés ou les opportunités lointaines et, en face, des mouvements populistes, protestataires et protectionnistes tentées par la fermeture ou le repli. S'y ajoute l'affaiblissement des instances de médiation (partis politiques, syndicats, autorités judiciaires et administratives), le tout aux dépens de l'autorité, de la réciprocité et de la confiance. C'est une évolution qui vient de loin.

L'ordre westphalien était miné par l'inégalité des grands et des petits États, par les conflits des empires entre eux, par la révolte des nationalités et des révoltes sociales, par l'interdépendance économique et la contagion des crises.

L'ordre de Yalta, imposé par la force, était miné par les volontés d'indépendance nationale, par les contacts entre les sociétés et leur évolution du temps de la guerre froide que le général Beaufre décrivait ainsi : « La grande guerre et la vraie paix sont peut-être mortes ensemble. » Il l'appelait la « paix-guerre » et Raymond Aron « la paix belliqueuse ». L'ordre de Yalta (qui n'avait régné qu'en Europe) se fissurait déjà lorsque Kissinger, en 1968, écrivait : « Nous vivons une époque où les non-alignés demandent autant de protection que les alliés et les alliés autant de liberté d'action que les non-alignés. »

Ces paradoxes sont devenus beaucoup plus spectaculaires avec la fin de la guerre froide, mais, tout autant, avec le changement des équilibres politiques, économiques et militaires résultant de l'apparition et de la montée des pays du Sud. L'équilibre bipolaire était certes dynamique, mais prévisible. L'émancipation et la montée des « trois continents » anciennement dominés par l'Occident font apparaître d'une part de nouvelles puissances, dont l'une, la Chine, devient en quelques dizaines d'années un rival des États-Unis, et de l'autre extrémité, des États faillis ou fragiles en proie à des guerres civiles, ethniques ou religieuses. Entre ces deux

extrêmes, des rivalités prennent forme entre des puissances comme l'Inde et le Pakistan, l'Iran et l'Arabie saoudite, dont l'issue est très difficile à prévoir et à l'égard desquelles la stratégie à adopter par les pays occidentaux est de plus en plus incertaine. D'autant que les pays du Sud, devenus les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), combinent le plus souvent une méfiance envers les pays qui les ont envahis ou dominés dans le passé et des rivalités qui les amènent à faire appel à leurs anciens colonisateurs ou dominateurs ; et ceux-ci, dès lors, oscillent entre l'intervention et l'abstention.

Nouvelles dimensions, nouvelles armes, nouveaux acteurs

L'incertitude inhérente à un monde interétatique qu'on peut considérer comme multipolaire ou apolaire est considérablement accrue par un certain nombre de transformations sub et transétatiques qui à la fois modifient le jeu des États et le dépassent.

Il s'agit avant tout des révolutions qui concernent les moyens de communication et de destruction. Elles modifient le rôle d'acteurs non étatiques sub et transnationaux, le tout sur fond de crise économique et de crise du politique, au niveau national comme au niveau régional et au niveau global, ces niveaux étant eux-mêmes en interpénétration constante.

La vitesse sans cesse accrue des communications, la télévision et surtout l'*Internet*, le téléphone portable et les réseaux sociaux ont rendu souvent illusoire l'isolement des guerres locales par rapport au reste du monde et, en particulier, par rapport aux populations des pays dont les soldats combattent au loin. Les images et les messages circulent instantanément avec des effets souvent imprévisibles. Souvent grossis, ils suscitent l'indignation ou l'irritation, la solidarité ou la réaction préventive à l'autre bout de la planète. Les peuples des métropoles sont aux premières loges, soit par le sort de leurs soldats, soit par des conséquences comme les flux de réfugiés ou les vengeances terroristes, souvent confondus dans leur perception. La circulation des idées et des passions se combine avec la circulation de l'argent, de la drogue, et celle des pirates ou des terroristes, pour donner parfois une dimension mondiale aux conflits qui, dans d'autres cas, se déroulent dans l'indifférence.

Ce que l'expérience permet de prévoir, c'est le choc des temporalités : entre celle du terrain qui demande des décennies pour donner ses fruits, s'il s'agit de transformer un pays en proie à la violence et au chaos, et celle des métropoles dont la patience s'épuise beaucoup plus vite.

Quant à la révolution des moyens de destruction, elle a des effets allant à la fois dans le sens de l'asymétrie et de la symétrie. Si la plupart des États ont de la peine, en temps de crise économique, à soutenir une course aux armements et voient leurs budgets militaires diminuer, ce n'est pas le cas de ceux de la Chine et

de la Russie qui augmentent régulièrement. Mais surtout certains armements deviennent plus accessibles financièrement et des groupes ou des individus qui sont ou seront capables d'infliger des destructions ou une « désorganisation massive » (selon la formule de Dominique Mongin) dont on croyait les États seuls capables.

À leur tour, les États sont tentés, et parfois obligés, d'employer dans la lutte antiterroriste les méthodes des terroristes eux-mêmes. Face à des renseignements sur la préparation d'un attentat, les États ne peuvent s'en remettre à la dissuasion par menace de représailles en seconde frappe, ils doivent prendre les devants pour essayer d'arrêter le suspect, voire s'il le faut, de l'éliminer. Mais la présidence de George W. Bush a étendu cette méthode sous le nom de « guerre préemptive » aux États suspectés de détenir des armes de destruction massive. La violence des États et celle des terroristes ou des insurgés tendent à se nourrir et à s'influencer mutuellement.

Cependant, un élément spectaculaire de dissymétrie apparaît et se maintient pour l'instant : c'est celui de la préférence pour la technique et pour la minimisation du risque, d'un côté, et de l'autre, le fanatisme et la recherche du risque, voire du suicide. L'évolution socioculturelle et morale prend ici tout son sens, dont l'importance est aussi incontestable que celle de l'évolution de l'art militaire et de ses instruments.

D'un côté, il y a la montée du fanatisme religieux, qui radicalise des conflits territoriaux ou ethniques. Il oppose des adeptes fondamentalistes de religions différentes, comme dans le conflit israélo-palestinien ou des versions d'une même religion comme entre sunnites et chiites au Moyen-Orient, ou encore les minorités persécutées ou révoltées face à des majorités d'une religion différente comme entre hindouistes, bouddhistes ou musulmans en Asie. Le fanatisme introduit, ressuscite ou répand une arme redoutable : celle de la « bombe humaine » ou de l'attentat-suicide. Celle-ci, à la limite, fragilise la dissuasion ; le risque du suicide mutuel, sur lequel repose celle-ci, perd de sa valeur lorsque le suicide est au contraire recherché. De l'autre, inversement, les sociétés occidentales, individualistes et pacifiques, tendent à préférer confier leur sécurité à des mécanismes lointains, comme la dissuasion nucléaire assurée par des sous-marins ou, invention plus récente, à des drones actionnés à distance et sans risque immédiat, voire, un jour, à des robots. Dans les deux cas, la réciprocité du risque assumé est mise en cause.

Un point commun entre les deux types de protagonistes est le rôle de l'argent. Les sociétés bourgeoises ou individualistes qui ont renoncé à la conscription font volontiers appel à des mercenaires ou à des contractuels. C'est particulièrement le cas des États-Unis, où la moitié des combattants en Irak étaient des contractuels, de même que la majorité des employés de la National Security Agency (NSA) procédant à des milliards d'écoutes dans le monde. Les tortionnaires d'Abou-Graïb étaient des contractuels tout comme Snowden, l'employé de la NSA, qui a révélé et détaillé les activités de celle-ci. Dans les deux cas, on peut se demander si l'absence

d'un code d'honneur et celle d'une discipline militaire n'ont pas joué un rôle déterminant devenu au minimum un vrai facteur d'imprévisibilité. Réciproquement, les insurrections et le terrorisme sont souvent alimentés, soit par les millionnaires acquis à leur cause ou voulant éviter de devenir leurs cibles (comme certains milieux, parfois dirigeants d'Arabie saoudite ou du Qatar), soit par le recours à la prise d'otages pour l'extorsion d'une rançon, au pillage, aux trafics de toute sorte ou à la piraterie.

L'une des difficultés stratégiques les plus importantes tient à ce que le même groupe peut avoir une dimension de banditisme, une dimension ethnique ou nationaliste, et une dimension religieuse et suicidaire. Entre gangs et milices, entre *djihad* et insurrection nationale, les stratégies des États visant à rétablir l'ordre et la paix hésitent sur la nature de l'adversaire et sur la manière de le combattre, de le diviser ou de l'isoler.

Incertitude stratégique et crise du politique

L'incertitude stratégique nous ramène, dès lors, aux controverses classiques datant des guerres d'Indochine et d'Algérie, entre la primauté à la recherche et à la destruction de l'adversaire, ou à la protection de la population et à son organisation défensive. On retrouve aussi les débats sur le rôle des différentes armes et des différents services. À la suite de l'expérience des guerres coloniales, et, en dépit de victoires initiales, des expéditions menées par les États-Unis ou l'Otan, au Vietnam, en Irak et en Afghanistan, on assiste à la montée d'une nouvelle triade, celle des forces spéciales, des drones et de la cyberguerre. Leur caractéristique commune est de s'exercer dès le temps de paix, d'agir clandestinement ou par surprise, d'avoir une fonction de renseignement en même temps que de désorganisation de l'adversaire et surtout, pour les opérations de cyberguerre, d'opérer clandestinement et anonymement. Bien que particulièrement ciblées par rapport aux batailles ou aux bombardements classiques, elles peuvent se tromper d'objectifs, susciter des réactions hostiles dans la population des régions visées et surtout, là aussi pour les opérations de cyberguerre, avoir des effets collatéraux incontrôlables au-delà des cibles et concerner les communications des pays émetteurs eux-mêmes ou de leurs alliés. Ce fut le cas du virus « stuxnet » visant les installations iraniennes, mais infectant aussi nombre d'ordinateurs américains.

On assiste ainsi à une véritable guerre préventive permanente en temps de paix, à coups d'attentats ciblés, de virus ou d'opérations coup de poing. Dans une *interview* récente, le général Vincent Flynn, directeur de la Defense Intelligence Agency américaine et ancien directeur du renseignement pour les opérations spéciales en Irak et en Afghanistan, affirme que « les opérations spéciales (en temps de paix) nous éviteront les guerres » (cf. *Defense.one.com*, 28 octobre 2013) et plaide pour une fusion du renseignement et des forces spéciales.

On peut, à l'inverse, craindre que les opérations en temps de paix ne finissent par provoquer de vraies guerres. On relève aussi que, quelles que soient leur efficacité et leur importance, ce type d'armes et d'opérations peut apporter le désordre chez l'ennemi, mais non y établir la paix fondée sur un ordre légitime. Il n'y a pas de substitut à la présence régulière au sol, mais celle-ci, comme le montrent les exemples cités plus haut, se heurte au problème de la durée : pour éviter à la fois un départ trop rapide, comme en Libye, ou un enlèvement insupportable aux populations du pays occupé comme de l'occupant comme on l'a vu en Afghanistan, l'intervention tient souvent de la quadrature du cercle.

*
**

La solution, quand elle existe, passe par la recherche d'une vraie paix et, dans certains cas, d'une vraie guerre exigeant patience, solidarité et sacrifice non seulement de la part des armées, mais aussi des populations civiles et, éventuellement, de celles des pays alliés. Comme nous le suggérons en commençant, l'incertitude stratégique tient pour une grande part à la crise du politique. ♦

Remarques sur quelques concepts

Pierre HASSNER

La nouvelle donne

Ce qui caractérise la situation présente du point de vue des conflits en cours et de leurs perspectives à plus long terme, c'est la combinaison de dimensions que l'on aurait spontanément tendance à ne concevoir que séparément, dans l'espace et dans le temps.

D'un côté, on assiste à une imbrication croissante des conflits intérieurs, locaux, régionaux, transnationaux et globaux. La tragédie syrienne en constitue l'exemple parfait, comme la guerre d'Espagne à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi la globalisation et les réactions de clôture qu'elle suscite à la fois vont de pair, comme le remarquait Philippe Errera, avec une fragmentation du champ diplomatico-stratégique et une contagion qui tend à modifier profondément la notion de théâtre d'opérations.

De l'autre, s'agissant du temps, la crise ukrainienne a semblé convoquer des fantômes qu'on croyait définitivement évanouis. Le président Obama déclare répondre par des instruments du XXI^e siècle (liés à l'interdépendance économique) à des actions du XIX^e siècle (la conquête de territoires). En réalité, c'est le XX^e siècle qui ne veut pas mourir et qui semble répliquer certaines des phases de sa première moitié. L'Allemagne et la Russie ont toutes les deux été deux empires sans frontières définitives ni même définies. Elles ont aspiré successivement depuis un siècle, surtout sous des dirigeants autoritaires ou totalitaires, à réunir tous ceux qui parlent leur langue respective au-delà des frontières définies par les accords internationaux et à prendre leur revanche, l'une sur les résultats de la Première Guerre mondiale, l'autre sur ceux de la guerre froide.

M. Poutine, dans son discours du 18 mars 2014 devant la *Douma*, remonte encore plus loin. Il déclare que depuis le XVIII^e siècle, les puissances occidentales n'ont cherché qu'à encercler et à diviser la Russie, qu'elles ont organisé les « révolutions de couleur », les « Printemps arabes » et la révolte du « Maidan » de Kiev, de même qu'elles ont fait éclater la Yougoslavie, pour en manipuler les fragments.

La Chine et l'Asie en général semblent vouloir retrouver la première place qui fut la leur. Dans le cas de la Chine qui pense à long terme, cette ambition semble plus réaliste que dans celui de la Russie. Les dimensions nouvelles introduites par la technique et par l'évolution des mœurs occidentales, qui semblaient

permettre une sortie de l'histoire belliqueuse, un ordre international multilatéral et un déclin de la violence, au moins au niveau des États, ne s'effacent pas, mais coexistent avec des aspirations, des peurs et des ressentiments récurrents au cours de l'histoire.

Après la Seconde Guerre mondiale, les conflits internationaux s'articulaient en deux axes, Est-Ouest et Nord-Sud, le second étant représenté par les guerres d'indépendance des pays colonisés. Le conflit Est-Ouest prenait avant tout la forme de la course aux armements nucléaires, mais dégagait au bout d'un certain temps un intérêt commun à la limitation de celle-ci et à celle de la prolifération nucléaire, en même temps qu'une délimitation relativement claire des sphères respectives, permettant aux grandes puissances de se dissuader mutuellement et de ne s'affronter que de manière indirecte.

Après la fin de la décolonisation, guerres civiles et interventions des grandes puissances se poursuivaient dans le Sud, parfois indépendamment de la rivalité Est-Ouest, et parfois en liaison étroite avec celle-ci. La fin de la guerre froide écarte le problème d'une troisième guerre mondiale entre l'Ouest et l'Est, mais laisse ouverts et même installe au premier plan, d'une part le problème de la prolifération nucléaire et d'autre part, celui des conflits ethniques et des affrontements qu'ils entraînent dans le Sud et même en Europe (guerre de Yougoslavie). Les interventions onusiennes et surtout occidentales se multiplient au nom de la défense des droits de l'homme et de la prévention des massacres. C'est la dernière décennie du siècle qui semble placée sous le signe de la victoire de la démocratie occidentale et de la promotion d'un ordre international pacifique.

Cependant, le nouveau millénaire marque un nouveau tournant, avec l'apparition d'un nouvel ennemi : le « terrorisme globalisé » d'*Al-Qaïda* qui déclenche une nouvelle phase d'activisme impérial américain au nom de la « guerre contre le terreur » et contre « l'axe du mal » des régimes autoritaires aspirant aux armes de destruction massive.

Deux facteurs nouveaux ou renaissants, le terrorisme et les guerres de religion, y compris à l'intérieur de l'Islam (entre sunnites et chiites), occupent désormais le devant de la scène, autant en eux-mêmes que par les réactions qu'ils suscitent et par les contrecoups de ces réactions. Les États-Unis se lancent, sous George W. Bush, dans une offensive mondiale d'une guerre ou d'une expédition à l'autre qui leur assure une grande impopularité dans le Sud et une partie de l'Europe. Les interventions humanitaires, puis antiterroristes, apparaissent à beaucoup comme la suite des guerres coloniales et promises au même insuccès. Du côté des peuples, les « révolutions de couleur » et les « Printemps arabes » manifestent la vivacité et l'ubiquité de l'aspiration à la démocratie, autant que l'influence de la globalisation. Mais elles suscitent à leur tour une répression violente (soutenue, en particulier, par la Russie et la Chine, qui craignent leurs effets pour elles-mêmes) et semblent finir par échouer.

Autre phénomène historique : la crise économique. Combinée à la frustration des interventions enlisées et inabouties, elle contribue à une tendance des États-Unis et de la plupart des pays européens au retrait ou du moins à la priorité donnée aux affaires intérieures. Les budgets militaires baissent, la projection de forces et la « présence au sol » semblent de plus en plus évitées. Les États-Unis d'Obama se tournent soit vers l'usage de l'arme économique des sanctions, soit, militairement, vers une stratégie « air-sol » et surtout vers les possibilités offertes par les nouvelles technologies (drones et cyberattaques) pour une guerre à distance, clandestine et préventive. Celle-ci apparaît comme une réplique asymétrique des attentats-suicides d'*Al-Qaïda*, amenant ainsi une confrontation entre guerriers sans guerre et guerres sans guerriers.

Entre-temps, la violence qu'on affirmait décroissante ou dépassée prospère sous les formes les plus diverses : guerres civiles meurtrières se perpétuant sur le continent africain et dans certains pays asiatiques, action d'une *Al-Qaïda* fortement décentralisée s'emparant des conflits ethniques et religieux, bombardements, tortures et efforts pour affamer des populations entières en Syrie et bientôt dans les pays voisins, rappelant les pires horreurs du XX^e siècle. Un triangle Pakistan-Inde-Afghanistan, où tout peut arriver, une évolution du rapport de l'Iran, de son programme nucléaire, de ses négociations avec les représentants de la « communauté internationale » et de sa confrontation avec Israël et l'Arabie saoudite, qui toutes approchant la minute de vérité peuvent maintenant bouleverser la donne régionale, sinon plus.

Enfin, et pour l'instant surtout, les rapports de la Chine, de la Russie et de leurs voisins asiatiques ou européens et, du même coup, avec les États-Unis occupent le devant de la scène. La tension monte entre la Chine et le Japon. Dans le cas de la Russie, l'éventail des actions et des menaces va du plus moderne (cyberattaques, propagande télévisuelle exceptionnellement intense, agressive et inventive), en passant par le plus classique (infiltration, menaces d'intervention directe et d'occupation matérialisées par des mouvements de troupes exceptionnels) ainsi que par des stratagèmes antiques (infiltration de détachements masqués et déguisés rappelant le Cheval de Troie).

Heureusement, beaucoup de facteurs permettent aussi d'espérer que la troisième guerre mondiale n'est pas à nos portes. Malheureusement, certains, parfois les mêmes, font craindre que la situation actuelle ne soit plus dangereuse que la guerre froide, parce que plus mouvante, plus complexe, et donc moins prévisible et partant, moins contrôlable.

L'équilibre stratégique

Ce rappel historico-politique était destiné à introduire l'idée générale de cette réflexion : la complexité et la relativité actuelles, encore plus grandes qu'à d'autres époques, des notions d'équilibre et de supériorité stratégiques.

Personne n'ignore que le terme d'« équilibre » est lui-même ambigu. Entre l'équilibre budgétaire et l'équilibre des puissances, entre le point d'équilibre d'une course aux armements et l'équilibre assuré par un balancier, il y a des différences éclatantes. L'équilibre peut désigner un simple rapport de forces et peut donc reposer sur une hiérarchie reconnue comme sur une égalité, il peut être bilatéral ou multilatéral, symétrique ou asymétrique, automatique, ultra-stable, donc autocorrecteur, ou, au contraire, fragile et devant faire l'objet d'une vigilance constante. « L'équilibre de la terreur » ou de la dissuasion repose moins sur une égalité quantitative que sur la possession par chaque acteur d'une capacité de seconde frappe. Selon le général Gallois, la dissuasion proportionnelle assurait l'équilibre entre le faible et le fort. Selon les stratégies américains, l'inégalité conduisait à une moins grande crédibilité de la part du plus faible et à une moins grande capacité de survie à l'échange nucléaire s'il se produisait.

Nous voudrions insister ici sur l'effet que la complexité de la scène mondiale, sa multidimensionnalité et la multiplicité de ses interconnexions ont sur les équilibres stratégiques actuels.

Du temps de la guerre froide, elle incluait, certes, des équilibres régionaux et des « systèmes de conflits », mais aussi un *overlay* (recouvrement) selon l'expression de Barry Buzan, par « la ligne de tension majeure » (Arnold Wolfers) qui modifiait les équilibres particuliers. Raymond Aron disait qu'on reconnaissait qu'une région était dans le champ de la guerre froide à ce que la relation du faible et du fort s'inversait. Aujourd'hui, il y a plusieurs « lignes de tension majeure » qui s'entrecroisent et aucune région n'échappe à toutes.

Plus importante encore, peut-être, est la dimension subjective : autant que l'équilibre des forces, ce qui compte, c'est l'équilibre de la prise de risques et l'équilibre des intérêts. Pour Thomas Schelling, la seule manière d'assurer la crédibilité de la dissuasion élargie ou de l'engagement pour des enjeux lointains et limités, est de les transformer en enjeux majeurs en déclarant qu'ils mettent, justement, en jeu votre parole et votre crédibilité. D'autres répondront que les adversaires et les protégés peuvent, à tort ou à raison, considérer cet engagement artificiel comme du *bluff*.

La supériorité stratégique

Ces considérations sur l'ambiguïté ou la fragilité de l'équilibre nous mènent tout droit à celles sur la supériorité stratégique. Kissinger, qui avait fait usage de la notion, s'écriait un jour où il était accusé de l'avoir sacrifiée pour les accords *SALT* (*Strategic Arms Limitation Treaty*) : « Mais, au nom de Dieu, qu'est-ce que la supériorité stratégique ? En quoi consiste-t-elle ? Comment l'acquiert-on ? Comment la mesure-t-on ? À quoi sert-elle ? ». Il est revenu, plus tard, sur cette explosion oratoire, mais elle garde sa valeur quand on voit combien de grands États perdent de petites guerres. Raymond Aron avait expliqué, dans *Paix et Guerre*

entre les nations, que dans les guerres coloniales, l'intervenant extérieur devrait gagner alors que les insurgés autochtones pourraient se contenter de ne pas perdre. Comme l'indique Clausewitz, le vainqueur n'est vainqueur que lorsque le vaincu cesse de résister, soit en étant détruit, soit en capitulant. S'il conserve la supériorité en termes d'engagement et de prise de risque devant un adversaire, certes plus fort, mais divisé ou dépendant d'une métropole lointaine, il finit par gagner. Napoléon et Hitler, pénétrant en Russie, pouvaient sembler bénéficier de la supériorité stratégique. Il n'en fut rien, en dernière analyse. Hegel tirait les mêmes conclusions des mésaventures de Napoléon en Espagne. Napoléon, dit-il, « était le plus grand conquérant de tous les temps, nul n'avait accompli de tels exploits. Mais il perdit devant les paysans espagnols. Le sentiment national et religieux renversa ce colosse ». Conclusion : la force peut détruire, elle peut conquérir et occuper, elle peut moins pacifier, construire et transformer. Comment ne pas conclure que la stratégie, c'est beaucoup plus que la stratégie ?

Grand Strategy et politique : la stratégie totale

Dans son ouvrage posthume : *Strategic Thinking: an introduction and a farewell*, Philip Windsor, le plus brillant et original spécialiste de la *London School of Economics* et de l'Institut international d'études stratégiques, déclare que pendant les années soixante, c'étaient les moyens plutôt que les fins qui semblaient dicter la stratégie : elle donnait l'impression de se limiter à un calcul des CEP (Cercle d'erreur probable), à un débat sur le nombre de missiles nécessaires pour éliminer ceux de l'adversaire. Au fur et à mesure, après la guerre froide, la complexité des problèmes et, avec elle, le rôle de la politique, de la société, des différences culturelles, des idées et des passions reprenaient le dessus. La stratégie n'avait de sens que dans le cadre de ce que les Anglais appellent la *Grand Strategy*, et le général Beaufre « la stratégie totale ».

Quand, en 1940, Paul Reynaud, devant le triomphe à court terme de la guerre éclair allemande, déclarait : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts », et le général de Gaulle : « La France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre », ils avaient une vision qui embrassait le long terme et la mondialisation du conflit. Aujourd'hui on peut considérer qu'en Ukraine, M. Poutine a non seulement l'initiative, mais surtout l'avantage de l'unité de commandement et de la supériorité dans la prise de risques et dans la priorité des intérêts. Mais on peut penser que l'Europe et les États-Unis sont plus forts à long terme et on ne peut exclure que ce soit la Chine qui apparaisse comme le véritable vainqueur.

La stratégie militaire apparaît comme un élément certes central, mais à l'intérieur d'un ensemble qui inclut une vision politique et la considération des tendances économiques, sociales et culturelles. On retrouve l'« étrange trinité » de Clausewitz, mais pas forcément toujours la répartition canonique des rôles : il arrive

que le chef de l'État soit mû par la passion, que le chef de guerre se permette de penser, que le peuple manifeste sa volonté et soit inspiré par des idées...

Sur le plan de la théorie comme de la pratique, il n'est pas de tâche plus urgente que d'élargir la géopolitique, en y faisant entrer la circulation des idées, des mythes et des passions, et de politiser la géostratégie. ♦



Chronique - Recensions

RDN

IL Y A 50 ANS

Les chroniques de ce numéro sont disponibles à la lecture (www.defnat.com)

Publication mensuelle		26 ^e Année - Février 1970	
REVUE DE DÉFENSE NATIONALE			
LES GRANDS PROBLÈMES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX			
<i>militaires, économiques, politiques, scientifiques</i>			
Jean RAVAIL	Bilan d'application de l'ordonnance du 7 janvier 1959.....		189
X.X.X.	Le Japon, troisième puissance économique du monde (fin).....		199
Pierre MADEL	Perspectives de la construction européenne.....		221
Pierre KREBS	Le nouveau C.N.P.F.		233
B.-H. de FONTGALLAND.	L'avenir du chemin de fer		240
Pierre FRANÇOIS	Le Maghreb sur la voie de l'équilibre		256
Pierre RONDOT	La politique nassérienne avant et après le sommet de Rabat		270
Jacques VERNANT	Politique et Diplomatie : Inde, 1970		284
Paul COULBOIS	Actualité économique : Perspectives pour 1970		290
Cécile BUNODIERE	Sciences et techniques : Savoir faire et faire savoir		298
J. N.	A travers les livres : Psychiatrie et commandement		306
CHRONIQUES			
René JACQUOT : Institutions internationales. — Jean SERRE : Militaire. — Lt-Colonel BAUJARD : Aéronautique. — Jean LABAYLE : Maritime. — François NORA : Outre-Mer.....			
318			
BIBLIOGRAPHIE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE			
349			
1, PLACE JOFFRE, PARIS (VII ^e)		LE NUMÉRO : 5 F	

La SNCF, après avoir assuré la reconstruction de son réseau suite à la guerre, entamait une nouvelle étape marquée par l'accroissement de la concurrence de la voiture et devait réfléchir à un nouveau modèle. En 1967, le trafic voyageur représentait 39 Milliards Voyageurs Kilomètres (67 MVK en 2018). Le fret constituait alors le gros du trafic avec 67 Milliards Tonnes Kilomètres (35 MTK en 2018). On réfléchissait alors sur deux nouvelles infrastructures entre Paris et Lyon puis entre Paris et Lille. La traction vapeur s'éteignait peu à peu tandis que les trains de nuit étaient considérés comme l'outil pour les relations internationales. **Chiffres-clés 2019** : 15 000 trains/jour ; 250 000 tonnes de marchandises par jour ; 5 milliards de voyageurs quotidien ; 27 entreprises ferroviaires voyageurs et fret.

HISTOIRE MILITAIRE

Octobre-novembre 1939 : la stratégie navale des Alliés

Persuadés de leur supériorité navale indiscutable et durable, les Alliés franco-britanniques sont entrés en guerre en misant sur un affaiblissement de l'économie allemande par la répétition du blocus du conflit précédent. Il est vrai que le rapport de force entre les flottes allemandes et franco-britanniques semblait leur donner raison, la Kriegsmarine n'ayant d'ailleurs pas encore atteint le tonnage autorisé par l'accord naval anglo-allemand de 1936. Toutefois, cette supériorité n'est pas aussi solide que l'on croyait dans les chancelleries et les états-majors.

Si le personnel de la Royal Navy était toujours d'une très haute qualité, en revanche les constructions navales britanniques avaient considérablement baissé de rythme entre 1922 et 1937, si bien que la flotte britannique avait subi un vieillissement sensible de ses unités, qui ne serait surmonté que par un effort de réarmement, mais dont les effets ne devraient pas se faire sentir avant 1941 ou 1942. Certes, 15 bâtiments de ligne (cuirassés) s'opposent à 5 bâtiments allemands du même type, mais 3 seulement, le *Hood*, le *Repulse* et le *Renown* étaient suffisamment rapides et armés pour neutraliser ces derniers. Et encore, l'armement principal des « cuirassés de poche » allemands surclassait celui de tous les bâtiments alliés. C'est ce qui avait déterminé l'Amirauté britannique à demander à l'amiral Darlan que deux cuirassés modernes français renforcent la surveillance de l'Atlantique Nord. Pour compenser le lancement des cuirassés allemands *Bismarck* et *Tirpitz*, l'Amirauté britannique avait également agi auprès du ministère de la Marine français pour faire accélérer l'achèvement des deux cuirassés *Richelieu* et *Jean Bart*, alors en chantier ⁽¹⁾.

En ce qui concerne l'aéronavale, la France ne disposait que d'un « transport d'avions », le *Béarn*, et la Royal Navy avait d'autant mieux négligé les porte-avions, que sa doctrine prévoyait que les avions pourraient tout au plus ralentir les bâtiments ennemis, qui ne pourraient être coulés que par d'autres navires.

Pour ce qui est de la protection des lignes de communication maritimes, l'Amirauté britannique privilégiait la flotte de surface, négligeant la menace sous-marine, au sujet de laquelle elle écrivait en 1937 que les sous-marins ne seraient plus jamais en mesure de lui poser les mêmes problèmes qu'en 1917. Les experts britanniques pensaient pouvoir compter sur l'équipement de 200 de leurs bâtiments en *ASDIC* (*Anti-Submarine Detection Investigation Committee*), un dispositif d'identification sous-marine fondé sur le bruit et le système des convois, déjà expérimenté en 1917.

Or, si la Kriegsmarine ne disposait en octobre 1939 que de 57 sous-marins, dont 22 seulement se trouvaient en patrouille dans l'Atlantique, la doctrine sous-marine, exposée par Dönitz dans un ouvrage publié en 1939, laissait envisager le recours aux meutes de sous-marins dont l'efficacité commençait à s'imposer en 1918, au moment de la cessation des hostilités. Il était donc hautement probable que la construction et la production de sous-marins allaient s'accélérer en Allemagne, que l'arme sous-marine serait

⁽¹⁾ Ces arguments pèseront de tout leur poids, quelques mois plus tard, au moment de la décision de l'opération *Catapult*, contre la Flotte française à Mers El Kébir.

privilegiée, et que, dans l'hypothèse où la guerre navale prendrait une importance majeure du fait des lignes de communication maritimes (dont coloniales), la puissance industrielle allemande allait lui permettre de constituer une flotte sous-marine extrêmement dangereuse et menaçante pour la supériorité des marines alliées.

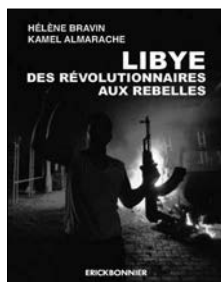
Les premiers épisodes de la guerre suffirent d'ailleurs à le démontrer : le *Royal Oak*, certes un vieux cuirassé, et le porte-avions *Courageous* se sont fait couler au mouillage à Scapa Flow, par un sous-marin allemand, l'*U-47*, dont le commandant, particulièrement audacieux avait réussi à se glisser jusqu'à l'intérieur de la première base navale britannique. Pendant ce temps, les sous-marins commençaient, dans l'Atlantique, à causer des pertes sensibles aux flottes de commerce alliées.

Enfin, face au danger aérien, les défenses antiaériennes des marines française et surtout britannique étaient trop faibles, comme allaient très rapidement le montrer les opérations navales de Norvège et de Méditerranée. En fait, les états-majors navals alliés, français et britanniques, n'avaient pas réfléchi à la menace mortelle que pourrait représenter, pour des flottes de surface, l'emploi en force et en masse de formations aériennes de bombardement.

In fine, la supériorité, complaisamment affichée, dès la déclaration de guerre, des marines française et britannique, était loin d'être pérenne et incontestable. À leur renforcement, à compter de 1942, correspondrait vraisemblablement l'entrée en service massive de nouveaux sous-marins allemands. La vulnérabilité de leurs bâtiments à l'arme aérienne constitue une faiblesse sans appel. En revanche, la capacité de protection des chantiers navals, tant français que britanniques était réelle et efficace.

En termes de missions, les deux amirautés étaient conscientes que leur mission prioritaire serait la protection de leurs lignes de communication maritimes, laquelle accaparerait l'essentiel de leurs moyens, alors que la marine allemande concentrerait ses efforts dans des opérations offensives conformément à sa stratégie d'ensemble. Pour ce qui est du lancement de nouvelles unités, les capacités des chantiers navals français et britanniques étaient importantes, mais pas illimitées. La puissance industrielle allemande, renforcée des capacités des régions annexées au Reich avant la guerre, pourrait sûrement y faire équilibre. Dans ce domaine, une guerre longue ne donnerait peut-être pas un avantage décisif aux Alliés, au moins tant que la puissance économique américaine ne viendrait pas définitivement renverser de façon irréversible le rapport de force, par un engagement aux côtés des alliés.

Claude Franc



Hélène Bravin, Kamel Almarache : ***Libye, des révolutionnaires aux rebelles*** ; Éditions Erick Bonnier, 2018 ; 340 pages.

Depuis la mort brutale de Kadhafi en octobre 2011 à la suite de l'intervention militaire soutenue principalement par la France et le Royaume-Uni consécutivement aux « Printemps arabes », avec l'appui des pays du Golfe, la Libye a basculé dans une nouvelle guerre civile et est toujours en proie à tous les tourments et les affres d'une reconstruction institutionnelle ratée.

Des milices surarmées et d'origines tribales diverses ont pris pied progressivement dans les différentes villes du pays, menaçant la population, tandis que le pouvoir politique est incapable de proposer une solution cohérente aux difficultés issues de l'effondrement du régime du colonel Kadhafi. De son côté, l'armée vaincue par la coalition a été disloquée et s'est éparpillée sur le terrain au gré des intérêts de groupes particuliers ou de chefs locaux. L'État central – déjà faible techniquement auparavant, en raison des sautes d'humeur de Kadhafi – s'est, par ailleurs, révélé incapable de diriger le pays et est scindé par des rivalités régionales, principalement est-ouest, reflétant l'absence d'unité nationale – une réalité historique – de cette vaste région peu peuplée et principalement constituée de déserts peu attractifs, mais riches des ressources du sous-sol avec les hydrocarbures principalement. Et de fait, le pétrole constitue à la fois un enjeu et un atout pour les factions en lutte, car elles ont besoin de se financer, et cette matière première est une manne essentielle permettant d'alimenter tous les trafics, y compris humains.

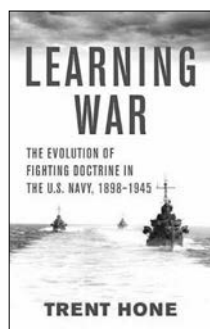
Hélène Bravin, spécialiste reconnue de la région et auteure d'un ouvrage remarqué sur Kadhafi (*Kadhafi, vie et mort d'un dictateur*, Éditions François Bourin, 2012) et Kamel Almarache essayent de dénouer, avec cet ouvrage très documenté, l'écheveau de cette descente aux enfers apparue dans la Libye *post-jamahiryenne*, en donnant des clefs de compréhension sur la constitution progressive des milices – souvent sur des critères tribaux – et leur rôle dans cet immense territoire quasi vide et sur la déliquescence du pouvoir politique à Tripoli, ainsi que sur l'apparition du maréchal Khalifa Haftar, longtemps en exil après avoir connu l'humiliation de la captivité dans les années 1980 face aux troupes tchadiennes et dont l'ambition est de diriger le pays.

La démobilisation de l'armée à la suite de la mort du colonel Kadhafi a cristallisé toutes les rancœurs d'une troupe défaite militairement et détricotée moralement, et de ses chefs en mal de reconnaissance et de rôles à jouer dans une nouvelle Libye aux forces centrifuges. En l'attente d'élections nationales présidentielles et législatives voulues par la communauté internationale, essayant de mettre en place un dialogue entre toutes les parties prenantes, le pari de la reconstruction politique de la Libye reste hasardeux et semé d'embûches tant les ambitions des uns et des autres sont fortes et en totale

contradiction. Parmi les questions non résolues, comment intégrer d'une façon ou d'une autre les milices au sein d'un appareil de défense unique qui lui n'existe que difficilement ?

D'où l'intérêt de ce livre qui permet ainsi d'avoir un éclairage utile sur un pays – mal connu – et dont la stabilité est nécessaire tant pour le continent africain, en particulier pour la bande sahélo-saharienne en pleine déstabilisation malgré les efforts de l'opération *Barkhane*, que pour l'Europe, en raison notamment de la question migratoire. En effet, les flux de migrants africains et venant du Moyen-Orient transitant par la Libye constituent un enjeu à la fois humanitaire et sécuritaire pour une Union européenne réceptacle de ces migrations de la misère. Il ressort, à la lecture du livre, de nombreuses interrogations sur l'avenir des Libyens dans une région aux fortes tensions. Avec la perspective d'une Libye longuement divisée en deux entités principales bénéficiant des ressources du pétrole et donc n'ayant aucun intérêt à se réunifier.

Jérôme Pellistrandi



Trent Hone : ***Learning War—The evolution of fighting doctrine in the U.S. Navy, 1898-1945*** ; USNI Press, 2019 ; 402 pages.

Learning War est un ouvrage précieux et d'une grande actualité. Précieux, car il offre une immersion de premier plan dans l'histoire opérationnelle et intellectuelle de l'US Navy au cours des décennies qui l'ont vue passer du statut de simple marine régionale à celui de première marine mondiale. D'une grande actualité, car Trent Hone y met magistralement en lumière les ingrédients nécessaires à l'émergence réussie d'une culture de l'innovation dans un organisme complexe.

Car c'est bien avant tout d'innovation dont il est question ici, tant la période qui sépare la guerre américano-hispanique de 1898 de la capitulation du Japon en 1945 est pour l'US Navy un long moment de fermentation intellectuelle, comme il y en eut rarement. Une fermentation commencée à l'aube du XX^e siècle, qui permit *in fine* à l'US Navy de s'imposer, un demi-siècle plus tard, dans le Pacifique face au redoutable ennemi japonais.

Alliant l'approche historique et l'analyse de l'expert en organisations complexes, Trent Hone décortique pour nous cette évolution. Tout commence avec une marine certes victorieuse en 1898, mais techniquement en retard par rapport aux marines européennes et croulant sous le poids des archaïsmes. Sous l'impulsion de bons maîtres (entre autres, les amiraux Mahan et Sims) et de sponsors politiques (en particulier le président Theodore Roosevelt), cette marine opère à l'aube du XX^e siècle une mue en

refondant le corps de ses officiers (fusion des officiers de ligne et des ingénieurs, avancement au mérite et non plus à l'ancienneté) et en créant les conditions d'un renouveau intellectuel par une vision stratégique (celle de l'amiral Mahan) et un enseignement performant valorisant la réflexion personnelle (création du Naval War College, qui existe encore de nos jours). En parallèle de cette œuvre de redressement, l'US Navy se dote progressivement, à partir de 1900, d'un système de commandement moderne adossant responsabilités opérationnelles et organiques, qui sera favorablement éprouvé lors du premier conflit mondial.

Sur cette lancée et forte des enseignements tirés de sa participation à la Première Guerre mondiale, l'US Navy vit l'entre-deux-guerres dans un contexte particulièrement porteur pour l'innovation technico-opérationnelle. Trent Hone développe cet aspect à travers deux exemples auxquels il consacre des chapitres. D'une part, l'exemple de la maturation des systèmes de conduite de tir d'artillerie navale, qui permet en quelques années à l'US Navy de disposer d'une avance considérable dans le domaine de la capacité d'engagement à longue portée. D'autre part, l'exemple de la mise au point d'un corpus doctrinal tactique très élaboré, fondé sur les principes plus que sur les procédés. Trois principes cardinaux marquent ainsi des générations d'officiers : l'agressivité dans le combat naval, la recherche de l'engagement rapide et effectif, et la décentralisation du commandement naval. Avec ces deux exemples, Trent Hone montre comment l'ouverture d'esprit de l'US Navy et l'entretien d'une saine émulation ont été les facteurs essentiels de ces avancées : qu'il s'agisse des concours de tirs d'artillerie ou des *War Games* destinés à résoudre les fameux *Fleet Problems*, ces évolutions portent le sceau de la soif d'apprendre et du partage collaboratif du savoir. Dit autrement, l'US Navy développe alors avec succès une culture de l'innovation.

C'est ensuite ce même état d'esprit qui permet à la marine américaine de surmonter la sidération de Pearl Harbor et de remonter la pente face au Japon. Là encore, deux manifestations concrètes de cet état d'esprit sont développées par Trent Hone dans des chapitres dédiés, pour illustrer l'incroyable résilience de l'US Navy. Premièrement, l'invention du *CIC* (*Combat Information Center*, ou Central Opérations en français), ce centre névralgique de fusion de l'information tactique aujourd'hui répandu sur les bâtiments du monde. La complexité croissante des situations d'imbrication tactique avec les Japonais – en particulier de nuit – dépassant largement les capacités cognitives du seul commandant, les propositions *bottom-up* des *destroyers* engagés dans les îles Salomon (qui d'ailleurs font l'illustration de couverture de l'ouvrage) vont ainsi aboutir à la mise en place d'un organe qui, couplé aux avancées dans le domaine du radar, permet aux Américains de reprendre l'ascendant sur un ennemi japonais beaucoup plus conservateur. Deuxièmement, la mise en place de la doctrine des *Task Forces* organisées autour des porte-avions, qui permettent de concilier le besoin de rapidité dans la manœuvre opérative de reprise des îles (appui aux combats amphibies), le besoin de concentration pour défaire le gros de la flotte japonaise et l'exigence de défense et de support mutuel face à la réponse asymétrique désespérée des Japonais (attaques kamikazes). C'est donc durant la guerre, le « test ultime » de l'innovation selon Trent Hone,

que l'US Navy recueille les fruits des conditions qu'elle a créées quatre décennies auparavant. Les chefs de la marine américaine en sont d'ailleurs les premiers produits : l'amiral King, patron de l'US Navy durant le second conflit mondial, est issu de la promotion 1901, tout comme l'amiral Nimitz, vainqueur dans le Pacifique.

Au total, trois facteurs principaux sont mis en avant dans *Learning War* pour expliquer la formule gagnante de l'US Navy durant ce demi-siècle trépidant. D'abord, la motivation des élites, c'est-à-dire des officiers animés par le mérite et ayant envie d'apprendre. Ensuite, les moyens de la réflexion, c'est-à-dire la création d'un système de partage collaboratif du savoir, au premier titre avec la création du Naval War College. Enfin, les mécanismes favorisant l'innovation, c'est-à-dire les « contraintes » (*War Games*, compétitions, et ultimement la guerre) qui permettent la quête d'une amélioration continue. En contrepoint, Trent Hone souligne toutefois qu'un tel écosystème n'est pas un long fleuve tranquille et qu'il doit s'accommoder d'une grande « variabilité » (qui peut être difficile à tolérer pour une institution par nature en quête de conformité) dans les pratiques et d'un certain nombre d'échecs inévitables. Par contraste, l'auteur souligne d'ailleurs que cette parenthèse bénie se referme à partir de 1945, les conditions de l'innovation laissant alors naturellement la place, sous l'effet de la croissance exponentielle de l'US Navy ⁽¹⁾, à une nécessaire standardisation des pratiques imposées par le haut.

Learning War est donc une magnifique fresque qui nous parle d'innovation, à notre époque où ce terme est devenu un nouveau mantra. Cette fresque suggère avant tout qu'au commencement de l'innovation sont les conditions de son émergence : « *Innovative solutions cannot be imposed or planned. They must be allowed to emerge—by fostering creativity with enabling constraints and harnessing new ideas through feedback mechanisms. In the first five decades of the twentieth century, the Navy was so familiar with this approach that it became a regular occurrence.* »

On ne saurait trop recommander *Learning War* à qui s'intéresse à l'innovation, et au premier chef aux officiers de la Marine nationale, qui a fait de l'innovation l'un des axes de son plan directeur ⁽²⁾. On peut enfin recommander cet essai à ceux qui ont une vision parfois stéréotypée de l'histoire de l'innovation navale et qui entretiennent – dans les colonnes de la *Revue Défense Nationale* – l'idée simple selon laquelle les cuirassés étaient, dès l'entre-deux-guerres, des dinosaures condamnés d'avance, mais maintenus dans leur rôle de *capital ships* par des officiers obscurantistes. Trent Hone tord le cou à cette vision erronée, en montrant comment le porte-avions a été très tôt valorisé dans une US Navy peu encline au conservatisme, avant de s'imposer comme le prolongement naturel du cuirassé en réponse au besoin de concentration de la force dans le combat naval.

Thibault Lavernhe

⁽¹⁾ L'US Navy passe de 13 162 officiers en juillet 1940 à 325 074 officiers mi-1944. Les équipages passent de 144 824 en juillet 1940 à 3 009 380 à la fin de la guerre.

⁽²⁾ <http://www.defense.gouv.fr/>



Florian Manet : ***Le Crime en bleu – Essai de thalassopolitique*** ; Nuvis, 2018 ; 262 pages.

Colonel de gendarmerie, Florian Manet livre avec *Le Crime en bleu* un tableau complet et précis de l'écosystème des activités illicites en mer. Fort de sa connaissance du monde maritime et de son expérience de chef de la section de recherche de la gendarmerie maritime, cet officier y développe l'idée selon laquelle « la criminalité organisée en mer apparaît comme la face cachée d'une mondialisation des échanges fondée sur la maritimisation des économies ». Partant, le colonel Manet construit un propos à la fois théorique et pratique, qui vise à montrer comment la maritimisation, par ses caractéristiques, agit comme multiplicateur de puissance pour les malfaiteurs. Qu'il s'agisse de narcotrafic (cas d'école par excellence, d'ailleurs largement développé par l'auteur), de contrefaçons, de pêche illicite, de piraterie ou encore de trafic d'êtres humains, l'auteur constate que « telle la bernique, l'activité criminelle s'est accrochée au rocher d'une mondialisation irréversible, lui assurant un avenir des plus prospère ».

Dès lors, l'approche de l'auteur est double. D'une part, il s'attache à caractériser au mieux le phénomène de criminalité maritime, en développant la notion théorique de « thalassocratie criminelle » (d'où le sous-titre de l'ouvrage) : la mer étant un « miroir de puissance », les acteurs illicites l'utilisent comme levier pour étendre leur logique de maîtrise du territoire à la continuité terre-mer. L'ancien chef du service de police judiciaire de la mer déploie ainsi une analyse comparative très pertinente entre le modèle de la criminalité et la géoéconomie portuaire, montrant comment le monde maritime présente malgré lui un terrain d'expansion naturel pour le crime (liberté de naviguer, chaîne de production complexe, possibilité de dissimulation du flux illicite dans un système licite, enjeu financier important). D'autre part, le colonel Manet s'attache à identifier les meilleurs moyens de riposte, qui sont par définition à concevoir à l'échelle mondiale. Dans ce volet de son propos, on trouve notamment une mise en perspective de l'action de la gendarmerie maritime – ce « trait d'union entre terre et mer » – ainsi qu'un panorama très complet de la sûreté maritime et portuaire. La spécificité de l'action judiciaire en mer y est par ailleurs largement mise en avant. Sans surprise, l'auteur conclut par un appel à une convergence de l'action des acteurs étatiques et privés pour mettre en échec la criminalité organisée agissant sur et par l'océan.

On appréciera l'approche pédagogique de l'essai, qui utilise de fréquents encadrés pour préciser certaines notions ou les rôles des acteurs nationaux et internationaux. Préfacé par le chef d'état-major de la Marine et par le directeur général de la Gendarmerie nationale, *Le Crime en bleu* constitue en particulier un excellent ouvrage pour qui veut comprendre l'organisation française de l'action de l'État en mer, qui brille par sa singularité.

Thibault Lavernhe



Brigitte Le Guen (dir.), Maria Cecilia D'Ercole, Julien Zurbach : **Naissance de la Grèce. De Minos à Solon (3200 à 510 avant notre ère)** ; Belin, 2019 ; 690 pages.

Du roi mythique Minos à Solon, l'un des Sept sages de la Grèce ancienne, ce beau volume, richement illustré et cartographié, retrace l'histoire des mondes égéens depuis leur origine en embrassant la totalité des cultures archéologiques qui se sont succédé pendant l'âge du bronze. On assiste ainsi à la formation en Égée des premières sociétés dites mycéniennes et à l'édification de vastes monuments appelés conventionnellement « palais », qui font suite à ceux préalablement attestés en Crète. Au XII^e siècle avant J.-C., surviendront la destruction de ces bâtiments et la disparition concomitante de l'écriture liée à leur fonctionnement, le linéaire B, dont la langue transcrite était déjà du grec. Viennent ensuite les « âges obscurs », du début de l'âge du fer, d'où émergeront peu à peu des formes urbaines embryonnaires, qui donneront naissance, aux environs du VII^e siècle avant J.-C., aux entités nommées *poleis* (cités ou cités-États). Un même modèle civique se diffusera si largement par le biais de colonies qu'en l'espace de deux siècles des Grecs seront présents du détroit de Gibraltar à la Syrie et de la Crimée au delta du Nil, en passant par les côtes de la Turquie actuelle. Dans le même temps, la monnaie fera son apparition, ainsi qu'un nouvel alphabet emprunté très vraisemblablement aux Phéniciens.

Chemin faisant, l'ouvrage remet en cause un certain nombre d'interprétations historiographiques convenues. Ainsi, la survenance de « grandes invasions » qui expliqueraient l'arrivée massive et subite des Grecs dans l'Égée. Pour les auteurs, « on ne croit plus à l'existence, à cette date, d'un peuple dûment constitué et à l'identité clairement définie ». On peut seulement affirmer qu'ils parlent un dialecte grec, le dialecte aujourd'hui qualifié de mycénien. Maria Cecilia D'Ercole et Julien Zurbach rejettent également les notions de « miracle grec » et de « révolution hoplitique ».

Les deux auteurs ne manquent pas d'examiner en détail des questions encore débattues entre spécialistes, comme le problème des invasions doriennes ou celui des « peuples de la mer », la guerre de Troie, les origines de Sparte, le panthéon grec, etc.

Les relations diplomatiques et économiques du monde mycénien avec les autres puissances régionales (Égypte, Hittites...) ne sont pas oubliées, de même que les débuts de la littérature avec Homère et Hésiode.

Muni d'un glossaire et de tables chronologiques détaillées qui permettent de clarifier la périodisation complexe du monde grec archaïque, ce volume est à la fois un instrument de travail indispensable sur le monde égéen des premiers siècles, un ouvrage de référence et un véritable livre d'art.

Serge Gadal

Revue Défense Nationale

COMITÉ D'ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE

■ CONSEIL D'ADMINISTRATION

- MM. le général d'armée aérienne T. CASPAR-FILLE-LAMBIE, *président*.
J.-P. DEVAUX, ingénieur général hors classe de l'armement, *trésorier*.
B. BESANCENOT, ambassadeur.
le général de division F. BLACHON, commandant la 1^{re} Division de l'Armée de terre.
le général d'armée D. CASTRES, « conseiller senior » (CEIS).
le vice-amiral E. DESCLÈVES, de l'Académie de Marine.
le général de corps d'armée P. DESTREMAU, directeur de l'IHEDN et de l'EMS.
- M^{me} I. FACON, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique.
- M. B. HUET, conseiller spécial du président de Naval Group.
- M^{me} la préfète C. SARLANDIE de LA ROBERTIE, ancienne rectrice d'académie.
- MM. J. TOURNIER, conseiller-maître à la Cour des comptes.
le général d'armée J.-R. VECHAMBRE, ancien inspecteur général des armées (Gendarmerie).

■ PRÉSIDENTS D'HONNEUR

- MM. le général d'armée aérienne Ph. VOUGNY. – le général d'armée C. QUESNOT.
le général d'armée aérienne B. NORLAIN. – l'Amiral A. COLDEFY.

La *Revue Défense Nationale* est éditée par le Comité d'études de défense nationale
(association loi de 1901)

Adresse géographique : École militaire, 1 place Joffre, bâtiment 34, Paris VII

Adresse postale : BP 8607, 75325 Paris cedex 07

Fax : 01 44 42 31 89 - www.defnat.fr - redac@defnat.com

Directeur de la publication : Thierry Caspar-Fille-Lambie - Tél. : 01 44 42 31 92

Rédacteur en chef : Jérôme Pellistrandi - Tél. : 01 44 42 31 90

Rédactrice en chef adjointe : Audrey Hérisson

Secrétaire général de rédaction : Pascal Lecardonnel - Tél. : 01 44 42 43 69

Assistante de direction et secrétaire de rédaction : Marie-Hélène Mounet - Tél. : 01 44 42 43 74

Secrétaires de rédaction : Jérôme Dollé et Antoine Aubert - Tél. : 01 44 42 43 69

Abonnements : Éliane Lecardonnel - Tél. : 01 44 42 38 23

Chargés d'études : Laurent Henninger et Emmanuel Desclèves - Tél. : 01 44 42 43 72

Comité de lecture : Marie-Dominique Charlier-Barou, André Dumoulin,

Jean Esmein, Sabine de Maupeou et Bernard Norlain

Régie publicitaire (ECPAD) : Karim Belguedour - Tél. : 01 49 60 59 47

DL 97097 - 1^{er} trimestre 2020 - ISSN : 2105-7508 - CP n° 1024 G 85493 du 10 octobre 2019

Imprimée par Bialec, 23 Allée des Grands Pâquis, 54180 Heillecourt

COMITÉ DE RÉDACTION

- MM. B. d'ABOVILLE, ambassadeur.
Y. BOYER, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique.
F. BOZO, professeur à la Sorbonne Nouvelle (Université Paris III).
N. BRONARD, chef du pôle « Prospective et recherche stratégique » (DGRIS).
le vice-amiral E. DESCLÈVES, de l'Académie de Marine.
H. DRÉVILLON, professeur des universités, Paris I Panthéon-Sorbonne (SHD).
- M^{mes} I. FACON, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique.
M. FARGHEN, chercheur associée à la Fondation pour la recherche stratégique.
- M. J. FERNANDEZ, professeur de droit public, directeur du Centre Thucydide.
- M^{me} C. GALACTÉROS, géopolitologue, fondatrice et présidente du *think tank* Geopragma.
- MM. F. GOUTTEFARDE, député de l'Eure, membre de la Commission Défense nationale et des Forces armées.
B. HUET, conseiller spécial du président de Naval Group.
J.-V. HOLEINDRE, professeur de science politique et directeur scientifique de l'Irsem.
le capitaine de frégate T. LAVERNHE, commandant la frégate *Surcouf*.
- M^{me} E. RIOUX, directrice de la rédaction et rédactrice en chef de la revue *Inflexions*.
- M. J.-J. ROCHE, professeur des universités.
- M^{me} la préfète C. SARLANDIE de LA ROBERTIE, ancienne rectrice d'académie.
- MM. G.-H. SOUTOU, membre de l'Institut.
É. TENENBAUM, docteur en histoire, chercheur à l'Ifri.
- M^{me} F. TSIPORAH (ACHC), conseiller Prospective et stratégie à l'EMA.

CAHIER DES CHARGES AUTEURS

Le Comité d'études de défense nationale qui édite la RDN sollicite des articles rédigés en français, inédits, en rapport avec sa ligne éditoriale. Deux modèles de maquette ont été adoptés.

- Les articles demandés pour toutes les rubriques comprendront de 13 000 à 15 000 signes.

Les notes sont ainsi définies : faisant références à des ouvrages, elles peuvent être renvoyées en fin d'article dans un encadré « Éléments de bibliographie » en conservant le rappel de source dans le texte ; les autres notes, si elles sont courtes et peu nombreuses, sont réintégrées dans l'article ; les plus longues font l'objet d'un encadré titré référencé par un astérisque *. Au cas où les notes sont nombreuses, elles sont toutes placées en bas de page.

- Pour les « Chroniques » et les « Recensions », les textes doivent être compris entre 2 500 et 5 000 signes.

Le contenu du texte et les références restent de la responsabilité exclusive des auteurs et les opinions émises n'engagent pas la RDN. Les droits de traduction, reproduction et d'adaptation sont réservés pour tous pays. Les articles soumis à publication doivent être envoyés pour évaluation par courrier électronique (redac@defnat.com). Tous les textes qui ne correspondraient pas d'emblée aux formats, aux critères linguistiques standards et aux exigences de rigueur critique seront renvoyés aux auteurs pour adaptation avant leur évaluation. La rédaction oriente les textes retenus vers la RDN imprimée ou la RDN en ligne (www.defnat.com) selon la ligne éditoriale qui est diffusée par ailleurs. La publication des textes évalués reste subordonnée à des ajustements éventuels de forme ou de fond et à la signature d'un contrat d'auteur. À l'issue du processus d'approbation, un résumé en français est établi par la RDN. L'auteur d'un article en réserve l'exclusivité à la RDN et s'engage à ne le développer ou le résumer que si la mention de son origine apparaît. Les auteurs francophones, doctorants, jeunes chercheurs en affaires stratégiques, officiers de l'enseignement militaire supérieur français ou étranger font l'objet d'une attention particulière. Les règles de rédaction et de référencement sont celles du code typographique à l'usage de la presse.

Le « bon à tirer » vaut cession de droit et autorise le CEDN à publier l'article sur supports papier ou sur l'*Internet*. En contrepartie, l'auteur bénéficie d'un abonnement de 1 an (PDF) à la RDN à compter du mois de la parution de son article (1 exemplaire justificatif papier est accordé, tout numéro supplémentaire sera facturé). Une épreuve PDF de l'article peut lui être envoyée par courriel sur demande. L'auteur devient membre titulaire du CEDN pendant 1 an, sauf avis contraire, et est invité à ses manifestations.

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 an (10 numéros)

La souscription peut également se faire en ligne
(www.defnat.com)

	France	UE-étranger
Papier		
Particuliers	95 € <input type="checkbox"/>	125 € <input type="checkbox"/>
Administrations, entreprises et associations	150 € <input type="checkbox"/>	180 € <input type="checkbox"/>
- 25 ans (justificatif demandé)	50 € <input type="checkbox"/>	
Numérique (PDF par courriel)		
Particuliers	60 € <input type="checkbox"/>	
Administrations et entreprises	95 € <input type="checkbox"/>	
- 25 ans (justificatif demandé)	30 € <input type="checkbox"/>	
Adhésion au CEDN : 15 € <input type="checkbox"/>		

En adhérant, vous devenez membre titulaire du Comité d'études de défense nationale (CEDN), éditeur de la *Revue Défense Nationale*, et contribuez ainsi à la promotion de la pensée stratégique que la *RDN* diffuse depuis 1939. Vous serez invité à participer à son Assemblée générale et vous recevrez sa lettre mensuelle *Les Repères de la RDN*.

Les particuliers « abonnés papier » reçoivent gratuitement l'édition électronique (PDF).

Soutien (papier et PDF + adhésion) : > ou = à 500 €

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Chèque Mandat LBP Paris 51657E

CB _____ Expire _____ Code crypto _____

Revue Défense Nationale - BP 8607 - 75325 Paris cedex 07

www.defnat.com
La RDN en ligne

Les dernières Tribunes
(en accès libre pendant un mois)

« Mexique : les pirates du pétrole »
de Quentin NOUGUÉ

« L'Iran, puissance hégémonique ? »
de Denis BAUCHARD

« Vers une nouvelle alliance franco-russe ? »
d'Édouard JOSSE et de Thibaud MATTEI

« Parmi les livres : un monde sans boussole ? (2/10) »
d'Eugène BERG

Chaque lundi, un Florilège

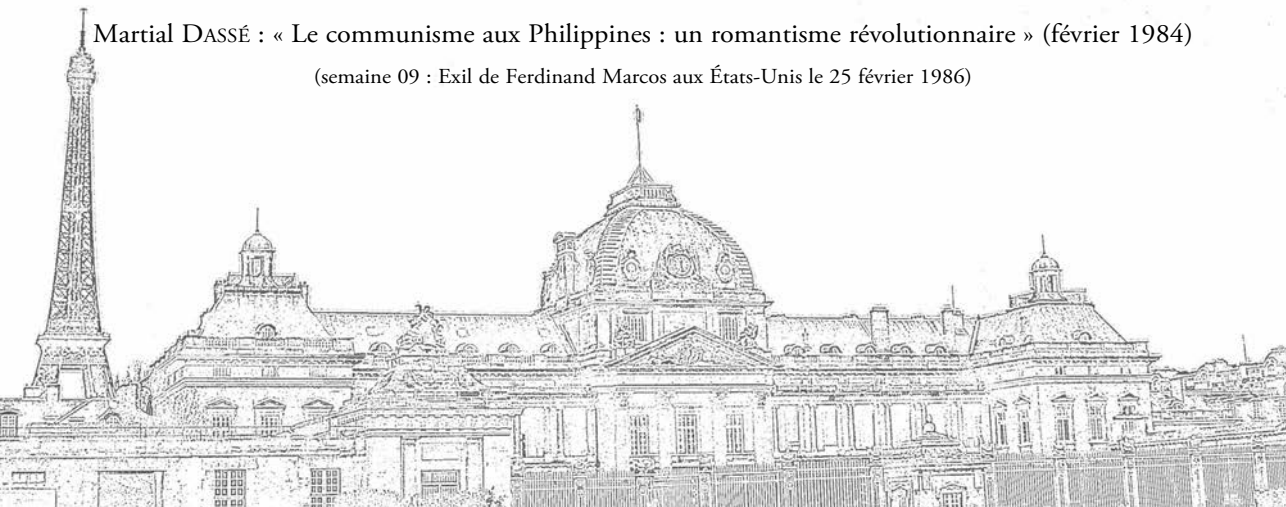
(un ancien article en rapport avec un événement historique durant la même semaine)

Maurice PERNOT : « La Turquie et l'Europe » (août 1939)
(semaine 06 : Signature de l'alliance franco-ottomane le 04 février 1536)

Yves SALKIN : « Contrastes colombiens » (avril 1991)
(semaine 07 : Simon Bolivar, chef du nouvel état colombien le 10 février 1828)

René VALLET : « Le Yémen, utile relais » (novembre 1959)
(semaine 08 : Assassinat de l'imam Yahya, début de la crise yéménite le 17 février 1948)

Martial DASSÉ : « Le communisme aux Philippines : un romantisme révolutionnaire » (février 1984)
(semaine 09 : Exil de Ferdinand Marcos aux États-Unis le 25 février 1986)





Lancée en 1939 par le Comité d'études de défense nationale (Association loi 1901), la **Revue Défense Nationale** assure depuis lors la diffusion d'idées nouvelles sur les grandes questions nationales et internationales qu'elle aborde sous l'angle de la sécurité et de la défense. Son indépendance éditoriale l'autorise à participer activement au renouvellement du débat stratégique. La **Revue Défense Nationale** permet de garder le contact avec le monde de la défense et apporte, grâce à ses analyses, la réflexion à l'homme d'action.

Préface - Benoît Durieux

« Maître Yoda » : l'apport de Pierre Hassner à l'étude des relations internationales

Jean-Vincent Holeindre - Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Pierre Hassner

L'Europe des années 1970 : stabilité et conflits - RDN n° 289, mai 1970

Force et politique aujourd'hui - RDN n° 306, décembre 1971

L'Europe, de la guerre froide à la paix chaude - RDN n° 320, mars 1973

Les contradictions de la détente : faux dilemmes et vrais problèmes - RDN n° 334, juin 1974

Nouvelle phase en Europe : de l'instabilité politique au déséquilibre militaire ?

RDN n° 350, décembre 1975

L'URSS, l'eurocommunisme et l'Europe occidentale - RDN n° 362, janvier 1977

La déstabilisation de l'Asie et les interactions soviéto-américano-européennes

RDN n° 393, novembre 1979

« Eurocommunisme » et « eurostratégie » - RDN n° 402, août-septembre 1980

Conflit des civilisations ou dialectique de la modernité ? - RDN n° 574, avril 1996

Incertitudes stratégiques et ambiguïtés politiques - RDN n° 729, avril 2010

Guerre, stratégie, puissance - RDN n° 743, octobre 2011

Régulation et stratégie : l'ère de la désorganisation massive ? - RDN n° 758, mars 2013

Considérations sur l'incertitude - RDN n° 766, janvier 2014

Remarques sur quelques concepts - RDN n° 771, juin 2014

Chronique - Recensions

Histoire militaire - « Octobre-novembre 1939 : la stratégie navale des Alliés » - Claude Franc

Hélène Bravin, Kamel Almarache : *Libye, des révolutionnaires aux rebelles* (Jérôme Pellistrandi)

Trent Hone : *Learning War* (Thibault Lavernhe)

Florian Manet : *Le Crime en bleu* (Thibault Lavernhe)

Brigitte Le Guen (dir.) : *Naissance de la Grèce - De Minos à Solon* (Serge Gadal)

Prochain numéro | Avenir de la guerre et ses mutations

www.defnat.fr



Couverture : © Jean-Yves DESBOURDES/ECPAD/Défense

20 € - ISSN 2105-7508
ISBN 978-2-919639-93-9